



Ministère de la Sécurité publique

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

OPPOSITION OFFICIELLE - VOLUME 1

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE OU CAHIERS ORGANISMES	PAGE
RP1-001	Indiquer les sommes dépensées en 2023-2024 par le ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).		1
RP1-002	Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2023-2024, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates des rencontres, le budget et les résultats obtenus.		2
RP1-003	État de situation de la stratégie du ministère concernant l'érosion des berges et ventilation des sommes consacrées au problème en 2025-2026.		65
RP1-004	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027 : le nom de toutes les campagnes ; a. les coûts de ces campagnes ; b. le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ; c. les dates de diffusion de la campagne ; d. les objectifs visés par chaque campagne.		67
RP1-005	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer l'âge de ces créances (ventilées par années) et les moyens entrepris pour les recouvrer. prévisions pour 2025-2026.	RACJ, SQ	-

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE**

NUMÉRO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE OU CAHIERS ORGANISMES	PAGE
RP1-006	<p>Pour chacune des organisations ci-dessous, veuillez nous fournir la liste les compressions budgétaires demandées par le gouvernement et nous détailler les mesures de compressions mises en place par l'organisation pour répondre à la demande du gouvernement en indiquant la mesure et l'économie générée (ex. : suppression de poste, fin de programme, arrêt du temps supplémentaire, etc.) :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Ministère de la Sécurité publique; b. Commissaire à la déontologie policière; c. Bureau du Coroner; d. RACJ; e. SQ; f. Tribunal administratif de déontologie policière; g. BEI; h. Commission des libérations conditionnelles; i. Fonds des services de police; j. UPAC; k. École nationale de police; l. École nationale des pompiers; m. SOPFEU. 		69
RP1-007	<p>Pour chacune des organisations ci-dessous, veuillez nous fournir les investissements faits pour l'intégration de l'intelligence artificielle en indiquant le coût et le type d'investissement (ex : frais mensuels, formations, etc.) :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Ministère de la Sécurité publique; b. Commissaire à la déontologie policière; c. Bureau du Coroner; d. RACJ; e. SQ; f. Tribunal administratif de déontologie policière; g. BEI; h. Commission des libérations conditionnelles; i. Fonds des services de police; j. UPAC; k. École nationale de police; l. École nationale des pompiers; m. SOPFEU. 		70

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE**

NUMÉRO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE OU CAHIERS ORGANISMES	PAGE
RP1-008	Veillez nous fournir les mesures d'économies et les mesures en révision des programmes identifiés afin de respecter la cible de compression budgétaire fixée par le SCT au ministère de la Sécurité publique pour 2025-2026, ventilé par organisme.		71
RP1-009	Le montant total des compressions budgétaires en 2025-2026, ventilé par organisme et pour le ministère.		69
RP1-010	<p>Pour le ministère et chaque organisme, veuillez nous fournir la liste des problèmes, délais ou incidents informatiques impliquant le ministère de la Cybersécurité et du Numérique. Pour chaque situation, veuillez nous indiquer :</p> <p>a. Une brève description du problème (ex : accès à des données, incident de sécurité, infonuagique, etc.) b. Les problèmes engendrés par la situation; c. Les correctifs apportés; d. La durée du problème (inscrire les dates); e. Les coûts engendrés; f. Les conséquences (ex : délais de mise en ligne, dépassement de coût, site internet inaccessible, etc.).</p>		72
RP1-011	<p>Suite à l'ordonnance du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes d'être prêt à offrir le 911 de prochaine génération (911 PG), veuillez nous identifier :</p> <p>a. L'état d'avancement des travaux du gouvernement du Québec; b. L'échéancier détaillé des travaux réalisés et à venir; c. Les sommes investies en 2025-2026 et les prévisions pour les trois prochaines années.</p>		73
RP1-012	<p>Le 24 avril 2023, le ministère de la Sécurité publique (MSP) amorçait une série de rencontres avec plusieurs corps de police afin d'évaluer les possibilités de partage additionnel de services policiers. Le ministère annonçait qu'il mènera des ateliers de travail avec des corps de police afin de procéder à une collecte d'informations et de données. Le résultat de ces travaux alimentera la réflexion du ministère sur les suites à donner aux recommandations du CCRP concernant l'organisation policière au Québec. En lien avec cette annonce, veuillez nous fournir l'information suivante :</p> <p>a. La liste des rencontres effectuées par le Ministère en indiquant les dates, les personnes rencontrées et l'ordre du jour; b. La liste des recommandations formulées; c. Le résultat des travaux effectués.</p>		74
RP1-013	Concernant le Rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens) ainsi que les recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (ENFFADA), veuillez nous détailler le suivi, les crédits budgétaires alloués et dépensés en 2025-2026 chacune des recommandations. Veuillez également préciser les investissements prévus en 2026-2027.		75

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE**

NUMÉRO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE OU CAHIERS ORGANISMES	PAGE
RP1-014	<p>Concernant le rapport Rebâtir la confiance, veuillez nous indiquer, pour chacune des recommandations du rapport :</p> <p>a. Le budget prévu en 2025-2026; b. Le budget dépensé en 2025-2026; c. L'état d'avancement de la mise en œuvre de la recommandation; d. Les investissements prévus en 2026-2027.</p>		76
RP1-015	<p>Concernant l'événement du Grand Prix de Montréal, veuillez nous fournir :</p> <p>a. Les données détenues par le MSP déclarées par le SPVM pour agression sexuelle pendant le Grand Prix de Montréal. Veuillez nous fournir l'information en indiquant si la victime est mineure ou majeure et s'il s'agit d'une femme ou d'un homme. Veuillez nous fournir l'information pour les 10 dernières années; b. Les données détenues par le MSP déclarées par le SPVM pour exploitation sexuelle pendant le Grand Prix de Montréal. Veuillez nous fournir l'information en indiquant si la victime est mineure ou majeure et s'il s'agit d'une femme ou d'un homme. Veuillez nous fournir l'information pour les 10 dernières années; c. Mesures mises en place pendant le Grand Prix pour lutter contre la prostitution ou l'exploitation sexuelle en 2025; d. Mesures qui seront mises en place pour le Grand Prix 2026 pour lutter contre la prostitution ou l'exploitation sexuelle.</p>		77
RP1-016	<p>Concernant le Plan d'action gouvernemental 2021-2026 « Contrer l'exploitation sexuelle, c'est l'affaire de tous », veuillez nous fournir le bilan du plan en indiquant, pour chacune des mesures :</p> <p>a. Le budget prévu, par année; b. Les sommes réellement investies, par année; c. Le suivi apporté à la mesure (abandonnée, entièrement réalisée, partiellement réalisée, etc.); d. L'évaluation de la mesure</p>		78
RP1-017	<p>Concernant l'Escouade intégrée de lutte contre le proxénétisme (EILP), veuillez nous fournir :</p> <p>a. La composition de l'Escouade (nombre de policiers, d'enquêteurs, etc.); b. Le budget de fonctionnement pour l'EILP et les prévisions pour les 3 prochaines années; c. Le nombre de plaintes reçues par année, pour les 5 dernières années; d. Le nombre de plaintes/dossiers déposés au DPCP; e. Le nombre de plaintes ayant mené à des accusations; f. Le nombre de plaintes ayant mené à des condamnations; g. La liste des activités de prévention réalisées en 2025-2026 par l'équipe en indiquant une courte description et les montants investis par activités.</p>	SQ	-

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE**

NUMÉRO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE OU CAHIERS ORGANISMES	PAGE
RP1-018	Concernant le projet Horizon-Logistique (refonte du système de mission des services correctionnels Dacor), veuillez nous indiquer : a. L'état d'avancement des travaux en date du 31 mars 2026; b. Les sommes prévues en 2025-2026; c. Les sommes réellement investies en 2025-2026; d. La prévision des investissements pour chaque année, jusqu'à la réalisation complète du programme en 2027; e. L'échéancier des travaux de réalisation du programme.		79
RP1-019	Concernant le projet de rehaussement technologique, veuillez nous indiquer : a. L'état d'avancement des travaux en date du 31 mars 2026; b. Les sommes prévues en 2025-2026; c. Les sommes réellement dépensées en 2025-2026; d. La prévision des investissements pour chaque année, jusqu'à la réalisation complète du programme; e. L'échéancier des travaux de réalisation du projet.		80
RP1-020	La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2025-2026. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.		81
RP1-021	Nombre d'armes enregistrées sur le Service d'immatriculation des armes à feu en date du 31 mars 2026.		114
RP1-022	Concernant les armes à feu produites grâce à des imprimantes 3D, veuillez nous dire : a. Les travaux, études, analyses et les recherches produites à ce sujet; b. Le nombre d'armes saisies en 2025-2026. Veuillez ventiler l'information par région; c. Le nombre d'opérations policières effectuées concernant les armes à feu 3D en 2025-2026. d. La liste des mesures ou des actions mises en place pour sensibiliser la population ou pour contrer la production d'armes avec des imprimantes 3D.	SQ	-
RP1-023	Concernant l'annonce du 20 octobre 2020 octroyant 65 millions de dollars au cours des prochaines années pour lutter contre les réseaux criminels et la violence liée aux armes à feu, veuillez nous indiquer, pour 2025-2026 : a. La ventilation du 65 M\$ par mesure, par année; b. Pour chacune des mesures, les investissements en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027.		115
RP1-024	Concernant la lutte contre la violence armée, veuillez nous fournir, par corps de police municipal et pour la Sûreté du Québec : a. Les sommes demandées par le corps de police ou la municipalité; b. Les sommes transférées par le ministère de la Sécurité publique; c. Les investissements prévus pour les quatre prochaines années.		116

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE**

NUMÉRO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE OU CAHIERS ORGANISMES	PAGE
RP1-025	<p>Le 24 mai 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait l'octroi de 8,54 M\$ à la Sûreté du Québec (SQ) pour reconduire et bonifier l'Équipe de dépistage des armes à feu. En lien avec cette annonce, veuillez nous dire :</p> <p>a. Le nombre de policiers sur l'Équipe de dépistage; b. Le nombre de policiers supplémentaires grâce à l'investissement additionnel; c. Le bilan des activités de l'Équipe depuis sa mise en place en janvier 2023.</p>	SQ	-
RP1-026	<p>Le 16 mai 2023, le gouvernement du Québec annonçait un investissement de 7,5 M\$ pour mettre en place une Escouade intégrée en renseignement sur la violence armée (EIRVA) dans le cadre de la Stratégie québécoise de lutte contre la violence armée : CENTAURE. Cette nouvelle unité, coordonnée par la Sûreté du Québec (SQ), permettra de combiner l'expertise d'agents et agentes de renseignements et de spécialistes en cybercriminalité pour centraliser le renseignement et optimiser les occasions d'enquête. En lien avec cette annonce, veuillez nous dire :</p> <p>a. Les sommes prévues en 2025-2026; b. Les sommes réellement investies en 2025-2026; c. La composition de l'Escouade intégrée en renseignement sur la violence armée; d. Le bilan des activités de l'Escouade.</p>		117
RP1-027	<p>Concernant la Stratégie québécoise de lutte contre la violence liée aux armes à feu, veuillez nous fournir :</p> <p>a. Le nombre de nouveaux effectifs policiers; b. Le nombre de nouveaux intervenants spécialisés au sein des équipes; c. La liste des nouvelles ressources matérielles et incluant les équipements pour le laboratoire des sciences judiciaires et de médecine légale; d. Les montants dépensés et ventilés pour l'achat de ces nouveaux équipements; e. Les sommes dépensées et ventilées pour la formation des policiers; f. Les sommes dépensées et ventilées pour la formation des intervenants spécialisés; g. Le bilan et les résultats en 2025-2026</p>		118

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE**

NUMÉRO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE OU CAHIERS ORGANISMES	PAGE
RP1-028-1	<p>Concernant la Stratégie québécoise de lutte contre la violence liée aux armes à feu, veuillez indiquer, pour chacun des trois axes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. L'état d'avancement des travaux ; b. Les sommes dépensées en 2025-2026; c. Les sommes dépensées depuis l'annonce; d. Les prévisions d'investissement pour 2026-2027 ; e. Le résultat des actions pour chaque axe; <p>Veuillez également nous fournir la ventilation des sommes suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> f. La ventilation de la somme de 5,2 M\$ sur cinq ans pour renforcer l'Escouade crime organisé-armes à feu du Service de police de Laval pour 2025-2026, ainsi que les prévisions pour 2026-2027 ; g. La ventilation de la somme de 3 M\$ sur cinq ans renforcer la Brigade d'intervention multidisciplinaire du Service de police de Longueuil pour 2025-2026, ainsi que les prévisions pour 2026-2027 ; h. La ventilation de la somme de 911 000 \$ pour soutenir les équipes du SPVM pour 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027; i. Le bilan des arrestations et des saisies d'armes à feu en 2025-2026; j. Le nombre de ressources embauchées en 2025-2026 dans la structure opérationnelle sur les groupes criminels coordonnée par la SQ, ainsi que les prévisions pour 2026-2027 ; k. Le nombre de ressources embauchées au Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale pour 2025-2026, ainsi que les prévisions pour 2026-2027 et ventiler la somme de 5,1 M\$; l. Le nombre de ressources embauchées à la Direction du renseignement des Services correctionnels pour 2025-2026, ainsi que les prévisions pour 2026-2027 et ventiler la somme de 2,4 M\$. 		119

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE**

NUMÉRO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE OU CAHIERS ORGANISMES	PAGE
RP1-028-2	<p>Concernant la Stratégie québécoise de lutte contre la violence liée aux armes à feu, veuillez indiquer, pour chacun des trois axes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. L'état d'avancement des travaux ; b. Les sommes dépensées en 2025-2026; c. Les sommes dépensées depuis l'annonce; d. Les prévisions d'investissement pour 2025-2026 ; e. Le résultat des actions pour chaque axe; <p>Veuillez également nous fournir la ventilation des sommes suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> f. La ventilation de la somme de 5,2 M\$ sur cinq ans pour renforcer l'Escouade crime organisé-armes à feu du Service de police de Laval pour 2025-2026, ainsi que les prévisions pour 2026-2027 ; g. La ventilation de la somme de 3 M\$ sur cinq ans renforcer la Brigade d'intervention multidisciplinaire du Service de police de Longueuil pour 2025-2026, ainsi que les prévisions pour 2026-2027 ; h. La ventilation de la somme de 911 000 \$ pour soutenir les équipes du SPVM pour 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027; i. Le bilan des arrestations et des saisies d'armes à feu en 2025-2026; j. Le nombre de ressources embauchées en 2025-2026 dans la structure opérationnelle sur les groupes criminels coordonnée par la SQ, ainsi que les prévisions pour 2026-2027 ; k. Le nombre de ressources embauchées au Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale pour 2025-2026, ainsi que les prévisions pour 2026-2027 et ventiler la somme de 5,1 M\$; l. Le nombre de ressources embauchées à la Direction du renseignement des Services correctionnels pour 2025-2026, ainsi que les prévisions pour 2026-2027 et ventiler la somme de 2,4 M\$. 		125

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE**

NUMÉRO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE OU CAHIERS ORGANISMES	PAGE
RP1-028-3	<p>Concernant la Stratégie québécoise de lutte contre la violence liée aux armes à feu, veuillez indiquer, pour chacun des trois axes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. L'état d'avancement des travaux ; b. Les sommes dépensées en 2025-2026; c. Les sommes dépensées depuis l'annonce; d. Les prévisions d'investissement pour 2025-2026 ; e. Le résultat des actions pour chaque axe; <p>Veuillez également nous fournir la ventilation des sommes suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> f. La ventilation de la somme de 5,2 M\$ sur cinq ans pour renforcer l'Escouade crime organisé-armes à feu du Service de police de Laval pour 2025-2026, ainsi que les prévisions pour 2026-2027 ; g. La ventilation de la somme de 3 M\$ sur cinq ans renforcer la Brigade d'intervention multidisciplinaire du Service de police de Longueuil pour 2025-2026, ainsi que les prévisions pour 2026-2027 ; h. La ventilation de la somme de 911 000 \$ pour soutenir les équipes du SPVM pour 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027; i. Le bilan des arrestations et des saisies d'armes à feu en 2025-2026; j. Le nombre de ressources embauchées en 2025-2026 dans la structure opérationnelle sur les groupes criminels coordonnée par la SQ, ainsi que les prévisions pour 2026-2027 ; k. Le nombre de ressources embauchées au Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale pour 2025-2026, ainsi que les prévisions pour 2026-2027 et ventiler la somme de 5,1 M\$; l. Le nombre de ressources embauchées à la Direction du renseignement des Services correctionnels pour 2025-2026, ainsi que les prévisions pour 2026-2027 et ventiler la somme de 2,4 M\$. 		130
RP1-029	<p>Concernant l'équipe dédiée à la lutte contre le trafic d'armes (ELTA), indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Le budget alloué pour cette équipe ; b. Les sommes dépensées à ce jour, les sommes pour 2025-2026, ainsi que les prévisions pour 2026-2027 ; c. Le nombre d'arrestations en 2025-2026 par cette équipe, ainsi que les prévisions pour 2026-2027 ; d. Le nombre d'enquêtes en 2025-2026 par cette équipe, ainsi que les prévisions pour 2026-2027 ; e. La ventilation de la somme de 5 M\$ accordée à cette équipe. 		134
RP1-030	<p>Concernant l'équipe intégrée de lutte contre le trafic d'armes (EILTA), indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Le budget alloué pour cette équipe ; b. Les sommes dépensées à ce jour, les sommes pour 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 ; c. Le nombre d'arrestations en 2025-2026 par cette équipe, ainsi que les prévisions pour 2026-2027 ; d. Le nombre d'enquêtes en 2025-2026 par cette équipe, ainsi que les prévisions pour 2026-2027 ; e. La ventilation de la somme de 5 M\$ accordée à cette équipe. 		135

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE**

NUMÉRO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE OU CAHIERS ORGANISMES	PAGE
RP1-031	<p>Le 5 décembre 2021, le gouvernement annonçait 52 M\$ pour bonifier l'axe prévention de la lutte contre les armes à feu. En lien avec cette annonce, veuillez nous indiquer, pour chacune des 6 mesures annoncées :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. La ventilation des sommes consacrées à chacune des mesures, par année, par région; b. Les sommes prévues en 2025-2026 pour chacune des 6 mesures, par région; c. Les sommes dépensées en 2025-2026 pour chacune des 6 mesures, par région; d. Les sommes prévues pour 2026-2027, par région; e. L'état d'avancement de chacune des mesures. 		136
RP1-032	<p>Le 15 octobre 2025, le gouvernement annonçait 139,4 M\$ sur 5 ans dans le cadre d'un nouveau Programme québécois de lutte contre la criminalité pour appuyer directement les organisations qui agissent auprès des personnes vulnérables, des victimes et de celles à risque de s'engager dans un parcours délinquant. En lien avec cette annonce, veuillez nous indiquer pour chacun des 3 volets :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. La ventilation des sommes consacrées à chacun des 3 volets, par année, par région; b. Les sommes prévues en 2025-2026 pour chacun des 3 volets, par région; c. Les sommes dépensées en 2025-2026 pour chacun des 3 volets, par région; d. Les sommes prévues pour 2026-2027, par région; e. Les organisations en 2025-2026 bénéficiaires de ce programme et les sommes reçues, par région; f. Le montant restant dans l'enveloppe de 139,4 M\$ en date du 31 mars 2026. 		137
RP1-033	<p>Le 1er juin 2021, le gouvernement du Québec annonçait 1,375 M\$ aux municipalités, dans le cadre du programme de soutien aux municipalités en prévention de la criminalité. En lien avec cette annonce, veuillez nous fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. La liste et le nombre de projets reçus en 2025-2026 ; b. La liste et le nombre de projets refusés en 2025-2026, indiquer le motif du refus ; c. La liste des projets retenus en 2025-2026 et le montant accordé, par projet. 		145
RP1-034	<p>Pour chaque communauté autochtone, veuillez nous dire :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Les besoins budgétaires demandés en 2025-2026; b. Le budget octroyé en 2025-2026; c. Le budget demandé pour 2026-2027; d. Les prévisions budgétaires pour 2026-2027. 		146
RP1-035	<p>Pour l'année 2025-2026, les échanges du ministre, son cabinet et/ou le ministère avec le ministre des Affaires autochtones, son cabinet et/ou ministère concernant le registre des armes à feu pour les communautés autochtones.</p>		152
RP1-036	<p>Nombre d'avertissements remis pour contravention à la Loi sur l'immatriculation des armes à feu ou au Règlement sur l'immatriculation des armes à feu en 2025-2026.</p>		153

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE**

NUMÉRO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE OU CAHIERS ORGANISMES	PAGE
RP1-037	Toute directive opérationnelle émise par le ministère, ses organismes ou ses agences, au sujet de l'application de la Loi sur l'immatriculation des armes à feu.	MSP-SQ	154
RP1-038	État de situation des activités du Centre de prévention à la radicalisation depuis sa création. Sommes totales versées en subvention en 2025-2026. Sommes totales prévues en subvention pour 2026-2027.		155
RP1-039	Concernant le comité d'experts chargé de produire un avis concernant la présence de pornographie juvénile sur les sites des entreprises enregistrées au Québec, indiquer : a. les représentants sur ce comité ; b. les dates des rencontres ; c. la liste des participants ; d. les ordres du jour ; e. les procès-verbaux. f. Le budget alloué à ce comité.		156
RP1-040	Concernant le comité interministériel formé de 16 ministères et organismes pour la mise en œuvre d'un plan d'action contre l'exploitation sexuelle des mineurs, indiquer : a. Les dates des rencontres ; b. Les listes des participants ; c. Les ordres du jour ; d. Les procès-verbaux.		157
RP1-041	En juin 2021, le gouvernement annonçait 100 M\$ sur 5 ans dans des mesures de répression pour la lutte contre l'exploitation sexuelle des mineurs. Pour chacune des mesures annoncées, veuillez nous indiquer : a. Les sommes prévues en 2025-2026; b. Les sommes investies en 2025-2026; c. Les prévisions pour les 4 prochaines années; d. Le bilan et les résultats; e. Le suivi de chacune des mesures.		158

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE**

NUMÉRO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE OU CAHIERS ORGANISMES	PAGE
RP1-042	En octobre 2021, le gouvernement du Québec annonçait 19 M\$ pour les mesures de prévention pour la lutte contre l'exploitation sexuelle des mineurs. Pour chacune des mesures annoncées, veuillez nous indiquer : a. Les sommes prévues en 2025-2026; b. Les sommes investies en 2025-2026; c. Les prévisions pour les 4 prochaines années; d. Le bilan et les résultats; e. Le suivi de chacune des mesures.		160
RP1-043	Le 18 janvier 2023, le gouvernement du Québec annonçait un financement total de 2 038 900 \$ pour les 18 organismes communautaires luttant contre l'exploitation sexuelle des mineurs pour l'année 2025-2026, veuillez nous indiquer : a. Le nombre total de demandes reçues ; b. Le nombre de demandes refusées, indiquer le motif du refus ; c. La liste des projets retenus, la date de l'aide financière et le montant reçu.		163
RP1-044	Pour chacune des recommandations du rapport de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs, indiquer l'état d'avancement de la recommandation.		164
RP1-045	Concernant les crimes à caractère sexuel, fournir, pour chacune des dix dernières années : a) le nombre de plaintes et/ou dénonciations enregistrées par les forces policières ; b) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des mises en accusation ; c) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des condamnations criminelles.		191
RP1-046	Concernant les crimes à caractère sexuel impliquant la drogue du viol, veuillez nous fournir, pour chacune des dix dernières années : a. Le nombre de plaintes et/ou dénonciations enregistrées par les forces policières ; b. Le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des mises en accusation ; c. Le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des condamnations criminelles.		193
RP1-047	Les sommes investies en 2025-2026 pour la prévention des crimes à caractère sexuel impliquant une drogue du viol et les prévisions pour 2026-2027.		194

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE**

NUMÉRO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE OU CAHIERS ORGANISMES	PAGE
RP1-048-A	<p>Le 21 juin 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait 11 mesures pour prévenir et contrer les intoxications des personnes à leur insu au moyen de substances telles que l'alcool, le GHB ou toute autre substance. En lien avec chacune des mesures ci-dessous, veuillez répondre aux questions :</p> <p>a. Définir et faire connaître la trajectoire de détection et de signalement pour les victimes présumées d'intoxication à leur insu n'ayant pas subi une agression sexuelle :</p> <p>i. Les sommes prévues en 2025-2026;</p> <p>ii. Les sommes réellement investies en 2025-2026;</p> <p>iii. Les sommes prévues pour les 4 prochaines années;</p> <p>iv. Le bilan de la mesure.</p>		195
RP1-048-B	<p>Le 21 juin 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait 11 mesures pour prévenir et contrer les intoxications des personnes à leur insu au moyen de substances telles que l'alcool, le GHB ou toute autre substance. En lien avec chacune des mesures ci-dessous, veuillez répondre aux questions :</p> <p>b. Réaliser des actions de sensibilisation pour rappeler le caractère criminel de l'intoxication d'une personne à son insu :</p> <p>i. Les sommes prévues en 2025-2026;</p> <p>ii. Les sommes réellement investies en 2025-2026;</p> <p>iii. Les sommes prévues pour les 4 prochaines années;</p> <p>iv. La liste des actions de sensibilisation réalisées et le nombre de personnes rejointes.</p>		196
RP1-048-C	<p>Le 21 juin 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait 11 mesures pour prévenir et contrer les intoxications des personnes à leur insu au moyen de substances telles que l'alcool, le GHB ou toute autre substance. En lien avec chacune des mesures ci-dessous, veuillez répondre aux questions :</p> <p>c. Sensibiliser les détenteurs de permis d'alcool (bars et restaurants) aux meilleures pratiques de prévention et d'intervention et les outiller, par l'entremise de la Régie des alcools, des courses et des jeux;</p> <p>i. Les sommes prévues en 2025-2026;</p> <p>ii. Les sommes réellement investies en 2025-2026;</p> <p>iii. Les sommes prévues pour les 4 prochaines années;</p> <p>iv. Le nombre de détenteurs de permis d'alcool rejoints.</p>		198

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE**

NUMÉRO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE OU CAHIERS ORGANISMES	PAGE
RP1-048-D	<p>Le 21 juin 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait 11 mesures pour prévenir et contrer les intoxications des personnes à leur insu au moyen de substances telles que l'alcool, le GHB ou toute autre substance. En lien avec chacune des mesures ci-dessous, veuillez répondre aux questions :</p> <p>d. Sensibiliser les détenteurs de permis d'alcool et de permis d'agent de sécurité privé sur les meilleures pratiques de prévention et d'intervention et les outiller par l'entremise du Bureau de la sécurité privée;</p> <p>i. Les sommes prévues en 2025-2026;</p> <p>ii. Les sommes réellement investies en 2025-2026;</p> <p>iii. Les sommes prévues pour les 4 prochaines années;</p> <p>iv. Le nombre de détenteurs de permis d'Alcool et de permis d'Agent de sécurité privé rejoints.</p>		199
RP1-048-E	<p>Le 21 juin 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait 11 mesures pour prévenir et contrer les intoxications des personnes à leur insu au moyen de substances telles que l'alcool, le GHB ou toute autre substance. En lien avec chacune des mesures ci-dessous, veuillez répondre aux questions :</p> <p>e. Effectuer des activités de sensibilisation du personnel des établissements licenciés ciblés par les corps de police sur l'intoxication d'une personne à son insu;</p> <p>i. Les sommes prévues en 2025-2026;</p> <p>ii. Les sommes réellement investies en 2025-2026;</p> <p>iii. Les sommes prévues pour les 4 prochaines années;</p> <p>iv. La liste des activités de sensibilisation offertes au personnel des établissement licenciés et le nombre de personnes formées.</p>		200
RP1-048-F	<p>Le 21 juin 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait 11 mesures pour prévenir et contrer les intoxications des personnes à leur insu au moyen de substances telles que l'alcool, le GHB ou toute autre substance. En lien avec chacune des mesures ci-dessous, veuillez répondre aux questions :</p> <p>f. Promouvoir et faire connaître le protocole d'accréditation « Commande un Angelot » de l'organisme Collectif social pour accroître le nombre d'établissements y adhérant;</p> <p>i. Les sommes prévues en 2025-2026;</p> <p>ii. Les sommes réellement investies en 2025-2026;</p> <p>iii. Les sommes prévues pour les 4 prochaines années;</p> <p>iv. Les activités de promotion mises en place pour faire connaître le protocole.</p>		201

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE**

NUMÉRO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE OU CAHIERS ORGANISMES	PAGE
RP1-048-G	<p>Le 21 juin 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait 11 mesures pour prévenir et contrer les intoxications des personnes à leur insu au moyen de substances telles que l'alcool, le GHB ou toute autre substance. En lien avec chacune des mesures ci-dessous, veuillez répondre aux questions :</p> <p>g. Mener des travaux avec les corps de police et les partenaires concernés pour améliorer le décompte des infractions criminelles relatives à l'intoxication d'une personne à son insu au Québec;</p> <p>i. Un état de situation des travaux effectués;</p> <p>ii. La liste des partenaires et des corps de police participant aux travaux;</p> <p>iii. La liste des rencontres en indiquant les dates, les personnes présentes et l'ordre du jour.</p>		202
RP1-048-H	<p>Le 21 juin 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait 11 mesures pour prévenir et contrer les intoxications des personnes à leur insu au moyen de substances telles que l'alcool, le GHB ou toute autre substance. En lien avec chacune des mesures ci-dessous, veuillez répondre aux questions :</p> <p>h. Déployer le projet pilote d'Éduc'alcool (protège-verres) dans les bars de Montréal;</p> <p>i. Les sommes prévues en 2025-2026;</p> <p>ii. Les sommes réellement investies en 2025-2026;</p> <p>iii. Les sommes prévues pour les 4 prochaines années;</p> <p>iv. Le nombre de protège-verres achetés en indiquant les coûts;</p> <p>v. Le nombre de protège-verres distribués.</p>		203
RP1-048-I	<p>Le 21 juin 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait 11 mesures pour prévenir et contrer les intoxications des personnes à leur insu au moyen de substances telles que l'alcool, le GHB ou toute autre substance. En lien avec chacune des mesures ci-dessous, veuillez répondre aux questions :</p> <p>i. Sensibiliser le gouvernement fédéral à l'importance de mettre en place un mécanisme d'homologation pour assurer l'efficacité des tests rapides autoadministrés de détection du GHB et d'autres substances;</p> <p>i. Une copie des échanges avec le gouvernement fédéral à ce sujet.</p>		204
RP1-048-J	<p>Le 21 juin 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait 11 mesures pour prévenir et contrer les intoxications des personnes à leur insu au moyen de substances telles que l'alcool, le GHB ou toute autre substance. En lien avec chacune des mesures ci-dessous, veuillez répondre aux questions :</p> <p>j. Identifier les meilleures pratiques encadrant la gestion des cas d'intoxication d'une personne à son insu et les communiquer aux policiers;</p> <p>i. Veuillez nous fournir le bilan des meilleures pratiques effectuées.</p>		205

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE**

NUMÉRO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE OU CAHIERS ORGANISMES	PAGE
RP1-048-K	<p>Le 21 juin 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait 11 mesures pour prévenir et contrer les intoxications des personnes à leur insu au moyen de substances telles que l'alcool, le GHB ou toute autre substance. En lien avec chacune des mesures ci-dessous, veuillez répondre aux questions :</p> <p>k. Faire connaître la trajectoire de détection et de signalement pour les victimes présumées d'intoxication à leur insu n'ayant pas lieu de croire qu'elles ont subi une agression sexuelle.</p> <p>i. Veuillez nous fournir la trajectoire produite.</p>		206
RP1-049	<p>Le 1er décembre 2023, les ministres de la Santé et de la Sécurité publique annonçait la distribution dans les urgences des hôpitaux du Québec, des trousses afin de détecter les traces d'intoxication aux substances psychoactives, dont le GHB, dans l'urine. En lien avec cette annonce, veuillez nous dire :</p> <p>a. Le nombre de trousses distribuées dans les urgences depuis la mise en place de la mesure ventilé par région;</p> <p>b. L'investissement nécessaire pour l'acquisition des trousses;</p> <p>c. L'investissement nécessaire pour la distribution des trousses;</p> <p>d. Le coût unitaire d'une trousse;</p> <p>e. Le nombre de formations données dans le réseau de la santé concernant la trousse;</p> <p>f. Le nombre de trousses utilisées depuis l'implantation de la mesure;</p> <p>g. Le nombre de trousses remises au service de police de sa localité;</p> <p>h. Le nombre de trousses analysées par le Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale (LSJML);</p> <p>i. Le nombre de trousses analysées ayant un résultat positif;</p> <p>j. Le nombre d'enquêtes déclenchées suite aux résultats obtenus grâce à la trousse;</p> <p>k. Le nombre d'accusations portées par le DPCP suite aux résultats obtenus avec l'utilisation d'une trousse;</p> <p>l. Le nombre de condamnations.</p>		207
RP1-050	<p>Concernant l'annonce de 71 M\$ pour une meilleure prise en charge des victimes et une surveillance accrue des contrevenants, indiquer ;</p> <p>a. la ventilation du montant de 44 M\$ alloué au DPCP ;</p> <p>b. la ventilation du montant de 27 M\$ pour l'ajout d'effectifs spécialisés en matière de violence conjugale au sein des corps de police au Québec et des services correctionnels.</p>		208
RP1-051	Fournir le bilan détaillé des mesures mises en place et des dépenses engagées en 2025-2026 dans la mise en œuvre des actions 6, et A4 du feuillet Actions prioritaires pour contrer la violence conjugale et les féminicides 2021-2026.		209

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE**

NUMÉRO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE OU CAHIERS ORGANISMES	PAGE
RP1-052	<p>Concernant les bracelets antirapprochement (BAR) au Québec, veuillez nous indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Par région, le nombre de BAR actuellement en circulation b) Par région, le nombre de nouveaux BAR imposés en 2025-2026; <ul style="list-style-type: none"> i. Par un juge ii. Par la Commission québécoise des libérations conditionnelles iii. Par le Directeur d'établissement de détention c) Concernant les nouveaux BAR imposés en 2025-2026, veuillez nous dire combien ont été imposés par mesures judiciaires suivantes : <ul style="list-style-type: none"> a. Emprisonnement avec sursis; b. Probation avec surveillance; c. Remise en liberté provisoire; d. Permission de sortir aux fins de réinsertion sociale; e. Article 810.2 du Code criminel. d) Le nombre : <ul style="list-style-type: none"> iv. d'interventions de la centrale de surveillance suite à une alerte; v. d'interventions policières suite à une alerte; vi. Le délai d'intervention moyen suite au déclenchement d'une alerte. e) Le nombre de personnes victimes protégées grâce à la mesure en 2025-2026; f) Le nombre de BAR ordonnés par le réseau correctionnel; g) En 2025-2026, veuillez nous dresser la liste des incidents survenus suite à un problème avec le BAR. Pour chacun des événements, veuillez nous indiquer la date, la région, le problème survenu et les correctifs apportés; h) En 2025-2026, le nombre de personnes contrevenantes incarcérées à la suite d'un rapprochement ou d'un franchissement d'une zone interdite; 		210
RP1-053	<p>Le Plan stratégique du ministère déposé en 2023 proposait de mettre en place une Cellule Identification-Disparition au Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale (LSJML) afin de réanalyser le contenu de dossiers de disparition et à l'identification de restes humains inconnus. En lien avec cette intention identifiée dans le Plan stratégique, veuillez nous indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Le nombre de ressources affectées à temps plein à cette Cellule; b. Le nombre de ressources affectées à temps partiel à cette Cellule; c. La date d'entrée en fonction de la Cellule; d. Le nombre de dossiers réanalysés pour l'année financière 2025-2026. 		212

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE**

NUMÉRO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE OU CAHIERS ORGANISMES	PAGE
RP1-054	État de situation, au 31 mars 2026, du Centre des opérations gouvernementales. Fournir pour les cinq dernières années : a) Le budget pour chacune des années ; b) Nombre d'employés ; c) Nombre de postes vacants; d) Nombre de postes vacants en raison de la directive du Conseil du Trésor émise le 1er novembre 2024; e) Temps supplémentaire enregistré en 2025-2026; f) Temps supplémentaire obligatoire enregistré en 2025-2026; d) Liste des interventions pour chacune des années ;		213
RP1-055	Au 31 mars 2026, veuillez nous fournir la liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la surveillance du territoire. Veuillez également préciser: a. Le nombre d'effectifs (policiers et civils) pour chaque corps de polices, par corps d'emploi; b. Les effectifs par relève affectés à la surveillance du territoire; c. Le nombre de postes vacants, par corps d'emploi; d. Le nombre de postes à combler (policiers et civils); e. Le nombre de départs à la retraite, par corps d'emploi; f. Le nombre de démissions, par corps d'emploi.		215
RP1-056	Pour les cinq dernières années, par année financière, le nombre de crimes rapportés et solutionnés, par catégorie de crime (contre la personne ou la propriété, drogue, autres) sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipale.		220
RP1-057	Pour l'année 2025-2026, fournir la liste des municipalités ou des villes de moins de 50 000 habitants qui ont choisi de conserver ou de créer un corps policier municipal, qui ont signé de nouvelles ententes inter municipales relatives aux corps policiers, ou qui ont opté pour la Sûreté du Québec.		221
RP1-058	Indiquer les municipalités ayant entrepris des démarches pour être desservies par la Sûreté du Québec et l'état de la situation au MSP.		222
RP1-059	Fournir une copie du dernier rapport d'inspection des corps de police et un corps de police autochtone en vertu de l'article 269 de la Loi sur la police. Préciser également les dates auxquelles les inspections ont eu lieu, pour chaque corps de police.		223
RP1-060	La liste des corps policiers autochtones en précisant la communauté et la population desservie, la nation, le statut, le nombre de policiers, le coût annuel ainsi que les districts couverts.		226
RP1-061	Pour chaque corps policier autochtone, la somme investie par le gouvernement fédéral pour son financement.		228

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE**

NUMÉRO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE OU CAHIERS ORGANISMES	PAGE
RP1-062	Tout analyse ou document réalisé concernant l'utilisation de banque de caractéristiques ou de mesures biométriques ou de solutions de reconnaissance faciale.	MSP-SQ	229
RP1-063	Le nombre et la nature des crimes reliés aux gangs de rue et leur répartition géographique en 2025-2026.		230
RP1-064	Le nombre d'effectifs impliqués dans la lutte aux gangs de rue, divisés par corps de police et par région 2025-2026.	SQ	-
RP1-065	Concernant l'usage des pistolets Taser, fournir : a. Copie des études, scénarios ou analyse réalisés ou obtenus en 2025-2026; b. Le nombre de pistolets Taser par corps policier et par région pour les cinq dernières années, et ce, par année; c. Le nombre d'interventions policières incluant l'usage du pistolet Taser pour les cinq dernières années, par année financière, par corps policier et par région; d. Le nombre de pistolets Taser par corps policier autochtone, par année, pour les cinq dernières années; e. Le nombre d'interventions des policiers autochtones incluant l'usage du pistolet Taser, par année, pour les cinq dernières années.		233
RP1-066	Le 14 février 2025, le ministre de la Sécurité publique annonçait une ligne directrice qui prévoit que tout policier doit se requalifier au moins une fois par année pour chaque arme pour laquelle il est qualifié. Cette ligne directrice s'adresse à tous les corps de police du Québec et à leurs membres. Elle prévoit également qu'un policier qui ne s'est pas requalifié dans l'année civile ne peut plus faire l'usage de l'arme tant qu'il n'a pas réussi la requalification. En lien avec cette nouvelle ligne directrice, veuillez nous dire, pour chacun des corps de police au Québec : a. Le nombre et le pourcentage de policiers qui respectent la ligne directrice; b. Le nombre et le pourcentage de policiers qui excèdent le délai d'un an prévu avec la ligne directrice; c. Le nombre et le pourcentage de policiers qui ont obtenu d'un directeur d'un corps de police, une prolongation d'une durée maximale de 45 jours; d. Le nombre et le pourcentage de policiers ayant échoué une requalification; e. Le nombre et le pourcentage de policiers ayant réussi la reprise de la requalification suite à un échec; f. Le nombre et le pourcentage de policiers ayant été réaffecté dans des fonctions ne nécessitant pas l'usage d'une arme jusqu'à ce que la requalification soit réussie.		238
RP1-067	Pour chacun des corps de police au Québec, les sommes dépensées en 2025-2026 pour l'achat d'armes de service, par type d'arme (agent chimique, arme à impulsion électrique, arme intermédiaire d'impact à projectile, arme de service, arme de support).	SQ	-
RP1-068	Pour chacun des corps de police au Québec, les coûts en 2025-2026 pour la formation des policiers à l'usage d'une arme de service, par type d'arme (agent chimique, arme à impulsion électrique, arme intermédiaire d'impact à projectile, arme de service, arme de support).	SQ	-
RP1-069	Le nombre et la valeur des saisies de tabac de contrebande, et ce, pour les cinq dernières années.		241

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE**

NUMÉRO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE OU CAHIERS ORGANISMES	PAGE
RP1-070	La valeur réellement récupérée des amendes données en lien avec les saisies du tabac de contrebande pour 2025-2026.		242
RP1-071	Le nombre et la valeur des saisies de cannabis de contrebande, et ce, pour les cinq dernières années.		243
RP1-072	Le nombre d'arrestations effectuées en 2024-2025 concernant la possession de cannabis pour une personne de moins de 21 ans. Veuillez spécifier le nombre d'arrestations pour une personne âgée de 18 à 21 ans;	SQ	-
RP1-073	Actions mises en œuvre afin de sensibiliser aux enjeux du profilage racial et social.		244
RP1-074	État de situation des travaux du Comité provincial en matière de profilage racial et social.		246
RP1-075	Budget dédié aux travaux sur le profilage racial et social et budget réellement investi en 2025-2026.		247
RP1-076	Veuillez nous fournir les données en lien avec la ligne directrice qui prévoit que les corps de police doivent obligatoirement collecter, à compter du 1er avril 2024, les données sur l'interpellation policière et à compter du 1er janvier 2025, les données sur l'interception routière effectuée en vertu de l'article 636 du CSR.	QP1-079	-
RP1-077	Concernant les plaintes pour profilage racial déposées contre un policier, veuillez nous dire, par année pour les cinq dernières années, ainsi que par communauté culturelle et minorité ethnique ou minorité visible : a. Le nombre de plaintes déposées, par corps de police; b. Le nombre de plaintes ayant été retenues, par corps de police; c. Le nombre de plaintes ayant fait l'objet de sanction disciplinaire, par corps de police; d. Le nombre de plaintes ayant fait l'objet d'un règlement hors cours; e. Le nombre de plaintes ayant été devant les tribunaux.	COMDP	-
RP1-078	Veuillez nous fournir l'ensemble des données transmises au ministre par les directeurs des corps de police, par corps de police, via l'article 265 de la Loi sur la police (article 88 du projet de loi 14) concernant : a. Les données concernant les mandats de perquisition demandés; b. Les données faisant état des interpellations policières effectuées, y compris les interceptions routières effectuées en vertu de l'article 636 du Code de la sécurité routière (chapitre C-24.2)		248
RP1-079	Le 18 août 2023, le ministre annonçait le déploiement d'une formation issue d'un partenariat entre le ministère de la Sécurité publique, la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ), l'École nationale de police du Québec (ENPQ) et le Commissaire à la déontologie policière. La formation sur le profilage racial est composée notamment de quatre capsules vidéo. En lien avec cette formation, veuillez nous indiquer, pour chacune des 4 capsules vidéo : a. Le sujet de la capsule; b. La date de mise en ligne de la capsule; c. La durée de la formation; d. Le nombre et le pourcentage de policiers ayant suivi la formation, ventilé par capsule; e. Le coût de production de la capsule; f. La compagnie en charge de la production de la capsule.		250

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE**

NUMÉRO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE OU CAHIERS ORGANISMES	PAGE
RP1-080	Le nombre de crimes haineux par année, pour les cinq dernières années.		251
RP1-081	Ventilation des budgets accordés pour lutter contre le terrorisme depuis cinq ans ainsi que les prévisions pour 2026-2027. Veuillez également nous fournir les budgets réellement dépensés	MSP-SQ	252
RP1-082	Sommes ventilées accordées en 2025-2026 pour la sécurité dans les palais de justice et actions concrètes faites par le ministère à ces mêmes fins, par district judiciaire. Veuillez également nous ventiler les sommes prévues pour 2026-2027.		253
RP1-083	La liste et le nombre de pratiques mixtes d'interventions psychosociales et policières de proximité déployées en 2025-2026 en indiquant la date d'entrée en fonction, le financement octroyé par le MSP en 2025-2026 et les prévisions pour les 5 prochaines années.		254
RP1-084	Le 17 février 2025, le ministre de la Sécurité publique annonçait une aide financière de 5,5 M\$ pour soutenir l'implantation de projets de pratiques mixtes dans 11 corps de police supplémentaires. Veuillez nous fournir la liste des corps de police qui vont recevoir l'aide et nous fournir les coûts, par année, par corps de police.		259
RP1-085	Suite au décès de la sergente Maureen Breault en 2023, un plan d'action a été mis en place. La mesure 5 du plan d'action, soit la Création d'un comité de liaison permanent, est sous la responsabilité du MSSS et du MSP. En lien avec ce comité, veuillez nous fournir : a. La liste des rencontres en indiquant la date et la liste des personnes présentes; b. Les ordres du jour; c. Les procès-verbaux; d. Les documents distribués; e. Les documents produits pour ou par le comité; f. Les recommandations formulées; g. Les analyses ou tout autre document produit par ou pour le comité.		260
RP1-086	Le projet de loi 66 entré en vigueur le 3 octobre 2024 prévoit la mise en place d'agents de liaison. En lien avec ce nouveau poste, veuillez nous dire : a. Le nombre d'agents de liaison en poste en 31 mars 2026, ventilé par région; b. Le nombre de personnes sous la responsabilité des agents de liaison, ventilé par région; c. Le nombre d'agents de liaison à venir en 2026-2027, ventilé par région.		263
RP1-087	Le projet de loi 14 entré en vigueur le 5 octobre 2023 prévoit qu'une personne qui ne remplit pas la condition prévue au paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 115 de la Loi sur la police peut être embauchée comme policier pour exercer des fonctions d'enquête, dans un corps de police autre qu'un corps de police spécialisé. En lien avec cette nouvelle disposition, veuillez nous dire, par corps de police, le nombre de personnes visées par cette exemption, par catégorie d'emploi.		264

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE**

NUMÉRO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE OU CAHIERS ORGANISMES	PAGE
RP1-088	<p>Depuis l'adoption de la loi visant à aider à retrouver des personnes disparues, veuillez nous dire :</p> <p>a. Le nombre de fois où l'article 3 visant à permettre à un juge de la Cour du Québec ou un juge de paix magistrat, d'ordonner à une personne, une société ou un autre groupement de personnes de communiquer des renseignements concernant la personne disparue ou la personne qui l'accompagne qui sont en sa possession ou à sa disposition au moment où il reçoit l'ordonnance a été utilisé. Veuillez nous fournir cette information ventilée par région;</p> <p>b. Le nombre de fois où l'article 6 permettant à un juge de la Cour du Québec ou un juge de paix magistrat peut accorder l'autorisation de pénétrer dans un lieu, y compris une maison d'habitation s'il est convaincu qu'il existe des motifs raisonnables de croire que la personne disparue se trouve dans ce lieu et qu'il est nécessaire d'y pénétrer pour assurer sa santé ou sa sécurité a été utilisé. Veuillez nous fournir cette information par région.</p>		265
RP1-089	<p>Veuillez nous fournir la liste des contrats de délation actuellement en vigueur en indiquant :</p> <p>a. L'année de l'entente;</p> <p>b. La durée de l'entente;</p> <p>c. Le montant total du contrat;</p> <p>d. Les sommes versées en 2025-2026;</p> <p>e. Les contrats de délation ayant pris fin en 2025-2026 en indiquant les raisons de la fin du contrat.</p>	SQ	-
RP1-090	<p>Le 12 mars 2025, le ministère de la Sécurité publique déploie une Stratégie de sensibilisation et de prévention du suicide s'adressant spécifiquement au personnel du domaine de la Sécurité publique. Cette stratégie comprend notamment une plateforme de formation en ligne (formationpsp.ca) et du matériel de sensibilisation (ex. : affiches, dépliants, autocollants et aide-mémoire pour le gestionnaire).</p> <p>a. Le nombre de lieux de travail qui ont reçu du matériel en 2025-2026;</p> <p>b. Le nombre de lieux de travail qui recevront du matériel en 2026-2027;</p> <p>c. Outre la distribution de matériels, veuillez identifier les autres actions prévues dans la stratégie;</p> <p>d. Les sommes dépensées en 2025-2026;</p> <p>e. Les sommes prévues en 2026-2027.</p>		266
RP1-091	<p>Le 16 juillet 2025, le ministre de la Sécurité publique dépose un mémoire au Conseil des ministres portant sur un projet de règlement sur les qualités minimales requises pour exercer des fonctions de supervision dans un corps de police. Veuillez nous dire :</p> <p>a. Les coûts que les corps de police doivent défrayer pour la tenue de ces formations;</p> <p>b. Le nombre de policiers formés pour exercer des fonctions de supervision en date du 31 mars 2026, par corps de police;</p> <p>c. Le nombre de policiers à former pour exercer des fonctions de supervision en date du 31 mars 2026.</p>		267

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE**

NUMÉRO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE OU CAHIERS ORGANISMES	PAGE
RP1-092	Le 22 octobre 2025, le ministre des Transports et le ministre de la Sécurité publique annonçaient la décision de munir les contrôleuses routières et les contrôleurs routiers d'une arme de service. En lien avec cette décision, veuillez nous indiquer : a. Les coûts estimés pour la formation des contrôleurs; b. Les coûts estimés pour le transfert des contrôleurs au MSP; c. Les coûts estimés pour l'achat d'armes de service ventilés (nb d'armes, coûts par arme, etc.) d. Les coûts estimés pour les requalifications.		268
RP1-093	Concernant Québec En Alerte, l'alerte Amber et l'alerte Silver, veuillez nous fournir : a. La liste des alertes en 2025-2026 en indiquant la date et la raison; b. Les crédits alloués à ce service notamment en logiciel, équipement, mise à jour et paiements divers ; c. Le coût pour chaque utilisation ; d. Le taux d'erreur de diffusion ou d'échec relativement à la technologie.		269
RP1-094	Le suivi apporté à chacune des 38 recommandations de la coroner Me Géhane Kamel concernant les décès de Mme Maureen Breau et de M. Isaac Brouillard Lessard survenus le 27 mars 2023 lors d'une intervention policière à Louiseville.	MSP/SQ/ENPQ	270
RP1-095	Crédits alloués, plan d'action et toutes actions afin de combattre le trafic d'armes de poing notamment en précisant notamment : a. toutes initiatives législatives ou réglementaires afin d'interdire ce type d'arme; b. bilan et état des lieux; c. toutes opérations mises en œuvre et bilan de ces opérations; d. effectifs dédiés		273
RP1-096	Crédits alloués, plan d'action et toutes actions afin de combattre le crime organisé notamment en ce qui concerne les gangs de rue, en précisant : a. toutes initiatives législatives ou réglementaires afin d'interdire ce type d'arme; b. bilan et état des lieux; c. toutes opérations mises en œuvre et bilan de ces opérations; d. effectifs dédiés;		276
RP1-097	Veuillez nous indiquer le montant transféré par le MSP vers les corps de police et/ou municipalités pour assurer la sécurité publique pour 2025-2026, par programme.	QP1-023	-
RP1-098	Veuillez nous fournir pour 2025-2026 la liste des mesures mises en place et les sommes investies par les différents corps de police et par le Ministère pour la prévention du suicide chez les policiers;	MSP/SQ	279

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE**

NUMÉRO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE OU CAHIERS ORGANISMES	PAGE
RP1-099	Le nombre de tentatives de suicide d'un policier ou d'une policière, par année, pour les 5 dernières années. Veuillez nous indiquer : a. Le nombre de policiers en service; b. Le nombre de policiers retraités; c. Le nombre de suicides réalisés avec une arme de service.	SQ	-
RP1-100	En 2025-2026, veuillez nous dire le nombre d'employés ayant eu accès à une thérapie pour dépendance (alcool, drogue, jeux, autre), par type d'emploi (policier, enquêteur, etc.).	SQ	-
RP1-101	Tout analyse ou document réalisé au sujet de villes de 50 000 habitants et plus qui souhaiteraient se départir de leur corps de police municipale en optant pour une couverture par la Sûreté du Québec, incluant l'estimation des coûts et les effets sur l'effectif policier.		280
RP1-102	Tout analyse ou document réalisés au sujet de modifications à la tarification des services de la Sûreté du Québec aux municipalités, notamment au chapitre de la formule servant à répartir les coûts entre le provincial et le palier municipal.		281
RP1-103	Le nombre de constables spéciaux en ventilant l'information par lieu de travail (palais de justice, assemblée nationale, etc.). De ce nombre, veuillez nous indiquer combien de constables ont été embauchés en 2025-2026 et le nombre de postes vacants au 31 mars 2026, par lieu de travail.		282
RP1-104	Le nombre d'agents de sécurité pour chaque palais de justice;		283
RP1-105	Le 18 janvier 2024, le ministre annonçait son intention de former 144 constables spéciaux additionnels. En lien avec cette annonce, veuillez nous dire le nombre de constables qui ont débuté leur formation et la date prévue de fin de la formation. Pour les cohortes ayant terminé la formation, veuillez nous indiquer le nombre de constables qui sont actuellement à l'emploi du gouvernement comme constables spéciaux, par lieu de travail et le nombre de constables qui ont quitté leur emploi.		284
RP1-106	Le nombre de constables spéciaux en arrêt de travail en indiquant la raison de l'arrêt de travail et en ventilant l'information par lieu de travail.		286
RP1-107	Le nombre de constables spéciaux qui ont démissionné au cours de l'année 2025-2026		287
RP1-108	Le nombre d'armes saisies dans les palais de justice par les constables spéciaux. Veuillez également nous ventiler la liste des objets saisis, par catégorie et par palais de justice, grâce aux arches de sécurité;		288
RP1-109	Les investissements pour l'achat de matériel pour les constables spéciaux en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027 (armes, vestes pare-balles, radios, etc.). Veuillez énumérer les équipements et nous dire où ils ont été envoyés.		289
RP1-110	Le nombre d'interventions policières pour un code E425 (état mental perturbé) en 2023-2024, 2024-2025 et 2025-2026, par corps de police.	QP3-040	-
RP1-111	Le nombre d'interventions ayant nécessité l'utilisation de la P38, ventilé par corps de police, depuis 2020.		290
RP1-112	Nombre d'interventions policières, par corps de police, concernant des incidents de violence homophobe ou transphobe. Veuillez nous fournir le nombre de ces interventions ayant mené à des accusations;		291
RP1-113	Nombre d'interventions policières, par corps de police, concernant des incidents de racisme. Veuillez nous fournir le nombre de ces interventions ayant mené à des accusations;		292

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE**

NUMÉRO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE OU CAHIERS ORGANISMES	PAGE
RP1-114	Concernant les travaux menés par le ministère de la Santé concernant la révision de la P38, veuillez nous dire : a. Les comités sur lesquels le ministère de la Sécurité publique participe; b. La liste des rencontres; c. Les recommandations formulées par le Ministère.		293
RP1-115	Concernant le projet Horizon – logistique, fournir pour 2025-2026 : a. Sommes dépensées en 2025-2026 (et prévisions pour 2026-2027); b. Détailler le nom des entreprises ayant des contrats de réalisation; c. Les entreprises d'infonuagique impliquées; d. Le nombre d'ETC affectés à ce programme; e. Détailler les phases passées et à venir, en précisant les modifications apportées en cours de route; f. État d'avancement; g. Études, analyses, travaux, recherches et avis au sujet du projet.	QP1-022	-
RP1-116	Concernant la Division des mesures d'urgence (DMU) de la Sûreté du Québec, veuillez nous fournir, par équipe spécialisée et par année depuis 2019 : a. Le nombre d'effectifs à temps complet, par corps d'emploi; b. Le nombre d'effectifs à temps partiel, par corps d'emploi; c. Le budget de fonctionnement.	SQ	-
RP1-117	L'investissement en équipements spécialisés, par catégorie et par district, pour la période 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026. Veuillez indiquer la liste et le nombre de ces équipements.	SQ	-
RP1-118	Concernant les manques d'effectifs dans la SQ, veuillez nous fournir, par corps d'emploi : a. Les effectifs manquants en 2026-2027 et 2027-2028.	SQ	-
RP1-119	Les demandes d'ajout d'effectifs formulées par la SQ au MSP en 2024-2025 et 2025-2026, ventilées par corps d'emploi.	SQ	-
RP1-120	Les demandes d'ajout d'effectifs autorisées par le MSP en 2024-2025 et 2025-2026, ventilées par corps d'emploi.	SQ	-
RP1-121	Les demandes d'ajout d'effectifs autorisées par le MSP et mises en place en 2025-2026, ventilées par corps d'emploi.	SQ	-
RP1-122	Le nombre de prêts de services de la SQ envers un corps de police municipal en 2025-2026 en indiquant : a. Les raisons; b. Le corps de police où le prêt de service a été demandé; c. Le nombre de policiers, ventilé par corps d'emploi; d. Le nombre de journées autorisées. e. Les coûts engagés par la SQ.	SQ	-

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE**

NUMÉRO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE OU CAHIERS ORGANISMES	PAGE
RP1-123	L'effectif (policiers/civils) au 31 mars 2026, réparti par district et par quart de travail, avec ventilation pour le nombre d'employés affectés aux patrouilles autoroutières.	SQ	-
RP1-124	Le nombre de nouveaux policiers engagés en 2025-2026 par district, en indiquant la provenance des policiers engagés (ex : Nicolet, SPVM, SPVQ, etc.).	SQ	-
RP1-125	Veillez nous fournir, pour les cinq dernières années, les données concernant les départs des policiers et des policières, avant l'âge de la retraite.	SQ	-
RP1-126	Veillez nous fournir le nombre de départs à la retraite pour 2025-2026, ventilés par corps de police et par catégorie d'emploi;	SQ	-
RP1-127	La répartition par catégorie (directeurs, inspecteurs, capitaines, etc.) pour les policiers et (cadres, professionnels, techniciens, etc.) pour les civils au 31 mars 2026.	SQ	-
RP1-128	Les principales attributions du personnel policier (patrouille, enquête, soutien opérationnel, administratif ou gestion) au 31 mars 2026.	SQ	-
RP1-129	La répartition détaillée des interventions, en sécurité routière (constats d'infraction provinciaux/municipaux, vérification technique, capacités affaiblies, conduites dangereuses, etc.) pour la période 2025-2026 et indiquer le nombre de constats d'infraction émis par les policiers de la SQ du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025 sur les routes entretenues par le ministère des Transports et sur les routes entretenues par une municipalité.	SQ	-
RP1-130	Le nombre d'heures et les coûts, par poste, du temps supplémentaire en précisant le type d'activité auquel est relié le temps supplémentaire pour la période 2025-2026. Fournir la ventilation salariale pour chaque segment.	SQ	-
RP1-131	Le nombre d'heures supplémentaires enregistrées dans SITHAR, par code (ex : opération d'urgence, présence minimale MRC, etc.), par mois et par année, pour 2023-2024, 2024-2025 et 2025-2026. Veuillez également nous fournir la liste des codes.	SQ	-
RP1-132	Les coûts en temps supplémentaires, par code dans SITHAR (ex. : opération d'urgence, présence minimale MRC, etc.), par mois et par année, pour 2023-2024, 2024-2025 et 2025-2026.	SQ	-
RP1-133	Le nombre d'heures et les coûts, par district, du temps supplémentaire obligatoire effectués à la Sûreté du Québec pour 2025-2026. Fournir la ventilation pour chaque segment.	SQ	-
RP1-134	Le nombre d'heures en temps supplémentaire enregistrées dans SITHAR pour « présence minimale MRC ». Veuillez nous fournir l'information par mois, depuis le 1er janvier 2023.	SQ	-
RP1-135	Concernant les policiers de la Sûreté du Québec, veuillez-nous fournir le nombre de policiers en arrêt de travail, ventilés par type d'emploi (patrouilleurs, enquêteurs, etc), par région et par type d'arrêt de travail (santé mentale, blessure, etc.).	SQ	-
RP1-136	Veillez fournir la liste des mesures mises en place par la SQ pour offrir du soutien en santé mentale pour ses policiers et l'ensemble de son personnel. Pour chacune des mesures, veuillez nous fournir les sommes consacrées par la SQ et le nombre de personnes y ayant eu recours.	SQ	-

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE**

NUMÉRO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE OU CAHIERS ORGANISMES	PAGE
RP1-137	<p>Veillez nous fournir la liste des formations nécessitant une requalification annuelle. Pour chacune des formations, veuillez nous indiquer :</p> <p>a. Le pourcentage des employés ayant fait la requalification dans les délais requis en 2025-2026, par corps d'emploi;</p> <p>b. Pour les employés n'ayant pas fait la requalification dans les délais requis, veuillez nous indiquer le pourcentage d'entre eux ayant une qualification datant de 2 ans, 3 ans, 4 ans et 5 ans et plus.</p>	SQ	-
RP1-138	<p>Le 14 février 2025, le ministre annonçait l'entrée en vigueur d'une ligne directrice sur la requalification des policiers en matière d'armes à feu et d'agents chimiques. La ligne directrice entrerait en fonction le 24 janvier 2025. En lien avec cette nouvelle directive, veuillez nous dire, pour chacune des armes ou agents visés par la directive (agent chimique, arme à impulsion électrique, arme intermédiaire d'impact à projectile, arme de service, arme de support, formateur qualifié et requalification);</p> <p>a. Le nombre et le pourcentage de policier qui sont actuellement conforme à la directive, i.e. requalifié dans l'année civile 2024 et 2025.</p> <p>b. Le nombre et le pourcentage de policier ayant obtenu une prolongation d'une durée maximale de 45 jours par le directeur de police en raison de sa non-requalification;</p> <p>c. Le nombre et le pourcentage de policier affecté à une autre tâche en raison de son impossibilité à utiliser son arme à feu;</p> <p>d. Le nombre et le pourcentage de policier ayant échoué sa requalification et qui a pu conserver l'usage de son arme pour une période de 45 jours</p> <p>e. Le nombre et le pourcentage de policier ayant réussi la reprise à sa requalification;</p>	SQ	-
RP1-139	Effectif affecté au Bureau du contrôleur des armes à feu du Québec.	SQ	-
RP1-140	<p>Le 16 janvier 2023 marquait le début des activités du Centre québécois de dépistage des armes à feu (CQDAAF), mis en place par la Sûreté du Québec. Veuillez nous indiquer :</p> <p>a. Le bilan des activités du CQDAAF;</p> <p>b. La liste des demandes de dépistage formulées par tous les corps de police du Québec en indiquant le corps de police visé;</p> <p>c. Le nombre d'armes à feu qui ont été soumises pour dépistage, ventilé par région.</p>	SQ	-
RP1-141	Le suivi apporté par la Sûreté du Québec pour chacune des recommandations formulées par la CNESST dans le rapport d'intervention suite au décès de la policière Maureen Breault;	SQ	-
RP1-142	Le nombre et le pourcentage de policiers ayant reçu la formation Maintien des compétences en intervention policière (MCIP) en 2025-2026, par territoire. Veuillez également nous indiquer votre plan de formation pour l'année 2026-2027	SQ	-
RP1-143	La liste des procureurs qui ont travaillé sur des dossiers de déontologie policière pour la défense des policiers, la liste de ces dossiers et leur conclusion, la rémunération de ces procureurs pour la période 2024-2025, ainsi que les augmentations prévues.	SQ	-
RP1-144	Produire le plan triennal d'immobilisations (agrandissement, rénovation ou construction) pour la Sûreté du Québec. Copie de la programmation pluriannuelle.	SQ	-
RP1-145	La liste des investissements réels faits en 2025-2026 par la SQ concernant ses infrastructures. Veuillez décrire brièvement les travaux réalisés.	SQ	-

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE**

NUMÉRO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE OU CAHIERS ORGANISMES	PAGE
RP1-146	Concernant la cybercriminalité, veuillez nous indiquer pour 2025-2026 et les 5 dernières années : a. Le nombre d'employés affectés à la cybercriminalité; b. L'effectif dévolu aux enquêtes sur la cybercriminalité par corps d'emploi; c. Le nombre de plaintes officielles déposées concernant des dossiers de cybercriminalité, par type de fraude; d. Le nombre de signalements concernant des cas de cybercriminalité, par type de fraude; e. Le nombre d'enquêtes ouvertes concernant des dossiers de cybercriminalité; f. Le nombre d'enquêtes ayant mené à des accusations.	SQ	-
RP1-147	Concernant la cybercriminalité, veuillez nous dire la liste des mesures mises en place ou des campagnes de prévention et de sensibilisation de la population envers la cybercriminalité.	SQ	-
RP1-148	Le nombre de plaintes déposées concernant l'utilisation de l'intelligence artificielle (photo produite grâce à l'aide de l'intelligence artificielle, pornographie, fraude chez les aînés, etc.)	SQ	-
RP1-149	Concernant l'utilisation de l'intelligence artificielle, veuillez identifier l'ensemble des mesures mises en place à la SQ en 2025-2026 pour lutter contre le crime lié à l'intelligence artificielle (Ex : formation, étude, équipe spécialisée, etc.)	SQ	-
RP1-150	Concernant les agressions sexuelles, veuillez nous dire : a. Les effectifs dédiés aux cas d'agression sexuelle, ventilés par district; b. Le nombre de plaintes déposées pour agression sexuelles en 2025-2026; c. Le nombre de plaintes ayant mené à une enquête en 2025-2026; d. Le nombre d'enquête ayant mené à des accusations em 2025-2026; e. Le délai moyen de traitement des plaintes pour agression sexuelle en 2025-2026.	SQ	-
RP1-151	Le nombre de fugues rapportées et solutionnées, par région, sur le territoire de la Sûreté du Québec et sur le territoire des corps de police municipaux pour la période 2025-2026.	SQ	-

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE OU CAHIERS ORGANISMES	PAGE
RP1-152	Concernant l'exploitation sexuelle, pour 2025-2026, veuillez nous dire : a. L'effectif dédié aux cas d'exploitation sexuelle, ventilé par district; b. Les sommes dévolues à la lutte contre l'exploitation sexuelles, ventilées par district; c. Le nombre de signalements effectués; d. La variation en pourcentage du nombre de signalements comparativement à l'année précédente; e. Le nombre de victimes identifiées; f. Le nombre d'enquêtes ouvertes; g. Le nombre d'enquêtes fermées n'ayant pas mené à des accusations; h. Le nombre d'enquêtes ayant mené à des accusations.	SQ	-
RP1-153	Concernant la prostitution juvénile, veuillez nous dire : a. L'effectif dédié à la prostitution juvénile, ventilé par district; b. Les sommes dévolues à la prostitution juvénile, ventilées par district; c. Le nombre d'enquêtes ouvertes en 2025-2026; d. Le nombre d'enquêtes ayant mené à des accusations en 2025-2026.	SQ	-
RP1-154	Concernant la lutte contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones, veuillez nous dire : a. L'effectif dédié, ventilé par district; b. Les sommes dévolues, ventilées par district; c. Le nombre d'enquêtes ouvertes en 2025-2026; d. Le nombre d'enquêtes ayant mené à des accusations en 2025-2026.	SQ	-
RP1-155	Pour l'Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme (EILP), fournir : a) au 31 mars 2026, ventilation de l'effectif en fonction de l'organisme d'origine (SQ, procureur de la couronne, etc.). Objectif à terme quant à l'effectif ; b) Budget ventilé de l'EILP pour 2023-2024, 2024-2025 et 2025-2026; c) nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées par l'EILP ; d) bilan des activités de l'EILP.	SQ	-

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE**

NUMÉRO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE OU CAHIERS ORGANISMES	PAGE
RP1-156	Pour l'Équipe intégrée de lutte contre la pornographie juvénile (EILP-J), fournir : a. Au 31 mars 2026, ventilation de l'effectif en fonction de l'organisme d'origine (SQ, procureur de la couronne, etc.). Objectif à terme quant à l'effectif; b. Budget ventilé de l'EILP-J pour 2023-2024, 2024-2025 et 2025-2026; c. Nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées par l'EILP-J; d. Bilan des activités de l'EILP-J.	SQ	-
RP1-157	Liste des postes de cadre qui ont été ou qui seront abolis, par fonction, direction et région.	SQ	-
RP1-158	Liste des postes occupés par des employés civils qui ont été ou qui seront abolis par fonction, direction et région.	SQ	-
RP1-159	Listes des postes occupés par des policiers qui ont été ou qui seront remplacés par des civils par fonction en 2025-2026 et prévisions pour 2026-2027.	SQ	-
RP1-160	Fournir une copie de tout note, document ou analyse en lien avec toute mesure, nouvelle ou ancienne, de reddition de compte appliquée pour la gestion du fonds secret.	SQ	-
RP1-161	Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités. Veuillez également nous fournir les prévisions pour les 3 prochaines années.		294
RP1-162	Toute mesure ou action et budget octroyé pour mettre en place de la formation continue sur la question de la discrimination, du racisme et du profilage pour les corps policiers, les services correctionnels et les constables spéciaux.	SQ	-

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE**

NUMÉRO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE OU CAHIERS ORGANISMES	PAGE
RP1-163	<p>Veillez nous dresser l'état de la flotte de véhicules des policiers de la Sûreté du Québec en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Le nombre total de véhicules dans la flotte de la SQ, ventilé par région; b. Le nombre total de véhicules nécessaires pour assurer une couverture des services, ventilé par région; c. Le nombre de véhicules actuellement en circulation, ventilé par région; d. Le kilométrage maximum autorisé pour un véhicule de la SQ ou le nombre d'années maximum; e. Le nombre de voitures en circulation dépassant le kilométrage autorisé; f. Le nombre de voitures en circulation dépassant le nombre d'années autorisée, ventilé par région; g. Le nombre de voitures qui vont dépasser le kilométrage autorisé ou le nombre d'années au cours de l'année 2026-2027, ventilé par région; h. Le nombre de voitures à remplacer en 2026-2027, ventilé par région; i. Le nombre d'incidents survenus en raison d'un bris mécanique en 2025-2026, ventilé par région. De ce nombre, veuillez nous indiquer combien sont survenus sur des véhicules dépassant le kilométrage autorisé ou le nombre d'années. Veuillez indiquer la nature du bris et s'il y a eu des blessures ou arrêt de travail suite à l'incident; j. Le nombre de rappels sur les véhicules de la SQ; k. Le nombre de véhicules faisant l'objet d'un rappel actuellement en circulation sur les routes du Québec. l. Les projections d'acquisition des véhicules pour les 5 prochaines années. 	SQ	-
RP1-164	Le nombre de véhicules achetés par la Sûreté du Québec et disponibles qui ne sont pas en service en raison de délais de montage qui n'est pas complété sur le véhicule (ex : système de sirène et de girophare, système de télécommunication Renir, lettrage, etc.).	SQ	-
RP1-165	<p>Concernant les vestes pare-balles NIJ04, veuillez nous dresser un portrait des vestes actuellement en circulation en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Le coût d'une veste pare-balles NIJ04; b. Le nombre de vestes NIJ04 en circulation; c. Le nombre de vestes de moins de 5 ans, de moins de 10 ans, de moins de 15 ans et de plus de 20 ans; d. Le nombre de vestes NIJ04 achetées en 2025-2026. 	SQ	-
RP1-166	<p>Concernant les vestes pare-balles NIJ06, veuillez nous dire :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Le coût d'une veste pare-balles NIJ06; b. Le nombre de vestes NIJ06 en circulation; c. Le nombre de vestes pare-balles achetées par la SQ en 2025-2026; d. Le plan d'acquisition des vestes NIJ06 pour les 5 prochaines années. 	SQ	-

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE**

NUMÉRO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE OU CAHIERS ORGANISMES	PAGE
RP1-167	<p>Concernant les salles de tir de la SQ, veuillez nous dire :</p> <p>a. La liste des salles de tir actuellement en fonction;</p> <p>b. La liste des salles de tir fermées, en indiquant :</p> <p>i. La date de fermeture;</p> <p>ii. Les raisons de la fermeture;</p> <p>iii. Les correctifs à apporter;</p> <p>iv. Les travaux en cours, le cas échéant;</p> <p>v. L'estimation des coûts des travaux;</p> <p>vi. L'estimation de la date d'ouverture de la salle de tir.</p> <p>c. La liste des salles de tir ouvertes en 2025-2026 en indiquant :</p> <p>i. Les travaux effectués;</p> <p>ii. Les coûts;</p> <p>iii. La date d'ouverture.</p> <p>d. La liste des salles de tir qui seront ouvertes de nouveau en 2026-2027 en indiquant :</p> <p>i. Les travaux actuellement en cours ou à venir;</p> <p>ii. Les coûts prévus;</p> <p>iii. La date d'ouverture prévue.</p> <p>e. La liste des emplacements loués pour remplacer les salles de tir en indiquant :</p> <p>i. L'adresse complète;</p> <p>ii. Une courte description des lieux (ex : champs, cabane à sucre, locaux vides, etc.)</p> <p>iii. Les coûts de location en 2025-2026 et les prévisions en 2026-2027.</p>	SQ	-

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE OU CAHIERS ORGANISMES	PAGE
RP1-168	<p>Concernant les préposés aux télécommunications de la Sûreté du Québec affectés aux Centres de gestion des appels (CGA) en 2025-2026, veuillez nous indiquer, par CGA :</p> <p>a. Le nombre d'embauches, ventilé par mois et par CGA;</p> <p>b. Le nombre de départs, ventilé par mois et par CGA;</p> <p>c. Le nombre de préposés en poste au 31 mars 2026;</p> <p>d. Le nombre de préposés réguliers au 31 mars 2026;</p> <p>e. Le nombre de préposés occasionnels au 31 mars 2026;</p> <p>f. Le nombre de préposés actuellement aux études en technique policière;</p> <p>g. La moyenne d'années d'expérience des préposés en poste au 31 mars 2026;</p> <p>h. Le nombre de préposés ayant quitté pour un autre corps de police au cours de l'année;</p> <p>i. Le nombre de préposés ayant pris leur retraite au cours de l'année;</p> <p>j. Le nombre de préposés ayant quitté pour un autre emploi au cours de l'année;</p> <p>k. Le nombre d'appels abandonnés, par mois, par CGA;</p> <p>l. La liste des CGA qui ont dû fermer temporairement leur Centre en raison du manque de personnel;</p> <p>m. Le nombre de fois, par CGA, où les appels ont dû être basculés dans un autre CGA en raison du manque de personnel;</p> <p>n. Le nombre de fois où un CGA a dû opérer avec un effectif réduit en raison du manque de personnel, par CGA;</p> <p>o. Les travaux entourant le reclassement des préposés et si les travaux sont terminés, veuillez nous dire les recommandations et/ou les changements apportés.</p>	SQ	-
RP1-169	<p>Le nombre signalements reçus en lien avec des menaces envers un chef de parti ou un élu. Veuillez ventiler l'information en indiquant:</p> <p>a. La personne visée (premier ministre, chef de parti, député, maire, conseiller municipal, etc.)</p> <p>b. Le nombre de dossiers fermés;</p> <p>c. Le nombre de dossiers ayant été soumis au DPCP;</p> <p>d. Le nombre de dossiers faisant toujours l'objet d'une enquête.</p>	SQ	-
RP1-170	<p>Concernant les équipes spécialisées dans le démantèlement de laboratoires et de sites d'encapsulation de drogues de synthèse, veuillez nous indiquer :</p> <p>a. Le nombre d'enquêteurs affectés à temps plein à ces équipes;</p> <p>b. Le nombre d'enquêteurs affectés à temps partiel à ces équipes;</p> <p>c. Le nombre d'enquêtes actuellement en cours;</p> <p>d. Le nombre d'enquêtes terminées au cours de l'années en ventilant l'information par région et en indiquant le nombre d'enquêtes ayant débouché sur des accusations;</p>	SQ	-

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE**

NUMÉRO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE OU CAHIERS ORGANISMES	PAGE
RP1-171	<p>Le nombre de barrages routiers effectués pour la consommation d'alcool et de drogues au volant par année, depuis 10 ans, ventilé de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Par mois; b. Par région; c. Nombre d'arrestations. 	SQ	-
RP1-172	<p>La Sûreté du Québec assure le contrat de sécurité à l'aéroport de Montréal depuis le 1er janvier 2025. En lien avec ce contrat, veuillez nous fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Une copie de l'entente avec l'aéroport; b. Par catégorie d'emploi : <ul style="list-style-type: none"> i. Le nombre de postes ouverts lors du début d'appel de candidatures; ii. Le nombre de postes comblés; iii. Le nombre de prêts de service pour assignation temporaire et la provenance des prêts de service; iv. Le nombre de postes toujours vacants. c. Nombre d'effectifs affectés à l'aéroport ventilé de la façon suivante: <ul style="list-style-type: none"> i. Policiers patrouilleurs par type horaire (H1, H2, H3) ii. Policiers enquêteurs. iii. Policiers officiers. d. La provenance (ville, MRC, région du Québec) des policiers affectés à l'aéroport; e. Concernant les policiers de la SQ en affectation temporaire à l'aéroport de Montréal, veuillez nous fournir : <ul style="list-style-type: none"> i. Le nombre d'heures effectuées; ii. Le nombre d'heures supplémentaires; iii. Les frais de déplacement; iv. Les frais d'hébergement; v. Les frais de repas; vi. La provenance de chaque policier de la SQ affecté temporairement à l'Aéroport de Montréal (ville, MRC, région). f. Les coûts détaillés des frais liés à l'aménagement des locaux ou l'achat de matériel pour l'aéroport (achat de matériel, équipement de bureaux, etc.). 	SQ	-

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE OU CAHIERS ORGANISMES	PAGE
RP1-173	<p>Le 14 janvier 2025, le ministre de la Sécurité publique faisait le point sur l'ensemble des mesures déjà en place depuis un mois et celles à venir pour rehausser la sécurité de la frontière séparant le Québec des États-Unis à l'approche de l'entrée en poste de Donald Trump. En lien avec cette conférence de presse, veuillez nous fournir l'information suivante :</p> <p>a. Concernant l'annonce qu'à compter du 13 janvier 2025, la SQ va tripler les effectifs prêtés aux équipes mixtes américaines Border Enforcement Security Task Force (BEST) pour un total de neuf ressources (des enquêteurs et des agents de renseignements), veuillez nous dire :</p> <p>i. Le nombre de ressources prêtées par corps d'emploi;</p> <p>ii. Les investissements prévus en 2025-2026;</p> <p>iii. Les investissements réels en 2025-2026.</p> <p>b. Concernant la déclaration du ministre affirmant que « la SQ sera en mesure de déployer jusqu'à 300 policiers en 24 à 48 heures pour porter assistance aux instances fédérales au besoin », veuillez nous dire :</p> <p>i. Le nombre de policiers ayant porté assistance aux instances fédérales;</p> <p>ii. Le nombre d'heures supplémentaires et le coût en temps supplémentaire.</p>	SQ	-
RP1-174	<p>Concernant les actions policières liées au conflit de redevances (guerre des stupéfiants), veuillez fournir pour la période 2025-2026 à l'échelle de la province :</p> <p>a. Le nombre d'arrestations;</p> <p>b. Le nombre de perquisitions;</p> <p>c. Le nombre d'armes à feu saisies;</p> <p>d. La somme d'argent saisie.</p>	SQ	-
RP1-175	<p>Concernant les actions policières liées au conflit de redevances (guerre des stupéfiants), veuillez fournir pour la période 2025-2026 à l'échelle de la Côte-Nord :</p> <p>a. Le nombre d'arrestations;</p> <p>b. Le nombre de perquisitions;</p> <p>c. Le nombre d'armes à feu saisies;</p> <p>d. La somme d'argent saisie.</p>	SQ	-
RP1-176	<p>Concernant la rétention et le recrutement des policiers à la Sûreté du Québec, veuillez nous dire :</p> <p>a. Nombre d'embauches en 2025-2026, par territoire et par catégorie d'emploi;</p> <p>b. Nombre de départs à la retraite en 2025-2026, par territoire et par catégorie d'emploi;</p> <p>c. Nombre de départs à la retraite anticipée en 2025-2026, par territoire et par catégorie d'emploi;</p> <p>d. Nombre d'ETC vacants, par MRC et par catégorie d'emploi pour une durée de :</p> <p>i. Moins de 120 jours;</p> <p>ii. Plus de 120 jours.</p>	SQ	-

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE**

NUMÉRO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE OU CAHIERS ORGANISMES	PAGE
RP1-177	<p>La liste des MRC visées par une diminution du nombre de policiers sur son territoire en 2025-2026. Pour chacune de ces MRC, veuillez nous dire :</p> <p>a. Le nombre de policiers en moins;</p> <p>b. Le nombre de policiers affectés au territoire desservi au moment de la signature de l'entente de services;</p> <p>c. La liste des MRC qui auront une diminution du nombre de policiers sur le territoire en 2026-2027 suite à la réévaluation au premier trimestre de 2026 prévue à l'entente en indiquant le nombre de policiers en moins prévu.</p> <p>d. La liste des MRC qui auront une augmentation du nombre de policiers sur le territoire en 2026-2027 suite à la réévaluation au premier trimestre de 2026 prévue à l'entente en indiquant le nombre de policiers en plus de prévu.</p>	SQ	-
RP1-178	<p>Concernant les compressions demandées par le ministre de la Sécurité publique à l'automne 2025, veuillez fournir pour la période 2025-2026 :</p> <p>a. Le plan de compression;</p> <p>b. Les sommes réellement livrées par la SQ en compression en 2025-2026;</p> <p>c. Le nombre de policiers qui ont perdu leur emploi, par région administrative;</p> <p>d. Le nombre de policiers qui perdront leur emploi par région administrative;</p> <p>e. Le nombre de policiers qui perdront leur emploi par services offerts (généraux, spécialisés, nationaux);</p> <p>f. Le nombre de civils qui ont perdu leur emploi, par région administrative;</p> <p>g. Le nombre de civils qui perdront leur emploi par région administrative;</p> <p>h. Le nombre de civils qui perdront leur emploi par services offerts (généraux, spécialisés, nationaux);</p> <p>i. La liste des postes fermés;</p> <p>j. Le temps de réponse en moyenne avant et après dans les municipalités où les postes sont fermés;</p> <p>k. La liste des directions affectées par des coupures ou une abolition;</p> <p>l. La liste des outils et véhicules vendus;</p> <p>m. Les contingents annulés de nouveaux policiers.</p>	SQ	-
RP1-179	La capacité d'accueil opérationnelle et la capacité totale, le taux d'occupation, les coûts per diem, les dépenses et les crédits alloués pour chaque centre de détention pour la période 2025-2026.		338
RP1-180	Le taux d'occupation maximal atteint pour chaque centre de détention pour l'année financière 2025-2026.		339
RP1-181	En moyenne, par jour, le nombre d'individus incarcérés pour chaque centre de détention pour 2025-2026.	QP1-178	-
RP1-182	Le nombre et les coûts des transferts de détenus et de prévenus entre les centres de détention en 2025-2026.		340
RP1-183	Par établissement de détention et au Québec, veuillez nous fournir le coût moyen par repas.		341
RP1-184	Le nombre d'incidents survenus en 2025-2026 lors des transferts ou des déplacements des détenus et des prévenus entre les centres de détention ou vers les palais de justice. Veuillez nous fournir l'information par établissement de détention.		342

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE OU CAHIERS ORGANISMES	PAGE
RP1-185	Le nombre et les coûts des transferts de détenus et de prévenus entre les centres de détention et les palais de justice (pour comparution) en 2025-2026. Ventilation par centre de détention.		343
RP1-186	Le nombre de places occupées pour chaque centre de détention, au 31 mars 2026, ventilation par condamné et prévenu.		344
RP1-187	Le nombre de places disponibles, pour chaque centre de détention, au 31 mars 2026, ventilé par condamné et prévenu.		345
RP1-188	La répartition de la population carcérale par catégorie de crimes (meurtre, vol, viol, drogue, etc.) pour chaque centre de détention au 31 mars 2026.		346
RP1-189	La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.		348
RP1-190	Le nombre d'admission de détenus et de prévenus pour chaque centre de détention en 2025-2026.		366
RP1-191	Le nombre de détenus et de prévenus libérés par erreur en 2025-2026, ventilation par centre de détention.		367
RP1-192	Le nombre d'évasions pour chaque centre de détention en 2025-2026. Pour chacune des évasions, veuillez nous dire le nombre de jours moyen d'évasions. Si le détenu est toujours évadé, veuillez l'indiquer.		368
RP1-193	Estimation du nombre d'individus en liberté illégale au 31 mars 2026 et pour chacune des cinq dernières années.		369
RP1-194	Le nombre de permissions de sortie accordées par détenu, par centre de détention, par catégorie (congé médical, humanitaire et réinsertion sociale) en 2025-2026.		370
RP1-195	Répartition de la durée des octrois des permissions de sortie par centre de détention et par année financière en 2025-2026.		371
RP1-196	Par centre de détention, veuillez nous indiquer, pour 2025-2026 : a. Le nombre de personnes ayant rempli le formulaire « réclamation pour détention illégale résultant d'une erreur administrative »; b. Le délai de traitement moyen d'une réclamation; c. Les sommes versées en compensation.		372
RP1-197	Pour les cinq dernières années, par année financière, par établissement de détention, veuillez nous dire : a. Le nombre de jours d'absence pour maladie; b. Le nombre de jours pour accident du travail pour les agents des services correctionnels, par type d'accident (ex : chute, agression, etc.)		373
RP1-198	Pour les cinq dernières années, par année financière et par établissement de détention : a. Le nombre d'agressions envers un agent des services correctionnels; b. Le nombre de jours moyens d'arrêt de travail.	RP1-191 RP1-193 RP1-226	-

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE OU CAHIERS ORGANISMES	PAGE
RP1-199	<p>Par établissement de détention, veuillez nous fournir :</p> <p>a. Le nombre d'agents des services correctionnels en poste. Sur ce nombre, veuillez nous dire :</p> <p>i. Le nombre d'agents ayant obtenu une attestation d'étude collégiale (AEC) en technique d'intervention en milieu correctionnel ou en milieu carcéral (le nom de la formation peut varier d'un établissement à l'autre).</p> <p>ii. Le nombre d'agents n'ayant pas la formation exigée par le gouvernement du Québec, soit un AEC en intervention en milieu correctionnel.</p> <p>b. Le nombre d'années d'expérience moyen des agents de détention;</p> <p>c. Le nombre de postes vacants;</p> <p>d. Le nombre de démissions;</p> <p>e. Le nombre d'agents en arrêt de travail et la durée moyenne des arrêts de travail;</p>	QP1-189-QP1-196-QP1-222-Q P1-223-QP1-224	374
RP1-200	<p>Par établissement de détention, veuillez nous fournir le nombre d'agent suspendu, avec ou sans solde, en indiquant :</p> <p>a. La raison de la suspension;</p> <p>b. Le nombre de jours moyens de la suspension;</p> <p>c. Le nombre d'agent ayant été congédié suite à une suspension.</p>		375
RP1-201	<p>Par établissement de détention, veuillez nous dire :</p> <p>a. Le nombre de postes d'agent de détention;</p> <p>b. Le nombre de postes comblés d'agent des services correctionnels;</p> <p>c. Le nombre de postes vacants d'agent des services correctionnels;</p> <p>d. L'ancienneté moyenne des agents des services correctionnels;</p> <p>e. L'âge moyen des agents en services correctionnels, par sexe;</p> <p>f. L'âge moyen des agents en services correctionnels;</p> <p>g. Le nombre d'agents des services correctionnels en arrêt de travail, par type d'arrêt de travail (ex : grossesse, CNESST, sans solde, etc.)</p> <p>h. Le nombre d'agents des services correctionnels ayant accès à une veste de protection;</p> <p>i. Le nombre d'agents des services correctionnels ayant été victimes d'intimidation ou de menaces de la part d'un détenu ou de son entourage. Sur ce nombre, veuillez nous dire combien ont eu droit à des mesures de protection de la direction de l'établissement.</p>		376
RP1-202	<p>Par établissement de détention, veuillez nous indiquer le nombre d'agents des services correctionnels qui ont quitté ou qui devront quitter leur emploi en raison de la fin du Programme de l'expérience québécoise (PEQ).</p>		377
RP1-203	<p>Depuis l'agression de l'agent des services correctionnels survenue à Sorel-Tracy le 1er décembre 2024, veuillez nous dresser, par établissement, les mesures mises en place pour mieux protéger les agents de détention.</p>		378
RP1-204	<p>Pour les cinq dernières années, par année financière, le nombre de jours d'absence pour maladie et pour accident du travail pour les gestionnaires des services correctionnels. Ventilation par établissement.</p>		379
RP1-205	<p>Pour les cinq dernières années, par année financière, le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué par les agents correctionnels pour chaque centre de détention.</p>		380

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE**

NUMÉRO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE OU CAHIERS ORGANISMES	PAGE
RP1-206	Pour les cinq dernières années, par année financière et par établissement, le nombre d'heures en temps supplémentaire obligatoire (réquisition obligatoire - code 99 dans SchedulePro) et les coûts pour : a. Les agents correctionnels; b. Les gestionnaires des services correctionnels.		381
RP1-207	Pour les cinq dernières années, par année financière, l'effectif de la direction des services correctionnels, par catégorie d'emploi ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie.		382
RP1-208	Pour les cinq dernières années, par année financière, le ratio d'heure de travail par activité d'évaluation en milieu ouvert et en milieu fermé, pour chaque région administrative.		383
RP1-209	Pour chaque établissement de détention, veuillez nous fournir une copie de la politique de conciliation travail-famille et les mesures mises en place pour les agents des services correctionnels.		385
RP1-210	Relevé de la moyenne mensuelle des suivis en milieu ouvert, selon le type de surveillance, par année financière depuis les cinq dernières années et par région administrative.		386
RP1-211	Le coût des roulottes dans les centres de détention pour les cinq dernières années, par année financière et par centre de détention.		387
RP1-212	Ventilation détaillée des sommes accordées en 2025-2026 pour des mesures servant à soutenir les femmes et les enfants victimes de violence, incluant le financement des groupes.		388
RP1-213	Pour les cinq dernières années, le nombre de cellulaires qui ont été saisis dans les établissements de détention, par établissement et par année.		389
RP1-214	Pour les cinq dernières années, par établissement et par année. pour chacun des établissement, veuillez nous indiquer: a. Le nombre de drones signalés dans les établissements de détention ou à proximité; b. Le nombre de drones interceptés en indiquant le matériel saisi pour chacune des interceptions; c. Le nombre de cellulaires confisqués. d. Le nombre d'armes saisies, ventilé par type d'arme.		390
RP1-215	Le 24 octobre 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait un investissement de 35,8 M\$ sur cinq ans pour renforcer la sécurité dans les établissements de détention (ED) du Québec. En lien avec cette annonce, veuillez nous indiquer : a. Les sommes prévues par année, par établissement, pour les 5 prochaines années; b. Les sommes réellement investies en 2023-2024, en 2024-2025 et en 2025-2026, par établissement, en indiquant une courte description des travaux effectués; c. Les investissements réalisés pour des brouilleurs d'ondes; d. Les prévisions des travaux par établissement pour les 5 prochaines années.		391

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE**

NUMÉRO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE OU CAHIERS ORGANISMES	PAGE
RP1-216	Le 7 mars 2025, le ministre fédéral de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie annonçait qu'un arrêté d'exemption est entré en vigueur le 3 mars, en vertu de la Loi sur la radiocommunication, selon lequel le sous-ministériat des services correctionnels (SMSC) du ministère de la Sécurité publique du Québec pourra autoriser les employés à exécuter légalement des activités liées au brouillage de fréquences pour ajouter une protection supplémentaire aux établissements. En lien avec cette annonce, veuillez nous dire : a. La liste des établissements qui utilisent un mécanisme de brouilleur d'onde; b. Les investissements réalisés en 2025-2026 pour les brouilleurs d'onde; c. Les investissements prévus en 2026-2027 pour les brouilleurs d'onde.		393
RP1-217	Le nombre total de cours extérieures et de cours grillagées complétées ou présentement en construction, par établissement. Pour celles en construction, fournir la date prévue de la fin des travaux.		394
RP1-218	Détail des activités de réinsertion pour chacune des prisons sous la juridiction du Québec. Préciser pour chaque prison les dépenses requises et les revenus engendrés par celles-ci, les salaires donnés aux détenus et le total de la rémunération versée aux détenus.		395
RP1-219	Le nombre de détenus, par établissement de détention, évalués avant le sixième de leur peine en 2025-2026.		400
RP1-220	État de situation sur la diminution du temps de production des évaluations et l'augmentation du nombre d'évaluations produites et leur qualité.		401
RP1-221	Les conclusions ou l'état d'avancement de la révision des différents outils d'évaluation et des modalités d'évaluation des personnes condamnées à des peines de moins de six mois.		402
RP1-222	Pour 2025-2026, le nombre de détenus, par établissement de détention, recevant des prestations de la CNESST à la suite d'une blessure à l'emploi d'un Fonds central de soutien à la réinsertion sociale.		403
RP1-223	Le nombre d'heures et le taux d'absentéisme par poste et au total des agents correctionnels (ASC) pour les années 2025-2026.		404
RP1-224	Le nombre d'inspections cellulaires, le nombre de saisies effectuées et la liste des effets saisis pour 2025-2026. Ventiler par centre de détention.		405
RP1-225	Produire le plan triennal d'immobilisations (agrandissement, rénovation ou construction) pour chacune des prisons sous la juridiction du Québec. Copie de la programmation pluriannuelle.		408
RP1-226	Crédits alloués en soin de santé mentale et prévention du suicide dans le milieu correctionnel.		409
RP1-227	Le nombre de suicides et le nombre de tentatives de suicide par établissement et par année pour les cinq dernières années.		410
RP1-228	Le nombre d'heures de formation moyen par agent correctionnel, par année, par établissement;		411
RP1-229	La liste des requalifications nécessaires pour les agents correctionnels en indiquant, par établissement, le nombre d'agents ayant participé à la requalification.		412

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE OU CAHIERS ORGANISMES	PAGE
RP1-230	Par établissement, veuillez nous fournir le nombre d'agents correctionnels ayant : a. Moins de 2 ans d'expérience; b. De 2 à 5 ans d'expérience; c. De 5 à 10 ans d'expérience; d. De 10 à 15 ans d'expérience; e. De 15 à 20 ans d'expérience; f. Plus de 20 ans d'expérience; g. La moyenne d'années d'expérience.		413
RP1-231	Par établissement, pour 2025-2026, veuillez nous fournir : a. Le nombre de démissions en indiquant les raisons des démissions; b. Le nombre de congédiements; c. Le nombre de départs à la retraite anticipée; d. Le nombre de départs à la retraite.		414
RP1-232	Par établissement, pour 2025-2026, veuillez nous fournir : a. La liste des postes coupés; b. La liste des postes vacants.		415
RP1-233	Par établissement, le nombre de menaces envers un agent correctionnel : a. Lorsqu'il est en service; b. Lorsqu'il n'est pas en service.		416
RP1-234	Par établissement, le nombre d'agressions envers un agent correctionnel a. Lorsqu'il est en service; b. Lorsqu'il n'est pas en service.		417
RP1-235	Le Plan stratégique du ministère déposé en 2023 prévoyait renforcer la sécurité globale des établissements de détention (page 30 du Plan stratégique). En lien avec ces intentions, veuillez nous détailler les investissements et les actions mises en place en 2025-2026 pour chacune des cibles suivantes : a. Ajout des équipements de sécurité; b. Principe de sécurité proactive.		418

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE**

NUMÉRO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE OU CAHIERS ORGANISMES	PAGE
RP1-236	<p>Par établissement de détention, veuillez nous fournir la liste des programmes offerts aux détenus (éducation, thérapie, arts, musique, etc.) en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. L'établissement de détention; b. Une description du programme en indiquant : <ul style="list-style-type: none"> i. Le nom du programme; ii. La clientèle ciblée; iii. Durée des séances; iv. Fréquence des séances; v. Modalité (groupe ou individuel) vi. Type de programme (divertissement, soutien, aide, formation, etc.) vii. Renseignements additionnels (historique, particularités, liens avec d'autres programmes); viii. Nombre de détenus différents ayant participé au programme; ix. Nombre d'heures moyen par détenu ayant participé au programme; x. Nombre d'heures total offertes aux détenus, par programme. c. Ressource qui offre le programme (organisme, CSS, Université, etc.) d. Coûts totaux du programme; e. Ventilation du financement du programme; f. Financement provenant du MSP. 	QP1-181	-
RP1-237	Le MSP a annoncé le 26 mai 2025 que des clôtures autoportantes, des grillages aux fenêtres, des détecteurs à balayage corporel et des arches de sécurité seront déployés pour s'attaquer à la contrebande dans les établissements de détention. En lien avec cette annonce, veuillez nous indiquer, par établissement de détention, les investissements réalisés et les améliorations effectuées.		419
RP1-238	Le MSP a obtenu le 28 février 2025 l'autorisation du gouvernement fédéral pour l'utilisation de brouilleurs d'ondes dans les établissements de détention du Québec. En lien avec cette annonce, veuillez nous dire, par établissement de détention, les mesures mises en place et les investissements réalisés afin de mettre des brouilleurs d'ondes.		420
RP1-239	Le 3 juin 2025, le gouvernement du Québec annonçait le déploiement d'une nouvelle génération de détecteurs de drones qui permettra de les identifier, de les traquer et d'appréhender plus efficacement les pilotes et leurs appareils. En lien avec cette annonce, veuillez nous fournir, par établissement de détention, les investissements réalisés et les équipements mis en place.		421
RP1-240	<p>Le 3 juin 2025, le gouvernement du Québec annonçait le déploiement d'appareils de détection de téléphones cellulaires et l'acquisition de détecteurs mobiles à rayon X pour chaque établissement de détention. En lien avec cette annonce, veuillez nous indiquer, par établissement de détention :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. le nombre de détecteurs mobiles à rayon X acquis et les investissements réalisés; b. le nombre d'appareils de détection de téléphones cellulaires acquis et les investissements réalisés. 		422

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE**

NUMÉRO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE OU CAHIERS ORGANISMES	PAGE
RP1-241	<p>Par établissement de détention, veuillez nous fournir:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Le nombre de personnes incarcérées qui occupent un travail rémunéré, par catégorie d'emploi ou par poste (p. ex. : buanderie, menuiserie, assemblage, couture); b. Le nombre moyen d'heures travaillées par semaine, par personne incarcérée, par catégorie d'emploi ou par poste; c. Le salaire moyen versé par détenu, par semaine, par mois et par année; d. Le taux horaire, par catégorie d'emploi ou par poste. 		423
RP1-242	<p>Concernant le solde du Fonds de soutien à la réinsertion sociale (FSRS), veuillez nous fournir, par établissement de détention :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Le solde du Fonds au 31 mars 2026; b. Les sommes issues des cotisations (prélèvement de 10 % sur le salaire versé aux personnes incarcérées qui occupent un travail rémunéré) entre le 1er avril 2025 et le 31 mars 2026; c. La liste des dépenses du Fonds, ventilées par catégorie, depuis le 1er avril 2025 en indiquant : <ul style="list-style-type: none"> i. La date; ii. Une courte explication de la sortie d'argent (ex. : achat d'équipement sportif, etc.); iii. Le montant visé par la dépense. d. La liste des activités favorisant la réinsertion sociale des détenus financées par le Fonds entre le 1er avril 2025 et le 31 mars 2026 en indiquant : <ul style="list-style-type: none"> i. Une courte description de l'activité financée; ii. Le montant investi; iii. Le nombre de détenus ayant profité de l'activité de réinsertion. 		424
RP1-243	<p>Concernant le Fonds central de soutien à la réinsertion sociale, veuillez nous fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Le solde du Fonds au 31 mars 2026; b. Les sommes issues des cotisations des FSRS entre le 1er avril 2025 et le 31 mars 2026; c. La liste des dépenses, ventilées par catégories, depuis le 1er avril 2025 en indiquant : <ul style="list-style-type: none"> i. La date; ii. Une courte explication de la sortie d'argent; iii. Le montant visé. d. La liste des activités favorisant la réinsertion sociale des détenus financées par le Fonds central entre le 1er avril 2025 et le 31 mars 2026 en indiquant : <ul style="list-style-type: none"> i. Une courte description de l'activité financée; ii. Le montant investi; iii. Le nombre de détenus ayant profité de l'activité de réinsertion. 		425

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE**

NUMÉRO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE OU CAHIERS ORGANISMES	PAGE
RP1-244	<p>Le 19 décembre 2022, le ministre de la Sécurité publique annonçait la construction d'un nouvel établissement carcéral pour femmes qui remplacera l'Établissement de détention Maison Tanguay, fermé en 2016. En lien avec cette annonce, veuillez nous dire :</p> <p>a. Le montant prévu pour la construction de l'établissement;</p> <p>b. Le montant prévu pour la démolition de la Maison Tanguay;</p> <p>c. L'échéancier des travaux de démolition de la Maison Tanguay;</p> <p>d. L'emplacement choisi pour le nouvel établissement (adresse);</p> <p>e. Le coût du terrain;</p> <p>f. L'échéancier du projet.</p>		426
RP1-245	La liste des bureaux régionaux de la sécurité civile en précisant, pour chacun, l'effectif et le budget alloué.		427
RP1-246	Ventilation de l'aide financière octroyée par le ministère lors de sinistre, par région, par programme, par événement et par type de bénéficiaire (citoyens, municipalités, organismes, entreprises) pour 2025-2026.		429
RP1-247	Bilan de l'implantation des schémas de couverture de risques incendie et de sécurité civile. Ventilation par région. Stratégies et orientations du ministère quant à l'obligation et à l'implantation des schémas de couverture de risques en sécurité civile.		454
RP1-248	État d'avancement de la mise en œuvre des mesures prévues au Plan d'action en matière de sécurité civile relative aux inondations. Bilan du Plan d'action. Échéancier prévu pour l'application des mesures.		456
RP1-249	Détails de l'état de préparation du ministère pour le support, l'accompagnement et/ou l'arrimage avec les municipalités de plus de 100 000 habitants lors de sinistres majeurs.		457
RP1-250	Montant dédié au Cadre de prévention des principaux risques naturels pour 2025-2026. prévisions pour 2026-2027.		458
RP1-251	<p>État de situation au 31 mars 2025 de la mise en œuvre de la Politique québécoise de sécurité civile 2014-2024 et de son plan d'action national. Préciser les budgets pour 2025-2026 et fournir les prévisions pour 2026-2027. Ventiler la mise en œuvre par :</p> <p>a) orientation de la Politique ;</p> <p>b) objectif de la Politique ;</p> <p>c) ministère de mise en œuvre ;</p> <p>d) résultats atteints en 2025-2026 ;</p> <p>e) échéancier et actions de mise en œuvre pour 2023-2024, 2024-2025 et 2025. 2026 ;</p> <p>f) budget pour chaque action ;</p> <p>g) tout document produit à cet effet.</p>		459
RP1-252	Nombre de dossiers du Programme général d'indemnisation et d'aide financière qui sont fermés et ceux encore ouverts en date du 31 mars 2026, ventilés par ville ou municipalité.		461
RP1-253	Liste de tous les montants d'allocation de départs octroyés en vertu de ce programme et le montant d'évaluation des dommages et la valeur d'évaluation des immeubles concernés, par ville ou municipalité.		503

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE OU CAHIERS ORGANISMES	PAGE
RP1-254	Liste de tous les montants octroyés en vertu du Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents en 2025-2026, à l'exception de l'ouragan Debby, ventilés par sinistre et type d'indemnisation.		513
RP1-255	Nombre de décès dans des incendies par année, pour les 5 dernières années.		524
RP1-256	Copie des recommandations émises par les coroners, en 2024-2025, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.	BC	-
RP1-257	Veuillez indiquer la liste des recommandations émises par le Coroner depuis 2019 en indiquant celles n'ayant eu aucun suivi de la part du gouvernement ou d'une organisation gouvernementale.	BC	-
RP1-258	Concernant le Rapport « Agir ensemble pour sauver des vies », 2020 et 2022 veuillez : a. Énumérer tous les ministères impliqués dans la mise en œuvre des recommandations du rapport; b. Spécifier quel ministère a la charge du déploiement de chaque recommandation; c. Donner un échéancier pour la mise en œuvre de chacune des recommandations; d. Les actions mises en place depuis le dépôt du rapport; e. Les sommes prévues pour le déploiement de chacune des recommandations.	BC	-
RP1-259	L'effectif du bureau du coroner ainsi que la masse salariale, par catégorie d'emploi, pour 2025-2026. Veuillez également nous fournir la liste des coroners investigateurs et des coroners enquêteurs, leur rémunération respective pour la période 2025-2026 ainsi que les augmentations prévues.	BC	-
RP1-260	La liste des enquêtes terminées en 2025-2026 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit et la date de la remise du rapport). Veuillez nous dire, pour chacune des enquêtes, si l'enquête est pendante ou terminée.	BC	-
RP1-261	Copie des directives, orientations ou autres envoyées par le bureau du coroner en chef à tous les coroners pour la période 2025-2026.	BC	-
RP1-262	Les délais d'investigation et de traitement des dossiers.	BC	-
RP1-263	Au sujet des recommandations des coroners pour 2025-2026: a. le nombre total de recommandations ; b. le bilan des recommandations des coroners ventilé par leur état de cheminement et de suivi; c. le nombre et la liste des intervenants visés par au moins une recommandation qui n'ont pas fait part des mesures qu'ils entendent mettre en place; d. les intervenants les plus récurrents.	BC	-
RP1-264	En date du 31 mars 2025, veuillez indiquer les suivis apportés à chacune des recommandations des rapports suivants : a. Enquête concernant le décès de M. Pierre Lacroix; b. Enquête concernant le décès de Pierre Coriolan; c. Enquête concernant le décès de Jacques Côté.	BC	-

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE OU CAHIERS ORGANISMES	PAGE
RP1-265	Le Coroner a récemment annoncé son Plan de modernisation 2024-2026 qui prévoit trois chantiers et douze actions structurantes. En lien avec ce plan, veuillez nous décrire, pour chacun des chantiers et chacune des actions structurantes : a. Une description du chantier ou de l'action; b. L'échéancier des travaux; c. Les investissements prévus par année, pour les 3 prochaines années; d. L'état d'avancement (à l'étude, en cours, réalisé, sur pause, etc.) e. Les investissements en 2025-2026; f. Les investissements totaux pour la réalisation Plan de modernisation.	BC	-
RP1-266	Concernant les travaux de réfection et de relocalisation de la morgue dans l'Édifice Wilfrid-Derome situé au 1701, rue Parthenais à Montréal tel qu'indiqué dans le projet de loi 66 sanctionné le 11 décembre 2020, veuillez nous indiquer : a. Le coût estimé du projet; b. Le nombre de places prévues; c. L'état d'avancement des travaux; d. L'adresse choisie pour la relocalisation de la morgue; e. L'échéancier complet du projet.		525
RP1-267	L'effectif du bureau du Commissaire à la déontologie policière, par catégorie d'emploi, ainsi que la masse salariale pour chacune des catégories pour la période 2025-2026. Veuillez également fournir la liste des dirigeants de la commission, leur rémunération respective pour la période 2025-2026 que les augmentations et bonis prévus.	COMDP	-
RP1-268	La répartition des plaintes adressées au commissaire, par corps policier et constable spécial, pour la période 2025-2026 (incluant le nombre de plaintes, le total des policiers en cause), ainsi que le nombre de dossiers portés en appel, par corps policier.	COMDP	-
RP1-269	La répartition des dossiers selon la décision prise à la réception des plaintes par le commissaire pour la période 2025-2026 ou, si le dossier est en suspens, les motifs pour lesquels aucune décision n'a été prise.	COMDP	-
RP1-270	Motifs invoqués pour le refus de plaintes par le commissaire et nombre de plaintes refusées, par motif.	COMDP	-

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE OU CAHIERS ORGANISMES	PAGE
RP1-271	<p>L'article 143 de la Loi sur la police permet maintenant de faire une plainte ou un signalement au Commissaire sous le couvert de l'anonymat. En lien avec cette nouvelle disposition introduite avec le projet de loi 14 adopté le 5 octobre 2023, veuillez nous dire :</p> <p>a. Le nombre total de plaintes déposées;</p> <p>b. Le nombre de plaintes anonymes déposées;</p> <p>c. Le nombre de plaintes anonymes retenues et rejetées;</p> <p>d. Le nombre de plaintes anonymes ayant mené au déclenchement d'une enquête;</p> <p>e. Le nombre de policiers ou autres agents de la paix ayant été cités à comparaître devant le tribunal administratif de déontologie policière suite à une plainte anonyme;</p> <p>f. Le nombre de policiers ou autres agents de la paix ayant été sanctionnés suite à une plainte anonyme;</p> <p>g. Le nombre total de signalements déposés;</p> <p>h. Le nombre de signalements anonymes déposés;</p> <p>i. Le nombre de signalements anonymes retenus et rejetés;</p> <p>j. Le nombre de signalements anonymes ayant mené au déclenchement d'une enquête;</p> <p>k. Le nombre de policiers ou autres agents de la paix ayant été cités à comparaître devant le tribunal administratif de déontologie policière suite à un signalement anonyme;</p> <p>l. Le nombre de policiers ou autres agents de la paix sanctionnés suite à un signalement anonyme.</p>	COMDP	-
RP1-272	L'effectif ainsi que la masse salariale du Tribunal administratif de déontologie policière, par catégorie d'emploi, pour 2025-2026.	TADP	-
RP1-273	La liste des dirigeants du comité, leur rémunération respective pour la période 2025-2026 ainsi que les augmentations prévues.	TADP	-
RP1-274	Le nombre de dossiers reçus, par catégorie (citations/révisions) et par origine (SQ, SPVM, corps municipaux), durant la période 2025-2026. Inclure le nombre de dossiers ayant mené à la reconnaissance d'une faute et ayant mené à des conséquences, en précisant lesquelles.	TADP	-
RP1-275	Le nombre de dossiers en suspens au 31 mars 2025, par catégorie et par origine.	TADP	-
RP1-276	Le délai moyen pour le traitement d'un dossier.	TADP	-
RP1-277	Pour 2025-2026, et pour les six années précédentes, le nombre d'enquêtes déclenchées par le ministre après qu'une personne, autre qu'un policier en devoir, soit décédée ou ait subi une blessure grave ou ait été blessée par une arme à feu utilisée par un policier, lors d'une intervention policière ou lors de sa détention par un corps de police.	BEI	-
RP1-278	L'effectif de la CQLC ainsi que la masse salariale, par catégorie d'emploi, pour la période 2025-2026, et les prévisions pour 2026-2027.	CQLC	-
RP1-279	La liste des commissaires (permanents/communautaires) de la commission pour la période 2025-2026, incluant leur curriculum vitae, leur traitement annuel et la date de la fin de leur mandat.	CQLC	-
RP1-280	Répartition des décisions prises par la commission pour la période 2025-2026 (libérations conditionnelles avec ou sans audience, programme de semi-liberté et programme d'appel en matière d'absence temporaire).	CQLC	-
RP1-281	Répartition territoriale, par établissement de détention, des renoncations et des décisions de la commission pour la période 2025-2026.	CQLC	-

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE**

NUMÉRO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE OU CAHIERS ORGANISMES	PAGE
RP1-282	L'effectif ainsi que la masse salariale de l'ÉNPQ, par catégorie d'emploi, pour la période 2025-2026. La liste des dirigeants de l'ÉNPQ, leur rémunération respective pour la période 2025-2026, ainsi que les augmentations prévues.		526
RP1-283	Nombre de postes disponibles et non occupés à l'ÉNPQ en 2025-2026, par type d'emploi;		528
RP1-284	Dans les 5 dernières années, veuillez indiquer : a. Le nombre de demandes d'admission déposées, par type de formation; b. Le nombre de demandes d'admission déposées, par type de formation, provenant de minorités visibles; c. Le nombre de candidatures retenues, par type de formation; d. Le nombre de candidatures retenues, par type de formation, provenant de minorités visibles.		529
RP1-285	Dans les 5 dernières années, veuillez indiquer : a. Le nombre d'étudiants ayant débuté la formation, par type de formation; b. Le nombre d'étudiants ayant abandonné la formation, par type de formation; c. Le nombre d'étudiants ayant complété leur formation, par type de formation; d. Le nombre d'étudiants ayant complété avec succès leur formation, par type de formation; e. Le nombre d'étudiants ayant complété leur formation de policier ayant intégré un corps de police, ventilé par corps de police.		530
RP1-286	La liste des cours offerts par l'ÉNPQ, ainsi que la liste des cours en évaluation ou en préparation qui ne sont pas encore offerts.		531
RP1-287	La liste des conditions et des tests requis pour être admis à l'ÉNPQ et pour y graduer.		534
RP1-288	Montant réel de la subvention versée à l'ÉNPQ pour l'année 2025-2026 et montant de la subvention prévue pour 2026-2027.		535
RP1-289	Le 19 juin 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait l'octroi de 62,2 M\$ sur 5 ans à l'École nationale de police du Québec (ENPQ) pour moderniser la formation policière afin d'effectuer un virage technologique majeur, d'adapter son offre de formation, d'agrandir ses installations et d'embaucher le personnel nécessaire. En lien avec cette annonce, veuillez nous dire : a. La ventilation des sommes par année, pour les 5 prochaines années; b. Les sommes réellement investies en 2025-2026; c. La ventilation des sommes prévues par mesure (embauche de personnel, virage technologique, etc.)		536
RP1-290	La liste des formations offertes visant : a. La santé et la sécurité des policiers; b. Le profilage racial; c. Les interventions auprès de citoyens avec un état mental perturbé ou de neuro-diversité.		537

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE OU CAHIERS ORGANISMES	PAGE
RP1-291	Le 28 janvier 2024, nous apprenons que l'École nationale de police du Québec s'installera à Montréal dès l'automne 2024. En lien avec cette annonce, veuillez nous dire : a. L'adresse de l'école; b. Les coûts d'achat des infrastructures; c. L'évaluation municipale du bâtiment; d. La valeur marchande du bâtiment; e. Les coûts prévus pour l'aménagement des lieux; f. Les coûts prévus pour l'agrandissement des locaux; g. Le nombre d'élèves accueillis et capacité de l'école; h. Le nombre d'enseignants embauchés et le nombre de postes à pourvoir.		540
RP1-292	L'effectif ainsi que la masse salariale de la RACJ, par catégorie d'emploi, pour la période 2025-2026.	RACJ	-
RP1-293	Le nombre de plaintes pour harcèlement (psychologique, sexuel ou autre).	RACJ	-
RP1-294	Le nombre d'employés ou cadres de la RACJ ayant bénéficié d'une indemnité de départ ou allocation de transition, les raisons et les montants versés en 2025-2026;	RACJ	-
RP1-295	Les sommes versées à des bureaux d'avocats par la RACJ, par cabinet, en indiquant le ou les mandats;	RACJ	-
RP1-296	La liste des dirigeants et des régisseurs de la RACJ, leur rémunération respective pour la période 2025-2026, ainsi que les augmentations prévues. Pour chacun, préciser la date d'entrée en fonction et la date d'échéance du contrat d'embauche.	RACJ	-
RP1-297	Le nombre d'enquêtes et d'inspections effectuées par la RACJ et les corps de police mandatés, pour chaque secteur d'activité, pour la période 2025-2026.	RACJ	-
RP1-298	Le nombre de plaintes reçues à la RACJ par année, depuis 10 ans. Veuillez classer les plaintes par catégorie.	RACJ	-
RP1-299	Le nombre de permis d'alcool accordés, suspendus ou révoqués, pour la période 2025-2026, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.	RACJ	-
RP1-300	Le nombre de licences d'appareils de loterie vidéo accordées, suspendues ou révoquées, pour la période 2025-2026, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.	RACJ	-
RP1-301	Le nombre d'événements de bingo et de licences, selon la catégorie, pour la période 2025-2026.	RACJ	-
RP1-302	Nombre de salles de bingo ayant fermé leurs portes, depuis cinq ans, par année financière.	RACJ	-
RP1-303	Le nombre de licences de course, de pistes de course, de salles de paris pour la période 2025-2026.	RACJ	-
RP1-304	Le nombre de décisions rendues par le personnel désigné et par les régisseurs, pour chaque secteur d'activité pour la période 2025-2026, ainsi que le résultat de chacune des décisions.	RACJ	-
RP1-305	Ventilation des budgets accordés pour mesurer et diminuer les coûts sociaux causés par les jeux de hasard depuis cinq ans, et ce, par année financière.	RACJ	-

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE**

NUMÉRO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE OU CAHIERS ORGANISMES	PAGE
RP1-306	Nombre de plaintes en relation avec des pratiques dégradantes envers les femmes dans des établissements détenant un permis d'alcool autorisant la consommation sur place (notamment un permis de bar), depuis cinq ans, et ce, par année.	RACJ	-
RP1-307	État de situation sur la révision du Règlement sur la promotion, la publicité et les programmes éducatifs en matière de boissons alcooliques, notamment afin de protéger les mineurs et favoriser une consommation responsable d'alcool.	RACJ	-
RP1-308	Depuis cinq ans, le nombre de contrôles antidopage effectués par la RACJ, un organisme affilié ou des employés, le nombre positif, les sanctions liées, les heures et lieux des contrôles. Ventilés par sport.	RACJ	-
RP1-309	État de situation des négociations avec la réserve autochtone de Kahnawake pour l'opération d'un casino, d'un salon de jeux et/ou d'une salle de poker ainsi que tout document pertinent à celles-ci.	RACJ	-
RP1-310	État de situation des négociations avec la réserve autochtone de Wôlinak pour l'opération d'un casino, d'un salon de jeux et/ou d'une salle de poker ainsi que tout document pertinent à celles-ci.	RACJ	-
RP1-311	Tout ébauches et crédits alloués dans une réforme législative ou réglementaire afin de permettre à des producteurs de produits alcoolisés québécois de pouvoir livrer directement aux consommateurs notamment par des tiers.	RACJ	-
RP1-312	Concernant l'aide financière aux entreprises du secteur de la vente d'alcool pour consommation sur place, veuillez fournir le nom des organismes qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2025-2026. Joindre aussi la liste des organismes à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.	RACJ	-
RP1-313	La liste des permis de concurrent de sports de combat délivrés par la RACJ en 2025-2026 en indiquant le nom du concurrent et la date de délivrance du permis. Pour chacun d'entre eux, veuillez nous dire si la RACJ a : a. Exigé du combattant ayant subi un knock-out dans un combat précédent, une description complète de l'événement, y compris la production de la vidéo (si celle-ci existe), de même que le rapport de l'examen médical d'après-combat; b. Lorsqu'il y a eu knock-out cérébral, a exigé du combattant la production d'un rapport de neuropsychologie qui doit prendre en considération les tests précédents si ceux-ci existent; c. Exigé du combattant des tests de neuropsychologie qui pourront éventuellement servir de comparaison avec les tests subséquents si l'athlète est la victime d'un K.-O. ou T. K.-O. cérébral.	RACJ	-
RP1-314	Le suivi apporté aux recommandations du Coroner dans le dossier de la boxeuse Jeanette Zacarias Zapata.	RACJ	-
RP1-315	Au sujet de la livraison d'alcool par des tiers notamment des compagnies de livraison : a. les mesures mises en place afin de contrôler notamment l'âge de la majorité et les autres aspects légaux; b. le nombre de contraventions à la loi concernant la livraison d'alcool par des tiers; c. les crédits alloués à ce secteur d'activité; d. le nombre de commandes d'alcool livrées sans repas ou nourriture.	RACJ	-
RP1-316	Nombre de permis d'agent de sécurité délivrés par le Bureau de la Sécurité privée en 2025-2026, par région.		541
RP1-317	Délai moyen de délivrance d'un permis d'agent de sécurité par le Bureau de la Sécurité privée en 2025-2026.		542
RP1-318	Budget alloué au BEI pour l'année 2025-2026 et prévisions pour 2026-2027.	BEI	-

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE**

NUMÉRO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE OU CAHIERS ORGANISMES	PAGE
RP1-319	Effectif autorisé pour l'exercice financier 2025-2026, ventilé par corps d'emploi.	BEI	-
RP1-320	Effectif du BEI en date du 31 mars 2026. Préciser, pour chacun des postes suivant le nombre de policiers et le nombre de civils : enquêteurs et superviseurs aux enquêtes.	BEI	-
RP1-321	Total des dépenses effectuées par le BEI, par type de dépense (salaire et fonctionnement) selon les plus récentes données disponibles.	BEI	-
RP1-322	Nombre d'enquêtes ouvertes en 2025-2026, nombre d'enquêtes en cours et nombre d'enquêtes terminées.	BEI	-
RP1-323	Veillez nous fournir le nombre de rapports d'enquête remis au Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) et le nombre de dossiers ayant mené à des accusations du DPCP. Pour les dossiers ayant mené à des accusations, veuillez nous donner une brève description des événements.	BEI	-
RP1-324	Délai moyen pour une enquête par le BEI en 2025-2026.	BEI	-
RP1-325	Nombre de manquements constatés au Règlement sur le déroulement des enquêtes du Bureau des enquêtes indépendantes en 2025-2026, ventilé par corps de police et par type de manquements.	BEI	-
RP1-326	Budget de la SOPFEU ventilé par poste en 2022-2023, 2023-2024, 2025-2026 et prévisions pour 2026-2027.		543
RP1-327	Veillez nous fournir, par direction régionale et au total : a. Le nombre d'employés à la SOPFEU par corps d'emploi; b. Le nombre de postes vacants à la SOPFEU par corps d'emploi; c. Le nombre de départs de l'organisation, par corps d'emploi, en indiquant la raison (ex : départ à la retraite, démission, congédiement, départ, etc.) d. Le nombre d'heures supplémentaires par poste et les coûts pour 2025-2026.		544
RP1-328	Les sommes investies en 2025-2026 pour la prévention des feux de forêt en détaillant l'information (ex : campagne de sensibilisation, activité de formation, etc.)		545
RP1-329	La capacité opérationnelle de la SOPFEU;		546
RP1-330	La liste des fournisseurs de main-d'oeuvre à la SOPFEU en détaillant chaque entente avec un fournisseur;		547
RP1-331	Veillez nous fournir la liste des appareils constituant la flotte de la SOPFEU (hélicoptères, avions citernes, avions de détection, etc.). Pour chaque appareil, veuillez nous indiquer l'état de l'appareil et la date prévue de remplacement.		548

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE**

NUMÉRO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE OU CAHIERS ORGANISMES	PAGE
RP1-332	<p>En janvier 2025, le gouvernement du Québec a envoyé des avions-citernes de la SOPFEU à la demande des autorités américaines afin d'appuyer la Californie dans sa lutte contre les incendies dans la région de Los Angeles. En lien avec cette aide de Québec, veuillez nous dire :</p> <p>a. Le nombre d'avions-citernes déployés à Los Angeles;</p> <p>b. Les dates de l'opération;</p> <p>c. Le nombre d'heures de vol;</p> <p>d. Le nombre de pilotes affectés à l'opération;</p> <p>e. Les coûts détaillés de l'opération (temps de travail, temps supplémentaires, carburant, entretien, réparation des avions, frais de repas, frais de déplacement, frais d'hébergement, etc.)</p> <p>f. Une copie de la facture envoyée aux États-Unis pour l'opération.</p>		549
RP1-333	<p>Veuillez nous fournir la liste des appareils sous contrat de la SOPFEU en indiquant :</p> <p>a. Le fournisseur;</p> <p>b. Le type d'appareil;</p> <p>c. Une courte description;</p> <p>d. Le montant du contrat;</p> <p>e. Le nombre d'heures de vol au contrat;</p> <p>f. Le nombre d'heures total;</p>		550
RP1-334	<p>Veuillez fournir le montant dépensé en 2025-2026 dans les nouvelles technologies pour mieux détecter les incendies de forêt. Veuillez également préciser le type d'outils procurés et les coûts liés à ces investissements.</p>		551
RP1-335	<p>Concernant l'unité permanente anticorruption (UPAC), fournir :</p> <p>a) Au 31 mars 2026, le nombre de personnes affectées à l'UPAC, ventilation en fonction de l'organisme d'origine (SQ, CCQ, procureur de la couronne, etc.) et objectif à terme quant à l'effectif ;</p> <p>b) Budget ventilé de l'UPAC pour 2025-2026 et prévisions pour 2026-2027 ;</p> <p>c) Liste des bureaux ou bâtiments acquis ou loués par le ministère pour installer les membres de l'UPAC ;</p> <p>d) Le nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées par l'UPAC entre le 1er avril 2024 et le 31 mars 2026;</p> <p>e) Bilan des activités de l'UPAC.</p>	CLCC	
RP1-336	<p>Veuillez nous ventiler, par corps d'emploi et par région, l'effectif complet de l'UPAC, en indiquant si ce sont des policiers ou des civils. Pour les policiers/enquêteurs, veuillez nous indiquer leur provenance (Ex : SPVM, SPVQ, SQ, retraité, etc.)</p>	CLCC	
RP1-337	<p>Le taux de roulement de personnel de l'UPAC en 2025-2026.</p>	CLCC	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE OU CAHIERS ORGANISMES	PAGE
RP1-338	338. Veuillez indiquer, pour 2025-2026: a. Le nombre de dénonciations en nous fournissant une brève description; i. Depuis la création de l'UPAC; ii. En 2025-2026. b. Le nombre d'enquêtes ouvertes; i. Depuis la création de l'UPAC; ii. En 2025-2026. c. Le nombre d'enquêtes en cours; d. Le nombre d'enquêtes fermées, sans accusation; i. Depuis la création de l'UPAC; ii. En 2025-2026. e. Le nombre de dossiers remis au Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) i. Depuis la création de l'UPAC; ii. En 2025-2026. f. Le nombre de dossiers ayant mené à des accusations du DPCP en nous fournissant une brève description : i. Depuis la création de l'UPAC; ii. En 2025-2026. g. Le nombre de dossiers ayant mené à une condamnation; i. Depuis la création de l'UPAC; ii. En 2025-2026. h. La durée moyenne des enquêtes; i. Depuis la création de l'UPAC; ii. En 2025-2026. i. Le nombre d'enquêtes fermées depuis la création de l'UPAC n'ayant mené à aucune accusation en indiquant : i. La date de début de l'enquête; ii. La date de la fermeture de l'enquête.	CLCC	
RP1-339	Veuillez nous fournir la liste des enquêtes demandées, suspendues ou annulées pour des raisons politiques ou administratives en 2025-2026.	CLCC	
RP1-340	Veuillez nous fournir les garanties d'indépendance entre l'UPAC et le gouvernement du Québec.	CLCC	

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE**

NUMÉRO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE OU CAHIERS ORGANISMES	PAGE
RP1-341	<p>Veillez nous fournir la liste des divulgations d'actes répréhensibles reçues d'un organisme public en 2025-2026 en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. La date de réception; b. L'organisme public qui a transféré le dossier; c. Une brève description de l'acte répréhensible; d. L'état d'avancement du dossier (enquête en cours, enquête terminée, etc.) e. La date de fermeture du dossier; f. Si des accusations ont été portées, veuillez dresser la liste des chefs d'accusation. 	CLCC	
RP1-342	<p>Veillez nous fournir la liste des contrats donnés à des consultants, avocats privés et experts externes en 2025-2026 en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Une brève description du contrat; b. La durée du contrat; c. Le montant du contrat. 	CLCC	
RP1-343	<p>Veillez nous fournir la liste des contrats accordés à des entreprises privées pour des services liés aux enquêtes en 2025-2026 en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Une brève description du contrat; b. La durée du contrat; c. Le montant du contrat. 	CLCC	
RP1-344	<p>Veillez nous indiquer les montants détaillés investis en 2025-2026. Si les sommes ont été octroyées par contrat à l'externe, veuillez le spécifier :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. En cybersurveillance et en technologies d'enquête; b. En filature. 	CLCC	
RP1-345	<p>Depuis le 1er janvier 2024, veuillez nous fournir une liste des rencontres ainsi que l'ordre du jour des rencontres du Commissaire de l'UPAC avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Le ministre de la Sécurité publique; b. Le cabinet du ministre de la Sécurité publique; c. Le ministère de la Sécurité publique. 	CLCC	
RP1-346	<p>Veillez nous fournir la liste des enquêtes actuellement en cours impliquant des ministères ou organismes du gouvernement du Québec.</p>	CLCC	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE OU CAHIERS ORGANISMES	PAGE
RP1-347	<p>Veillez nous spécifier, par région, le nombre d'enquêteurs provenant du Programme de formation en enquête du Commissaire à la lutte contre la corruption de l'École nationale de police du Québec (ENPQ) en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. La date de fin de leur formation; b. La date de leur embauche; c. La date de fin de leur emploi, si applicable; d. Leur formation initiale (ex : comptable, avocat, etc.); e. La répartition des enquêteurs formés par corps de police. 	CLCC	

Question **001**

Indiquer les sommes dépensées en informatique et en technologie de l'information par le ministère et ses organismes en 2025-2026. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

Exercice 2025-2026 ¹	(en \$)
Total	48 983 615,98
Achat de matériel informatique	4 525 137,95
Licences	700 966,80
Logiciels	1 183 318,65
Services professionnels	42 574 192,58
- Services professionnels – ITQ/Fonds des infrastructures et des services numériques gouvernementaux	786 886,79
- Télécommunications – ITQ/Fonds des infrastructures et des services numériques gouvernementaux et Revenu Québec	2 167 158,79
- Services professionnels internes ²	22 175 793,40
- Services professionnels externes	17 444 353,60

Au 31 janvier 2026.

¹ Ces montants représentent les dépenses payées pour le ministère et les organismes relevant du ministre, sauf pour l'École nationale de police du Québec, l'École nationale des pompiers du Québec, la Sûreté du Québec et certaines dépenses de la Régie des alcools, des courses et des jeux.

² Ce montant inclut tous les salaires de la Direction générale des ressources informationnelles et de la transformation numérique dont le temps capitalisable dans les projets.

Question **002**

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2025-2026, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates des rencontres, le budget et les résultats obtenus.

Bureau du sous-ministre

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité interministériel – <i>Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs (PACSESM)</i>	Assurer le suivi du PACSESM et coordonner les travaux d'élaboration du plan d'action qui y donnera suite.	MSP, MJQ, MSSS, MEQ, MES, MAMH, MIFI, MTO, SRPNI, SCF, SAJ	150 M\$ sur 5 ans jusqu'au 31 mars 2026.	Dépôt en décembre 2022 et en décembre 2024 à l'Assemblée nationale des deux premiers bilans de mise en œuvre du PACSESM.
Comité d'administration du Réseau policier en accès et protection de l'information	Développer l'expertise des responsables en accès, le partage de pratiques gagnantes et l'engagement des services policiers québécois vers les orientations gouvernementales en matière d'accès aux documents, de diffusion proactive d'information ainsi qu'en protection de la vie privée.	SQ, MSP, CLCC-UPAC, Régie intermunicipale de police de Thérèse-De-Blainville, Service de police de la Ville de Montréal, Service de police de la Ville de Québec, Service de police de Saint-Jérôme, Service de police de Laval, Service du renseignement criminel du Québec.	Aucun	Travaux en continu
Table d'expertise en inondations	Partager les informations sur les prévisions hydrologiques, le couvert de glaces des principaux cours d'eau du Québec afin de planifier les opérations et les communications publiques en vue de la crue printanière et des inondations	MSP, ECCC, MELCCFP (DGB), Pêches et Océans Canada, MSSS, MTMD, SQ, MRNF et UQ-MCE	0 \$	En prévision de la crue printanière – en continu
Jury pour les prix Zénith 2025	Évaluer les différents dossiers de candidature pour ces prix du Forum de la communication gouvernementale qui récompensent l'excellence en communication gouvernementale	UQ-MCE, MCE, MESS, CNESST, MTMD, MAPAQ, MRI, Curateur public et Retraite Québec	0 \$	Une personne de l'équipe UQ-MCE a été membre du Jury pour l'édition 2025. Ils ont participé à trois rencontres.

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Communauté de pratique sur la réalisation de campagnes numériques (100 000 \$ et +)	Échanger sur les meilleures pratiques en gestion des médias sociaux, partager des trucs sur les plateformes et les nouvelles tendances	MSP, SCG, MTMD, CNESST, MEQ, SCT, OPHQ, MSSS, Curateur public, SAAQ, MRI et MFI	0 \$	Il s'agit des premières réunions mise en place et il n'y a pas encore de résultats à partager
Table des responsables de mission (TRM)	Échanger sur la préparation en cas de sinistre entre les responsables de chacune des missions du Plan national de sécurité civile	UQ-MCE, MSP, MEIE, MESS, MAPAQ, HQ, MELCCFP, SQ, MCN, MSSS, Santé Québec, SCT, MAMH et MTMD	0 \$	Deux personnes d'UQ-MCE ont participé à 3 rencontres à titre de responsable de la mission <i>Communication</i> , en janvier, mai et octobre 2025
Organisation de la sécurité civile du Québec (OSCQ)	Coordonner et optimiser la planification de la sécurité civile à l'échelle nationale ainsi que la coordination des actions menées par chacun des MO membres	UQ-MCE, MSP, Bureau du coroner, CAG, CNESST, HQ, MCC, MCN, MFA, MJQ, MSSS, MAPAQ, MEIE, MEQ, MES, MERN, MIFI, MAMH, MFQM MFFP, MRIF, MTMD, MCE, MELCCFP, MTO, MESS, RBQ, SHQ, Revenu Québec, SAA, SCT, STQ et SQ	0 \$	Deux personnes d'UQ-MCE ont participé à deux rencontres, en juin et décembre 2025
Comités régionaux de prévention et de rétablissement (CRPR)	Échanger et développer des outils pour favoriser la prévention et le rétablissement en cas de sinistre	MSP (DRSCSI), UQ-MCE et les membres des ORSC des régions de Montréal, du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	0 \$	UQ-MCE a participé aux rencontres suivantes en 2024-2025 (personne désignée en fonction de ses responsabilités régionales) : <ul style="list-style-type: none"> • Région 01 : 2 rencontres • Région 06 : 2 rencontres • Région 11 : 1 rencontre

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Organisations régionales de la sécurité civile (ORSC)	Coordonner et optimiser la planification de la sécurité civile à l'échelle régionale ainsi que la coordination des actions menées par chacun des MP membres	UQ-MCE, MSP, Bureau du coroner, CAG, CNESST, HQ, MCC, MCN, MFA, MJQ, MSSS, MAPAQ, MEIE, MEQ, MES, MERN, MIFI, MAMH, MFQM MFFP, MRIF, MTMD, MCE, MELCCFP, MTO, MESS, RBQ, SHQ, Revenu Québec, SAA, SCT, STQ et SQ	0 \$	UQ-MCE a participé aux rencontres suivantes en 2024-2025 (personne désignée en fonction de ses responsabilités régionales) : <ul style="list-style-type: none"> • Région 01 : 3 rencontres • Région 02 : 2 rencontres • Région 03-12 : 3 rencontres • Région 04-17 : 2 rencontres • Région 05 : 2 rencontres • Région 06 : 3 rencontres • Région 07 : 3 rencontres • Région 08 : 3 rencontres • Région 09 : 1 rencontre • Région 10 : 1 rencontre • Région 11 : 2 rencontres • Région 13 : 2 rencontres • Région 14 : 1 rencontre • Région 15 : 1 rencontre Région 16 : 2 rencontres
Comité restreint de coordination de l'ORSC du Bas-Saint-Laurent	Effectuer un survol des enjeux régionaux entre chacune des rencontres statutaires de l'ORSC	UQ-MCE, MSP, CISSS, HQ, MAMH, MTMD et SQ	0 \$	Une personne d'UQ-MCE a participé à 10 rencontres

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité interministériel de communication et de mobilisation climatiques	<ul style="list-style-type: none"> Assurer la cohérence et l'efficacité des interventions gouvernementales en matière de communication et de mobilisation en lien avec les changements climatiques; Développer les capacités des ministères et organismes gouvernementaux par la mise en commun de connaissances, d'expériences et de bonnes pratiques de communication et de mobilisation liées aux enjeux climatiques; Arrimer les actions de chacun des ministères et organismes gouvernementaux et s'assurer que les efforts soient complémentaires; Renforcer l'importance et la crédibilité de la mobilisation contre les changements climatiques au niveau gouvernemental; <p>Explorer de nouvelles approches et favoriser la collaboration.</p>	MELCCFP, MSP, MAMH, MAPAQ, MCN, MEIE, MRI et INSPQ	0 \$	Une personne de la DCOM du MSP a participé à 4 rencontres de partage

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité sur le Plan de protection du territoire face aux inondations (PPTFI)	<ul style="list-style-type: none"> Partager de l'information concernant des actions de communication en lien avec les différentes mesures du Plan et les stratégies de communication mises en place; Assurer une circulation efficace de l'information et, au besoin, effectuer les arrimages nécessaires; Discuter des enjeux de communication qui peuvent être soulevés relativement aux annonces sur les mesures du Plan et convenir des messages communs à adopter, au besoin. 	MSP, MAMH, MRNF et MELCCFP	0 \$	Une personne de la DCOM du MSP a participé à une rencontre de partage
Chantier – Offre de service des directions des communications (plan d'action du Secrétariat à la communication gouvernementale – SCG/MCE)	<ul style="list-style-type: none"> Faire une analyse et un répertoire des services qui doivent être offerts par une DCOM, ceux qui doivent être délaissés et ceux qui doivent être mutualisés, et ce, dans le but d'assurer une offre de service uniforme et adaptée aux nouvelles réalités et tendances communicationnelles 	28 membres issus de DCOM de ministères variés	0 \$	Deux personnes de la DCOM ont participé à 7 rencontres. Recension des activités offertes par toutes les directions des communications des ministères (sondage) Rédaction d'un rapport préliminaire

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Chantier – Expérience employé (plan d'action du Secrétariat à la communication gouvernementale – SCG/MCE)	<ul style="list-style-type: none"> • Développer et mettre en œuvre un processus structuré et planifié d'accueil et d'intégration • Encourager le partage d'idées et favoriser la cohésion entre les équipes • Développer une culture organisationnelle qui favorise l'apprentissage, le partage et la collaboration et qui encourage l'innovation 	21 membres issus de DCOM de ministères variés	0 \$	Une personne de la DCOM a assisté à 4 rencontres Résultat : organisation du premier Rendez-vous annuel du SCG le 29 janvier 2026

Question **002**

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2025-2026, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates des rencontres, le budget et les résultats obtenus.

Sous-ministériat des affaires policières et des sciences judiciaires

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité de travail sur les conduites policières (McNeil)	Mettre en place une table de concertation afin d'identifier la pratique actuelle, les écarts régionaux signalés et s'assurer des requis pour répondre aux exigences découlant de l'arrêt McNeil. Ainsi, en mettant en synergie les principaux acteurs, la résultante assurera une compréhension juste et commune, au bénéfice de l'ensemble des parties prenantes.	MSP, SQ, Corps de police des municipalités de Montréal, Québec, Longueuil, Sherbrooke, L'Assomption, Bromont, Saint-Jean-sur-Richelieu, Lévis, UPAC, ADPQ, ADPPNIQ, DPCP	Aucun	Travaux suspendus
ACCES Alcool – Comité tactique	Suivre l'évolution du commerce illégal de boissons alcooliques au Québec et coordonner les efforts des partenaires pour la contrer, notamment en assurant un suivi des résultats.	MSP, DPCP, MFQ, RACJ, RQ, SAQ, SPVM, SQ, ADPQ.	Aucun	Travaux en continu
ACCES Tabac – Comité tactique	Suivre l'évolution du commerce illégal du tabac au Québec et coordonner les efforts des partenaires pour la contrer, notamment en assurant le suivi des résultats.	MSP, MFQ, MSSS, RQ, SPVM, SQ, DPCP, Agence du revenu du Canada, ADPQ, Agence des services frontaliers du Canada, Gendarmerie royale du Canada	Aucun	Travaux en continu
ACCES Cannabis – Comité tactique	Suivre l'évolution de l'approvisionnement illégal du cannabis au Québec et coordonner les efforts des partenaires pour la contrer, notamment en assurant le suivi des résultats.	MSP, MFQ, MSSS, RQ, SQDC, DPCP, SQ, SPVM, SPVQ et ADPQ.	Aucun	Travaux en continu
ACCEF – Comité de planification et de suivi	Suivre l'évolution des crimes économiques et financiers au Québec et coordonner les efforts des partenaires pour la contrer, notamment en assurant le suivi des résultats.	MSP, AMF, DPCP, MFQ, RQ, SQ, SPVM, SPVQ.	Aucun	Travaux en continu

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
ACCEF – Groupe de travail sur la recherche	Présenter et décrire, notamment par l'entremise d'une veille et l'élaboration de formations, les stratagèmes associés aux crimes économiques et financiers, les moyens mis en place dans d'autres juridictions ainsi que l'apport potentiel de chacun des partenaires dans la répression de ce type de crimes.	MSP, RQ, AMF, MFQ, SQ, SPVM, DPCP, SPVQ.	Aucun	Travaux en continu
Forum contre la fraude envers l'État	Favoriser le partage d'information, d'expertise et de bonnes pratiques entre les ministères et organismes (M/O) en matière de détection et d'enquêtes contre la fraude envers l'État en vue de favoriser le démarrage d'enquêtes conjointes et améliorer leur coordination.	MSP, DEC, MESS, MIFI, RAMQ, Retraite Québec, SAAQ, SQ, Revenu Québec, CNESST, Hydro-Québec, MEES, RQAP, MFA, REQ, RBQ et MFQ, AMP, MTMB	Aucun	Travaux en continu
Comité de mise en œuvre des cadres de collecte de données sur l'interpellation policière et sur l'interception routière effectuée en vertu de l'article 636 du Code de la sécurité routière (C.s.r)	Établir un cadre de collecte uniforme des données sur l'interpellation policière, y compris les interceptions routières en vertu de l'article 636 du C.s.r., qui puisse être utilisé par l'ensemble des corps de police du Québec afin de mesurer et rendre compte de ces pratiques.	MSP, SQ, corps de police municipaux de niveaux 1 à 5, ADPQ, ADPPNIQ et ENPQ.	Aucun	Travaux suspendus Cadres de collecte de données déployés.

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité d'analyse - FIN	Dans le cadre du déploiement du cadre de collecte de données sur l'interpellation policière prescrit par la Ligne directrice sur les <i>Interpellations policières, y compris les interceptions routières effectuées en vertu de l'article 636 du Code de sécurité routière</i> , la mise en place d'un comité d'analyse a été créé, visant à uniformiser l'application des procédures liées à l'interpellation policière et à la collecte de ces données, à travers les différents corps de police, afin d'éviter les biais statistiques.	MSP, SQ, SPVM, SPVQ, SPL, SPAL, SPVG, Terrebonne, St-Jérôme, ADPQ.	Aucun	Travaux suspendus
Comité intersectoriel de coordination SEXTO	Renforcer la coordination provinciale dans le cadre de la diffusion de la méthode d'intervention SEXTO auprès des réseaux respectifs des partenaires impliqués afin d'implanter une procédure claire, efficace et rapide en matière d'échange non consensuel d'images intimes, et ce, uniformément sur l'ensemble du territoire québécois.	MSP, DPCP, MEQ, ENPQ, SQ, ADPQ En collaboration au besoin : SCF, MFA	Aucun	Travaux en continu
Comité directeur du Carnet de commandes du Service d'immatriculation des armes à feu	Le Comité directeur est un lieu d'échange formel constitué en vue de s'assurer de l'efficacité du Fichier d'immatriculation des armes à feu et du contrôle des coûts liés aux améliorations systémiques.	MSP, MESS et SQ	Aucun	Travaux en continu

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité stratégique en sécurité urbaine de Montréal	<p>En lien avec la sécurité urbaine à Montréal, il a pour mandat, précisément :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ d'assurer la complémentarité des actions mises en œuvre en sécurité urbaine par tous les acteurs gouvernementaux et institutionnels concernés; ▪ de promouvoir et favoriser le développement d'actions intersectorielles; ▪ de maintenir une veille sur la situation et les enjeux émergents. <p>À terme, les travaux du CoSSUM viseront à :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ améliorer l'offre de services en sécurité urbaine (continuum de services davantage intégrés); ▪ apporter des solutions plus efficaces et mieux adaptées aux problèmes d'insécurité vécus sur le territoire montréalais; augmenter le niveau de confiance ainsi que le sentiment de sécurité de la population. 	MSP, Ville de Montréal, SPVM, MSSS, MAMH, MEQ, CCSMTL, CNMTL, DPCP, MES, Centres de services scolaires de Montréal	Aucun	Travaux en continu
Comité de travail interministériel – Optimisation des mécanismes de partage des renseignements	<p>Le mandat du Comité consiste à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Déterminer les enjeux législatifs relatifs au partage de renseignements entre les intervenants de la santé et des services sociaux et les policiers et recommander des solutions; - Élaborer un mécanisme d'interprétation commun (guide) des dispositions législatives une fois celles-ci modifiées. 	MSP, MSSS, MJQ, SQ, SRIDAIL	Aucun	Travaux suspendus

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité consultatif « Vers une meilleure prise en charge des personnes vivant avec un TNC-M portées disparues »	<p>Sous la supervision du comité directeur et en complémentarité de l'implantation sur une base expérimentale d'une alerte intrusive pour aider à retrouver les personnes disparues vivant avec un TNC-M (Alerte SILVER), le mandat du comité consiste à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Assurer le suivi des mesures de prévention des disparitions à être mise en œuvre par le ministère de la Santé et des Services sociaux; - Favoriser la collaboration efficace entre les corps de police, les personnes proches aidantes ainsi que les partenaires communautaires, le cas échéant, lors d'une disparition pour accélérer les recherches, notamment par l'utilisation de fiches d'information; - Identifier les besoins d'information, de formation ou de sensibilisation à satisfaire dans les réseaux de la santé et des services sociaux, et de la sécurité publique. 	MSP, SQ, MSSS	Aucun	Travaux en continu
Groupe de travail sur l'optimisation de la récupération des actifs criminels.	Identifier les enjeux entourant l'optimisation de l'ensemble des activités visant la récupération d'actifs criminels et de proposer des solutions potentielles à tous les bloquants identifiés.	<p>MSP, DPCP, ADPQ, SQ, SPVM, SPVQ, CLCC</p> <p>Pour des ateliers spécifiques : ÉNPQ et MJQ</p> <p>Comme observateur : MFQ</p>	Aucun	Travaux en cours

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité de travail sur l'évaluation de la faisabilité d'inclure des données de nature judiciaire et correctionnelle à certaines publications statistiques sur la criminalité	<p>Évaluer la faisabilité d'inclure des données de nature judiciaire et correctionnelle aux publications annuelles du MSP portant sur les violences sexuelle et conjugale afin d'obtenir un portrait plus complet de ces affaires de violence à différentes étapes du processus judiciaire.</p> <p>Analyser les informations pertinentes disponibles dans les organisations partenaires et explorer différentes hypothèses en vue d'évaluer leur faisabilité.</p>	MSP, DPCP, MJQ	Aucun	Travaux en cours

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité de recherche provincial en affaires policières	<p>Ce comité réunit les différentes partenaires concernées par la recherche en affaires policières au Québec afin de mettre en commun les initiatives en cours et d'avoir une vue globale sur l'avancement de la recherche sur des sujets de préoccupation communs dans le domaine des affaires policières, par exemple la violence armée. En plus de constituer un lieu d'échanges sur les projets en cours, ce comité favorise également :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ la connaissance des enjeux et des questions pressantes qui préoccupent les partenaires; ▪ le développement de partenariats pour le démarrage de nouveaux projets; ▪ l'échange des bonnes pratiques; ▪ le transfert de connaissances entre les partenaires. 	<p>MSP, SQ, SPVM, SPVQ, ADPQ et ÉNPQ (Commission de formation et de recherche).</p> <p>D'autres organismes provenant notamment des milieux universitaires seraient invités sur une base ponctuelle à participer aux travaux du comité.</p>	Aucun	Travaux en continu
Groupe de travail restreint sur les normes minimales en matière de discipline interne	<p>Dans le cadre des travaux visant l'élaboration d'un règlement sur les normes minimales en matière de discipline interne, ce groupe de travail contribue aux réflexions sur les orientations potentielles qui seront à la base de l'éventuel règlement, sur différents aspects de la discipline interne, notamment en ce qui concerne les normes et devoirs, le processus disciplinaire et les sanctions.</p>	<p>MSP, SQ, corps de police des municipalités de Montréal, Québec, Longueuil, Gatineau, Laval, Trois-Rivières, Lévis, Terrebonne, l'Assomption.</p>	Aucun	Travaux suspendus

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité sur les pratiques policières	Dans le but de favoriser l'uniformité et la cohérence de l'activité policière au Québec, ce comité est responsable de coordonner les travaux entourant la création, la mise à jour et le suivi des pratiques policières contenues au Guide des pratiques policières produit par le ministère de la Sécurité publique à l'intention des corps policiers.	MSP, MJQ, ENPQ, DPCP, SQ, SPVM, SPVQ, ADPQ, ADPPNIQ, Service de police de la Ville de Granby, Service de police de Laval, Régie intermunicipale de police de Roussillon,	Aucun	Travaux en continu
Comité provincial de filtrage	Veiller au développement et à l'uniformisation des processus en matière de filtrage de sécurité. Accompagner les ministères et organismes dans les modifications législatives ou dans l'élaboration de lois et de règlements et s'assurer de l'uniformité dans les procédures. Effectuer le suivi de certaines problématiques et enjeux.	MSP, ADPQ, corps policiers de niveaux 1 à 6	Aucun	Travaux en continu

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité de coordination et Comité directeur sur le Guichet unique du CRPQ	Mettre en place un Guichet unique du CRPQ à services facturables en: <ul style="list-style-type: none"> - Évaluant les besoins des clients de ce guichet unique; - Créant la grille de facturation permettant à la Sûreté d'offrir un service adéquat et pérenne; - Développant un protocole d'entente- type et en révisant les protocoles d'ententes des clients actuels; - Établissant et mettant en place une stratégie de dotation; - Développant un parcours de formation et un outil d'aide à la tâche. 	SQ et MSP	Aucun	Travaux en continu
Comité de concertation en matière de capacité de conduite affaiblie	Favoriser la concertation entre les partenaires pour accroître l'efficacité des actions en matière de capacité de conduite affaiblie avec alcool et drogue, coordonner l'application de nouvelles mesures ou réformes et formuler des recommandations.	MSP, MJQ, DPCP, SQ, ENPQ, SAAQ, SPVM, SPVQ, ADPQ, LSJML, Service de protection des citoyens de la Ville de Laval.	Aucun	Travaux en continu

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité permanent sur la conduite d'un véhicule de police	En matière de conduite d'un véhicule de police, analyser la formation offerte par l'ENPQ ainsi que les données relatives, notamment aux collisions, documenter les meilleures pratiques et effectuer différents suivis de problématiques dans le but de formuler des recommandations et de soutenir les organisations concernées.	MSP, ENPQ, ADPQ, Service de police de la Ville de Granby, Régie intermunicipale de police Thérèse-de-Blainville, Service de police Ville de Sherbrooke, Sécurité publique de Saguenay, Service de police de Laval, Service de police de la Ville de Gatineau, Service de police de l'agglomération de Longueuil, SQ, SPVM, SPVQ.	Aucun	Travaux en continu
Comité d'exploitation et d'intégration de projet – Radar-photo phase 3	Le comité fixe les orientations quant au suivi des recommandations contenues au Rapport d'évaluation 2017 qui a été déposé à l'Assemblée nationale en 2019. Selon les recommandations apportées par les différents groupes de travail impliqués, le comité stratégique devra réviser les structures gouvernementales nécessaires pour mener à terme le projet de la phase 3 et permettre de pérenniser l'utilisation des radars photo au Québec. Le comité stratégique doit résoudre de façon concertée toute problématique transversale portée à son attention et susceptible de retarder les travaux ou de nuire à l'atteinte des résultats. Il formule des recommandations au gouvernement quant à la poursuite des activités.	MTMD, MSP, MJQ/BIA, Ville de Québec, Ville de Montréal, Agglomération de Longueuil, SPVM, SPVQ, SQ, DPCP, Service de police de l'agglomération de Longueuil, Service de police de Laval, Service de police de Gatineau.	Aucun	Travaux en continu

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
	Veiller à l'harmonisation et au maintien des meilleures pratiques et favoriser les échanges d'informations entre les différents partenaires (policiers, ministériels ou autres), notamment eu égard à différentes problématiques vécues sur le terrain en matière de capacité de conduite affaiblie par l'alcool ou par la drogue.	ENPQ, MSP, DPCP, LSJML, ADPQ, SQ, SPVM, SPVQ, SAAQ, Service de police de Laval	Aucun	Travaux en continu
Comité technique sur les appareils de mesure de vitesse et autres outils utilisés en sécurité routière	Le comité valide les nouveaux appareils à la demande des organisations policières désirant en faire l'utilisation en se basant sur les listes de critères établis. Il effectue le suivi des problématiques vécues sur le terrain, de même qu'à la cour et propose des solutions, le cas échéant. Le comité analyse la formation actuelle dispensée aux opérateurs et moniteurs sur ces différents types d'appareils, délimite les enjeux opérationnels et de formation pour l'utilisation de ces appareils, et ce, afin de mieux répondre aux besoins des organisations et des tribunaux. Il assure et facilite les échanges d'informations entre les différents partenaires sur les meilleures pratiques d'utilisation d'un cinémomètre. Finalement, il harmonise et maintient les meilleures pratiques dans le cadre du travail des policiers en tenant compte des spécificités opérationnelles et administratives propres à chaque organisation policière.	ADPQ, ENPQ, MSP, SQ, SPVM, SPVQ, DPCP, Service de police de la Ville de Gatineau, Service de police de Granby, Service de police de Terrebonne	Aucun	Travaux en continu

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité sectoriel issu du milieu policier sur le profilage racial et social	En matière de profilage racial et social, favoriser la collaboration policière et le développement de bonnes pratiques et participer au suivi de plans d'actions et des stratégies gouvernementales. Enfin, constituer une plate-forme d'échanges et de réseautage pour le milieu policier afin de développer une expertise et conseiller le MSP lorsque requis.	MSP, SQ, SPVM, SPVQ, ENPQ, Service de police de l'agglomération de Longueuil, Service de police de Laval, Service de police de la Ville de Gatineau, Service de police de Repentigny, Service de police de Terrebonne, Commissaire à la déontologie policière, ADPQ, ADPPNIQ.	Aucun	Travaux en continu
Comité provincial sur les interventions policières auprès des personnes dont l'état mental est perturbé	Favoriser, par la concertation entre les corps de police et le MSP, l'émergence et le rayonnement des meilleures pratiques policières pour intervenir auprès de personnes dont l'état mental est perturbé, dans une perspective d'optimisation de l'intervention policière et d'amélioration continue.	MSP, ENPQ, ADPQ, ADPPNIQ, représentants de tous les corps de police municipaux et un représentant des corps de police autochtones.	Aucun	Travaux en continu
Sous-comité santé mentale – volet itinérance	Découle du Comité provincial sur les interventions policières auprès des personnes dont l'état mental est perturbé. Favoriser, par la concertation entre les corps de police et le MSP, l'émergence et le rayonnement des meilleures pratiques policières pour intervenir auprès de personnes en situation d'itinérance, dans une perspective d'optimisation de l'intervention policière et d'amélioration continue.	MSP, ENPQ, ADPQ, ADPPNIQ, représentants de tous les corps de police municipaux et un représentant des corps de police autochtones.	Aucun	Travaux en continu

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité de coordination PAJ-SM+	<ul style="list-style-type: none"> Recevoir les orientations et les directives du comité stratégique; Assurer la compatibilité des travaux avec les exigences législatives et les orientations interministérielles; Coordonner les travaux selon la prise en compte de la réalité de chaque partenaire; Recevoir les enjeux des comités directeurs régionaux; Analyser les risques et les enjeux et les soumettre au comité stratégique. 	MSP, MJQ, DPCP, MSSS.	Aucun	Travaux en continu
Comité technique sur les campements	Le comité de travail découle de la Table Québec Municipalité en itinérance (TQMI) et son premier mandat concerne les campements et l'itinérance hors refuge, Plus précisément de faire un état de la situation des campements au Québec tout en brossant le portrait des enjeux vécus par les municipalités au regard des campements et de l'itinérance hors refuge, des approches préconisées et des initiatives en cours.	MAMH, MSSS, MSP, SHQ, UMQ, Ville de Québec et Ville de Montréal	Aucun	Rédaction d'un document d'orientation sur les campements et l'itinérance hors refuge au Québec (livraison prévue printemps 2026)

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Sous-comité consultatif permanent en emploi de la force (SCCPEF)	Analyser les recommandations de rapports d'enquête, effectuer une vigie des dossiers et traiter différents mandats, dans le but de conseiller les autorités du MSP, notamment en ce qui concerne les meilleures pratiques. Évaluer la pertinence de mettre à jour certaines pratiques policières en lien à l'emploi de la force et évaluer le besoin de développer de nouvelles pratiques.	MSP, ENPQ, LSJML, SQ, SPVM, SPVQ, Corps de police représentant les niveaux 1, 2 et 3.	Aucun	Travaux en continu
Comité d'orientation concernant le recours à la force (CORF)	Structurer les orientations du Québec en matière d'emploi de la force et du maintien et rétablissement de l'ordre	MSP, Commissaire à la déontologie policière, ENPQ, ADPQ, SQ, SPVM, SPVQ, Université de Montréal, représentant de la société civile à identifier	Aucun	Travaux en continu
Comité intersectoriel LSJPA	Mettre à jour, faire la promotion et maintenir le programme de mesures extrajudiciaires du modèle québécois de justice pour les jeunes en mobilisant les partenaires, en favorisant le monitoring des pratiques, la production de bilans et de recherches et en veillant à la diffusion des résultats.	MJQ, DPCP, Barreau, Commission des services juridiques, Cour du Québec, Centre communautaire juridique de Montréal, MSP, SPVM, MSSS, SPVQ, ADPQ, SQ, ENPQ, CIUSSS de Centre-Sud-de-l'île-de-Montréal, Équijustice, Organisme de justice alternative.	Aucun	Travaux en continu

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Sous-comité sanctions extrajudiciaires LSJPA	Créé à la demande du Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) afin d'actualiser le programme de sanctions extrajudiciaires (PSE) et de le rendre conforme aux nouvelles normes juridiques. Veiller à ce que les principes et objectifs mentionnés dans le PSE soient respectés lors de son application par les partenaires et proposer des modifications au PSE. Colliger et analyser les données transmises par les partenaires afin d'améliorer les pratiques et assurer un arrimage et une concertation entre les partenaires.	MSP, CSSS du Bas-Saint-Laurent, CIUSSE-CHU de Sherbrooke, DPCP, MJQ, Équijustice, CIUSSS de Centre-Sud-de-l'île-de-Montréal, MSSS, Organisme de justice alternative MAVN (Mesures alternatives des vallées du Nord).	Aucun	Travaux en continu
Sous-comité mesures extrajudiciaires LSJPA	Sous la responsabilité du MSP, son mandat est de : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Suivre l'application du programme de mesures extrajudiciaires de la LSJPA et proposer des modifications le cas échéant au comité intersectoriel; ▪ Documenter les problématiques d'application ainsi que les enjeux associés au Cadre d'application et formuler des recommandations permettant au MSP de prendre les mesures et outils appropriés pour remédier aux difficultés et enjeux soulevés; ▪ Suivre les données statistiques et assurer la mise à jour des outils disponibles aux policiers. 	MSP, SQ, MJQ, SPVQ, SPVM Équijustice, Organisme justice alternative (OJA), MSSS, MEQ, ADPQ	Aucun	Travaux en continu

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité de concertation sur la formation des futures policières et des futurs policiers du Québec	Assurer l'arrimage et la complémentarité entre les différents programmes de formation policière au Québec et favoriser l'adéquation entre l'offre de formation et les besoins qualitatifs et quantitatifs de main-d'œuvre. Veiller à la mise en œuvre des mesures relatives à l'AEC en techniques policières.	MSP, MES, ENPQ, SPVM, SQ, SPVQ, Fédération des cégeps, établissements d'enseignement collégial privés offrant le programme de techniques policières, ADPQ.	Aucun	Travaux en continu
Sous-comité sur l'accessibilité des minorités visibles et ethniques (MVE) au métier de policier	Identifier les pratiques permettant d'améliorer la représentativité des MVE dans les organisations policières et déterminer les bloquants à l'inscription des MVE à la formation policière. Une étude a été menée afin d'alimenter les travaux et identifier des mesures permettant d'augmenter la présence des MVE dans les corps de police.	MSP, ENPQ, MES, SPVM, SQ, SPVQ, ADPQ, Fédération des cégeps, Cégep d'Ahuntsic.	Aucun	Travaux terminés
Comité sur la formation des futurs policières et policiers autochtones ainsi que des policières et policiers œuvrant dans les communautés autochtones, incluant la formation en enquête	Favoriser les échanges en matière de formation des futurs policières et policiers autochtones et ceux œuvrant dans les communautés autochtones dans le but d'accroître le nombre de policiers autochtones au Québec.	MSP, ENPQ, MES, SQ, SPVM, Collège d'Alma, Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue, Association des directeurs de police des Premières Nations et Inuits du Québec.	Aucun	Travaux terminés (a pris fin en 2025)

Question **002** Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité consultatif sur le bertillonnage	Favoriser, par la concertation entre les corps de police et le MSP, l'émergence et le rayonnement des meilleures pratiques policières en matière de bertillonnage dans une perspective d'optimisation de l'intervention policière, d'uniformisation et d'amélioration continue.	MSP, MJQ, Association des procureurs des cours municipales du Québec, SQ, SPVM, SPVQ, Service de police de Laval, SPAL, Service de la Ville de Repentigny, Service de police de Trois-Rivières	Aucun	Travaux en continu

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité sur la gestion des impacts et des opportunités du Plan pour moderniser le système de justice chez les organisations policières	<p>Identifier les principaux enjeux de la transformation de la Justice pour les organisations policières.</p> <p>Identifier les opportunités pour les organisations policières à chacune des étapes du projet.</p> <p>Sélectionner les groupes de travail mis sur pied par le MJQ nécessitant une représentativité de la communauté policière et convenir de la représentation sur les différents groupes de travail, le cas échéant.</p> <p>Déterminer et prioriser les actions à mettre en place pour soutenir les différents jalons de la transformation de la justice, tout en minimisant les impacts sur les organisations policières.</p> <p>Veiller à la mise en place d'un plan de communication auprès de l'ensemble des corps de police;</p> <p>Établir un sommaire des coûts pour la matérialisation de chacun des projets.</p> <p>Alimenter la reddition de comptes requise par les autorités dans l'objectif de faire les représentations appropriées</p>	MSP, ADPQ, ADPPNIQ, SQ, SPVM, SPVQ, 1 représentant des corps de police de niveau 1, 2 et 3	Aucun	Travaux en continu
Comité Lexius d'arrimage tactique et opérationnel avec les partenaires	Le MJQ informe ses partenaires sur l'avancement des travaux du projet Lexius au niveau tactique et opérationnel.	MSP, CNQ, MJQ, MSSS, DPCP, SOQUIJ, CNESST, SAAQ, UMQ, FQM	Aucun	Travaux en continu
Comité des partenaires GESTE	Le DPCP informe ses partenaires de l'avancement des travaux du projet GESTE.	DPCP, MSP, SPVG, SPVL, SPVM, SVPQ, SJSR,	Aucun	Travaux suspendus

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité restreint – Modernisation des comparutions et des enquêtes sur remise en liberté	Élaboration des processus cibles détaillés dans un objectif de mise en œuvre et d'implantation des comparutions et des enquêtes sur mise en liberté sur semaine (visiocomparutions).	MJQ, MSP, DPCP, SPVQ, SQ, SPPC	Aucun	Travaux en cours
Comité élargi -Modernisation des comparutions et des enquêtes sur mise en liberté sur semaine	Élaboration des processus cibles détaillés dans un objectif de mise en œuvre et d'implantation des comparutions et des enquêtes sur mise en liberté sur semaine (visiocomparutions).	MJQ, MSP, DPCP, SPVQ, SQ, SPPC, AADM, AQAAD	Aucun	Travaux en cours
Comité de liaison du Barreau du Québec - Cours municipales	Identifier les problèmes liés à l'administration de la justice des cours municipales et apporter des solutions pratiques visant à atteindre des objectifs d'efficacité et d'accessibilité à la justice.	Le Barreau, MSP, MJQ, DPCP, Association des procureurs des cours municipales, Association des Greffiers des Cours municipales, Cour municipale de Québec, Ville de Sherbrooke, Aide juridique Québec	Aucun	Travaux en continu

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Table de concertation nationale sur l'intervention policière en violence conjugale	<p>Favoriser, par la concertation entre les corps de police et le MSP, l'émergence et le rayonnement des meilleures pratiques policières pour prévenir et contrer la violence conjugale dans une perspective d'optimisation de l'intervention policière et d'amélioration continue.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Identifier les principaux enjeux et les opportunités liés à l'intervention policière en contexte de violence conjugale et dégager des consensus sur des pistes de solution et d'action. ▪ Établir un réseau d'échange d'informations, de discussion et de concertation entre les corps de police et le MSP; ▪ Alimenter la réflexion sur l'évolution des pratiques policières émergentes et prometteuses en matière de pratiques exemplaires. 	<p>MSP, ENPQ, ADPPNIQ, ADPQ, SQ, représentants de tous les corps de police municipaux, Sécurité publique Mashteuiatsh, Police de Wemotaci, Service de police du Nunavik, Service de police Eeyou Eenou, DPCP, MJQ, Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale, Fédération des maisons d'hébergement pour femmes, L'Alliance des maisons d'hébergement de 2e étape pour femmes et enfants victimes de violence conjugale, À cœur d'homme - Réseau d'aide aux hommes pour une société sans violence, Femmes Autochtones du Québec Inc. Rebâtir et SOS Violence conjugale.</p>	Aucun	Travaux en continu

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
<p>Comité consultatif sur l'amélioration de la pratique judiciaire (Regroupement des maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale - RMFVVC)</p>	<p>Grâce initialement au soutien financier de Femmes et Égalité des genres Canada, le Regroupement a lancé à l'automne 2021 le projet <i>Améliorer la pratique judiciaire pour accroître la sécurité des femmes victimes de violence conjugale</i>. Ce projet vise à améliorer la pratique des différents acteurs judiciaires pour lever les obstacles systémiques auxquels les femmes victimes de violence conjugale font face dans le système judiciaire, particulièrement celles issues de l'immigration ou en situation de précarité économique, lorsqu'elles tentent d'échapper à cette violence.</p> <p>Le comité continue à travailler à sensibiliser et à former les intervenants judiciaires au concept de contrôle coercitif, afin qu'ils reconnaissent l'ensemble des manifestations de la violence conjugale et le développent des pratiques plus appropriées pour améliorer la sécurité et la liberté des victimes.</p>	<p>RMFVVC, ADPQ, DPCP, Commission des services juridiques, MSP, ENPQ, RIPTB, SPVM, SQ, SPVQ, SPVG, CSVC, Assistance aux femmes, Refuge de l'Ouest de l'île, Université du Nouveau-Brunswick, Université Laurentienne, Rebâtir, Association québécoise des avocats et avocates en droit de l'immigration, Association des avocats et avocates en droit familial du Québec.</p>	<p>Aucun</p>	<p>Travaux en cours</p>

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Sous-comité sur la déclaration de la personne victime de la Table de concertation nationale sur l'intervention policière en violence conjugale	Le sous-comité a pour mandat d'identifier et promouvoir les bonnes pratiques en matière de déclaration d'une personne victime de violence conjugale, dans un but d'harmoniser les interventions des corps de police québécois.	MSP, ENPQ, MJQ, DPCP, SQ, SPVM, SPVQ, Service de police de Mascouche, SPAL, Régie intermunicipale de police Roussillon, Service de police de la Ville de Repentigny, Service de Police de la MRC des Collines-de-l'Outaouais, ADPPNIQ, Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale, Rebâtir et l'Université du Québec à Montréal	Aucun	Travaux terminés

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
<p>Sous-comité d'échange des bonnes pratiques pour les ressources en violence conjugale au sein des corps policiers du Québec</p>	<p>Le comité, qui est chapeauté par la Table de concertations nationale sur l'intervention policière en violence conjugale, a pour mandat de favoriser, par la concertation entre les ressources spécialisées en violence conjugale des corps de police et le ministère de la Sécurité publique, la promotion et le partage de pratiques opérationnelles optimales pour prévenir et contrer la violence conjugale et uniformiser le plus possible les méthodes d'intervention.</p>	<p>MSP, Service de police de la Ville de Terrebonne, SQ, tous les corps de police municipaux, ADPPNIQ, Police Essipit, Kewaobek Police Department, Kitigan Zibi Police Department, Sécurité publique d'Opitciwan, Sécurité publique de Wemotaci, Sécurité publique de Pessamit, Gesgapegiag Police Department, Listuguj Police Department, Naskapi Police Force, Kahnawake Police Force, Sécurité publique de Uashat-Mak-Mani-Utenam, Sécurité publique Pakua Shipi, Timiskaming First Nations Police Force, Service de police de Lac-Simon, Service de police de Pikogan, Corps de police des Abénakis, Service de police de Wendake, Service de police de Manawan, Service de police de Nunavik.</p>	<p>Aucun</p>	<p>Travaux en continu</p>

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité de travail sur les ententes prédénonciations	Le comité, coordonné par le MJQ, s'inscrit dans le cadre des travaux liés au Tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale, et a pour mandat d'identifier et promouvoir les meilleures pratiques à déployer pour soutenir et accompagner une personne victime dans le cadre d'une prédénonciation.	MJQ, MSP, DPCP, MSS, SCF, SQ, SPVM, SPVQ, SPVG, Service de police de la Ville de Sherbrooke, Service de police de la Ville de Granby, ADPQ, ADPPNIQ.	N/D – à valider auprès du MJQ	Travaux en cours
Comité de travail sur la trajectoire des suspects et auteurs de violence	Le comité, coordonné par le MJQ, s'inscrit dans le cadre des travaux liés au Tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale, et a pour mandat d'identifier et promouvoir les meilleures pratiques relatives à la trajectoire (besoins d'accompagnement, services, etc.) des suspects ou auteurs de violence sexuelle ou conjugale.	MJQ, MSP, MSS, RIMAS, CQLC, CSJ, SCF, DPCP, À cœur d'homme, Entraide pour hommes, Service correctionnel Canada, ASRSQ, Association des Avocates et Avocats de la Défense.	N/D – à valider auprès du MJQ	Travaux en cours

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité d'examen des décès liés à la violence conjugale (Bureau du coroner)	Le MSP participe aux travaux et aux rencontres du Comité d'examen des décès liés à la violence conjugale. Ce comité, sous la responsabilité du Bureau du coroner, procède à un examen des dossiers concernant des décès survenus au Québec dans le cadre d'une situation de violence conjugale afin d'émettre des recommandations, le cas échéant.	Bureau du coroner, MSP, MSSS, DPCP, UQAM, Université d'Ottawa, Conseil du statut de la femme, CIUSSSCN, INSPQ, SQ, SPAL, RMFVVC, Fédération des maisons d'hébergement pour femmes au Québec, Alliance des maisons d'hébergement de 2 ^e étape pour femmes et enfants victimes de violence conjugale, Femmes autochtones du Québec, Réseau des CAVAC, CAVAC de Laval, À cœur d'hommes, La Séjournelle	À valider auprès du Bureau du coroner	Travaux en continu
Table provinciale sur la surveillance physique auxiliaire et spécialisée	Le MSP participe aux rencontres de cette table dont les travaux visent à uniformiser les pratiques dans le domaine notamment en ce qui a trait à la formation.	ENPQ, MSP, SQ, SPVM, SPVQ, Laval, Longueuil, Gatineau	Aucun	Travaux en cours
Comité consultatif clients	Le mandat du Comité consultatif clients de l'ÉNPQ consiste principalement à donner son avis à l'École en regard de l'organisation des divers programmes de formation offerts ainsi qu'au comité de programme mis sur pied dans le cadre de l'entente de collaboration des maîtres d'œuvre intervenue entre l'École et l'Université du Québec à Trois-Rivières en ce qui concerne spécifiquement le Programme de baccalauréat en sécurité publique.	MSP, UPAC, SPVM, SPVQ, SPL, Service de police de Granby, BEI, SPVG, SPAL, SQ, Régie intermunicipale de Roussillon, ENPQ, Service de police de Sherbrooke, Service de police de Blainville, ADPPNIQ.	Aucun	Travaux en continu

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité consultatif – Projet santé psychologique de l'ENPQ	Donner un avis quant aux thématiques retenues, proposer des ajustements à faire et informer les organisations participantes de l'avancement des projets.	MSP, ENPQ, ADPQ, ADPPNIQ, Fédération des policiers et policières municipaux du Québec, Association des policières et policiers provinciaux du Québec, SPVM, SPL, SPVQ, SPVG, SQ	Aucun	Travaux en continu
Comité d'orientation – Chaire de recherche UQTR-ENPQ sur la prévention de la santé psychologique au travail en sécurité publique	Être partie prenante dans la structure de gouvernance de la Chaire. Soutenir le développement d'une programmation de recherche centrée sur les besoins réels, ainsi que les décisions prises au regard de la sélection des activités de recherche tout en encadrant la qualité de celles-ci. Faciliter l'accès aux clientèles et agir en tant qu'agent de liaison entre les cotitulaires (programme de recherche) et le milieu policier. Favoriser le transfert et l'appropriation des connaissances dans les milieux policiers.	UQTR, ENPQ, MSP, Fraternité des policiers et policières de Montréal, Fédération des policiers et policières municipaux du Québec, Association des policières et policiers provinciaux du Québec, ADPQ, ADPPNIQ, SPVM, Caisse Desjardins des policiers et policières	Aucun	Travaux en continu

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
<p>Comité des responsables nationaux de l'Entente multisectorielle relative aux enfants victimes d'abus sexuels, d'abus physique ou de négligence grave</p>	<p>Le comité doit s'assurer, sur le plan national, de l'implantation et du suivi de l'Entente multisectorielle et de l'application du Guide. Il doit s'assurer notamment de l'existence d'un comité régional dans chaque région du Québec, en veillant au maintien d'une étroite collaboration entre les personnes désignées par les organismes, les établissements et les organisations pour l'application de la présente entente. Il soutient le bon fonctionnement de la procédure lorsque des enjeux ne peuvent être résolus au niveau régional, en favorisant la conformité des pratiques et le partage d'outils de formation et de promotion entre les régions. Il assume un rôle-conseil auprès des comités régionaux mis en place et un suivi continu de l'application de l'Entente afin de permettre d'en évaluer l'efficacité et la qualité et, au besoin, de prendre les mesures nécessaires afin que soient apportés les ajustements requis.</p>	<p>MSP, MSSS, MJQ, MEQ, DPCP et MFA</p>	<p>Aucun</p>	<p>Travaux en continu</p>

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Sous-comité - Groupe de travail pour déterminer le partenaire chargé de recueillir le témoignage de l'enfant	Le groupe de travail doit déterminer si les pratiques promues par l'Entente multisectorielle relative aux enfants victimes d'abus sexuels, d'abus physiques ou de négligence grave – Guide de pratique répondent adéquatement aux préoccupations soulevées par la Commission spéciale sur les droits des enfants et la protection de la jeunesse (CSDEPJ), à savoir que c'est le bon partenaire qui procède à l'entrevue de l'enfant en fonction de ses besoins et de ses particularités.	MSP, MSSS, DPCP, SQ, SPVM, ENPQ	Aucun	Travaux en cours
Sous-comité portant sur la communication de renseignements entre les corps de police et la Direction de la protection de la jeunesse	Le groupe de travail doit identifier les enjeux vécus dans la pratique quant aux difficultés de concertation dans le cadre de l'Entente multisectorielle relative aux enfants victimes d'abus sexuels, d'abus physiques et de négligence grave (Entente), mais également dans les situations où l'Entente n'est pas déclenchée, et identifier les zones de collaboration et du cadre légal permettant la concertation entre la DPJ et les corps de police.	MSP, MSSS, DPCP, ADPPNIQ, SQ, SPVM, Service de police de Laval et Service de police de la Ville de Mascouche	Aucun	Travaux en cours

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité de suivi autochtone sur les bracelets antirapprochement	Lors des auditions publiques sur le projet de loi No 24, l'organisme Femmes Autochtones du Québec a fait valoir la pertinence de mettre en place un comité composé d'acteurs autochtones et institutionnels afin de s'assurer que cette mesure soit réellement adaptée aux réalités autochtones.	MSP, MJQ, MSSS & groupes autochtones.	Aucun	Travaux terminés
Comité de gouvernance – Formation pour contrer le racisme et le profilage racial et social	Comité décideur du projet de développement de formation pour contrer le racisme et le profilage racial et social destiné aux corps de police du Québec. Ce projet permettra d'outiller les policiers du Québec à détecter les situations à risque de constituer une atteinte aux droits de la personne.	MSP, Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ), Commissaire à la déontologie policière (COMDP), ENPQ.	930 000 \$	Travaux terminés. Au total 4 capsules de sensibilisation ont été déployées. Le projet s'est terminé en juin 2025.
Comité de travail – Capsules de sensibilisation	Développement de quatre capsules de sensibilisation pour contrer le racisme et le profilage racial et social.	MSP, CDPDJ, COMDP, ENPQ et corps de police identifiés selon les travaux en cours.	Lié au budget du Comité de gouvernance.	Capsules 1, 2,3 et 4 déployées. Le projet s'est terminé en juin 2025.

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Table des employeurs de constables spéciaux	Lieu d'échange et de partage des bonnes pratiques. La table sert également de plateforme de communication des orientations ministérielles et permet d'informer les employeurs des travaux de développement concernant le dossier des constables spéciaux.	MSP, Cabinet de la lieutenant-gouverneure du Québec, Assemblée nationale, Canadien National, Canadien Pacifique, Société de transport de Montréal, Société de l'assurance automobile du Québec, Revenu Québec, Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, SPA Estrie, SPCA Montréal, Commissariat aux incendies de la Ville de Québec, Université de Montréal, Université du Québec à Trois-Rivières, Université Laval, Service de police d'Ottawa, SQ, Service de police de la Ville de Montréal, Hydro-Québec	Aucun	Travaux en continu
Comité de liaison permanent sur les accusés non criminellement responsables	Optimiser, de façon continue, les processus de prise en charge des personnes ayant été déclarées non criminellement responsables ou inaptes ainsi que les mécanismes d'échange de l'information entre les organismes appelés à intervenir auprès de ces personnes.	MSP, MSSS, MJQ, DPCP, TAQ, CETM, CSJ	Aucun	Travaux en cours
Comité sur les infrastructures	Définir les priorités au niveau des infrastructures en justice et en Sécurité publique.	MJQ, MSP	Aucun	Travaux en cours

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité consultatif	Fournir des conseils indépendants et externes au LSJML en engageant un dialogue avec les responsables du LSJML et apporter sa contribution par l'élaboration des politiques, de nouvelles initiatives touchant le service client, l'étude des questions d'intérêt pour toutes les parties et le suivi des progrès réalisés par le LSJML afin d'atteindre ses objectifs	<ul style="list-style-type: none"> - MSP : - LSJML - Sous-ministériat de la coordination et de la lutte contre la criminalité - Bureau du coroner - Sûreté du Québec - Service de police de la Ville de Montréal - Bureau des enquêtes indépendantes - Association des directeurs de police du Québec - Directeur des poursuites criminelles et pénales - Association québécoise des avocats et avocates de la défense - Cour du Québec - École nationale de police du Québec - Université du Québec à Trois-Rivières - Université de Montréal - Centre pour les victimes d'agression sexuelle de Montréal 	Aucun	Le Comité consultatif se réunit 2 fois par année. Pour 2025-2026, les rencontres se sont tenues le 6 mai 2025 et le 4 novembre 2025.

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité stratégique - centrale d'enquêtes de sécurité	<p>Réfléchir à la mise en place d'une équipe dédiée aux enquêtes de sécurité (ES) pour les recrues policières de tous les corps de police, lesquelles seraient réalisées préalablement à l'admission à l'ENPQ afin d'atteindre les objectifs suivants:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Uniformiser les ES de tous les corps de police. 2. Optimiser le recrutement des corps de police en évitant les multiples ES conduisant parfois à des résultats différents pour un même candidat. 3. Assurer l'intégrité des candidats admis à l'ENPQ (meilleure gestion des places limitées, moins de refus d'embauche suivant la formation). 4. Établir un processus cohérent et équitable pour les recrues policières à l'échelle du Québec. 	SQ, MSP, SPVQ, SPVM, ADPQ, ENPQ	Aucun	Travaux en cours Projet pilote de mai à octobre 2026
Comité sur les caméras d'intervention	Élaborer des indicateurs permettant de mesurer les impacts sur l'administration de la justice advenant le déploiement des caméras au sein des corps de police.	MSP, SQ, DPCP, MJQ	Aucun	Travaux terminés

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité de concertation sur la formation des policiers œuvrant dans les communautés autochtones	<p>Le mandat du comité a comme principaux objectifs de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Traiter des aspects stratégiques visant à favoriser : <ul style="list-style-type: none"> ○ l'adéquation qualitative du programme de formation des futurs policiers du Québec avec les besoins des organisations policières; ○ l'adéquation quantitative de l'offre de formation des futurs policiers du Québec avec les besoins des organisations policières. • Veiller à la mise en œuvre des mesures relatives au programme de formation des futurs policiers du Québec (AEC) menant au programme de formation initiale patrouille-gendarmerie (PFIPG); • Soumettre aux autorités des recommandations visant à assurer l'arrimage de la formation avec les besoins des organisations policières autochtones. 	MSP, ENPQ, Cégep Abitibi-Témiscamingue, Cégep d'Alma, ADPPNIQ, Services de police Wendake, Nunavik, Eeyou Eenou, Kebaowek, Kahnawake et Abénakis	Aucun	Travaux en cours.

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité de travail – Projet de modification du Règlement sur le déroulement des enquêtes du Bureau des enquêtes indépendantes	Approfondir les enjeux opérationnels vécus depuis la décision d'appel et de son application par le BEI.	MSP, BEI, représentants des corps de police pour les niveaux 3 à 6, ADPQ (représentation des corps de police des niveaux 1 et 2).	Aucun	Travaux suspendus

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
<p>Comité interministériel sur la Loi autorisant la communication de renseignements personnels aux familles d'enfants autochtones disparus ou décédés à la suite d'une admission en établissement</p>	<p>Institué en novembre 2021 sous la coordination de la Direction de soutien aux familles du Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit, le comité interministériel a pour principaux mandats :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de suivre l'application de la <i>Loi</i> sur une base régulière en recevant, à l'occasion de chacune de ses rencontres, un rapport des travaux effectués par la Direction de soutien aux familles; • d'assurer, par la participation active de chacun des ministères et organismes membres, la cohérence et la pertinence de l'action gouvernementale auprès des familles visées par la <i>Loi</i>; • de collaborer à des travaux déterminés visant l'application de la <i>Loi</i>, en mettant notamment en place des pratiques pertinentes ou en échangeant les informations nécessaires à leur développement; • de contribuer à l'élaboration du rapport annuel d'application de la <i>Loi</i> et de formuler toute recommandation ou de donner tout avis le concernant à la Direction de soutien aux familles. 	<p>Outre le Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit (coordination), le comité est composé des ministères et organismes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Bureau du coroner – Directeur de l'état civil – Ministère de la Culture et des Communications – Ministère de la Justice – Ministère de la Santé et des Services sociaux – Ministère de la Sécurité publique – Ministère de l'Éducation – Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale – Ministère de l'Enseignement supérieur – Régie de l'assurance maladie du Québec 	<p>Aucun</p>	<p>Travaux en cours</p>

Question **002**

Suite

<p>Table centrale d'accessibilité aux services en milieu urbain pour les Autochtones</p>	<p>La Table centrale de coordination supervise les travaux pour l'ensemble du Québec. Son mandat est d'appuyer les tables locales, en plus de coordonner l'ensemble des travaux, afin d'assurer la cohérence et la cohésion des démarches en cours au Québec, de permettre le transfert d'expertises et d'élaborer les orientations générales en matière de prestation de services dans les villes pour les Autochtones. Par ailleurs, elle a supervisé la réalisation, par le RCAAQ, d'un portrait de l'accessibilité, de la continuité et de la complémentarité des services dans les villes pour les Autochtones : « Les Autochtones en milieu urbain et l'accès aux services publics – Portrait de la situation au Québec ». Finalement, la Table centrale de coordination est chargée de l'organisation de la Rencontre annuelle des coprésident(e)s des tables locales d'accessibilité aux services en milieu urbain pour les Autochtones.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit (SRPNI), coprésident; • Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec (RCAAQ), coprésident; • Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS); • Ministère de l'Éducation (MEQ); • Ministère de l'Enseignement supérieur (MES); • Ministère de la Justice (MJQ); • Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP); • Commission des services juridiques (CSJ); • Ministère de la Sécurité publique (MSP); • Sûreté du Québec (SQ); • Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS); 	<p>Aucun</p>	<p>Travaux en cours</p>
--	--	--	--------------	-------------------------

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
		<ul style="list-style-type: none"> Services aux Autochtones Canada (SAC) à titre de membre observateur; Autres partenaires selon le besoin. 		
Comité gouvernance interministérielle rehaussée en matière de relations algonquines (MFFP)	<ol style="list-style-type: none"> Convenir d'une gouvernance interministérielle en période de veille et en période de crise selon les responsabilités civiles et des agents de la paix ; Établir l'information stratégique et les tactiques à partager ; Assurer le suivi auprès des autorités de chaque ministère. 	<p>Outre le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (coordination), le comité est composé des ministères et organismes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> SQ; Sépaq; Ministère de la Sécurité publique (MSP); Protection de Faune du Québec (PFQ); Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit (SRPNI); Ministère des Ressources naturelles et des Forêts (MRNF). 	Aucun	Travaux en cours

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité de sélection du Programme québécois de lutte contre la criminalité (PQLC)	Évaluer les demandes de financement soumises dans le cadre de la mise en œuvre des axes 1 et 2 du PQLC selon les critères définis dans les normes du programme et formuler des recommandations qui seront soumises aux autorités du MSP pour approbation conformément aux mécanismes en vigueur.	MSP, MSSS, MESS, SCF, MJQ, INSPQ, SRPNI	Aucun	Travaux terminés
Comité de liaison prévu par l'article 15 de l'Entente concernant les modalités relatives à la prestation des services policiers dans la communauté de Kahnawake (Entente)	Veiller à la mise en œuvre de l'Entente; Assurer le maintien des communications entre les parties et tenter, le cas échéant, de régler, par des discussions entre les parties, les différends découlant de toute question relative à l'interprétation et à l'application de l'Entente.	MSP (DAPA), SRPNI, Conseil Mohawk de Kahnawake	Aucun	Travaux en cours.

Question **002**

Suite

<p>Comité Femmes autochtones</p>	<p>Comité aviseur provincial qui unit les organisations autochtones représentant les intérêts des femmes Premières Nations et des Inuits et des représentants gouvernementaux afin de :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Réfléchir, échanger et se concerter sur les enjeux priorités par les femmes autochtones avec les acteurs pertinents ; ○ Voir à la recommandation d'actions concrètes. 	<p>Association des femmes crie de Eeyou Istchee (CWEIA) Association des femmes Inuit du Nunavik (Saturviit) Association des Inuit du sud du Québec (SQIA) Cercle de femmes élues de l'APNQL Femmes autochtones Québec (FAQ) Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec (RCAAQ) Ministère de la Justice du Québec (MJQ) Ministère de l'Enseignement supérieur (MES) Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) Ministère de la Famille (MFA) Ministère de l'Éducation (MEQ) Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit (SRPNI) Secrétariat à la Condition féminine (SCF) Ministère de la Sécurité publique (MSP)</p>	<p>Aucun</p>	<p>Travaux en cours</p>
----------------------------------	--	---	--------------	-------------------------

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité de travail régional sur la formation des intervenants sociojudiciaires au Nunavik	Favoriser le développement d'une offre évolutive et diversifiée de formation professionnelle pour les intervenants sociojudiciaires œuvrant au Nunavik, qui soit adaptée au contexte sociodémographique et culturel des Inuit et qui permette, dans la mesure du possible, de créer des opportunités de réseautage entre les organisations afin de contrer le travail en silo.	Ministère de la Justice du Québec (leader du comité) Société Makivvik Administration régionale Kativik Saqjuq Centre communautaire juridique de l'Abitibi-Témiscamingue Barreau du Québec Régie régionale de Santé et des Services sociaux du Nunavik (RRSSSN) Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) Ministère de la Sécurité publique (MSP)	Aucun	Travaux en cours

Question **002** Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité de travail sur les infrastructures (groupe de travail sur la justice au Nunavik)	Recueillir les besoins en infrastructures liées à la justice et aux services sociaux et tenter de saisir toutes les opportunités d'avoir des infrastructures fonctionnelles et utiles pour les communautés inuit.	Ministère de la Justice du Québec (leader du comité) Société Makivvik Administration régionale Kativik Saqjuq Cour supérieure Régie régionale de Santé et des Services sociaux du Nunavik (RRSSSN) Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) Ministère de la Sécurité publique (MSP)	Aucun	Travaux en cours

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Sous-groupe de travail sur la protection de la jeunesse et les jeunes contrevenants au Nunavik	Améliorer l'accès à la justice pour les jeunes du Nunavik et leurs familles suivies en protection de la jeunesse ou à titre de jeunes contrevenants ainsi qu'à favoriser l'émergence d'une justice mieux adaptée à la culture et aux enjeux des Inuit par le partage de l'information et la coordination des actions. Notamment, le sous-groupe sera appelé à se pencher sur les recommandations du rapport sur la situation de la Cour itinérante au Nunavik (rapport Latraverse) concernant les jeunes et à faire des recommandations en vue de solutionner les enjeux rencontrés.	Ministère de la Justice du Québec (leader du comité) Société Makivvik Régie régionale de Santé et des Services sociaux du Nunavik (RRSSSN) Nunavimmi Ilaqit Papautauvinga DPJ du Centre de santé Inuulitsivik DPJ du Centre de santé Tulattavik Bureau d'aide juridique Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) Ministère de la Sécurité publique (MSP)	Aucun	Travaux en cours

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Table d'actions concertées en sécurité routière	<p>En 2026, la table a approuvé la réalisation des trois mandats suivants, lesquels sont sous la responsabilité de comités de travail :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Recommander des modifications au Code de la sécurité routière (CSR) afin, entre autres, de renforcer la sécurité des usagers vulnérables et de faciliter son application et sa compréhension. • Assurer la qualité et l'accès aux données en sécurité routière, incluant notamment : les données de collisions et leur localisation, les données des cinémomètres, les données concernant les mobilités émergentes, ainsi que les données provenant du milieu hospitalier. • Étudier les pistes et opportunités d'application de la <i>Norme BNQ 1030-100 Sécurité des usagers vulnérables - Indice de sécurité des véhicules lourds - Vision directe et vision indirecte</i> à court, moyen et long terme (sécurité des véhicules lourds en milieu urbain basée sur leur vision directe et indirecte). 	<p>MTMD, SAAQ, MSP, SQ, SPVQ, CRQ, Secrétariat aux aînés, MEQ, MAMH, CNESST, OPHQ, INSPQ, ADPQ, Piétons Québec, Vélo-Québec, Association du camionnage du Québec (ACQ), CAA-Québec, FMQ, Association québécoise des entrepreneurs en infrastructure (AQEI), ConduitPro, FQM, UMQ, SPVQ, Ville de Montréal</p>	<p>À voir avec le MTMD</p>	<p>Travaux en cours</p>

Au 31 janvier 2026

Question **002**

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2025-2026, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates des rencontres, le budget et les résultats obtenus.

Sous-ministériat des services correctionnels

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité directeur de gouvernance – Infrastructures carcérales	Prendre les décisions et déterminer les orientations concernant les projets de construction, d'agrandissement et de rénovation des infrastructures carcérales.	MSP et Société québécoise des infrastructures	Aucun	Travaux en continu.
Comité interministériel sur le suivi de l'entente du MSP et du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) concernant les interventions des services publics d'emplois offerts aux personnes sous la responsabilité des services correctionnels du MSP	S'assurer de l'application de l'entente intervenue entre le MSP et le MESS.	MSP, MTESS, Commission des partenaires du marché du travail, Comité consultatif clientèle judiciairisée adulte (CCCJA), ministère de l'Éducation du Québec (MEQ) et le Fonds central de soutien à la réinsertion sociale.	Aucun	Les travaux sont en cours afin de procéder au renouvellement de l'entente pour la période 2022-2026. En attendant, la précédente entente est reconduite.
Comité interministériel sur le suivi de l'entente du MSP et du ministère de l'Éducation du Québec (MEQ) concernant la formation scolaire des personnes incarcérées dans les établissements de détention provinciaux.	S'assurer de l'application de l'entente intervenue entre le MSP et le MEQ.	MSP, MEQ, Centre de services scolaire de la Rivière du Nord, Table des représentants des services de formation en milieu carcéral provincial, MESS et le Fonds central de soutien à la réinsertion sociale	Aucun	Travaux en continu. L'entente entre le MEQ et le MSP a été reconduite pour une période de 5 ans soit du 1 ^{er} juillet 2023 au 30 juin 2028. L'entente est maintenant signée entre chaque centre de services scolaires (CSS) et le MSP. Les deux annexes au contrat sont renouvelées annuellement (diagnostic des besoins en matière d'éducation et les responsabilités quant à la disponibilité du matériel pédagogique et de l'aménagement physique des lieux de formation).

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité directeur sur la visio comparution	Favoriser l'accès à la visio comparution entre les établissements de détention et les palais de justice.	MSP, ministère de la Justice du Québec (MJQ)	Aucun	Information SQI en date du 31 janvier 2026 : New Carlisle : Réception sans réserve en cours; Sherbrooke : Réception avec réserve; Trois-Rivières : Date de fin prévue août 2026; Québec : En attente d'orientation pour la suite du projet; Baie-Comeau : En attente de financement; Rimouski : En attente de financement; À note que tous les autres ED ont été livrés.
Comité opérationnel avec le MJQ concernant le processus de gestion de l'incarcération	Effectuer une revue des erreurs administratives au sein des deux organisations; Proposer un processus clair de traitement de l'information entre les deux ministères en précisant la responsabilité de chacun des acteurs impliqués dans la gestion de l'incarcération; Émettre des recommandations pour éviter les erreurs administratives les plus fréquentes; Rédiger des lignes directrices pour assurer l'efficacité de la gestion de l'incarcération (ex. : procédures de remplacement, de contre-vérifications, etc.).	MSP, MJQ	Aucun	Ce comité découle de celui qui a été formé en janvier 2023. Il a produit un rapport comme convenu au printemps 2023 et apporté les ajustements recommandés dans le rapport. Le comité s'est donc transformé en comité plus opérationnel afin de traiter d'enjeux communs aux MSP et MJQ en matière de gestion de l'incarcération.

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité de concertation entre les greffes et les services correctionnels.	Assurer une bonne communication et collaboration entre les deux organisations dans l'application des décisions en matière de justice pénale.	MSP, MJQ	Aucun	Travaux en continu. Présentement, les membres du comité des deux ministères travaillent sur le suivi des recommandations du rapport et traitent des autres sujets au besoin.
Comité interministériel MSSS-MSP concernant les services de santé et les services sociaux en milieu carcéral	Définir la vision et les orientations du partage des responsabilités entre le MSSS et le MSP; Convenir d'une vision commune face aux différents enjeux présentés (organisationnels, médiatiques, politiques ou autres); Approuver les échéanciers et les livrables des travaux des divers comités; Soutenir l'avancement des travaux des différents comités; Rendre compte aux autorités ministérielles de l'avancement des travaux.	MSP, MSSS/Santé Québec	Aucun	Travaux en continu.
Comité restreint portant sur le projet de modernisation des comparutions et des enquêtes sur mise en liberté sur semaine.	Améliorer l'efficacité des comparutions sur semaine; Créer des projets pilotes de pôles virtuels de comparution et d'enquêtes sur mise en liberté dans les dix régions de coordination	MSP, MJQ, Cour du Québec, SPVQ, SQ, DPCP, SPPC	Aucun	Travaux en cours

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité de travail conjoint avec le MJQ pour la mise à jour de l'entente administrative relative à la perception des dépôts monétaires par les établissements de détention des services correctionnels du MSP.	Revoir l'entente administrative pour permettre l'implantation des TPV (terminaux de point de vente) dans les établissements de détention qui n'en ont pas. Permettre à l'ensemble des établissements de détention d'offrir le paiement par carte de crédit et de débit pour les personnes incarcérées ayant à faire un dépôt monétaire pour être libérées.	MSP, MJQ	Aucun	Travaux en cours. Des TPV sont maintenant disponible dans l'ensemble des ED. En attente du MJQ pour recevoir l'entente administrative révisée pour ensuite la faire valider et approuver. Par la suite l'instruction Perception des dépôts monétaires sera révisée.

Question **002**

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2025-2026, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates des rencontres, le budget et les résultats obtenus.

Sous-ministériat de la sécurité civile et de la sécurité incendie

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité interministériel de coordination maritime	Coordonner l'établissement des grandes orientations ainsi que la priorisation et le suivi des différents projets réalisés par le Centre d'expertise en gestion des risques d'incidents maritimes (CEGRIM).	MAMH, MELCCFP, MEIE, MAPAQ, MSP et MTMD	Aucun	Travaux en continu
Groupe d'échange sur la gestion des risques écologiques reliés au transport maritime des hydrocarbures sur le Saint-Laurent	Renforcer la collaboration et la coordination entre les ministères et organismes provinciaux et fédéraux actifs dans le domaine de la prévention et de la gestion des incidents maritimes en lien avec la protection des écosystèmes du Saint-Laurent.	ECCC, MSP, MPO, GCC et MELCCFP	Aucun	Travaux en continu
Groupe de travail sur le développement et l'application d'un cadre commun d'évaluation des effets cumulatifs des activités maritimes sur le Saint-Laurent	Renforcer la collaboration et la coordination entre les ministères et organismes provinciaux et fédéraux afin de développer un cadre commun d'évaluation des effets cumulatifs des activités maritimes.	TC, MSP, MPO, AEIC, GCC et MELCCFP	Aucun	Travaux en continu
Comité directeur de l'Entente du Plan d'action Saint-Laurent	Coordonner et assurer un suivi des comités et groupes de travail mis en œuvre dans le cadre du Plan d'action Saint-Laurent et le respect de l'Entente cadre	MSP, MELCCFP, MTMD, MAPAQ, ECCC, MPO, GCC, TC, AEIC	Aucun	Travaux en continu

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité de planification stratégique fédéral - provincial sur la gestion opérationnelle des incidents maritimes de source maritime, inconnue ou lors d'opérations de transbordement entre un navire et une installation de manutention d'hydrocarbures (IMH) au Québec	Coordonner et mettre en place un cadre sur la gestion opérationnelle des incidents maritimes au Québec, assurer une vision commune entre les ministères et organismes impliqués, permettre et encadrer le partage de renseignements et les connaissances nécessaires à une collaboration efficace entre les organisations.	MSP, MELCCFP, GCC	Aucun	Travaux en continu
Comité consultatif en sécurité civile	Partager des informations sur les travaux ou projets en cours au MSP et sur les initiatives et actions menées en sécurité civile par les membres du comité. Donner son avis au MSP sur diverses questions relatives à la sécurité civile qui lui sont soumises (ex. dispositions légales ou réglementaires, orientations en sécurité civile, outils d'accompagnement, etc.).	MSP, MAMH, ainsi que plusieurs organisations des milieux associatif et municipal (FQM, UMQ, ADMQ, ADGMQ, ADGMRCQ, AARQ, ASCQ, AGSICQ, RÉCO-Québec, CRAIM, ACUQ, ADPQ, AQBRS, BAC, CRC, OAQ, OIQ et OUQ)	Aucun	Il n'y a pas eu de rencontre du comité en 2025-2026.
Comité sur la prévention de sinistres naturels (CPSN)	Sous-comité de l'OSCQ, le CPSN, à titre de comité directeur du Cadre pour la prévention de sinistres (CPS), oriente et assure la cohérence des actions gouvernementales à réaliser en prévention des risques naturels (érosion et submersion côtières, inondation, glissement de terrain, tremblement de terre, certains aléas nordiques et feux de forêt).	MSP, MELCCFP, MAMH, MTMD et MRNF	Aucun	Travaux en continu
Groupe de travail – Érosion et submersion côtières	Coordonner et planifier l'ensemble des projets en appréciation et en traitement des risques concernant l'érosion et la submersion côtières qui ont été préalablement approuvés par le Comité sur la prévention de sinistres naturels.	MSP, MRNF, MTMD, MELCCFP et MAMH	Aucun	Travaux en continu

Question **002** Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Groupe de travail – Glissements de terrain	Coordonner et planifier l'ensemble des projets en appréciation et en traitement des risques concernant les glissements de terrain qui ont été préalablement approuvés par le Comité sur la prévention de sinistres naturels.	MSP, MRNF, MTMD, MELCCFP et MAMH	Aucun	Travaux en continu
Groupe de travail – Inondations	Coordonner et planifier l'ensemble des projets en appréciation et en traitement des risques concernant les inondations qui ont été préalablement approuvés par le Comité sur la prévention de sinistres naturels.	MSP, MRNF, MTMD, MELCCFP et MAMH	Aucun	Travaux en continu
Groupe de travail - Aménagement du territoire	Coordonner la mise en œuvre des travaux liés aux zones de contraintes à l'aménagement du territoire relatives à l'érosion et la submersion côtières ainsi qu'aux mouvements de terrain ainsi qu'à l'établissement de cadres normatifs.	MSP, MAMH et MTMD	Aucun	Travaux en continu
Comité directeur Info-Crue - Vigilance	Coordonner la diffusion des informations d'Info-Crues sur la plate-forme Vigilance.	MSP et MELCCFP	Aucun	Travaux en cours
Comité de coordination scientifique sur les aléas côtiers au Nunavik	Suivre les développements du projet et de participer aux échanges et discussions avec l'équipe de recherche concernant l'analyse des aléas et de la dynamique littorale au Nunavik	MSP, MTMD, MAMH, MRNF et MELCCFP	Aucun	Travaux en cours
Comité d'agrément des activités de formation en sécurité civile	Analyser les demandes transmises par les fournisseurs d'activités de formation et recommander au ministre de la Sécurité publique celles qui répondent aux critères préétablis en vue d'une attribution d'agrément prévu avec les dispositions de l'article 33 de la Loi sur la sécurité civile favorisant la résilience aux sinistres.	MCE – Urgence Québec, MSSS, MAPAQ, MESS, Revenu Québec, HQ, MEQ partenaires municipaux et MSP	Aucun	Travaux en continu

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité de sécurité civile et de résilience aux sinistres du Québec (CSCQ)	Orienter et approuver la planification gouvernementale en sécurité civile et conseiller le gouvernement sur les mesures à prendre pour gérer efficacement les risques de sinistres afin de répondre de manière optimale à ceux-ci.	MSP, MAMH, MAPAQ, MCE, MEIE, MESS, MELCCFP, MSSS, MTMD, SCT et SQ	Aucun	Travaux en continu
Organisation de sécurité civile du Québec (OSCQ)	Planifier les mesures de sécurité civile à l'échelle nationale et, en cas de sinistre majeur, coordonner les opérations menées par chacun des responsables de mission selon le Plan national de sécurité civile (PNSC).	MSP, Bureau du coroner, CAG, CNESST, HQ, MAMH, MAPAQ, MCC, MCE, MCN, MEIE, MELCCFP, MEQ, MES, MESS, MFA, MFQ, MIFI, MJQ, MRIF, MRNF, MSSS, MTMD, MTOUR, RBQ, RQ, SCT, SHQ, SQ, SRPNI, STQ et UQ.	Aucun	Travaux en continu
Sous-comité de l'OSCQ sur le plan d'action national (PAN) de la Politique québécoise de sécurité civile 2014-2024	Établir le PAN et en assurer le suivi.	MSP, MAMH, MAPAQ, MCE, MEIE, MELCCFP, MESS, MRNF, MTMD, MSSS, SCT, SQ et SPRNI	Aucun	Rapport final déposé aux autorités du MSP pour dépôt au SCT. Ceci mettra fin au sous-comité de l'OSCQ sur le PAN
Table des responsables de missions	Développer de manière concertée les missions du PNSC.	MSP, HQ, MAMH, MAPAQ, MCN, MEIE, MELCCFP, MESS, MSSS, MTMD, SCT, SHQ, SQ et UQ	Aucun	Travaux en continu
Comité pour le développement d'un cadre de référence sur l'intervention-pipeline (CRIP)	Dans le cadre du plan d'action de l'Unité de vigilance sur les hydrocarbures, faciliter la coordination et la gestion des conséquences d'un déversement majeur d'hydrocarbures en milieu terrestre ou maritime à partir d'un pipeline au Québec.	RBQ, MELCCFP, MRNF, MSP, SP, ONÉ, ACSIQ, Ville de Laval, CMM et plusieurs autres intervenants	Aucun	Travaux en continu

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité déglaceur d'Hydro-Québec	Augmenter le niveau de préparation des autorités municipales et gouvernementales en cas d'utilisation du déglaceur, notamment en ce qui a trait à la communication du risque, au partage des rôles et des responsabilités ainsi qu'à la préparation et le maintien des connaissances des intervenants sur les conséquences engendrées par l'utilisation du déglaceur.	MSP, HQ, MTMD, SQ, MRNF et Urgence Québec	Aucun	Travaux en continu
Comités régionaux de prévention et de rétablissement	Concertation et coordination de l'action gouvernementale relative à des situations ayant des enjeux en sécurité civile à l'échelle régionale dans les phases de la prévention et du rétablissement.	MSP, MAMH, SHQ, CISSS, MESS, UQ, MELCCFP, MTMD, autres ministères selon le cas.	Aucun	Travaux en continu
Comités stratégiques de la Réserve d'intervention d'urgence en sécurité civile (RIUSC) – Comité exécutif (CE) et comité directeur (CD)	CE : Entériner les décisions stratégiques et les orientations politiques pour assurer la conformité de la RIUSC avec la vision ministérielle. CD : Assurer le pilotage des engagements contractuels et la validation des décisions de mise en œuvre.	MSP, Croix-Rouge, AQBRS et SOPFEU	Aucun	Travaux en continu
Comité de coordination et de suivi (CCS) et sous-comités de la Réserve d'intervention d'urgence en sécurité civile (RIUSC)	CCS : Diriger la gestion courante de la mise en œuvre de la RIUSC par l'évaluation des livrables des partenaires et la supervision des mandats confiés aux sous-comités. Sous-comités : Réaliser les projets et les mandats définis par le CCS.	MSP, Croix-Rouge, AQBRS et SOPFEU	Aucun	Travaux en continu

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité des utilisateurs potentiels du réseau à large bande de sécurité publique (RLBSP) pour l'interopérabilité des communications d'urgence au Québec	Identifier les besoins et préoccupations des utilisateurs potentiels du RLBSP en matière de communications en sécurité publique au Québec et utiliser l'information ainsi recueillie pour travailler au déploiement et à la promotion du réseau auprès des intervenants du milieu.	MSP, HQ, MAMH, MCC, MCN, MEIE, MFQ, MSSS, MTMD, SQ, ACUQ, CAUCA, SPVM, SPVQ, SSIM et GAS	Aucun	Travaux en cours
Comité pour la mise à jour du Guide relatif aux opérations des services de sécurité incendie	Réviser le Guide des opérations à l'intention des services de sécurité incendie	MSP, CNESST, ENPQ, IPIQ, AGSICQ, Ville de Montréal	Aucun	Travaux en continu
Comité de sécurité incendie pour les ressources en hébergement	Travaux pour trouver des solutions pour faciliter l'application de la réglementation durant les inspections dans les ressources intermédiaires et de type familial	MSP, MSSS, Santé Québec, RBQ, AGSICQ, ATPIQ, services de sécurité incendie	Aucun	Travaux en cours
Table de travail sur les véhicules électriques	Table d'échange, de partage et pour trouver des solutions aux incendies des véhicules électriques et aux batteries lithium-ions.	MSP, École nationale des pompiers du Québec, AGSICQ, services de sécurité incendie	Aucun	Travaux en continu
Comité consultatif 9-1-1	Proposer des recommandations et des orientations visant l'amélioration des services de communication d'urgence offerts à la population québécoise en respectant les limites du champ de compétences MSP.	MSP, Agence 9-1-1, MAMH, MSSS, MRNF, SQ, AGSICQ, ACUQ, ADPQ, UMQ, FQM, HQ et Bell Canada	Aucun	Travaux en continu
Table d'échange d'information en lien avec le déploiement du 9-1-1 de prochaine génération (9-1-1 PG)	Mettre en place un canal d'information et d'échanges sous la coordination du MSP en vue du déploiement du 9-1-1 PG.	MSP, ACUQ, MRNF, MSSS, partenaires municipaux (TI)	Aucun	Travaux en cours

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité tactique de service 9-1-1 de prochaine génération (9-1-1 PG – volet cartographie)	Assurer l'adéquation entre les responsabilités du ministère des Ressources naturelles et des Forêts, à titre d'agrégateur des données du système d'information géographique, et celles des municipalités, à titre de fournisseur de données.	MRNF, MSP, Bell Canada et partenaires municipaux (TI)	Aucun	Travaux en cours
Comité opérationnel lié aux enjeux du 9-1-1 de prochaine génération (niveau directeurs et professionnels)	Conseiller le Comité stratégique lié aux enjeux du 9-1-1 de prochaine génération, et mettre en application les orientations et décisions que ce comité approuve, le tout afin de veiller à une transition harmonieuse et que tous les ministères impactés soient prêts pour la modernisation du système 9-1-1.	MSP, MAMH, MRNF, MCN, SRPNI et MSSS	Aucun	Travaux en cours
Comité stratégique lié aux enjeux du 9-1-1 de prochaine génération (niveau sous-ministériat associé)	Veiller à ce que la transition au 9-1-1 de prochaine génération s'effectue de façon harmonieuse et que tous les ministères impactés soient prêts pour cette modernisation	MSP, MAMH, MRNF, MCC, MCN et MSSS	Aucun	Travaux en cours
Comité sur la prise d'appels d'urgence au Nunavik	Apporter une expertise dans le domaine des télécommunications d'urgence afin de mettre en place un service de prise d'appels d'urgence à l'ensemble des villages nordiques du Nunavik et répondre aux besoins de l'Administration régionale Kativik (ARK).	MSP, MSSS, Régie régionale de la Santé et des Services sociaux du Nunavik, ARK	Aucun	Travaux en cours
Groupe de travail sur le remboursement des frais de désincarcération	Réviser le modèle de remboursement des frais de désincarcération.	MSP, SAAQ et MAMH	Aucun	Travaux en cours

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité sur le sauvetage nautique	Développer un cadre de référence en matière de sauvetage nautique qui comprendra un recueil sur les équipements requis, les formations nécessaires ainsi que les bonnes pratiques à adopter sur les différents plans d'eau pour les différents intervenants d'urgence lors de sauvetage nautique et sur glace.	MSP, AGSICQ, SQ, ADPQ, SIM, CNESST, APSAM, IPIQ, ENPQ, Garde côtière canadienne, Société de sauvetage du Québec	Aucun	<p>Travaux du comité terminés en décembre 2025</p> <p>Résultats :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Publication du cadre de référence le 17 juin 2024; – présentation d'un webinaire sur le contenu du Cadre le 23 octobre 2024 aux gestionnaires des SSI et aux coordonnateurs en sécurité incendie des autorités régionales; – publication du document Questions et réponses le 16 janvier 2025 sur Québec.ca; – publication de la mise à jour du Cadre de référence au mois de mai 2025; – finalisation du document sur le sauvetage sur glace et en eau libre (en cours).

Question **002**

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2025-2026, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates des rencontres, le budget et les résultats obtenus.

Sous-ministériat des services de sécurité

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Groupe de travail interministériel sur les enjeux relatifs à l'ingérence étrangère	L'objectif du groupe de travail est de réunir les différents ministères concernés autour d'un même forum de discussion afin de mettre en commun les initiatives et d'échanger des informations dans le but de se coordonner, d'uniformiser les connaissances, de favoriser la cohérence des approches de même que l'efficacité des efforts déployés par les divers participants.	MSP, MRIF, MRNF, MSSS, MEIE, MES, MJQ, MCN	Aucun	Travaux en continu
Comité interministériel en renseignement de sécurité	Le comité interministériel en renseignement de sécurité a pour mandat de servir de forum d'échange d'informations, de renseignements et de bonnes pratiques entre ses membres afin de favoriser la collaboration sur des enjeux de sécurité de l'État d'intérêt commun.	MSP, MRIF, MIFI, MEIE, MEQ, MCN et HQ	Aucun	Travaux en continu
Table de concertation sur la sécurité dans les palais de justice	La table a pour mandat de discuter d'enjeux entourant la coordination des mesures de sécurité dans les palais de justice.	MSP, MJQ, DPCP, Magistrature	Aucun	Travaux en continu
Comité de coordination ministériel – sécurité dans les palais de justice.	Le comité de coordination ministériel – sécurité dans les palais de justice assure le suivi des projets d'installation d'arches de sécurité dans les palais où il est prévu d'en installer.	MSP, MJQ	Aucun	Travaux en continu

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité de crise gouvernemental en sécurité de l'information (CCGSI)	« Le Comité de crise gouvernemental est le centre de coordination de la réaction et de la décision lorsqu'un incident de sécurité de l'information à portée gouvernementale n'est pas maîtrisé en dépit des stratégies palliatives mises en œuvre. »	MSP, MCN, MCE, SQ, SCT	Aucun	Travaux en continu
Comité sur la sécurité physique du Forum des gestionnaires des ressources matérielles du gouvernement du Québec	L'objectif du forum est de promouvoir l'utilisation efficace et efficiente des ressources matérielles par les équipes responsables de leur gestion. Le Comité vise à fournir un forum de veille, de réflexion et d'échange concernant les meilleures pratiques, les nouveaux enjeux et les défis de la sécurité physique, de manière à contribuer au maintien de l'expertise gouvernementale dans le domaine et développer des standards communs.	MSP, MJQ, AMP, BANQ, BAPE, CAG, CAI, CNESST, Curateur publique, DPCP, MEQ, Revenu Québec, VGQ, Télé Québec, SCT, MSSS, MAPAQ, MCCQ, Protecteur du citoyen, MTMD, MIFI, OQLF, Élection Québec, MCN, MF, CAG, TAL, TAT, SQI, SHQ, SAAQ, RBQ, Retraite Québec, OPHQ, OPC, MTESS, MRNF, MRI, MELCCFP, MEIE, FADQ, Hydro Québec, Loto-Québec, MAMH, MESS, MRIF, MRNF, RAMQ, Société des traversiers du Québec	Aucun	Travaux en continu

Au 31 janvier 2026

Question **003**

État de situation de la stratégie du ministère concernant l'érosion des berges et ventilation des sommes consacrées au problème en 2025-2026.

Concernant l'érosion et la submersion côtières, la stratégie du ministère est d'agir simultanément sur plusieurs aspects liés à cet aléa. En effet, le ministère réalise des actions tant en appréciation des risques pour mieux connaître le phénomène, en traitement de risques pour atténuer les risques de sinistres qu'en soutien auprès de municipalités une fois qu'un sinistre lié à ce phénomène est survenu.

Recherche sur l'érosion et la submersion côtières et traitement de risques

Entre le 1^{er} avril 2025 et le 31 mars 2026, par le biais du Cadre pour la prévention de sinistres (CPS) ainsi que des actions A1-100 et A1-130 du Plan pour une économie verte 2030 (PEV), un montant total de 4 827 690 \$, dont 2 600 000 \$ en provenance des actions A1-100 et A1-130 du PEV, a été investi pour la recherche en érosion et submersion côtières. Ces sommes ont été versées pour :

- Huit projets de recherche en collaboration avec l'Université du Québec à Rimouski (UQAR), laquelle détient une expertise à l'égard de cet aléa. Ces projets portent notamment sur le suivi annuel de l'érosion côtière ainsi que des bâtiments et des infrastructures du Québec maritime exposés à ce phénomène, la cartographie et les programmes de suivi environnemental des travaux de rechargement de plage, la projection future de la hausse du niveau de la mer et les effets de la réduction du couvert de glace ainsi que l'analyse des aléas et de la dynamique littorale au Nunavik.
- Un projet de recherche en collaboration avec l'Université Laval pour le suivi biologique des sites de travaux de protection utilisant le rechargement de plage en matériaux grossiers pour quantifier les impacts de ces travaux sur les milieux benthiques (Phase 2).
- Un projet de recherche en collaboration avec l'Université de Montréal visant le développement d'une approche multicritères pour l'évaluation de la résilience côtière et participation citoyenne: Application à la municipalité de Maria.

De plus, un montant total de 22,3 M\$ versés pour l'année 2025-2026, en provenance des crédits du ministère (7,3 M\$) et de la mesure A1-110 du PEV (15 M\$), permettra de financer des mesures d'atténuation des risques liés à l'érosion et à la submersion côtières dans les municipalités de Baie-des-Sables, Maria, Matane, Notre-Dame-du-Portage, Port-Cartier, Rivière-au-Tonnerre, Sainte-Anne-des-Monts, de Sainte-Flavie, et des Îles-de-la-Madeleine (secteur La Martinique). Ces travaux visent la réalisation d'ouvrage de protection des berges contre l'érosion et la submersion côtières, le déplacement de résidences principales à risque sur des sites sécuritaires ou le versement d'allocations de départ.

Question **003**

État de situation de la stratégie du ministère concernant l'érosion des berges et ventilation des sommes consacrées au problème en 2025-2026.

Programmes spécifiques d'aide financière et Programme général d'aide financière

Entre le 1^{er} avril 2025 et le 31 janvier 2026, un montant de 9 586 442 \$ a été versé pour la réalisation de travaux de protection des berges s'imposant incessamment pour la protection des personnes et des infrastructures municipales essentielles.

De ce montant, 660 117 \$ ont été versés à trois municipalités (La Pêche, Mayo et Val-des-Monts), dans le cadre de deux programmes d'aide financière spécifiques relatifs aux inondations printanières survenues du 5 avril au 16 mai 2017 et aux pluies abondantes et aux vents violents survenus les 29 et 30 octobre 2017.

Un montant de 285 000 \$ a également été versé à la Ville de Saint-Constant dans le cadre du Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents (décret n° 459-2018).

De plus, 3 881 370 \$ ont été versés dans le cadre du Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents (décret n° 403-2019) à huit municipalités (Alma, Huberdeau, Îles-de-la-Madeleine, Les Cèdres, Lorraine, Louiseville, Pierreville et Saint-Alban).

Finalement, 4 759 955 \$ ont été versés dans le cadre du Programme général d'assistance financière lors de sinistres (décret n° 673-2023) à huit municipalités (Cap-Santé, Les Coteaux, Pierreville, Saint-Gabriel-de-Brandon, Saint-Ignace-de-Loyola, Saint-Léon-le-Grand, Sainte-Cécile-de-Milton et Sainte-Christine-d'Auvergne).

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2026-2027

Question **004**

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027 :

- a) le nom de toutes les campagnes;
- b) les coûts de ces campagnes;
- c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser;
- d) les dates de diffusion de la campagne;
- e) les objectifs visés par chaque campagne.

Liste des campagnes de publicité et de sensibilisation	Fournisseurs	Coût (\$)
Lutte contre l'exploitation sexuelle des mineurs – Conséquences 10 au 31 mars 2025 Objectif général : Contrer l'exploitation sexuelle des mineurs	Cossette Média inc.	144 992,20
Lutte contre l'exploitation sexuelle des mineurs – grand public 2 au 21 mars 2025 Objectif général : Contrer l'exploitation sexuelle des mineurs	Cossette Média inc.	1 080,00
	Les Évadés	2 763,88
	Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG)	4 493,50
Service d'immatriculation des armes à feu Octobre 2025 Objectif général : Sensibiliser les propriétaires d'armes à feu sans restriction à l'importance et l'obligation d'immatriculer leurs armes auprès du Service d'immatriculation des armes à feu du Québec	Cossette Média inc. - Protégez-vous	1 015,21

Question **004**

Suite

<p>Semaine de la prévention des incendies 5 au 31 octobre 2025</p> <p>Objectif général : Promouvoir les comportements sécuritaires à adopter au quotidien afin de prévenir les incendies</p>	<p>Cossette Média inc. - Protégez-vous</p>	<p>2 024,34</p>
<p>Préparation aux sinistres 2025-2026 Du 7 novembre 2025 au 31 janvier 2026</p> <p>Objectif général : Sensibiliser les citoyens à l'importance de se préparer à faire face à tous les types de sinistres qui pourraient survenir et à les conscientiser au fait qu'ils sont les premiers responsables de leur sécurité lors de situations d'urgence</p>	<p>Cossette Média inc. - Protégez-vous</p>	<p>3 039,55</p>
<p>Recrutement et attraction du personnel Avril 2025 à janvier 2026</p> <p>Objectif général : Promouvoir les postes à pourvoir au ministère de la Sécurité publique grâce à diverses publications sur les réseaux sociaux et à la location d'espaces permettant d'installer des kiosques lors d'activités de recrutement</p>	<p>Cossette média - Placement média dans les cinémas de Sept-Îles et de Baie-Comeau</p>	<p>3 398,20</p>
	<p>Publicité Facebook - Méta</p>	<p>1 368,16</p>

Au 31 janvier 2026

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2026-2027

Question

006-

009

VPour chacune des organisations ci-dessous, veuillez nous fournir la liste les compressions budgétaires demandées par le gouvernement et nous détailler les mesures de compressions mises en place par l'organisation pour répondre à la demande du gouvernement en indiquant la mesure et l'économie générée (ex. : suppression de poste, fin de programme, arrêt du temps supplémentaire, etc.) :

- a. Ministère de la Sécurité publique;
- b. Commissaire à la déontologie policière;
- c. Bureau du Coroner;
- d. RACJ;
- e. SQ;
- f. Tribunal administratif de déontologie policière;
- g. BEI;
- h. Commission des libérations conditionnelles;
- i. Fonds des services de police;
- j. UPAC;
- k. École nationale de police;
- l. École nationale des pompiers;
- m. SOPFEU.

L'information est disponible dans le budget de dépenses.

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2026-2027

Question 007

Pour chacune des organisations ci-dessous, veuillez nous fournir les investissements faits pour l'intégration de l'intelligence artificielle en indiquant le coût et le type d'investissement (ex : frais mensuels, formations, etc.) :

- a. Ministère de la Sécurité publique;
- b. Commissaire à la déontologie policière;
- c. Bureau du Coroner;
- d. RACJ;
- e. SQ;
- f. Tribunal administratif de déontologie policière;
- g. BEI;
- h. Commission des libérations conditionnelles;
- i. Fonds des services de police;
- j. UPAC;
- k. École nationale de police;
- l. École nationale des pompiers;
- m. SOPFEU.

Pour l'année 2025-2026, les coûts d'investissement sont de 18 319,50 \$ pour la location de licences et de 7 152 \$ pour la formation, pour le ministère de la Sécurité publique et le Bureau du Coroner.

Question **008**

Veillez nous fournir les mesures d'économies et les mesures en révision des programmes identifiés afin de respecter la cible de compression budgétaire fixée par le SCT au ministère de la Sécurité publique pour 2025-2026, ventilé par organisme.

L'information est disponible dans le budget de dépenses.

Question **010**

Pour le ministère et chaque organisme, veuillez nous fournir la liste des problèmes, délais ou incidents informatiques impliquant le ministère de la Cybersécurité et du Numérique. Pour chaque situation, veuillez nous indiquer :

- Une brève description du problème (ex : accès à des données, incident de sécurité, infonuagique, etc.)
- Les problèmes engendrés par la situation;
- Les correctifs apportés;
- La durée du problème (inscrire les dates);
- Les coûts engendrés;
- Les conséquences (ex : délais de mise en ligne, dépassement de coût, site internet inaccessible, etc.).

En ce qui a trait à l'information recherchée, nous vous informons que ces renseignements sont confidentiels au sens de l'article 28.1 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

Question **011**

Suite à l'ordonnance du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes d'être prêt à offrir le 911 de prochaine génération (911 PG), veuillez nous identifier:

- a. L'état d'avancement des travaux du gouvernement du Québec;
- b. L'échéancier détaillé des travaux réalisés et à venir;
- c. Les sommes investies en 2025-2026 et les prévisions pour les trois prochaines années.

a. L'état d'avancement des travaux du gouvernement du Québec

- Le ministère de la Sécurité publique (MSP) a le mandat de soutenir les centres de communications d'urgence (CCU) dans leur migration vers le 9-1-1 de prochaine génération (9-1-1 PG). Il n'est pas responsable de ces travaux qui relèvent des CCU.
- Le MSP est en communication régulière avec les CCU. Il leur offre d'ailleurs un soutien par la tenue de plénières mensuelles, une table autour de laquelle les CCU peuvent échanger sur leurs divers enjeux dans le cadre de cette transition.
- En date du 31 janvier 2026, sur les 36 CCU ayant bénéficié du soutien financier, huit avaient terminé leur migration vers le 9-1-1 PG (Québec, Laval, CAUCA, Saint-Jean-sur-Richelieu, Alma, Terrebonne, Montréal et le Service de sécurité incendie de Montréal). Les travaux sont toujours en cours pour les autres CCU.
- Les centres secondaires de communications d'urgence (CSCU) gouvernementaux, quant à eux, ont entrepris depuis déjà quelques années les travaux de migration en procédant entre autres au remplacement du système téléphonique et en ajoutant de nouveaux équipements compatibles.

b. L'échéancier détaillé des travaux réalisés et à venir

- L'ensemble des CCU doivent avoir parachevé les travaux et effectué leur migration avant la date butoir prévue par le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC). Cette dernière est fixée au 31 mars 2027.
- Les travaux se poursuivent dans les CCU afin d'être en mesure de migrer vers le 9-1-1 PG avant la date butoir.

c. Les sommes investies en 2025-2026 et les prévisions pour les trois prochaines années

- Actuellement, la quasi-totalité des 36 CCU admissibles à l'aide financière avaient obtenu leur troisième versement prévu à la convention d'aide financière, sur réception d'une reddition de compte satisfaisante. La totalité des sommes distribuées avec ce troisième versement était de 44 002 500 \$.
- Un avenant à la convention d'aide financière entré en vigueur au printemps 2025 permet le versement des sommes résiduelles et provenant d'intérêts de placements temporaires aux CCU ayant terminé leur migration. En date du 31 janvier 2026, un montant de 356 500 \$ a été distribué à cette fin.
- Ainsi, en date du 31 janvier 2026, un montant total de 44 359 000 \$ a été versé.

Question **012**

Le 24 avril 2023, le ministère de la Sécurité publique (MSP) amorçait une série de rencontres avec plusieurs corps de police afin d'évaluer les possibilités de partage additionnel de services policiers. Le ministère annonçait qu'il mènera des ateliers de travail avec des corps de police afin de procéder à une collecte d'informations et de données. Le résultat de ces travaux alimentera la réflexion du ministère sur les suites à donner aux recommandations du CCRP concernant l'organisation policière au Québec. En lien avec cette annonce, veuillez nous fournir l'information suivante :

- a. La liste des rencontres effectuées par le Ministère en indiquant les dates, les personnes rencontrées et l'ordre du jour;
- b. La liste des recommandations formulées;
- c. Le résultat des travaux effectués.

a. Liste des rencontres effectuées

- Aucune rencontre n'a eu lieu en 2025-2026. Pour les années 2023-2024 et 2024-2025, veuillez vous référer au cahier de l'étude des crédits des années précédentes.

b. Liste des recommandations formulées

- Les travaux entourant d'éventuelles modifications à l'organisation des services policiers ont été suspendus et, par conséquent, aucune recommandation n'a été formulée.

c. Le résultat des travaux effectués

- Bien que les travaux aient été suspendus, les consultations menées en 2023 auprès des corps de police ont contribué à alimenter les réflexions sur le partage des services policiers et ont ainsi guidé certaines dispositions du projet de loi n° 13, *Loi visant à favoriser la sécurité et le sentiment de sécurité de la population et modifiant diverses dispositions*, qui propose notamment d'élargir les possibilités de partager des services entre corps de police.

Au 31 janvier 2026

Question **013**

Concernant le Rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens) ainsi que les recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (ENFFADA), veuillez nous détailler le suivi, les crédits budgétaires alloués et dépensés en 2025-2026 pour chacune des recommandations. Veuillez également préciser les investissements prévus en 2026-2027.

Pour l'année financière 2025-2026, un montant total de 4 848 920 \$ a été octroyé pour mettre en œuvre certaines recommandations du Rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens) ainsi que les recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (ENFFADA) visant le ministère de la Sécurité publique.

Le suivi des appels à l'action des commissions d'enquêtes [Viens](#) et [ENFFADA](#) sont disponibles en ligne sur le site de quebec.ca.

Au 31 janvier 2026

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2026-2027

Question **014**

Concernant le rapport *Rebâtir la confiance*, veuillez nous indiquer, pour chacune des recommandations du rapport :

- a) Le budget prévu en 2025-2026;
- b) Le budget dépensé en 2025-2026;
- c) L'état d'avancement de la mise en œuvre de la recommandation;
- d) Les investissements prévus en 2026-2027.

Le 23 avril 2021, le gouvernement du Québec a annoncé des investissements de 222,9 M\$ sur cinq ans pour mettre en place des mesures prioritaires dans le but de prévenir la violence conjugale et les féminicides ainsi que pour assurer de manière concrète et efficace la sécurité des victimes.

Le ministère de la Sécurité publique (MSP) est responsable de deux des mesures prioritaires annoncées :

Mesures	Crédits alloués en 2025-2026
6. Ajouter des effectifs au sein des corps de police et des services correctionnels	5,92 M\$
A4. Ajouter des effectifs en violence conjugale au sein des corps de police autochtones	2,98 M\$

Le 20 juin 2022, le gouvernement du Québec a lancé la Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et *Rebâtir la confiance 2022-2027* (SIV). Cette stratégie comprend 67 actions et représente un investissement total de plus de 462 M\$ sur cinq ans. En avril 2024, 97,3 M\$ ont été ajoutés à la suite d'un investissement provenant du gouvernement fédéral.

Le MSP est responsable de dix actions de la SIV. Trois de ces actions se sont vu allouer des crédits spécifiques pour l'année 2025-2026 :

Mesures	Crédits alloués en 2025-2026
32. Ajouter des effectifs policiers en matière de violence conjugale et de violence sexuelle.	5,90 M\$
33. Appuyer les initiatives des corps de police autochtones en matière de soutien aux victimes de violence sexuelle et d'encadrement des agresseurs à toutes les étapes du continuum d'intervention.	0,40 M\$
45. Poursuivre en continu les activités du Comité d'examen des décès liés à la violence conjugale	0,14 M\$

Question **015**

Concernant l'événement du Grand Prix de Montréal, veuillez nous fournir :

- a. Les données détenues par le MSP déclarées par le SPVM pour agression sexuelle pendant le Grand Prix de Montréal. Veuillez nous fournir l'information en indiquant si la victime est mineure ou majeure et s'il s'agit d'une femme ou d'un homme. Veuillez nous fournir l'information pour les 10 dernières années;
- b. Les données détenues par le MSP déclarées par le SPVM pour exploitation sexuelle pendant le Grand Prix de Montréal. Veuillez nous fournir l'information en indiquant si la victime est mineure ou majeure et s'il s'agit d'une femme ou d'un homme. Veuillez nous fournir l'information pour les 10 dernières années;
- c. Mesures mises en place pendant le Grand Prix pour lutter contre la prostitution ou l'exploitation sexuelle en 2025 ;
- d. Mesures qui seront mises en place pour le Grand Prix 2026 pour lutter contre la prostitution ou l'exploitation sexuelle.

a. et b.

Le MSP ne détient pas des données sur les plaintes à la police, il détient plutôt les données sur les infractions déclarées par les corps de police. De plus, le MSP ne détient pas de données sur les infractions associées à des événements particuliers.

c. Mesures mises en place pendant le Grand Prix pour lutter contre la prostitution ou l'exploitation sexuelle en 2025

Le Service de lutte contre le proxénétisme (SLP)¹, les partenaires des corps de police du Grand Montréal et du Centre d'aide aux personnes victimes d'actes criminels se sont impliqués de manière significative dans les différentes activités de prévention, de sensibilisation et de répression à l'occasion du Grand Prix de Montréal 2025 :

- Rencontre et sensibilisation de personnes vulnérables par le SLP;
- Tenue d'activités de sensibilisation auprès d'employés du Casino de Montréal pouvant être témoin de situations d'exploitation sexuelle potentielles;
- Prévention en périphérie de certains hôtels du centre-ville de Montréal et de la Rive-Sud;
- Réalisation d'opérations concertées ayant pour objectif d'entrer en contact avec des personnes qui annoncent leurs services sur les sites d'escortes;
- Les agentes de concertation ont participé à trois journées de mobilisation des partenaires dans les régions suivantes : Lanaudière, Laurentides et Centre-du-Québec. Elles ont profité de leur présence afin de solliciter les intervenants et acteurs importants à redoubler d'ardeur dans leur message de prévention, en amont de l'événement;
- Une journée de formation a été organisée avec le personnel scolaire de la région de Lanaudière et de l'Outaouais et des formations avec des intervenants de la protection de la jeunesse. Dans le cadre de ces formations, le Grand Prix a été abordé;
- Des actions en matière de prévention et de répression ont été mises de l'avant;
- Les agentes de concertation (programme « Les Survivantes ») ont également participé aux différentes activités de prévention ainsi qu'aux opérations.

¹ Également appelé Équipe de lutte contre le proxénétisme dans le *Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle*.

Question **016**

Concernant le Plan d'action gouvernemental 2021-2026 « Contrer l'exploitation sexuelle, c'est l'affaire de tous », veuillez nous fournir le bilan du plan en indiquant, pour chacune des mesures :

- a. Le budget prévu, par année;
- b. Les sommes réellement investies, par année;
- c. Le suivi apporté à la mesure (abandonnée, entièrement réalisée, partiellement réalisée, etc.);
- d. L'évaluation de la mesure

La plateforme « Contrer l'exploitation sexuelle, c'est l'affaire de tous » a été produite dans le cadre d'une entente de subvention conclue entre le ministère de la Sécurité publique (MSP) et le Centre intégré universitaire de Santé et de Services sociaux de la Capitale-Nationale (CIUSSS-CN) pour la réalisation des deux mesures suivantes du *Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs : briser le cycle de l'exploitation sexuelle* :

- N° 15 : Poursuivre, bonifier et adapter la formation de formateurs Prévention et intervention en exploitation sexuelle du CIUSSS-CN pour les intervenantes et les intervenants spécialisés;
- N° 16 : Sensibiliser les intervenantes et les intervenants susceptibles d'être en contact avec des mineurs victimes d'exploitation sexuelle à l'importance de la détection, du référencement et du signalement en vertu de la Loi sur la protection de la jeunesse.

L'entente précitée prévoyait, à titre de budget, les sommes suivantes par exercice financier pour la réalisation des deux mesures :

- 2022-2023 : 233 000 \$
- 2023-2024 : 50 000 \$
- 2024-2025 : 50 000 \$

L'ensemble des sommes prévus par l'entente de subvention a été investi.

De cette entente, une somme de 183 000 \$ était versée spécifiquement pour l'élaboration et le déploiement de la formation « Contrer l'exploitation sexuelle, c'est l'affaire de tous ». Entre la mise en disponibilité de la plateforme (mars 2023) et le 26 février 2026, la plateforme a été visitée à 27 761 reprises. Le nombre de personnes ayant suivi la formation, par thème, n'est pas connu du MSP.

Question **018**

Concernant le projet Horizon-Logistique (refonte du système de mission des services correctionnels Dacor), veuillez nous indiquer :

- a) L'état d'avancement des travaux en date du 31 mars 2026;
- b) Les sommes prévues en 2025-2026;
- c) Les sommes réellement investies en 2025-2026;
- d) La prévision des investissements pour chaque année, jusqu'à la réalisation complète du programme en 2028;
- e) L'échéancier des travaux de réalisation du programme.

- **Projet 1 Horizon Initial** terminé le 31 janvier 2024.
- **Projet 2 Horizon Logistique**
 - Phase de réalisation-exécution (a été autorisé le 18 juillet 2023 par le Secrétariat du Conseil du trésor).
 - Somme réelle investie en 2025-2026 : 703,6 k\$.
- **Projet 3 Horizon Prise en charge** (ancien nom Occupation et Évènement)
 - La phase de planification a été autorisé le 18 juillet 2023 par le Secrétariat du Conseil du trésor.
 - Phase de réalisation - exécution (dossier d'affaires autorisé par le Conseil du trésor le 28 janvier 2025).
 - Somme réelle investie en 2025-2026 : 1 682,6 k\$.
- **Projet 4 Horizon Évaluation et encadrement**
 - Phase de réalisation - planification (dossier d'opportunité autorisé par le Conseil du trésor le 28 janvier 2025).
 - Somme réelle investie en 2025-2026 : 0 k\$.

Pour plus d'information : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/>

Données au 31 janvier 2026.

Question **019**

Concernant le projet de rehaussement technologique, veuillez nous indiquer :

- a. L'état d'avancement des travaux en date du 31 mars 2026;
- b. Les sommes prévues en 2025-2026;
- c. Les sommes réellement dépensées en 2025-2026;
- d. La prévision des investissements pour chaque année, jusqu'à la réalisation complète du programme;
- e. L'échéancier des travaux de réalisation du projet.

a. L'état d'avancement des travaux en date du 31 mars 2026	Le projet de rehaussement technologique s'est terminé le 31 mars 2026
b. Les sommes prévues en 2025-2026	1 056,3 k\$ (prévu au PQI-RI)
c. Les sommes réellement dépensées en 2025-2026	793,8 k\$
d. La prévision des investissements pour chaque année, jusqu'à la réalisation complète du programme	Aucune prévision - Le projet a est livré au 31 mars 2026
e. L'échéancier des travaux de réalisation du projet	Date de fin autorisée 2023/05/31, date de fin estimée 2026/03/31

Question **020**

La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2025-2026. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

Financement	Montants accordés en 2025-2026 (\$)
École nationale de Police du Québec pour l'Entente relative au versement d'une aide financière pour le développement d'une offre de formation sur l'accompagnement et l'intervention auprès des mineurs victimes d'exploitation sexuelle	296 171
École nationale de Police du Québec pour l'Entente relative au versement d'une aide financière pour la tenue d'ateliers de consolidation de l'expertise policière dans les processus d'intervention concertés, ainsi que pour la diffusion d'une journée d'actualisation des connaissances sur l'intervention policière auprès des personnes âgées.	29 938
Centre intégré universitaire de Santé et de Services sociaux de l'Est-de-l'Île-de-Montréal pour l'Entente de subvention concernant la prévention du suicide chez le personnel de la sécurité publique.	40 000
Société Makivik pour l'Entente de partenariat sur le développement économique et communautaire au Nunavik.	20 397 309

TOTAL DES PROGRAMMES 04.01 - 04.02 - 04.03 - 04.04 :	136 640 220,29 \$
---	--------------------------

Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité	Montants accordés en 2025-2026
SOUS-TOTAL - Volet organisme communautaire	0,00 \$
Le budget du Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité - volet communautaire a été attribué au Programme québécois de lutte contre la criminalité (PQLC).	

Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité	Montants accordés en 2025-2026
SOUS-TOTAL - Volet corps de police ¹	3 521 222,00 \$
Ville de Montréal	1 997 252,00 \$
Conseil de la nation Anishnabe de Lac-Simon	1 453,00 \$
Ville de Blainville	31 042,00 \$
Ville de Bromont	1 882,00 \$

Question **020** Suite

Ville de Châteauguay	7 440,00 \$
Ville de Deux-Montagnes	4 123,00 \$
Ville de Gatineau	309 109,00 \$
Ville de Granby	6 221,00 \$
Administration régionale Kativik	141,00 \$
Kitigan Zibi Anishinabeg	239,00 \$
Ville de L'Assomption	1 098,00 \$
Ville de Laval	231 339,00 \$
Ville de Lévis	8 420,00 \$
Ville de Longueuil	238 387,00 \$
Ville de Mascouche	1 021,00 \$
Régie de police de Memphrémagog	292,00 \$
Mirabel	879,00 \$
Municipalité régionale de comté des Collines-de-l'Outaouais	2 108,00 \$
Obedjiwan	844,00 \$
Pikogan	1 434,00 \$
Ville de Québec	162 752,00 \$
Régie intermunicipale de police de Richelieu-Saint-Laurent	198 908,00 \$
Régie intermunicipale de police Roussillon	5 594,00 \$
Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville	8 170,00 \$
Ville de Repentigny	9 421,00 \$
Ville de Saguenay	21 270,00 \$
Ville de Saint-Eustache	27 933,00 \$
Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu	45 075,00 \$
Ville de Saint-Jérôme	20 543,00 \$
Ville de Sherbrooke	50 060,00 \$

Question **020**

Suite

Ville de Terrebonne	48 136,00 \$
Ville de Trois-Rivières	28 240,00 \$
Ville de Thetford Mines	1 599,00 \$
Uashat Mak Mani Utenam	274,00 \$
Unité permanente anti-corruption	48 523,00 \$
¹ Il s'agit des montants à partager du 1er avril 2024 au 31 mars 2025, accordés (ou payés) en 2025-2026. Le total ne prend pas en compte les sommes distribuées à la Sûreté du Québec (2 897 535 \$), aux E.R.M (760 166 \$), à la Gendarmerie royale du Canada (89 165 \$), Info-Crime (200 000 \$) et Échec au crime (200 000 \$). Le montant total distribué dans le cadre du volet policier du partage prévu au décret 349-99 est de 7 268 088 \$.	

Programme de prévention de la délinquance par les sports, les arts et la culture	Montants accordés en 2025-2026
SOUS-TOTAL - Budget CENTAURE	3 000 000,00 \$
Première Nation des Pekuakamiulnuatsh Takuhikan	90 000,00 \$
Fondation Ancrage Jeunesse	62 755,00 \$
L'Évasion St-Pie X	100 000,00 \$
Motivaction Jeunesse	100 000,00 \$
Conseil en Éducation des Premières Nations	90 000,00 \$
Maison des jeunes l'Escapade de Val-Bélair	99 997,00 \$
Le diplôme avant la médaille	97 822,00 \$
Cirque Hors Piste	96 700,00 \$
Le Projet Harmonie	91 477,00 \$
Projet Ado Communautaire en Travail de rue	76 895,00 \$
Ville de Montréal – Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension – Un pont entre nous	94 000,00 \$
Ville de Montréal – Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension – Prévention par le sport	94 000,00 \$
Club Basketball St-Léonard	75 000,00 \$
Rue Action Prévention Jeunesse	99 420,00 \$
Maison de Jeunes L'Ouverture	79 971,00 \$

Question **020**

Suite

Fondation Santé Urbaine	100 000,00 \$
La Maison De Jeunes Le Chemin Faisant inc.	98 900,00 \$
Centre Sportif Nation d'Ulysse	89 320,00 \$
Horizons Tatamis	100 000,00 \$
Montebello Sport Culture	100 000,00 \$
Carrefour Jeunesse-Emploi du Témiscamingue	93 889,00 \$
Conseil de la Nation Anishnabe de Lac Simon	82 053,00 \$
Les productions Innu Nikamu	95 000,00 \$
Nurrait Jeunes Karibus	100 000,00 \$
Conseil de bande des Micmacs de Gesgapegiag	89 700,00 \$
Maison des jeunes La Piaule de Joliette	100 000,00 \$
Travail de rue Lavaltrie	72 479,00 \$
Centre Mihawoso – Centre de Pédiatrie Sociale de Manawan	88 753,00 \$
Macadam Sud	53 869,00 \$
Action Nouvelle Vie	100 000,00 \$
Espace carrière	88 000,00 \$
Justice alternative du Suroît	100 000,00 \$
Répit Jeunesse	100 000,00 \$
Les sommes allouées au Programme de prévention de la délinquance par les sports, les arts et la culture ont été attribuées au Programme québécois de lutte contre la criminalité (PQLC).	

Programme de financement des organismes communautaires de travail de rue en prévention de la criminalité	Montants accordés en 2025-2026
SOUS-TOTAL - Budget CENTAURE	0,00 \$
Le budget du Programme de financement des organismes communautaires de travail de rue en prévention de la criminalité a pris fin au 31 mars 2025. Les sommes 2025-2026 initialement prévues pour ce programme ont été attribuées au Programme québécois de lutte contre la criminalité (PQLC).	

Question **020**

Suite

Prévention jeunesse	Montants accordés en 2025-2026
SOUS-TOTAL - Volet enjeux de sécurité jeunesse - Budget FACVAFG	0,00 \$
Le budget de Prévention jeunesse (portion FACVAFG) a été attribué au Programme québécois de lutte contre la criminalité (PQLC).	
Équipe mobile de médiation et d'intervention sociale	Montants accordés en 2025-2026
SOUS-TOTAL	5 000 000,00 \$
Ville de Montréal	5 000 000,00 \$
ACCES Alcool²	Montants prévus en 2025-2026
SOUS-TOTAL	3 098 700,00 \$
Association des directeurs de police du Québec	94 000,00 \$
Blainville	11 400,00 \$
Bromont	9 500,00 \$
Châteauguay	14 725,00 \$
Deux Montagnes	8 075,00 \$
École nationale de police du Québec	141 000,00 \$
Gatineau	64 125,00 \$
Granby	21 375,00 \$
Laval	91 675,00 \$
Lévis	30 875,00 \$
Longueuil	103 550,00 \$
Memphrémagog	20 900,00 \$
Mirabel	12 825,00 \$
MRC des Collines de l'Outaouais	16 625,00 \$
Québec	206 150,00 \$

Question **020** Suite

Repentigny–L'Assomption-Mascouche	33 250,00 \$
Richelieu-St-Laurent	45 600,00 \$
Roussillon	18 050,00 \$
Saguenay	44 650,00 \$
Saint-Eustache	14 725,00 \$
Saint-Jean-sur-Richelieu	28 025,00 \$
Saint-Jérôme	19 000,00 \$
Sherbrooke	50 350,00 \$
Montréal	1 889 000,00 \$
Terrebonne	37 050,00 \$
Thérèse-De Blainville	23 750,00 \$
Trois-Rivières	48 450,00 \$

² Montant maximal autorisé par le Conseil du trésor. Les montants versés pourraient différer en fonction des dépenses réelles encourues soumises par réclamations.

ACCES Cannabis³	Montants prévus en 2025-2026
SOUS-TOTAL	15 998 100,00 \$
Association des directeurs de police du Québec	93 000,00 \$
École nationale de police du Québec	83 000,00 \$
Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale	1 626 500,00 \$
Gatineau	583 214,00 \$
Granby	388 806,00 \$
Laval	583 214,00 \$
Saint-Jean-sur-Richelieu	388 807,00 \$
Châteauguay	388 805,00 \$
Terrebonne	388 806,00 \$
Blainville	388 807,00 \$

Question **020**

Suite

Longueuil	583 215,00 \$
L'Assomption	194 404,00 \$
Memphrémagog	194 403,00 \$
Québec	1 554 000,00 \$
Richelieu-St-Laurent	388 806,00 \$
Saguenay	388 807,00 \$
Saint-Jérôme	388 806,00 \$
Sherbrooke	388 806,00 \$
Roussillon	388 806,00 \$
Montréal	6 164 000,00 \$
Thérèse-de-Blainville	62 282,00 \$
Trois-Rivières	388 806,00 \$

³ Montant maximal autorisé par le Conseil du Trésor. Les montants versés pourraient différer en fonction des dépenses réelles encourues soumises par réclamations.

Action concertée contre les crimes économiques et financiers (ACCEF) ⁴ et La lutte contre la fraude envers l'État (LFEÉ)	Montants accordés en 2025-2026
SOUS-TOTAL	5 296 200,00 \$
Montréal	3 657 300,00 \$
Québec	1 000 000,00 \$
École nationale de police du Québec	142 100,00 \$
Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale	496 800,00 \$

⁴ Montant maximal autorisé par le Conseil du trésor. Les montants versés pourraient différer en fonction des engagements financiers réellement encourus.

ACCES Tabac⁵	Montants prévus en 2025-2026
SOUS-TOTAL	8 931 500,00 \$
Association des directeurs de police du Québec	92 000,00 \$

Question **020**

Suite

École nationale de police du Québec	54 500,00 \$
Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale	68 000,00 \$
Gatineau	382 934,00 \$
Roussillon	10 000,00 \$
Laval	382 934,00 \$
Longueuil	382 934,00 \$
Québec	382 933,00 \$
Memphrémagog	191 466,00 \$
St-Jérôme	382 933,00 \$
Sherbrooke	382 933,00 \$
Montréal	5 835 000,00 \$
Trois-Rivières	382 933,00 \$
⁵ Montant maximal autorisé par le Conseil du Trésor. Les montants versés pourraient différer en fonction des dépenses réelles encourues soumises par réclamations.	

Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation - Méthode d'intervention SEXTO	Montants accordés en 2025-2026
SOUS-TOTAL	196 500,00 \$
Association des directeurs de police du Québec	128 000,00 \$
École nationale de police du Québec	68 500,00 \$

Partage des revenus provenant de cotisations de Revenu Québec ⁶	Montants accordés en 2025-2026
SOUS-TOTAL	726 300,00 \$
Gatineau	73 500,00 \$
Laval	13 300,00 \$
Longueuil	79 300,00 \$
Montréal	424 800,00 \$
Québec	26 800,00 \$

Question **020**

Suite

Saint-Jérôme	18 100,00 \$
Sherbrooke	79 200,00 \$
Terrebonne	11 300,00 \$
⁶ Montant maximal autorisé par le Conseil du Trésor. Les montants versés pourraient différer en fonction des engagements financiers réellement encourus.	

Ajout d'effectifs spécialisés en matière de violence conjugale ⁷	Montants accordés en 2025-2026
SOUS-TOTAL	5 331 510,00 \$
Blainville	122 400,00 \$
Bromont	145 000,00 \$
Châteauguay	145 000,00 \$
Gatineau	261 990,00 \$
Granby	83 700,00 \$
Lac des Deux-Montagnes	72 000,00 \$
L'Assomption	138 870,00 \$
Laval	290 000,00 \$
Lévis	145 000,00 \$
Longueuil	290 000,00 \$
Mascouche	113 490,00 \$
Memphrémagog	134 460,00 \$
Mercier	145 000,00 \$
Mirabel	101 610,00 \$
Montréal	1 160 000,00 \$
MRC des Collines-de-l'Outaouais	94 590,00 \$
Québec	435 000,00 \$
Richelieu Saint-Laurent	145 000,00 \$

Question **020** Suite

Roussillon	145 000,00 \$
Saguenay	114 120,00 \$
Saint-Eustache	80 730,00 \$
Saint-Jean-sur-Richelieu	98 550,00 \$
Saint-Jérôme	145 000,00 \$
Sherbrooke	145 000,00 \$
Terrebonne	145 000,00 \$
Thérèse-de-Blainville	145 000,00 \$
Trois-Rivières	145 000,00 \$
Repentigny	145 000,00 \$

⁷ Montant maximal autorisé par le Conseil du Trésor. Les montants versés pourraient différer en fonction des dépenses réelles encourues soumises par réclamations.

Ajout d'effectifs spécialisés en matière de violences sexuelles ⁸	Montants accordés en 2025-2026
SOUS-TOTAL	3 480 000,00 \$
Gatineau	290 000,00 \$
Laval	290 000,00 \$
Lévis	145 000,00 \$
Longueuil	290 000,00 \$
Montréal	1 015 000,00 \$
Québec	435 000,00 \$
Richelieu Saint-Laurent	145 000,00 \$
Roussillon	145 000,00 \$
Saguenay	145 000,00 \$
Saint-Jean-sur-Richelieu	145 000,00 \$
Sherbrooke	145 000,00 \$

Question **020**

Suite

Terrebonne	145 000,00 \$
Trois-Rivières	145 000,00 \$

⁸ Montant maximal autorisé par le Conseil du Trésor. Les montants versés pourraient différer en fonction des dépenses réelles encourues soumises par réclamations.

Fonds pour bâtir des communautés plus sécuritaires	Montants accordés en 2025-2026
SOUS-TOTAL - Volet grandes municipalités - Budget CENTAURE	9 352 923,37 \$
Montréal	4 279 425,64 \$
Gatineau	644 887,60 \$
Laval	1 152 372,06 \$
Longueuil	697 141,43 \$
Québec	1 021 398,42 \$
Saguenay	310 223,52 \$
Lévis	277 878,48 \$
Sherbrooke	345 415,59 \$
Trois-Rivières	295 695,27 \$
Terrebonne	328 485,36 \$

Fonds pour bâtir des communautés plus sécuritaires	Montants accordés en 2025-2026
SOUS-TOTAL - Volet Inuit - Budget CENTAURE	488 437,92 \$
Saqjjuq	488 437,92 \$

Fonds pour bâtir des communautés plus sécuritaires	Montants accordés en 2025-2026
SOUS-TOTAL - Volet petites municipalités et initiatives complémentaires - Budget CENTAURE	500 000,00 \$
Centre international pour la prévention de la criminalité	100 000,00 \$
Saint-Jean-sur-Richelieu	258 000,00 \$
Ville de Gaspé	66 000,00 \$

Question **020**

Suite

Ville de Gracefield	76 000,00 \$
---------------------	--------------

Soutien à la création et à la consolidation d'espaces jeunesse montréalais	Montants accordés en 2025-2026
SOUS-TOTAL - Budget CENTAURE	1 915 807,00 \$
Table de concertation jeunesse de Bordeaux-Cartierville	58 000,00 \$
Un itinéraire pour tous	62 424,00 \$
Arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles	155 325,00 \$
Arrondissement du Sud-Ouest	300 000,00 \$
Arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension	323 093,00 \$
Arrondissement de Saint-Léonard	472 200,00 \$
Office municipale d'habitation de Montréal	171 100,00 \$
Arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	81 000,00 \$
Spectre de rue inc.	108 165,00 \$
Mouvement Jeunesse Montréal-Nord	113 500,00 \$
Arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve	71 000,00 \$

Prévenir et intervenir sur les violences observées sur le territoire (PIVOT)	Montants accordés en 2025-2026
SOUS-TOTAL - Budget CENTAURE	450 000,00 \$
Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de- l'Île-de-Montréal	250 000,00 \$
Équipe R.D.P.	100 000,00 \$
Un itinéraire pour tous	100 000,00 \$

Programme de prévention de la délinquance par les sports, les arts et la culture	Montants accordés en 2025-2026
SOUS-TOTAL - Budget FACVAFG	500 000,00 \$
Mouvement jeunesse Montréal-Nord	100 000,00 \$

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2026-2027

Question **020**

Suite

Ville de Montréal – Arrondissement de Saint-Léonard	100 000,00 \$
Ville de Laval	100 000,00 \$
Ville de Terrebonne	100 000,00 \$
Centre de Plein air l'Estacade	100 000,00 \$

Programme innovation et développement d'expertise	Montants accordés en 2025-2026
SOUS-TOTAL - Budget FACVAFG	1 131 024,00 \$
Centre international pour la prévention de la criminalité	200 000,00 \$
Fondation québécoise pour les jeunes contrevenants	200 000,00 \$
Ville de Québec	500 000,00 \$
Mesures alternatives jeunesse de Laval	231 024,00 \$

Mesures de prévention - Premières Nations et Inuit	Montants accordés en 2025-2026
SOUS-TOTAL - Budget FACVAFG	300 000,00 \$
Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec	300 000,00 \$
Les sommes prévues à la mesure Programme pour les Premières Nations et Inuit – Initiatives en prévention de la criminalité (PPNI) du FACVAFG ont été incluses au Programme québécois de lutte contre la criminalité (PQLC) sauf pour le Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec dont l'entente se poursuit jusqu'en 2026-2027.	

Ligne RENFORT	Montants accordés en 2025-2026
SOUS-TOTAL - Budget FACVAFG	100 000,00 \$
Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence	100 000,00 \$

PACSESM - Action 13	Montants accordés en 2025-2026
SOUS-TOTAL - Volet exploitation sexuelle - Budget PACSESM	1 210 596,00 \$
Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) du Saguenay	125 000,00 \$

Question **020** Suite

Centre d'intervention en abus sexuel pour la famille (CIASF)	125 000,00 \$
En marge 12-17	125 000,00 \$
Centre d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC) de la Montérégie	125 000,00 \$
Centre d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC) de Laval	125 000,00 \$
Justice alternative du Suroît	125 000,00 \$
La Piaule du Centre-du-Québec inc.	85 596,00 \$
Projet Intervention Prostitution de Québec (P.I.P.Q.)	125 000,00 \$
Coalition québécoise contre la traite des personnes	125 000,00 \$
CALACS La Chrysalide	125 000,00 \$

Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme	Montants accordés en 2025-2026
SOUS-TOTAL - Budget PACSESM	5 554 800,00 \$
Montréal	1 829 900,00 \$
Gatineau	999 600,00 \$
Laval	559 600,00 \$
Longueuil	140 100,00 \$
Québec	2 025 600,00 \$

Équipe intégrée de lutte contre le pornographie juvénile	Montants accordés en 2025-2026
SOUS-TOTAL	1 374 100,00 \$
Montréal	374 500,00 \$
Gatineau	179 500,00 \$
Laval	192 900,00 \$
Longueuil	199 200,00 \$
Québec	428 000,00 \$

Question **020** Suite

Prévention de la radicalisation	Montants accordés en 2025-2026
SOUS-TOTAL	600 000,00 \$
Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence	600 000,00 \$
Université de Sherbrooke-Chaire UNESCO en prévention de la radicalisation et de l'extrémiste violent	0,00 \$
Stratégie québécoise de lutte contre la violence armée : CENTAURE	Montants accordés en 2025-2026
SOUS-TOTAL - Corps de police	2 932 500,00 \$
Laval	1 200 000,00 \$
Longueuil	672 300,00 \$
Akwesasne	1 060 200,00 \$
Ajout d'effectifs policiers - Montréal	Montants accordés en 2025-2026
SOUS-TOTAL	45 000 000,00 \$
Ville de Montréal	45 000 000,00 \$
Fonds d'action contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs	Montants accordés en 2025-2026
SOUS-TOTAL - Corps de police	3 000 000,00 \$
Québec	1 500 000,00 \$
Montréal	1 500 000,00 \$
Projet SPHÈRES	Montants accordés en 2025-2026
SOUS-TOTAL	400 000,00 \$
En marge 12-17	400 000,00 \$
Ajout d'effectifs policiers - Laval	Montants accordés en 2025-2026

Question **020** Suite

SOUS-TOTAL - Budget CENTAURE	4 000 000,00 \$
Ville de Laval	4 000 000,00 \$

Programme de soutien aux pratiques policières concertées en itinérance et santé mentale	Montants accordés en 2025-2026
SOUS-TOTAL	3 000 000,00 \$
Service de police de Châteauguay	115 000,00 \$
Service de police de la Ville de Gatineau	242 100,00 \$
Service de police de la Ville de Granby	115 000,00 \$
Service de police de L'Assomption/Saint-Sulpice	77 200,00 \$
Service de police de la Ville de Lévis	38 679,00 \$
Service de police de l'agglomération de Longueuil	115 000,00 \$
Service de police de Mirabel	115 000,00 \$
Service de la Sécurité publique de la MRC des Collines-de-l'Outaouais	114 000,00 \$
Service de police de la Ville de Québec	115 300,00 \$
Service de police de la Ville de Repentigny	116 000,00 \$
Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent	250 000,00 \$
Service de police de Saguenay	113 600,00 \$
Service de police de la Ville de Saint-Eustache	131 000,00 \$
Service de police de Saint-Jean-sur-Richelieu	116 000,00 \$
Service de police de la Ville de Saint-Jérôme	116 000,00 \$
Service de police de Sherbrooke	250 000,00 \$
Service de police de Terrebonne	115 000,00 \$
Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville	115 000,00 \$
Direction de la police de Trois-Rivières	134 000,00 \$
Corps de police des Abénakis	189 000,00 \$

Question **020**

Suite

Gesgapegiag Police Department	193 500,00 \$
Service de police de Pikogan	113 621,00 \$

PSPNET	Montants accordés en 2025-2026
SOUS-TOTAL	250 000,00 \$
Université de Régina	250 000,00 \$

Liste des organismes communautaires ou des projets qui se sont vu refuser un financement ainsi que les motifs de refus pour la même période

Organismes	Programmes	Motifs
Concertation Anjou	Soutien à la création et à la consolidation d'espaces jeunesse montréalais	Démonstration insuffisante du lien entre l'utilisation par le bénéficiaire des sommes octroyées en 2024-2025 et des objectifs de la mesure d'aide financière
Ville de Montréal - Arrondissement Montréal-Nord	Soutien à la création et à la consolidation d'espaces jeunesse montréalais	Démonstration insuffisante du lien entre l'utilisation par le bénéficiaire des sommes octroyées en 2024-2025 et des objectifs de la mesure d'aide financière
Ville de Montréal - Arrondissement Ahuntsic-Cartierville	Soutien à la création et à la consolidation d'espaces jeunesse montréalais	Démonstration insuffisante du lien entre l'utilisation par le bénéficiaire des sommes octroyées en 2024-2025 et des objectifs de la mesure d'aide financière
Ville de Montréal - Arrondissement Lachine	Soutien à la création et à la consolidation d'espaces jeunesse montréalais	Démonstration insuffisante du lien entre l'utilisation par le bénéficiaire des sommes octroyées en 2024-2025 et des objectifs de la mesure d'aide financière

Question **020**

La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2025-2026. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

PROGRAMMES 04.01 - 04.02 - 04.03 - 04.04 :	
AJOUT D'EFFECTIFS SPÉCIALISÉS EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE AU SEIN DES CORPS DE POLICE AUTOCHTONES ¹	
CORPS DE POLICE	MONTANTS ACCORDÉS EN 2025-2026 (\$) ²
Association des directeurs de police des Premières Nations et Inuits du Québec (mise en place et fonctionnement structure partagée)	925 000 \$
¹ Le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec ont convenu que leur contribution respective (52 % Canada et 48 % Québec), versée dans le cadre des ententes tripartites sur la prestation des services policiers dans les communautés autochtones, couvre et pérennise le financement de ressources pour prévenir et contrer la violence conjugale et la violence sexuelle à partir de l'exercice financier 2025-2026. ² Montant maximal autorisé par le Conseil du trésor. Les montants versés pourraient différer en fonction des engagements financiers réellement encourus.	

FINANCEMENT POUR LA PARTICIPATION DES CORPS DE POLICE MUNICIPAUX À LA RÉALISATION DES VISIOCOMPARUTIONS LES FINS DE SEMAINE ET LES JOURS FÉRIÉS	
	MONTANTS ACCORDÉS EN 2025-2026 (\$)
SOUS-TOTAL	746 802,04 \$
Service de police de L'Assomption/St-Sulpice	3 570,74 \$
Service de police de la Ville de Blainville	7 971,46 \$
Service de police de la Ville de Bromont	1 502,67 \$
Service de police de Châteauguay	8 954,83 \$
Service de police de la MRC des Collines-de-l'Outaouais	6 829,20 \$

Question **020**

Suite

Régie de police du Lac des Deux-Montagnes	6 648,09 \$
Service de police de la Ville de Gatineau	37 164,95 \$
Service de police de la Ville de Granby	8 957,00 \$
Service de police de Laval	56 519,13 \$
Service de police de la Ville de Lévis	19 205,35 \$
Service de police de l'agglomération de Longueuil	55 597,91 \$
Service de police de la Ville de Mascouche	6 556,33 \$
Régie de police de Memphrémagog	4 788,56 \$
Service de police de la Ville de Mercier	1 989,82 \$
Service de police de Mirabel	9 970,87 \$
Service de police de la Ville de Montréal (SPVM)	264 825 \$
Service de police de la Ville de Québec	74 981,70 \$
Service de police de Repentigny	11 934,42 \$
Régie intermunicipale de police Richelieu-St-Laurent	27 552,44 \$
Régie intermunicipale de police Roussillon	14 729,97 \$
Service de police de Saguenay	19 133,88 \$
Service de police de la Ville de Sherbrooke	21 917,69 \$
Service de police de la Ville de St-Eustache	5 919,72 \$
Service de police de St-Jean-sur-Richelieu	12 737,07 \$
Service de police de la Ville de St-Jérôme	10 306,40 \$

Question **020** Suite

Service de police de la Ville de Terrebonne	18 601,16 \$
Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville	9 999,97 \$
Service de police de Trois-Rivières	17 935,97 \$

SOUTIEN PSYCHOLOGIQUE DES POLICIERS	
Aide financière pour le développement d'un programme de formation pour les psychologues et les professionnels de la relation d'aide œuvrant auprès des policiers et réseau provincial de pairs aidants	562 735\$
Aide financière pour le développement d'une ligne d'écoute 24/7 destinée aux policiers en détresse – Maison La Vigile	100 000 \$
Aide financière pour la Chaire de recherche sur la prévention en santé psychologique au travail en sécurité publique (ENPQ-UQTR)	15 000 \$

Au 31 janvier 2026

Question **020**

La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2025-2026. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

ORGANISMES	MONTANTS ACCORDÉS
Kapatakan Gilles Jourdain	847 999 \$
Société de criminologie du Québec	63 600 \$

Au 31 janvier 2026.

Question **020**

La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2025-2026. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

TOTAL DES PROGRAMMES 07.01 – 07.02 – 07.03 – 07.04 :

44 237 420

SUBVENTIONS AD HOC

ORGANISME	1^{ER} AVRIL 2025 AU 31 janvier 2026 (\$)
Administration régionale Kativik (ARK)	284 394
Association de sécurité civile du Québec	15 000
Association des centres d'urgence du Québec (ACUQ)	10 000
Association des gestionnaires en sécurité incendie et civile du Québec (AGSICQ)	0
Association des techniciens en prévention incendie du Québec (ATPIQ)	0
Association québécoise des bénévoles en recherche et sauvetage (AQBRS)	27 000
Avalanche Québec (incluant la contribution du MEQ)	90 000
Concours Chapeau les filles et son volet Excellence – Science	2 500
Croix-Rouge	0
École nationale des pompiers du Québec (ENPQ)	400 000

Question **020**

Suite

Fédération des pompiers auxiliaires du Québec	0
Société de protection des forêts contre le feu (SOPFEU)	0

CADRE POUR LA PRÉVENTION DE SINISTRES¹ (incluant les budgets en provenance du Fonds d'électrification et de changements climatiques et du Fonds du Plan Nord)

Alma-Nord – Entente de financement pour travaux préventifs de stabilisation de talus situé le long de la rivière Mistouk et près de l'école Jean Gauthier	300 000
Archiviste – Contrat de services de gré à gré – Acquisition des services professionnels spécialisés en archivistique liée aux catastrophes naturelles	87 310
Baie-Comeau – Entente de financement visant la mise en œuvre de mesures d'atténuation des risques liés au feu de forêt dans la ville de Baie-Comeau	202 769
Baie-des-Sables – Entente de financement visant la réalisation de travaux d'atténuation des risques liés à l'érosion et à la submersion côtières le long de la rue de la Mer	357 837
Baie-Johan-Beetz – Entente de financement visant la mise en œuvre de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt	26 916
Batiscan (Brume) – Entente de financement visant la réalisation de travaux de stabilisation de talus contre les glissements de terrain le long de la rivière Batiscan dans le secteur faisant face à la rue des Brumes à Sainte-Geneviève-de-Batiscan	97 473
Batiscan (Veillet) – Entente de financement pour travaux de stabilisation de talus visant la prévention des risques liés aux glissements de terrain fortement rétrogressifs dans le secteur du ruisseau Veillet	2 000 000
Chevery – Entente de financement visant la mise en œuvre de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt dans la municipalité de Chevery	142 104
Colombier – Entente de financement visant la mise en œuvre de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt dans la municipalité de Colombier	142 334

¹ Maximums prévus qui seront versés d'après les prévisions du ministère de la Sécurité publique (MSP) d'ici le 31 mars 2026. Ces budgets excluent les frais de fonctionnement de 30 k\$ prévus pour la Direction du soutien à la réduction des risques de sinistres et la Direction du soutien à la réduction des risques anthropiques et aux feux de forêt de la Direction générale de la prévention et de la planification du Sous-ministère de la sécurité civile et de la sécurité incendie.

Question **020**

Suite

Consultants Ropars inc. - Expertise-conseil en génie côtier et en hydraulique maritime au ministère de la Sécurité publique (MSP) et au ministère des Transports et de la Mobilité durable (MTMD)	87 900
Côte-Nord-de-Golfe-du-Saint-Laurent (Tête-à-la-Baleine) - Entente de financement visant la mise en œuvre de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt	49 612
FP Innovation, projet de recherche – Efficacité des mesures d'atténuation des risques liées aux incendies de forêt au Québec	500 000
Franquelin – Entente de financement visant la mise en œuvre de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt dans la municipalité de Franquelin	143 294
Gros Mécatina – Entente de financement visant la mise en œuvre de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt dans la municipalité de Gros-Mécatina	143 025
Historien – Contrat de services de gré à gré – Services professionnels spécialisés en histoire liée aux catastrophes naturelles	87 310
Îles-de-la-Madeleine - Entente de financement visant la réalisation de travaux d'atténuation des risques liés à l'érosion et à la submersion côtières dans le secteur La Martinique aux Îles-de-la-Madeleine	500 000
Lac-Bouchette – Entente de financement visant la mise en œuvre de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt dans la municipalité de Lac-Bouchette	125 630
La Doré – Entente de financement visant la mise en œuvre de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt dans la paroisse de La Doré	125 258
La Grande Secousse - Sensibilisation du public à l'aléa tremblement de terre	5 000
La Romaine – Entente de financement visant la mise en œuvre de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt dans la communauté de la Romaine	142 104
Larouche – Entente de financement visant la mise en œuvre de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt dans la municipalité de Larouche	124 628
Lasalle NHC inc. - Modélisation numérique des conditions hydrosédimentaires	202 250
Longue-Pointe-de-Mingan – Entente de financement visant la mise en œuvre de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt dans la municipalité de Longue-Pointe-de-Mingan	143 006

Question **020**

Suite

Maria – Entente de financement visant la réalisation de travaux de protection des berges contre l'érosion côtière dans le secteur du boulevard Perron, de la rue des Tournepierres et de la rue des Mouette à Maria	1 500 000
Matane – Matane-sur-Mer – Entente de financement visant la réalisation de travaux d'atténuation des risques liés à l'érosion et à la submersion côtières dans le secteur de Matane-sur-Mer	2 000 000
Matane – Petit-Matane – Entente de financement visant la réalisation de travaux d'atténuation des risques liés à l'érosion et à la submersion côtières dans le secteur de Petit-Matane	2 000 000
Ministère des Ressources naturelles et des Forêts - Acquisition de Light Detection And Ranging (LiDAR) et bathymétrie – financé par les crédits du MSP	1 005 000
Ministères des Ressources naturelles et des forêts – Acquisition de Light Detection And Ranging (LiDAR) et bathymétrie – financé par les crédits du FECC15	1 642 944
Ministère des Ressources naturelles et des forêts – Ministère de la Sécurité publique – Entente pour utiliser l'aménagement forestier dans le but d'effectuer une gestion du combustible forestier à l'échelle du paysage, en zone périurbaine des municipalité les plus vulnérables	150 000
Ministère des Transports et de la Mobilité durable (MTMD) - Inventorier, documenter et localiser des événements historiques liés à des aléas naturels - Phase 3	10 000
MTMD - Réalisation de plans, de devis et d'études hydrauliques	270 000
Murdochville - Entente de financement visant la mise en œuvre de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt dans la ville de Murdochville	250 529
Notre-Dame-de-Lorette – Entente de financement visant la mise en œuvre de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt dans la municipalité de Notre-Dame-de-Lorette	143 546
Notre-Dame-du-Portage – Entente de financement visant la réalisation de travaux d'atténuation des risques liés à l'érosion et à la submersion côtières le long de la route du fleuve à l'ouest du quai à Notre-Dame-du-Portage	1 000 000
Port-Cartier – Rochelois – Entente de financement visant la réalisation de travaux d'atténuation des risques liés à l'érosion et à la submersion côtières	6 632 163
Rivière-au-Tonnerre - Entente de financement visant la réalisation de travaux d'atténuation des risques liés à l'érosion et à la submersion côtières le long de la rue de la Mer à Rivière-au-Tonnerre	500 000
Rivière-Saint-Jean – Entente de financement visant la mise en œuvre de mesure d'atténuation des risques liés aux feux de forêt dans la municipalité de Rivière-Saint-Jean	143 460

Question **020**

Suite

Sainte-Anne-des-Monts – Entente de financement visant la réalisation de travaux d'atténuation des risques liés à l'érosion et à la submersion côtières à Sainte-Anne-des-Monts	2 000 000
Sainte-Flavie - Entente de financement visant la réalisation de travaux de protection des berges contre l'érosion et la submersion côtières dans le secteur du cœur de village de Sainte-Flavie	5 775 000
Saint-Raymond - Entente de financement relative à la mise en œuvre de mesures de gestion des risques liés aux inondations concernant la ville de Saint-Raymond	247 402
Senneterre – Entente de financement visant la mise en œuvre de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt dans la ville de Senneterre	600 708
Shefferville – Entente de financement visant la mise en œuvre de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt dans la ville de Shefferville	143 378
Société de protection des forêts contre le feu (SOPFEU), contrat de gré à gré – Soutien technique en atténuation des risques liés aux feux de forêt	1 000 000
Université Laval (UL) - Compréhension du comportement des rivières en hiver et mesures de gestion des risques liés aux inondations	300 000
UL - Développement de méthodes, de données et d'outils en soutien à la démarche de production d'un portrait du risque lié aux inondations et d'anticipation de ces dernières - Volet génie civil - Phase 2 (ORACLE 1)	306 000
UL - Développement de solutions géoinformatiques pour soutenir la mise en valeur et l'exploitation des données d'historiques de catastrophes naturelles au Québec	150 000
UL - Estimation de la force d'impact des débris des glissements dans les sols argileux : Analyse des phases de rupture et de postrupture des glissements superficiels - Phase 3	140 000
UL – Étude de la problématique d'érosion interne dans les sols naturels du Québec – Phase 2	85 000
UL – Glissement de terrain dans les sols argileux du Nunavik et de la Baie James	250 000
UL - Glissements de terrain dans les sols argileux du Nunavik et de la Baie-James - Cartographie et caractérisation des dépôts meubles et inventaire fortement rétrogressifs incluant de l'acquisition de données	1 250 000
UL - Glissement rétrogressifs -Phase 2 – Analyse d'un cas mixtes coulée-étalement	30 000

Question **020** Suite

UL - Outils d'évaluation des risques et collecte des données - Phase 2 (ORACLE 2)	350 000
UL - Programme de suivi biologique dans le cadre des travaux du CPS - Phase 2	131 000
UL - Réalisation de retours d'expérience sur les inondations ayant causé des sinistres sur le territoire québécois - Pôle physique (REX-PHY)	263 000
UL – Retour d'expérience par sondage auprès de la population sur les inondations causées par la tempête post-tropicale (REX-SO)	225 000
UL – Suivi, analyse et modélisation des conditions hydrogéologiques dans les pentes argiles – Phase 2	160 000
Université McGill - Évaluation du dommage moyen annuel pour le risque sismique résidentiel au Québec	25 040
Université de Montréal – Développement d'une approche multicritères pour l'évaluation de la résilience côtière et participation citoyenne : Application à la municipalité de Maria	167 270
Université de Montréal - Réalisation de retours d'expérience sur les inondations ayant causé des sinistres sur le territoire québécois - Pôle société (REX-SO)	200 000
Université du Québec à Rimouski (UQAR) - Analyse des aléas et de la dynamique littorale au Nunavik	300 000
UQAR - Détermination des marges de sécurité des zones exposées à l'érosion côtière et à la submersion côtière	457 056
UQAR - Programme de suivi environnemental de recharges de plage réalisés dans l'estuaire et le golfe du Saint-Laurent - Phase 2	509 270
UQAR - Projections futures de la hausse du niveau de la mer pour le Québec maritime et évaluation des conséquences en appui à la gestion des risques côtiers	100 000
UQAR - Quantifier et modéliser les effets de la réduction du couvert de glace sur l'intensité de l'érosion et de la submersion côtières	100 000
UQAR - Relevés de données sur le déplacement des côtes du Québec maritime ainsi que le nombre de bâtiments et d'infrastructures potentiellement exposés à l'érosion côtière 2025-2028	410 000

Question **020** Suite

UQAR - Suivi environnemental des côtes du Québec maritime : 2025-2028	720 000
TOTAL CADRE POUR LA PRÉVENTION DE SINISTRES	39 408 526

PROGRAMME DE FORMATION DES POMPIERS ET DES POMPIÈRES²

MRC	1 ^{ER} AVRIL 2025 AU 31 mars 2026 (\$)
Gouvernement régional Eeyou Istchee Baie-James	14 923
MRC d'Acton	31 009
MRC d'Antoine-Labelle	76 019
MRC d'Argenteuil	87 163
MRC d'Arthabaska	49 298
MRC de D'Autray	52 159
MRC d'Avignon	106 936
MRC de Beauce-Sartigan	24 350
MRC de Beauharnois-Salaberry	23 858

² Maximums prévus qui seront versés aux MRC admissibles d'après les prévisions du ministère de la Sécurité publique (MSP) d'ici le 31 mars 2025. • D'autres montants sont également à prévoir aux volets 1 et 2 à la suite de la réception des informations transmises par l'École nationale des pompiers du Québec d'ici le 31 mars 2025. Il est donc fort probable que la somme totale de 4 M\$ soit versée.

Question **020** Suite

MRC de Bécancour	16 759
MRC de Bellechasse	146 896
MRC de Bonaventure	17 158
MRC de Brome-Missisquoi	51 332
MRC de Caniapiscau	13 661
MRC de Charlevoix	81 409
MRC de Charlevoix-Est	27 989
MRC de Coaticook	21 321
MRC de Drummond	32 383
MRC de Joliette	0
MRC de Kamouraska	1 517
MRC de La Côte-de-Beaupré	22 348
MRC de La Côte-de-Gaspé	45 041
MRC de La Haute-Côte-Nord	45 578
MRC de La Haute-Gaspésie	15 243
MRC de La Haute-Yamaska	38 335
MRC de La Jacques-Cartier	36 456

Question **020**

Suite

MRC de La Matanie	46 702
MRC de La Tuque	29 616
MRC de l'Abitibi	32 820
MRC de l'Abitibi-Ouest	42 843
MRC de l'Assomption	2 710
MRC de L'Érable	63 300
MRC Deux-Montagnes	6 876
MRC La Matapédia	26 930
MRC La Mitis	50 571
MRC La Nouvelle-Beauce	117 389
MRC La Vallée-de-la-Gatineau	59 046
MRC La Vallée-de-l'Or	57 333
MRC La Vallée-du-Richelieu	60 444
MRC Lac-Saint-Jean-Est	94 160
MRC Le Domaine-du-Roy	43 584
MRC Le Fjord-du-Saguenay	76 994
MRC Le Golfe-du-Saint-Laurent	0

Question **020** Suite

MRC Le Granit	43 991
MRC Le Haut-Richelieu	16 110
MRC Le Haut-Saint-François	69 274
MRC Le Haut-Saint-Laurent	105 126
MRC Le Rocher-Percé	36 760
MRC Le Val-Saint-François	41 132
MRC Les Appalaches	63 611
MRC Les Basques	42 927
MRC Les Chenaux	26 516
MRC Les Collines-de-l'Outaouais	103 424
MRC Les Etchemins	18 746
MRC Les Îles-de-la-Madeleine	43 777
MRC Les Jardins-de-Napierville	0
MRC Les Laurentides	45 632
MRC Les Maskoutains	34 539
MRC Les Moulins	0
MRC Les Pays-d'en-Haut	10 763

Question **020**

Suite

MRC Les Sources	10 792
MRC L'Île-d'Orléans	8 113
MRC L'Islet	117 840
MRC Lotbinière	69 567
MRC Maguerite-D'Youville	8 590
MRC Manicouagan	0
MRC Maria-Chapdelaine	60 714
MRC Maskinongé	53 132
MRC Matawinie	125 884
MRC Mékinac	14 314
MRC Memphrémagog	25 895
MRC Minganie	0
Ville de Mirabel	0
MRC Montcalm	0
MRC Montmagny	27 341
MRC Nicolet-Yamaska	59 207
MRC Papineau	27 402

Question **020**

Suite

MRC Pierre-De Saurel	27 295
MRC Pontiac	108 070
MRC Portneuf	53 402
MRC Rimouski-Neigette	72 407
MRC Rivière-du-Loup	64 069
MRC Rivière-du-Nord	17 147
MRC Beauce-Centre	41 648
MRC Roussillon	3 417
MRC Rouville	19 059
MRC Rouyn-Noranda	128 297
MRC Sept-Rivières	33 926
MRC Témiscaming	51 102
MRC Témiscouata	33 321
MRC Thérèse-de-Blainville	0
Ville de Trois-Rivières	0
MRC Vaudreuil-Soulanges	145 262
TOTAL PROGRAMME DE FORMATION DES POMPIERS ET DES POMPIÈRES	4 000 000

Question **021**

Nombre d'armes enregistrées sur le Service d'immatriculation des armes à feu en date du 31 mars 2026.

Nombre de demandes d'immatriculation qui ont été adressées au Service d'immatriculation des armes à feu (SIAF)	999 304
Nombre d'armes à feu sans restriction inscrites au Fichier d'immatriculation des armes à feu (FIAF) depuis sa mise en place.	1 769 962

Au 31 janvier 2026

Note : Une demande peut porter sur plus d'une arme à feu pour lesquelles est demandé une immatriculation.

Note : Le nombre d'armes à feu inscrites au FIAF inclut indistinctement les demandes d'immatriculation transmises en ligne, par téléphone ou par la poste.

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2026-2027

Question **023**

Concernant l'annonce du 20 octobre 2020 octroyant 65 millions de dollars au cours des prochaines années pour lutter contre les réseaux criminels et la violence liée aux armes à feu, veuillez nous indiquer, pour 2024-2025 :

- a) La ventilation du 65 M\$ par mesure, par année;
- b) Pour chacune des mesures, les investissements en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027.

L'enveloppe de financement annoncée le 20 octobre 2020 portait sur une période couvrant les exercices financiers 2020-2021 à 2024-2025.

Pour les années précédentes, veuillez-vous référer aux cahiers antérieurs de l'étude des crédits.

Question **024**

Concernant la lutte contre la violence armée, veuillez nous fournir, par corps de police municipal et pour la Sûreté du Québec :
a. Les sommes demandées par le corps de police ou la municipalité;
b. Les sommes transférées par le ministère de la Sécurité publique;
c. Les investissements prévus pour les quatre prochaines années.

Les sommes versées aux corps de police municipaux et autochtones et à la Sûreté du Québec :

- Pour la période du 1^{er} avril 2025 au 31 mars 2026, les financements suivants sont prévus dans le cadre de la Stratégie québécois de lutte contre la violence armée - CENTAURE :
 - Sûreté du Québec : 37 937 278 \$
 - Service de police de la Ville de Montréal : 1 500 000 \$
 - Service de police de la Ville de Québec : 1 500 000 \$
 - Service de police de l'Agglomération de Longueuil : 672 300,00 \$
 - Service de police de Laval : 1 200 000 \$
 - Service de police mohawk d'Akwesasne : 1 060 200 \$

- Pour la même période, afin de permettre l'ajout d'effectifs policiers pour intervenir – notamment, mais non exclusivement – contre la violence armée :
 - Service de police de la Ville de Montréal : 45 000 000 \$
 - Service de police de Laval : 4 000 000 \$

Au 31 janvier 2026

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2026-2027

Question **026**

Le 16 mai 2023, le gouvernement du Québec annonçait un investissement de 7,5 M\$ pour mettre en place une Escouade intégrée en renseignement sur la violence armée (EIRVA) dans le cadre de la Stratégie québécoise de lutte contre la violence armée : CENTAURE. Cette nouvelle unité, coordonnée par la Sûreté du Québec (SQ), permettra de combiner l'expertise d'agents et agentes de renseignements et de spécialistes en cybercriminalité pour centraliser le renseignement et optimiser les occasions d'enquête. En lien avec cette annonce, veuillez nous dire :

- a. Les sommes prévues en 2025-2026;
- b. Les sommes réellement investies en 2025-2026;
- c. La composition de l'Escouade intégrée en renseignement sur la violence armée;
- d. Le bilan des activités de l'Escouade.

A) Sommes prévues en 2025-2026 pour la mise en place de l'Escouade intégrée en renseignement sur la violence armée (EIRVA) : 2 187 100 \$

B) Dépenses imputées aux activités de l'EIRVA en 2025-2026 en date du 31 janvier 2026 : 1 515 332 \$

C) Il est prévu que l'EIRVA compte dans ses rangs 14 ressources, soit :

- 3 ressources civiles de la Sûreté du Québec (SQ);
- 1 ressource civile des services correctionnels;
- 5 policiers de la SQ;
- 5 policiers provenant de corps de police municipaux.

À titre comparatif, au 31 janvier 2025, l'EIRVA comptait dans ses rangs 13 effectifs : 2 ressources civiles de la SQ, 1 ressource civile des services correctionnels, 6 effectifs policiers de la SQ et 4 policiers provenant de corps de police municipaux.

D) L'EIRVA, mise en place en octobre 2023, est entièrement opérationnelle depuis le printemps 2024.

En 2025-2026, la contribution de l'EIRVA se traduit par un rehaussement du renseignement colligé sur le terrain et sur les réseaux sociaux. Concrètement, l'équipe assure une vigie sur les médias sociaux et en partage les résultats par l'entremise de synthèses de renseignement aux partenaires. Elle soutient également le travail des enquêteurs sur le terrain dans le cadre de la couverture d'événements reliés aux activités des groupes criminels et lors des opérations concertées CENTAURE.

Au 31 janvier 2026

Question **027**

Concernant la Stratégie québécoise de lutte contre la violence liée aux armes à feu, veuillez nous fournir :

- a) Le nombre de nouveaux effectifs policiers;
- b) Le nombre de nouveaux intervenants spécialisés au sein des équipes;
- c) La liste des nouvelles ressources matérielles et incluant les équipements pour le Laboratoire des sciences judiciaires et de médecine légale;
- d) Les montants dépensés et ventilés pour l'achat de ces nouveaux équipements;
- e) Les sommes dépensées et ventilées pour la formation des policiers;
- f) Les sommes dépensées et ventilées pour la formation des intervenants spécialisés;
- g) Le bilan et les résultats en 2025-2026.

a) En 2025-2026, la Stratégie québécoise de lutte contre la violence armée – CENTAURE permet de financer l'équivalent de 181 policiers au sein des équipes suivantes : l'Équipe intégrée de lutte contre le trafic d'armes à feu (EILTA), les différentes équipes et escouades régionales mixtes au sein de la structure de lutte contre le crime organisé de la Sûreté du Québec (SQ), les équipes d'enquêtes sur les dossiers de meurtres et disparitions liés au crime organisé de la SQ, le projet MALSAIN du Service de police de la Ville de Québec, la Brigade d'intervention multidisciplinaire du Service de police de l'agglomération de Longueuil et l'Équipe dédiée aux armes à feu dans l'escouade du crime organisé du Service de police de la Ville de Laval, la patrouille nautique additionnelle du Service de police mohawk d'Akwesasne, l'Escouade intégrée en renseignement sur la violence armée et le projet de tableau de bord de suivi du renseignement, l'Équipe d'intervention en crime organisé à Montréal et à Québec et l'équipe du Centre québécois de dépistage des armes à feu de la SQ.

b) Le ministère de la Sécurité publique (MSP) ne détient pas de données concernant les intervenants spécialisés au sein des équipes.

c) Au 31 janvier 2026, le Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale n'avait pas acquis de nouvelles ressources matérielles. Le MSP ne détient pas cette information pour les autres partenaires.

d) Ne s'applique pas.

e) Le MSP ne détient pas cette information.

f) Le MSP ne détient pas cette information.

g) Voir les réponses aux questions des fiches QP1-026, QP1-028-2, QP1-095, QP1-096 et QP3-030.

Au 31 janvier 2026

Question
028-1

Concernant la Stratégie québécoise de lutte contre la violence liée aux armes à feu, veuillez indiquer, pour chacun des trois axes :

- a. L'état d'avancement des travaux ;
 - b. Les sommes dépensées en 2025-2026;
 - c. Les sommes dépensées depuis l'annonce;
 - d. Les prévisions d'investissement pour 2026-2027 ;
 - e. Le résultat des actions pour chaque axe;
- Veuillez également nous fournir la ventilation des sommes suivantes :
- f. La ventilation de la somme de 5,2 M\$ sur cinq ans pour renforcer l'Escouade crime organisé-armes à feu du Service de police de Laval pour 2025-2026, ainsi que les prévisions pour 2026-2027 ;
 - g. La ventilation de la somme de 3 M\$ sur cinq ans renforcer la Brigade d'intervention multidisciplinaire du Service de police de Longueuil pour 2025-2026, ainsi que les prévisions pour 2026-2027 ;
 - h. La ventilation de la somme de 911 000 \$ pour soutenir les équipes du SPVM pour 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027;
 - i. Le bilan des arrestations et des saisies d'armes à feu en 2025-2026;
 - j. Le nombre de ressources embauchées en 2025-2026 dans la structure opérationnelle sur les groupes criminels coordonnée par la SQ, ainsi que les prévisions pour 2026-2027 ;
 - k. Le nombre de ressources embauchées au Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale pour 2025-2026, ainsi que les prévisions pour 2025-2026 et ventiler la somme de 5,1 M\$;
 - l. Le nombre de ressources embauchées à la Direction du renseignement des Services correctionnels pour 2025-2026, ainsi que les prévisions pour 2026-2027 et ventiler la somme de 2,4 M\$.

Le ministère de la Sécurité publique (MSP) a déployé la Stratégie de lutte contre la violence armée : CENTAURE (Stratégie CENTAURE). Cette dernière s'articule autour de 3 axes. Ces 3 axes sont maintenant les suivants :

- Axe 1 est « prévention »;
- Axe 2 est « répression »;
- Axe 3 est « développement de connaissances et compétences ».

La réponse à la présente question porte sur les initiatives de l'axe 1 « prévention » de la Stratégie CENTAURE.

A. État d'avancement des travaux :

Mesures liées au Fonds d'action contre la violence armée et les gangs 2023-2028 (FACVAFG) du gouvernement du Canada

L'Avenant numéro 2 à l'Entente de contribution financière dans le cadre du FACVAFG, permettant sa prolongation et la bonification de l'enveloppe fédérale, a été conclu en décembre 2023. Ce financement permet la réalisation du second plan d'action élaboré par le Québec, qui prévoit pour l'axe prévention des enveloppes visant à appuyer des initiatives complémentaires aux autres projets soutenus par le MSP en prévention de la criminalité.

Concrètement, pour l'année 2025-2026 :

- Le démarrage des deux projet-pilotes portés par le réseau correctionnel et déployés simultanément à Montréal et à Québec : Prévention de la récidive en établissements de détention et Suivi intensif en prévention de la récidive auprès de la clientèle adulte;

Question **028**
-1

Suite

- Le soutien, pour une 3^e année, de cinq projets d'intervention auprès de jeunes vulnérables par l'entremise de la bonification du Programme de prévention de la délinquance par les sports, les arts et la culture du Plan d'action 2023-2028 de lutte contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs;
- Le soutien, pour une 2^e année, de sept projets visant la mise en commun d'expertises multiples d'un milieu ciblé pour intervenir auprès des jeunes vulnérables; sélectionnés à partir de 2025-2026 sur la base des normes du Programme québécois de lutte contre la criminalité (PQLC) qui, à terme, permettra d'assurer le soutien au total d'une vingtaine d'initiatives.
- Le volet « prévention de la criminalité » spécifique pour les Premières Nations et Inuit accordé au Regroupement des centres d'amitié autochtone du Québec (RCAAQ) permet la mise en œuvre d'initiatives en prévention de la criminalité au sein des 10 centres affiliés au RCAAQ ainsi qu'aux trois points de services répartis dans huit régions du Québec. Ce même volet permet le soutien, dans le cadre du PQLC, de 21 initiatives bénéficiant aux populations des Premières Nations ou Inuit du Québec.

Mesures générales de prévention et d'amélioration de la sécurité en milieu urbain

Les autres mesures de l'axe prévention de la Stratégie CENTAURE regroupent le soutien aux grandes municipalités du Québec financé par le Fonds pour bâtir des communautés sécuritaires (FBCS) et celles destinées aux organismes communautaires et ont toutes été mises en œuvre en 2025-2026. Ces mesures sont :

- La réalisation de plan de sécurité urbaine adapté à chacune des dix plus grandes municipalités du Québec (Montréal, Laval, Québec, Lévis, Gatineau, Sherbrooke, Trois-Rivières, Terrebonne, Saguenay et Longueuil) dans le cadre du FBCS, auxquelles s'est également jointe la municipalité de Saint-Jean-sur-Richelieu depuis 2024-2025;
- Le financement FBCS à l'organisme Saqjuq a permis de consolider l'Équipe d'intervention mobile dans la communauté de Puvirnituq et le développement des équipes *On the land* dans plus de six (6) villages nordiques afin d'offrir des activités traditionnelles et culturelles aux membres de ces communautés.
- La réalisation d'un diagnostic de sécurité ou la mise en œuvre de mesures préventives découlant d'un plan d'action ou d'une politique en matière de sécurité dans le cadre du Programme de soutien aux municipalités en prévention de la criminalité destinée aux municipalités de moins de 100 000 habitants (Ancienne-Lorette, Gracefield, Saint-Antoine, Granby, Saint-Jean-sur-Richelieu, Sainte-Marthe-sur-le-Lac et Sainte-Catherine ainsi que les MRC de Portneuf, de Rivière-du-Loup et d'Argenteuil);
- La mise en œuvre d'un programme de soutien à la mission pour les organismes de travail de rue, soit le Programme de financement des organismes communautaires de travail de rue en prévention de la criminalité;
- La bonification des actions visant le renforcement des facteurs de protection chez les jeunes cumulant divers facteurs de risque et de vulnérabilité, soit le Programme de prévention de la délinquance par les sports, les arts et la culture (PPDSAC);
- Le soutien à des arrondissements et à des organismes de la Ville de Montréal afin d'assurer et de maintenir un climat sécuritaire dans les espaces publics fréquentés par les jeunes (Soutien à la création et à la consolidation d'espaces jeunesse montréalais);

Question **028**
-1

Suite

- Le développement d'un projet-pilote, soit PIVOT, visant à prévenir la violence armée à Montréal en intervenant auprès d'individus à risque de commettre un geste de violence, et ce, afin de les inciter à choisir une autre voie. Celui-ci est déployé sur les territoires de Montréal-Nord et de Rivière-des-Prairies;
- Enfin, une équipe d'intégration sociale et de liaison dans la région métropolitaine, composée de neuf intervenants du réseau correctionnel, appuyée d'un technicien, est à l'œuvre depuis juillet 2022 afin de contribuer à combler les besoins d'accompagnement des personnes vulnérables et avec peu de ressources qui sortent des établissements de détention du Réseau correctionnel de Montréal.

B. et C. Montants autorisés en 2025-2026 :

Mesures liées au Fonds d'action contre la violence armée et les gangs 2023-2028 (FACVAFG)	
Programme de prévention de la délinquance par les sports, les arts et la culture (PPDSAC)	500 000 \$
Prévention Jeunesse - volet « enjeux de sécurité jeunesse »	900 000 \$
Volet « prévention de la criminalité » spécifique pour les Premières Nations et les Inuit	1 500 000 \$
Mesures générales de prévention et d'amélioration de la sécurité en milieu urbain	
Équipe d'agents de liaison sociale dans la région métropolitaine	700 000 \$
Fonds pour bâtir des communautés plus sécuritaires (FBCS) - volet grandes municipalités	9 352 923 \$
FBCS - volet petites municipalités et initiatives complémentaires	500 000 \$
FBCS - Saqjuq	488 438 \$
PIVOT (Projet Prévenir et Intervenir sur les Violences Observées sur le Territoire)	450 000 \$
PPDSAC	3 000 000 \$
Programme de financement à la mission - organismes communautaires en travail de rue – transféré au PQLC	5 175 000 \$
Soutien création et consolidation d'espaces jeunesse montréalais (CoSSUM)	2 000 000 \$

Question **028**
-1

Suite

E. Résultats des actions

Résultats liés aux mesures FACVAFG

Voir la QP1-032 pour les initiatives dorénavant sélectionnées selon les normes du PQLC.

S'échelonnant sur trois ans, les projets-pilotes portés par les services correctionnels ont démarré cette année.

La mesure « Prévention de la récidive en établissant de détention » vise à élargir l'offre de services disponibles à l'ensemble de la population carcérale dans trois établissements de détention des régions de Montréal et de Québec. Pour chaque cohorte de participants, le soutien combine deux programmes distincts en accompagnement d'une durée de huit semaines.

- Le projet a permis de rejoindre 96 individus affiliés à un groupe menaçant la sécurité au sein de la population carcérale de Montréal et de Québec.

La mesure « Suivi intensif en prévention de la criminalité auprès de la clientèle adulte » offre un encadrement soutenu auprès de personnes contrevenantes affiliées à des groupes criminels et à risque de recourir de nouveau à la violence armée. L'encadrement des intervenants dédiés a débuté comme prévu au début de l'année. Au 26 février 2026, 28 dossiers actifs sont sous la responsabilité de l'équipe couvrant le territoire de la Capitale-Nationale et 58 sous la responsabilité de l'équipe de la région de Montréal.

Résultats liés aux mesures générales de prévention et d'amélioration de la sécurité en milieu urbain (les résultats disponibles sont ceux de l'exercice 2024-2025)

En cohérence avec les obligations établies dans les ententes conclues avec les partenaires communautaires, les résultats disponibles au 31 janvier sont ceux portant sur la période allant du 1^{er} avril au 31 mars.

- Programme de prévention de la délinquance par les sports, les arts et la culture – résultats 2024-2025
 - Le PPDSAC a soutenu 38 projets de prévention de la délinquance par les sports, les arts et la culture, portés par une grande variété de partenaires provenant de divers milieux, dont :
 - 14 projets se déroulent sur le territoire de la Ville de Montréal, majoritairement situés dans l'est de l'Île, ce qui représente 37 % du budget total;
 - Six projets se déroulent dans la Ville de Québec, ce qui représente près de 16 % du budget total;
 - Sept projets se déroulent en territoire autochtone. Il s'agit d'une augmentation de trois projets en comparaison avec la précédente cohorte financée.
 - L'actuelle cohorte inclut des projets dans des régions peu rejointes par les programmes de financement du MSP, soit l'Outaouais, l'Abitibi-Témiscamingue, la Côte-Nord, le Nord-du-Québec ainsi que la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine.

Question **028**
-1

Suite

- Projet PIVOT – résultats 2024-2025 :
 - 45 jeunes ont bénéficié d'un suivi;
 - Plus de 190 acteurs de la communauté ont été mobilisés dans le cadre du projet;
 - Une série balado a été préparée et diffusée sur le thème de la violence armée et de ses conséquences;
 - Plusieurs rencontres d'arrimage ont eu lieu avec le SPVM;
 - 41 rencontres de mobilisation et de promotion du projet.
- Soutien à la création et à la consolidation d'espaces jeunesse montréalais – résultats 2024-2025 :
Parmi les 12 projets financés :
 - 4 ont permis de créer ou de rendre accessibles de nouveaux espaces pour les jeunes montréalais;
 - 5 ont permis d'offrir de nouvelles activités aux jeunes;
 - 6 étaient des projets d'intervention auprès des jeunes;
 - Trois ont réalisé des activités de consultations jeunesse.
- Fonds pour bâtir des communautés sécuritaires – volet grandes municipalités – résultats 2024-2025 :
 - Poursuite des initiatives en itinérance dans quatre grands centres urbains du Québec;
 - Poursuite du soutien financier aux projets en prévention de la criminalité portés par le milieu communautaire;
 - Poursuite des démarches de diagnostic local en sécurité dans quatre grands centres urbains du Québec.
- Fonds pour bâtir des communautés sécuritaires – volet petites municipalités et initiatives complémentaires – résultats 2024-2025 :
 - Rédaction de quatre diagnostics locaux de sécurité et plans d'action;
 - Poursuite des projets en prévention de la criminalité.
- Fonds pour bâtir des communautés sécuritaires – Saqjuq – résultats 2024-2025 :
 - Consolidation de l'Équipe d'intervention mobile dans la communauté de Puvirnituaq;
 - Implantation de l'Équipe d'intervention mobile dans la communauté de Kuujuaq;

Question **028**
-1

Suite

- Poursuite des activités des équipes *On the land* dans plus de six villages nordiques offrant des activités traditionnelles et culturelles aux membres de ces communautés.
- Programme de financement des organismes communautaires de travail de rue en prévention de la criminalité – résultats 2024-2025 :
 - Embauche ou consolidation de 107 emplois, dont 81 postes de travailleur de rue et 26 postes de soutien à la pratique;
 - Création d'un filet social pour des jeunes à risque de délinquance;
 - Accès à du soutien clinique pour les travailleurs de rue;
 - Amélioration de la capacité de rétention du personnel des bénéficiaires;
 - Augmentation du sentiment de sécurité de la population.
- Équipe d'intégration sociale et de liaison dans la région métropolitaine :
 - En 2024-2025, le déploiement de cette équipe a permis de soutenir 952 personnes dans le cadre de 2 472 rencontres et parallèlement, de doubler le nombre de collaborations établies avec des partenaires des autres réseaux comparativement à l'année précédente (2 276 en 2024-2025 comparativement à 1 155 en 2023-2024).

Au 31 janvier 2026

Question
028-2

Concernant la Stratégie québécoise de lutte contre la violence liée aux armes à feu, veuillez indiquer, pour chacun des trois axes :

- a. L'état d'avancement des travaux ;
 - b. Les sommes dépensées en 2025-2026;
 - c. Les sommes dépensées depuis l'annonce;
 - d. Les prévisions d'investissement pour 2026-2027;
 - e. Le résultat des actions pour chaque axe;
- Veuillez également nous fournir la ventilation des sommes suivantes :
- f. La ventilation de la somme de 5,2 M\$ sur cinq ans pour renforcer l'Escouade crime organisé-armes à feu du Service de police de Laval pour 2025-2026, ainsi que les prévisions pour 2026-2027 ;
 - g. La ventilation de la somme de 3 M\$ sur cinq ans renforcer la Brigade d'intervention multidisciplinaire du Service de police de Longueuil pour 2025-2026, ainsi que les prévisions pour 2026-2027;
 - h. La ventilation de la somme de 911 000 \$ pour soutenir les équipes du SPVM pour 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027;
 - i. Le bilan des arrestations et des saisies d'armes à feu en 2025-2026;
 - j. Le nombre de ressources embauchées en 2025-2026 dans la structure opérationnelle sur les groupes criminels coordonnée par la SQ, ainsi que les prévisions pour 2026-2027 ;
 - k. Le nombre de ressources embauchées au Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale pour 2025-2026, ainsi que les prévisions pour 2026-2027 et ventiler la somme de 5,1 M\$;
 - l. Le nombre de ressources embauchées à la Direction du renseignement des Services correctionnels pour 2025-2026, ainsi que les prévisions pour 2026-2027 et ventiler la somme de 2,4 M\$.

Le ministère de la Sécurité publique a déployé la Stratégie de lutte contre la violence armée : CENTAURE. Cette Stratégie s'articule autour de 3 axes. Ces 3 axes sont maintenant les suivants :

- Axe 1 est « prévention »;
- Axe 2 est « répression »;
- Axe 3 est « développement de connaissances et compétences ».

La réponse à la présente question porte sur les initiatives de l'axe 2 « répression » de la Stratégie CENTAURE.

A. État d'avancement des travaux :

- Dès 2019, grâce au Fonds d'action contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs (FACVAFG), la Sûreté du Québec (SQ) avait mis en place une équipe de lutte contre le trafic d'armes à feu, à laquelle une partie des effectifs de l'Équipe dédiée à la lutte au trafic d'armes (ELTA) du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) s'est jointe en août 2021 pour créer l'Équipe intégrée de lutte contre le trafic d'armes (EILTA), sous le commandement de la SQ. EILTA poursuit sa mission qui vise à intervenir sur les sources d'approvisionnement illicite en armes à feu.
- La SQ poursuit par ailleurs ses efforts visant à résoudre les dossiers de meurtres et de disparitions associés au crime organisé.
- Le ministère de la Sécurité publique poursuit ses efforts visant à renforcer les capacités de renseignement concernant les activités des groupes menaçants à la sécurité dans les établissements de détention et le partage de renseignement avec les corps de police municipaux afin de prévenir la perpétration d'infractions criminelles à l'extérieur du réseau correctionnel.

Question **028**
-2

Suite

- Les équipes spécialisées des corps de police de Montréal, Québec, Laval et Longueuil, mises en place ou bonifiées grâce aux investissements du Québec et dans le cadre du FACVAFG, poursuivent leurs activités.
- Le soutien aux interventions policières en matière d'approvisionnement illégal d'armes à feu pour le corps de police d'Akwesasne. Le Service de police mohawk d'Akwesasne a rehaussé les capacités des patrouilles de surveillance contribuant ainsi à intercepter les activités de contrebande et à dissuader les réseaux illégaux de faire traverser des armes à feu illégales sur son territoire.
- En place depuis le 16 janvier 2023, le Centre québécois de dépistage des armes à feu de la SQ traite les demandes de tous les corps policiers du Québec visant à retracer l'origine des armes à feu saisies liées à des crimes.
- Implantées en 2023 : l'Équipe d'intervention en crime organisé à Montréal (EICO-Montréal) et l'Escouade intégrée en renseignement sur la violence armée (EIRVA), pour laquelle un projet connexe de mise en place d'un tableau de suivi du renseignement a été lancé fin 2024, ont un impact significatif sur le rehaussement du renseignement permettant d'orienter les enquêtes.

B, C / Sommes dépensées :

- Pour l'exercice financier 2025-2026, un montant s'élevant à 39 138 818 \$ a été prévu pour financer les initiatives de l'axe de répression, auquel s'ajoute un investissement de 8 481 889 \$ permettant de poursuivre l'intensification des efforts dans la lutte contre le crime organisé.
 - Précisons que pour les mesures financées par l'entremise du Fonds d'action contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs (FACVAFG), l'utilisation de sommes non dépensées à l'exercice financier suivant, conformément aux modalités prévues dans l'Entente de contribution financière conclue avec le gouvernement du Canada, explique que des dépenses réelles puissent être supérieures aux projections établies précédemment.
 - L'écart entre les dépenses réelles au 31 janvier 2026 pour la patrouille nautique en appui à la lutte contre le trafic d'armes à feu du Service de police mohawk d'Akwesasne et le montant de subvention prévue s'explique aussi par l'utilisation de sommes qui n'avaient pas été dépensées au cours des exercices financiers précédents.
- Toujours pour l'exercice financier 2025-2026, au 31 janvier 2026, les sommes suivantes ont été dépensées, versées ou en cours de versement, selon le cas :

Question **028**
-2

Suite

J., K. et L. Nombre de ressources embauchées (effectifs policiers et civils) :

Initiatives en répression de la violence armée et du crime organisé	2025-2026	
	Effectifs prévus*	Effectifs en poste (au 31 janvier)
Bonification - Structure nationale de lutte contre le crime organisé	61	59
Effectifs additionnels en renseignement des services correctionnels	12	12
EICO-Montréal (Équipe d'intervention en crime organisé)	10	10
EIRVA (Escouade intégrée en renseignement sur la violence armée)	14	13
Équipe de dépistage des armes à feu	11	10
Équipe spécialisée - Brigade d'intervention multisectorielle du SPAL	4	4
Équipe spécialisée - Escouade crime organisé du SPL	5	5
LSJML - Ajout d'effectifs & acquisition d'équipements (dir. Balistique)	20	20
LSJML - Service d'analyse ADN (armes à feu)	2	2
LSMJL - Service de restauration des numéros de série (armes à feu)	3	3
Patrouille nautique - Service de police mohawk d'Akwesasne	9	9
Renforcement des capacités de renseignement dans les palais de justice	1	1
EILTA (Équipe intégrée de lutte contre le trafic d'armes)	41	39
Équipes d'enquêtes meurtres et disparitions liées au crime organisé	37	34
Équipe spécialisée - Équipe multisectorielle sur les armes à feu (EMAF) du SPVM	9	9
Équipe spécialisée - Projet MALSAIN du SPVQ	8	8
Tableau de bord SQ - suivi des personnes d'intérêt	3	3
Bureau de récupération des actifs & bonification de la RAC dans les escouades	11	11
EICO Québec	10	10
Financement des partenaires ERM-ENRCO	0	0
Soutien spécialisé en enquêtes & administratif	17	16
	288	278

* N'incluant pas les effectifs non financés, qui étaient au nombre de 15 pour la période couverte

Question **028**
-2

Suite

F, G. et H. Ventilation des sommes annoncées :

	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025	2025-2026	2026-2027	2027-2028	TOTAL
Bonification structure de lutte contre le crime organisé	11 325 100 \$	15 730 600 \$	15 697 900 \$	15 962 600 \$	15 933 200 \$	- \$	- \$	74 649 400 \$
Effectifs additionnels à la Direction du renseignement des services correctionnels	140 000 \$	475 000 \$	485 000 \$	495 000 \$	505 000 \$	515 000 \$	- \$	2 615 000 \$
ELTA du SPVM	2 000 000 \$	3 000 000 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	5 000 000 \$
Bonification ELTA du SPVM	657 600 \$	253 500 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	911 100 \$
LSJML - Renforcement des capacités en analyse balistique	151 800 \$	1 135 000 \$	1 163 700 \$	1 380 400 \$	1 320 200 \$	- \$	- \$	5 151 100 \$
LSJML - Service d'analyse ADN cartouches, douilles et projectiles	- \$	- \$	800 000 \$	500 000 \$	500 000 \$	500 000 \$	500 000 \$	2 800 000 \$
LSJML - Nouveau service de restauration des numéros de série oblitérés	- \$	- \$	210 000 \$	210 000 \$	220 000 \$	220 000 \$	230 000 \$	1 090 000 \$
Équipe spécialisée – Brigade d'intervention multidisciplinaire du SPAL	348 900 \$	634 000 \$	646 500 \$	659 300 \$	672 300 \$	- \$	- \$	2 961 000 \$
Équipe spécialisée en armes à feu – Escouade crime organisé du SPL	400 000 \$	1 200 000 \$	1 200 000 \$	1 200 000 \$	1 200 000 \$	- \$	- \$	5 200 000 \$
Équipe de dépistage des armes à feu	- \$	- \$	1 970 000 \$	1 610 000 \$	1 630 000 \$	1 660 000 \$	1 670 000 \$	8 540 000 \$
EIRVA – Escouade intégrée en renseignement sur la violence armée	- \$	- \$	820 000 \$	2 220 000 \$	2 190 000 \$	2 270 000 \$	- \$	7 500 000 \$
EICO – Équipe d'intervention en crime organisé à Montréal	- \$	- \$	1 180 000 \$	1 740 000 \$	1 670 000 \$	680 000 \$	400 000 \$	5 670 000 \$
Patrouille nautique - Service de police mohawk d'Akwesasne	- \$	1 971 600 \$	1 027 500 \$	1 043 700 \$	1 060 200 \$	1 090 000 \$	- \$	6 193 000 \$

Question **028**
-2

Suite

E. Résultats de l'axe :

Les ressources de la Sûreté du Québec et des équipes spécialisées au sein des corps de police municipaux ont procédé à plusieurs arrestations et ont effectué un nombre important de saisies d'armes à feu. La portée des nombreuses enquêtes en cours au sein des différentes équipes a en effet été propulsée par la synergie que permettent les mesures structurantes déployées dans le cadre de la Stratégie CENTAURE. L'implantation d'équipes dédiées offre l'opportunité aux enquêteurs qui y sont affectés de développer une expertise permettant de résoudre des dossiers de grande complexité. Les interventions et les enquêtes des équipes spécialisées ont également pour effet de générer de nouvelles opportunités d'enquête et d'appuyer les corps de police de l'ensemble du Québec. Cette concertation des efforts s'observe également par le nombre important d'opérations coordonnées combinant les efforts de plusieurs organisations policières.

Au 31 janvier 2026

Question
028-3

Concernant la Stratégie québécoise de lutte contre la violence liée aux armes à feu, veuillez indiquer, pour chacun des trois axes :

- a. L'état d'avancement des travaux ;
 - b. Les sommes dépensées en 2025-2026;
 - c. Les sommes dépensées depuis l'annonce;
 - d. Les prévisions d'investissement pour 2026-2027 ;
 - e. Le résultat des actions pour chaque axe;
- Veuillez également nous fournir la ventilation des sommes suivantes :
- f. La ventilation de la somme de 5,2 M\$ sur cinq ans pour renforcer l'Escouade crime organisé-armes à feu du Service de police de Laval pour 2025-2026, ainsi que les prévisions pour 2026-2027;
 - g. La ventilation de la somme de 3 M\$ sur cinq ans renforcer la Brigade d'intervention multidisciplinaire du Service de police de Longueuil pour 2025-2026, ainsi que les prévisions pour 2026-2027 ;
 - h. La ventilation de la somme de 911 000 \$ pour soutenir les équipes du SPVM pour 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027;
 - i. Le bilan des arrestations et des saisies d'armes à feu en 2025-2026;
 - j. Le nombre de ressources embauchées en 2025-2026 dans la structure opérationnelle sur les groupes criminels coordonnée par la SQ, ainsi que les prévisions pour 2026-2027 ;
 - k. Le nombre de ressources embauchées au Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale pour 2025-2026, ainsi que les prévisions pour 2026-2027 et ventiler la somme de 5,1 M\$;
 - l. Le nombre de ressources embauchées à la Direction du renseignement des Services correctionnels pour 2025-2026, ainsi que les prévisions pour 2026-2027 et ventiler la somme de 2,4 M\$.

Le ministère de la Sécurité publique (MSP) déploie la Stratégie de lutte contre la violence armée CENTAURE. Cette Stratégie s'articule autour de 3 axes :

- Axe 1 est « prévention »;
- Axe 2 est « répression »;
- Axe 3 est « développement de connaissances et compétences ».

La réponse à la présente question porte sur les initiatives de l'axe 3 « développement de connaissances et compétences » de la Stratégie CENTAURE.

A. État d'avancement des travaux :

Plusieurs initiatives ont été mises en place dès 2019 dans le cadre du premier plan d'action élaboré par le Québec dans le cadre du Fonds d'action contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs (FACVAFG). Un montant d'un peu plus de 3,4 M\$ sur quatre ans a permis d'appuyer les initiatives suivantes :

- Une subvention octroyée à l'Administration régionale Kativik a permis le déploiement d'une campagne de sensibilisation à l'entreposage sécuritaire des armes à feu dans les communautés inuit et de soutien à l'immatriculation.
- Des sommes octroyées à l'École nationale de police du Québec ont permis la mise en place d'un nouveau programme de formation à l'intention des policiers sur les lois et règlements en matière d'armes à feu.
- Le MSP a également financé la préparation d'états de situation sur les armes à feu et les activités du crime organisé ainsi que des projets de recherche sur la violence liée aux armes à feu et aux gangs et les moyens de la contrer.

Question **028**
-3

Suite

- Le MSP a créé le Programme innovation et développement d'expertise (PIDE), qui soutient le développement, le déploiement et la diffusion de modèles inédits d'intervention et de production de connaissances.
- Enfin, plusieurs activités de transfert de connaissances ainsi que des journées-conférences visant à dresser le bilan du Plan d'action 2019-2023 du Fonds d'action contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs, ont été réalisées.

En plus d'une campagne de communication gouvernementale visant la prévention de la violence liée aux armes à feu auprès des jeunes, plusieurs mesures du second plan d'action du Québec sont progressivement déployées depuis la conclusion de l'Avenant numéro 2 à l'Entente de contribution financière dans le cadre du FACVAFG avec le gouvernement du Canada.

- En raison de l'incertitude quant à la reconduction et la hauteur du financement jusqu'à la conclusion en décembre 2023 de l'entente modificatrice, aucun financement n'avait été prévu pour l'année 1 du Plan d'action 2023-2028 pour de nouveaux projets, à l'exception de la bonification de la Ligne RENFORT du Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence (CPRMV) pour élargir à l'ensemble du Québec son offre de services de soutien et de référencement;
- L'année 3 (2025-2026) a visé en priorité la reconduction du financement accordé à des initiatives qui ont démontré leur pertinence et leurs impacts positifs.

B, C & D. Sommes dépensées en 2025-2026

Pour 2025-2026, une somme de 1 764 623 \$ a été dépensée au 31 janvier 2026 pour des initiatives de l'axe 3 de la Stratégie CENTAURE.

- Les financements accordés dans le cadre du PIDE pour appuyer des organismes déployant des modèles innovants d'intervention et de production de connaissances s'élèvent à 1 131 024 \$;
- Des dépenses d'un montant de 533 599 \$ ont permis la mise à jour et la réalisation d'analyses portant sur les activités des groupes criminels, la tenue d'échanges avec des experts et les partenaires afin de faire le point sur les phénomènes émergents et les opportunités de réactualiser les angles d'intervention.
- Un montant de 100 000 \$ est accordé au Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence (CPRMV) pour lui permettre d'élargir l'offre de services de la Ligne RENFORT de référencement et de soutien à l'ensemble du Québec.

Pour les sommes dépensées depuis l'annonce, veuillez vous référer aux cahiers de l'étude des crédits des années précédentes.

Question **028**
-3

Suite

E. Résultat des actions

Les sommes octroyées depuis 2019 pour la réalisation d'initiatives en développement des connaissances et des compétences ont permis les réalisations suivantes :

La sensibilisation de la population aux enjeux liés aux armes :

- Dans le cadre du Plan d'action 2019-2023 du FACVAFG, bien que les restrictions mises en place en raison des vagues successives de la COVID-19 ont eu pour effet de retarder le déploiement de cette initiative, le Service de police du Nunavik a tout de même été en mesure de visiter certaines des communautés, de procéder à l'acquisition des casiers d'entreposage et à la distribution de plus de 600 de ces casiers;
 - En 2023-2024, la publication des vidéos vox pop réalisés par trois créateurs de contenu, dans le cadre de la campagne de sensibilisation à la violence armée impliquant les jeunes, a généré plus de 1,4 millions d'impressions sur TikTok et Instagram.
 - Des activités périphériques ont été également réalisées dans le but de favoriser un rapprochement entre la police et les jeunes.
- En 2024-2025, en plus de la création d'une page Web d'information proposant des ressources pour aiguiller les jeunes, une vidéo de 30 secondes intégrant le motion design « Vague de paix. La balle est dans ton camp » a été créée et est diffusée sur Twitch, TikTok et YouTube. Sa diffusion s'est poursuivie en 2025-2026.
- Disponible dans la grande région de Montréal depuis le 28 juin 2023, la Ligne RENFORT offre depuis le 2 octobre 2024 ses services d'écoute et de référencement pour les intervenants, les jeunes et leurs proches de partout au Québec par l'intermédiaire d'un numéro téléphonique sans frais et de sa page Web bonifiée permettant de localiser les ressources disponibles par régions, types de services et groupe d'âge cibles.

Le développement des compétences des policiers :

- L'École nationale de police du Québec a réalisé et assuré la diffusion à l'ensemble des corps de police de la province de quatre capsules interactives visant à appuyer les policiers dans leurs enquêtes et leurs interventions impliquant des armes à feu. Des états de situation sur les armes à feu et activités illicites impliquant des groupes criminels ont été préparés et diffusés au sein de la communauté policière.

Question **028**
-3

Suite

Le partage des connaissances sur les phénomènes criminels afin de développer des leviers d'actions basés sur des études probantes :

- Les rapports finaux des trois projets de recherche portant sur des enjeux en lien avec la violence liée aux armes à feu et aux gangs ont été déposés, analysés et ont fait l'objet d'une diffusion au sein des communautés policière et scientifique. Un nouveau projet de recherche portant sur l'offre de services visant à prévenir la violence armée a démarré au cours de 2024-2025.
- Le PIDE a permis notamment :
 - Le renforcement de collaborations avec les réseaux, l'embauche et la formation de pairs-aidants, et la consolidation et le rayonnement de cette pratique dans le cadre du projet ACTES (2019-2020 à 2022-2023) et du projet Spirale (à partir de 2024-2025) de la Fondation québécoise pour les jeunes contrevenants ;
 - Le déploiement, par le Centre international pour la prévention de la criminalité du Laboratoire en sécurité urbaine qui permet de centraliser les données liées à la sécurité urbaine et la production de rapports et de diagnostics sur la violence chez les jeunes et autres aspects liés aux armes à feu et aux gangs à Montréal, en plus de contribuer à mieux comprendre le phénomène du recrutement des groupes criminels
 - Le maintien des suivis personnalisés réalisés par l'organisme Mesures alternatives jeunesse de Laval auprès de jeunes à risque et de diffuser son modèle innovant d'intervention afin d'en permettre la réplique ailleurs au Québec.
 - Le développement d'un modèle d'intervention auprès des jeunes à haut risque de commettre des délits avec violence basée sur l'approche de dissuasion ciblée dans la Ville de Québec.
- Le MSP a pu tenir six rencontres annuelles, en plus de la journée de concertation qui avait permis aux différents intervenants de circonscrire et planifier les projets à réaliser pour renforcer les capacités à identifier, prévenir et contrer les activités des groupes menaçants à la sécurité dans le réseau des établissements de détention.
- Le MSP a également tenu deux journées de travail en mars 2023 et une en mai 2025 afin de faire le point, avec les partenaires du FACVAFG, sur le niveau d'atteinte des objectifs, les résultats obtenus et les angles d'intervention additionnels à envisager et poursuit depuis ses efforts en matière de coordination et de vigie.

Au 31 janvier 2026

Question **029**

Concernant l'équipe dédiée à la lutte contre le trafic d'armes (ELTA), veuillez indiquer, par région :

- a) Le budget alloué pour cette équipe ;
- b) Les sommes dépensées à ce jour, les sommes pour 2025-2026, ainsi que les prévisions pour 2026-2027 ;
- c) Le nombre d'arrestations en 2025-2026 par cette équipe, ainsi que les prévisions pour 2026-2027 ;
- d) Le nombre d'enquêtes en 2025-2026 par cette équipe, ainsi que les prévisions pour 2026-2027 ;
- e) La ventilation de la somme de 5 M\$ accordée à cette équipe.

Aucune somme n'a été versée pour l'année 2025-2026. L'ELTA a été remplacé par l'équipe intégrée de lutte contre le trafic d'armes (EILTA) sous l'égide de la Sûreté du Québec.

Pour les années précédentes, veuillez-vous référer aux cahiers antérieurs de l'étude des crédits.

Question **030**

Concernant l'équipe intégrée de lutte contre le trafic d'armes (EILTA), veuillez indiquer, par région :

- a) Le budget alloué pour cette équipe;
- b) Les sommes dépensées à ce jour, les sommes pour 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027;
- c) Le nombre d'arrestations en 2025-2026 par cette équipe, ainsi que les prévisions pour 2026-2027;
- d) Le nombre d'enquêtes en 2025-2026 par cette équipe, ainsi que les prévisions pour 2026-2027;
- e) La ventilation de la somme de 5 M\$ accordée à cette équipe.

- a) Dans le cadre du Fonds d'action contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs (FACVAFG), 20 963 001 \$ sont alloués à l'Équipe dédiée à la lutte contre le trafic d'armes à feu de la Sûreté du Québec (SQ), pour la période 2019-2020 à 2025-2026.
- Cette équipe a été fusionnée en août 2021 à l'Équipe intégrée de lutte contre le trafic d'armes à feu (EILTA).

De plus, dans le cadre de l'annonce du 24 septembre 2021, un investissement de 74 649 400 \$ sur 5 ans a été accordé à la SQ pour l'ajout de 78 ressources au sein de la structure nationale de lutte contre le crime organisé. Une partie de ces sommes visent à financer 17 ressources dédiées à l'EILTA.

- b) Concernant le financement octroyé dans le cadre du FACVAFG,
- 16 636 601 \$ ont été dépensés au cours des exercices financiers 2019-2020 à 2024-2025;
 - Une somme de 4 326 400 \$ a été allouée en 2025-2026.

Concernant l'investissement de 74 649 400 \$, les sommes dépensées à ce jour sont les suivantes :

- D'octobre 2021 au 31 mars 2025 : 57 007 804 \$ dont une partie de ces dépenses ont permis le financement des 17 ressources dédiées à l'EILTA;
- Du 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026 : 14 863 134 \$.

- c) À eux seuls, les membres de l'EILTA ont procédé à 54 arrestations pour des dossiers de violence armée liés au crime organisé entre le 1^{er} avril 2025 et le 31 janvier 2026.
- d) Pour la même période, les membres de l'EILTA ont travaillé sur 19 dossiers d'enquête dont 14 portent sur des réseaux d'approvisionnement illicites en armes à feu.
- e) Voir la fiche QP1-029.

Au 31 janvier 2026

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2026-2027

Question **031**

Le 5 décembre 2021, le gouvernement annonçait 52 M\$ pour bonifier l'axe prévention de la lutte contre les armes à feu. En lien avec cette annonce, veuillez nous indiquer, pour chacune des 6 mesures annoncées :

- La ventilation des sommes consacrées à chacune des mesures, par année, par région;
- Les sommes prévues en 2025-2026 pour chacune des 6 mesures, par région;
- Les sommes dépensées en 2025-2026 pour chacune des 6 mesures, par région;
- Les sommes prévues pour 2026-2027, par région;
- L'état d'avancement de chacune des mesures.

Année	Prévues	Dépensées	Prévues	Dépensées	Prévues	Dépensées	Prévues	Dépensées	Prévues	Dépensées	Prévues	Dépensées
	Mesure 1 : Programme de prévention de la délinquance par les sports, les arts et la culture (PPDSAC)		Mesure 2 : Financement supplémentaire en prévention de la criminalité		Mesure 3 : Programme de financement des organismes communautaires de travail de rue en prévention de la criminalité (TRPC)		Mesure 4 : Soutien à la création et à la consolidation d'espaces jeunesse montréalais		Mesure 5 : Équipe d'intégration sociale et de liaison de la région métropolitaine		Mesure 6 : Embauche d'un conseiller en développement communautaire autochtone	
2025-2026	3,0 M\$	3,0 M\$	0 \$	0 \$	5,2 M\$	À déterminer	2,0 M\$	1,9 M\$	0,7 M\$	0,56 \$	0 \$	0 \$
État d'avancement	L'ensemble des travaux liés à la gestion du PPDSAC 2025-2026 ont été effectués.		Cette mesure d'aide d'urgence aux organismes d'action communautaire a pris fin au 31 mars 2024.		Le TRPC a pris fin au 31 mars 2025. Le budget prévu pour ce programme a été affecté au Programme québécois de lutte contre la criminalité.		Tous les travaux liés à la gestion de ce programme ont été effectués pour l'année 2025-2026.		L'équipe s'est déployée en juillet 2022. Le service a été implanté dans les trois établissements de détention du Réseau correctionnel de Montréal. La collaboration avec les partenaires communautaires qui offrent des services en détention se poursuit, contribuant ainsi à assurer une complémentarité de services.		La mesure a pris fin le 31 mars 2025.	

Au 31 janvier 2026

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2026-2027

Question **032**

Le 15 octobre 2025, le gouvernement annonçait 139,4 M\$ sur 5 ans dans le cadre d'un nouveau Programme québécois de lutte contre la criminalité pour appuyer directement les organisations qui agissent auprès des personnes vulnérables, des victimes et de celles à risque de s'engager dans un parcours délinquant. En lien avec cette annonce, veuillez nous indiquer pour chacun des 3 volets :

- a. La ventilation des sommes consacrées à chacun des 3 volets, par année, par région;
- b. Les sommes prévues en 2025-2026 pour chacun des 3 volets, par région;
- c. Les sommes dépensées en 2025-2026 pour chacun des 3 volets, par région;
- d. Les sommes prévues pour 2026-2027, par région;
- e. Les organisations en 2025-2026 bénéficiaires de ce programme et les sommes reçues, par région;
- f. Le montant restant dans l'enveloppe de 139,4 M\$ en date du 31 mars 2026.

Les sommes inscrites aux points a, b, c, d et e de la présente fiche ne concernent que les subventions allouées à la suite de l'appel de candidatures pour les axes 1 et 2 du Programme québécois de lutte contre la criminalité (PQLC). À noter qu'en 2025-2026, une somme de 3,5 M\$ est allouée à partir du budget PQLC aux initiatives issues du Programme de prévention de la délinquance par le sport, les arts et la culture (PPDSAC) et qu'une somme de 3 M\$ est allouée aux initiatives issues du Programme de soutien aux pratiques policières concertées en itinérance et en santé mentale (PSPPC). Pour les bénéficiaires et les montants alloués dans le cadre de ces 2 derniers programmes, voir QP1-020.

a. La ventilation des sommes consacrées à chacun des 3 volets pour 2025-2026, par région :

	AXE 1.1 Services de proximité	AXE 1.2 Exploitation sexuelle	AXE 2 Soutien aux initiatives	AXE 3 Mandats stratégiques	TOTAL 2025-2026
01- Bas-Saint-Laurent	840 000 \$	- \$	100 000 \$	- \$	940 000 \$
02- Saguenay-Lac-Saint-Jean	480 000 \$	560 000 \$	100 000 \$	- \$	1 140 000 \$
03- Capitale-Nationale	1 210 896 \$	709 925 \$	339 962 \$	- \$	2 260 783 \$
04- Mauricie	240 000 \$	120 000 \$	- \$	- \$	360 000 \$
05- Estrie	290 000 \$	120 000 \$	100 000 \$	- \$	510 000 \$
06- Montréal	1 948 991 \$	1 312 243 \$	773 702 \$	- \$	4 034 936 \$
07- Outaouais	120 000 \$	240 000 \$	100 000 \$	- \$	460 000 \$
08- Abitibi-Témiscamingue	220 000 \$	- \$	70 500 \$	- \$	290 500 \$
09- Côte-Nord	120 000 \$	- \$	250 000 \$	- \$	370 000 \$
10- Nord-du-Québec	360 000 \$	- \$	500 000 \$	- \$	860 000 \$
11- Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	110 413 \$	- \$	- \$	- \$	110 413 \$
12- Chaudière-Appalaches	480 000 \$	120 000 \$	300 000 \$	- \$	900 000 \$
13- Laval	120 000 \$	120 000 \$	- \$	- \$	240 000 \$

Question **032**

Suite

14- Lanaudière	710 296 \$	360 000 \$	- \$	- \$	1 070 296 \$
15- Laurentides	240 000 \$	119 343 \$	340 000 \$	- \$	699 343 \$
16- Montérégie	959 999 \$	706 460 \$	100 000 \$	- \$	1 766 459 \$
17- Centre-du-Québec	480 000 \$	360 000 \$	97 270 \$	- \$	937 270 \$
TOTAL	8 930 595 \$	4 847 971 \$	3 171 434 \$	- \$	16 950 000 \$

b. Les sommes prévues en 2025-2026 pour chacun des 3 volets, par région;

Un montant de 16,95 M\$ était disponible en 2025-2026 pour le financement des bénéficiaires sélectionnés pour les axes 1 et 2 du PQLC, en plus d'un montant de 6,5 M\$ pour la poursuite des initiatives financées dans le cadre du PPDSAC et du PSPPC.

c. Les sommes dépensées en 2025-2026 pour chacun des 3 volets, par région;

En date du 24 mars 2026, aucune somme n'a été dépensée en 2025-2026.

d. Les sommes prévues pour 2026-2027, par région;

L'information est disponible sur Québec.ca : [Programme québécois de lutte contre la criminalité - Recommandations de financement](#).

e. Les organisations en 2025-2026 bénéficiaires de ce programme et les sommes reçues, par région;

AXE	ORGANISATION	RÉGION ADMINISTRATIVE	2025-2026
AXE 1.1 Services de proximité	Corporation de la Maison des Jeunes de Trois-Pistoles	01- Bas-Saint-Laurent	120 000 \$
AXE 1.1 Services de proximité	En tout C.A.S. (Concertation, Aide, Soutien)	01- Bas-Saint-Laurent	120 000 \$
AXE 1.1 Services de proximité	Tandem-Jeunesse	01- Bas-Saint-Laurent	120 000 \$
AXE 1.1 Services de proximité	Travail de rue Matanie	01- Bas-Saint-Laurent	120 000 \$
AXE 1.1 Services de proximité	Carrefour jeunesse-emploi de Témiscouata	01- Bas-Saint-Laurent	120 000 \$
AXE 1.1 Services de proximité	Corporation de l'Entre-Jeunes de Rivière-du-Loup	01- Bas-Saint-Laurent	120 000 \$

Question **032**

Suite

AXE 1.1 Services de proximité	Maison des Jeunes de Matane	01- Bas-Saint-Laurent	120 000 \$
AXE 2 Initiatives	Collectif régional de développement du Bas-Saint-Laurent	01- Bas-Saint-Laurent	100 000 \$
AXE 1.1 Services de proximité	Comité du Travail de rue d'Alma	02- Saguenay-Lac-Saint-Jean	120 000 \$
AXE 1.1 Services de proximité	Service de Travail de Rue de Chicoutimi	02- Saguenay-Lac-Saint-Jean	120 000 \$
AXE 1.1 Services de proximité	Toxic-Actions	02- Saguenay-Lac-Saint-Jean	120 000 \$
AXE 1.2 Exploitation sexuelle	CALACS du Saguenay	02- Saguenay-Lac-Saint-Jean	120 000 \$
AXE 1.2 Exploitation sexuelle	Service de Travail de Rue de Chicoutimi	02- Saguenay-Lac-Saint-Jean	120 000 \$
AXE 1.1 Services de proximité	Corporation les Adolescents et la Vie de Quartier de Chicoutimi	02- Saguenay-Lac-Saint-Jean	120 000 \$
AXE 1.2 Exploitation sexuelle	CALACS Entre Elles	02- Saguenay-Lac-Saint-Jean	100 000 \$
AXE 1.2 Exploitation sexuelle	Le Patro de Jonquière inc.	02- Saguenay-Lac-Saint-Jean	120 000 \$
AXE 1.2 Exploitation sexuelle	Maison d'hébergement l'Issue	02- Saguenay-Lac-Saint-Jean	100 000 \$
AXE 2 Initiatives	Maison d'hébergement l'Issue	02- Saguenay-Lac-Saint-Jean	100 000 \$
AXE 1.1 Services de proximité	Maison des jeunes l'Escapade de Val-Bélair	03- Capitale-Nationale	120 000 \$
AXE 1.1 Services de proximité	Pilier Jeunesse	03- Capitale-Nationale	120 000 \$
AXE 1.1 Services de proximité	Programme d'encadrement clinique et d'hébergement P.E.C.H	03- Capitale-Nationale	120 000 \$
AXE 1.1 Services de proximité	Projet intervention Prostitution Québec inc	03- Capitale-Nationale	120 000 \$
AXE 1.1 Services de proximité	Regroupement action prévention jeunesse des Laurentides	03- Capitale-Nationale	120 000 \$
AXE 1.1 Services de proximité	SQUAT Basse-Ville	03- Capitale-Nationale	120 000 \$
AXE 1.1 Services de proximité	TRAIC Jeunesse	03- Capitale-Nationale	120 000 \$
AXE 1.1 Services de proximité	TRIP jeunesse Beauport	03- Capitale-Nationale	120 000 \$
AXE 1.2 Exploitation sexuelle	La Maison de Marthe	03- Capitale-Nationale	119 803 \$
AXE 1.2 Exploitation sexuelle	Maison Marie-Frédéric	03- Capitale-Nationale	116 850 \$
AXE 1.2 Exploitation sexuelle	Projet intervention Prostitution Québec inc	03- Capitale-Nationale	120 000 \$
AXE 1.2 Exploitation sexuelle	Projet L.U.N.E.	03- Capitale-Nationale	113 272 \$
AXE 1.2 Exploitation sexuelle	SQUAT Basse-Ville	03- Capitale-Nationale	120 000 \$
AXE 1.1 Services de proximité	La Maison des jeunes de Pont-Rouge 125 inc	03- Capitale-Nationale	119 741 \$
AXE 1.1 Services de proximité	L'Engrenage Saint-Roch	03- Capitale-Nationale	11 155 \$

Question **032**

Suite

AXE 1.1 Services de proximité	L'Évasion St-Pie X	03- Capitale-Nationale	120 000 \$
AXE 1.2 Exploitation sexuelle	TRAIC Jeunesse	03- Capitale-Nationale	120 000 \$
AXE 2 Initiatives	Programme d'encadrement clinique et d'hébergement P.E.C.H	03- Capitale-Nationale	89 962 \$
AXE 2 Initiatives	Service de police de la Ville de Québec	03- Capitale-Nationale	250 000 \$
AXE 1.1 Services de proximité	Le Trash	04- Mauricie	120 000 \$
AXE 1.1 Services de proximité	Point de Rue de Trois-Rivières & Nicolet-Yamaska	04- Mauricie	120 000 \$
AXE 1.2 Exploitation sexuelle	Centre d'amitié autochtone La Tuque	04- Mauricie	120 000 \$
AXE 1.1 Services de proximité	Coalition Impact de rue Haute-Yamaska	05- Estrie	120 000 \$
AXE 1.1 Services de proximité	Coalition sherbrookoise pour le travail de rue	05- Estrie	120 000 \$
AXE 1.2 Exploitation sexuelle	CALACS Agression Estrie	05- Estrie	120 000 \$
AXE 1.1 Services de proximité	Organisme Multus	05- Estrie	50 000 \$
AXE 2 Initiatives	Maison des Jeunes de Granby	05- Estrie	100 000 \$
AXE 1.1 Services de proximité	AJOI	06- Montréal	120 000 \$
AXE 1.1 Services de proximité	En Marge 12-17	06- Montréal	120 000 \$
AXE 1.1 Services de proximité	L'Antre-Jeunes de Mercier-Est	06- Montréal	120 000 \$
AXE 1.1 Services de proximité	Mouvement jeunesse Montréal-Nord	06- Montréal	120 000 \$
AXE 1.1 Services de proximité	Plein Milieu	06- Montréal	108 991 \$
AXE 1.1 Services de proximité	Projet Ado Communautaire en Travail de rue	06- Montréal	120 000 \$
AXE 1.1 Services de proximité	Rue Action Prévention Jeunesse	06- Montréal	120 000 \$
AXE 1.1 Services de proximité	Société Ressources-Loisirs de Pointe-aux-Trembles	06- Montréal	120 000 \$
AXE 1.1 Services de proximité	Spectre de rue inc.	06- Montréal	120 000 \$
AXE 1.1 Services de proximité	Travail de rue action communautaire	06- Montréal	120 000 \$
AXE 1.2 Exploitation sexuelle	AJOI	06- Montréal	120 000 \$
AXE 1.2 Exploitation sexuelle	Centre d'expertise en agression sexuelle Marie-Vincent (CEASMV)	06- Montréal	120 000 \$
AXE 1.2 Exploitation sexuelle	Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle	06- Montréal	120 000 \$
AXE 1.2 Exploitation sexuelle	En Marge 12-17	06- Montréal	120 000 \$
AXE 1.2 Exploitation sexuelle	La Sortie	06- Montréal	120 000 \$

Question **032**

Suite

AXE 1.2 Exploitation sexuelle	L'Anonyme U.I.M.	06- Montréal	120 000 \$
AXE 1.1 Services de proximité	Dopamine	06- Montréal	120 000 \$
AXE 1.1 Services de proximité	L'Anonyme U.I.M.	06- Montréal	120 000 \$
AXE 1.1 Services de proximité	Le Projet Harmonie	06- Montréal	120 000 \$
AXE 1.1 Services de proximité	Les YMCA du Québec	06- Montréal	120 000 \$
AXE 1.1 Services de proximité	Un itinéraire pour tous	06- Montréal	120 000 \$
AXE 1.2 Exploitation sexuelle	Coalition québécoise contre la traite des personnes	06- Montréal	120 000 \$
AXE 1.2 Exploitation sexuelle	Rue Action Prévention Jeunesse	06- Montréal	72 244 \$
AXE 1.2 Exploitation sexuelle	Spectre de rue inc	06- Montréal	119 999 \$
AXE 1.2 Exploitation sexuelle	Un toit pour elles	06- Montréal	120 000 \$
AXE 2 Initiatives	Centre d'expertise en agression sexuelle Marie-Vincent (CEASMV)	06- Montréal	99 900 \$
AXE 2 Initiatives	Collectif Ex-Placé DPJ	06- Montréal	100 000 \$
AXE 2 Initiatives	La Maison Benoit Labre	06- Montréal	100 000 \$
AXE 2 Initiatives	Regroupement des organismes communautaires québécois pour le travail de rue (ROCQTR)	06- Montréal	100 000 \$
AXE 2 Initiatives	Via-Travail Inc.	06- Montréal	93 802 \$
AXE 2 Initiatives	Ville de Montréal - Arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension	06- Montréal	30 000 \$
AXE 2 Initiatives	AJOI	06- Montréal	250 000 \$
AXE 1.1 Services de proximité	Centre d'amitié autochtone de Montréal	06- Montréal	120 000 \$
AXE 1.2 Exploitation sexuelle	Centre d'amitié autochtone de Montréal	06- Montréal	120 000 \$
AXE 1.2 Exploitation sexuelle	Résilience Montréal	06- Montréal	40 000 \$
AXE 1.1 Services de proximité	Résilience Montréal	06- Montréal	40 000 \$
AXE 1.2 Exploitation sexuelle	CALAS de l'Outaouais	07- Outaouais	120 000 \$
AXE 1.2 Exploitation sexuelle	Centre d'intervention en abus sexuel pour la famille	07- Outaouais	120 000 \$
AXE 1.1 Services de proximité	SOS Contact AI-To Inc.	07- Outaouais	120 000 \$

Question **032**

Suite

AXE 2 Initiatives	Repère familial Vallée-de-la-Gatineau	07- Outaouais	100 000 \$
AXE 1.1 Services de proximité	Arrimage Jeunesse	08- Abitibi-Témiscamingue	120 000 \$
AXE 1.1 Services de proximité	Groupe IO	08- Abitibi-Témiscamingue	100 000 \$
AXE 2 Initiatives	La Soupape Maison des jeunes inc	08- Abitibi-Témiscamingue	70 500 \$
AXE 1.1 Services de proximité	Carrefour Solidaire Haute-Côte-Nord	09- Côte-Nord	120 000 \$
AXE 2 Initiatives	Les Productions Innu Nikamu	09- Côte-Nord	250 000 \$
AXE 1.1 Services de proximité	Maison de la Famille Salluit (Iqitsivik)	10- Nord-du-Québec	120 000 \$
AXE 1.1 Services de proximité	Nurrait Jeunes Karibus	10- Nord-du-Québec	120 000 \$
AXE 1.1 Services de proximité	Saqijuj	10- Nord-du-Québec	120 000 \$
AXE 2 Initiatives	Saqijuj	10- Nord-du-Québec	250 000 \$
AXE 2 Initiatives	Saqijuj	10- Nord-du-Québec	250 000 \$
AXE 1.1 Services de proximité	MAISON DES JEUNES DE RIVIÈRE-AU-RENARD	11- Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	110 413 \$
AXE 1.1 Services de proximité	Le Carrefour Employabilité - Travail de rue	12- Chaudière-Appalaches	120 000 \$
AXE 1.1 Services de proximité	Maison des jeunes de Beauce-Sartigan	12- Chaudière-Appalaches	120 000 \$
AXE 1.1 Services de proximité	Réseau D'Entraide des Appalaches	12- Chaudière-Appalaches	120 000 \$
AXE 1.2 Exploitation sexuelle	Alliance-Jeunesse Chutes-de-la-Chaudière	12- Chaudière-Appalaches	120 000 \$
AXE 1.1 Services de proximité	Maison des jeunes Beauce-Centre	12- Chaudière-Appalaches	120 000 \$
AXE 2 Initiatives	Alternatives Côte-Sud	12- Chaudière-Appalaches	100 000 \$
AXE 2 Initiatives	I.C.I. Montmagny-L'Islet	12- Chaudière-Appalaches	100 000 \$
AXE 2 Initiatives	Carrefour jeunesse emploi de Beauce-Nord	12- Chaudière-Appalaches	100 000 \$
AXE 1.1 Services de proximité	Travail de rue de l'Île de Laval	13- Laval	120 000 \$
AXE 1.2 Exploitation sexuelle	Travail de rue de l'Île de Laval (T.R.Î.L.)	13- Laval	120 000 \$
AXE 1.1 Services de proximité	Ô Travail de Rue Etc (OTRE)	14- Lanaudière	120 000 \$
AXE 1.1 Services de proximité	Travail de Rue Lavaltrie	14- Lanaudière	120 000 \$
AXE 1.1 Services de proximité	Travail de rue le TRAJET	14- Lanaudière	120 000 \$
AXE 1.2 Exploitation sexuelle	CALACS La Chrysalide	14- Lanaudière	120 000 \$
AXE 1.2 Exploitation sexuelle	CALACS Lueur d'Espoir	14- Lanaudière	120 000 \$

Question **032**

Suite

AXE 1.2 Exploitation sexuelle	Travail de rue le TRAJET	14- Lanaudière	120 000 \$
AXE 1.1 Services de proximité	Carrefour jeunesse-emploi Matawinie	14- Lanaudière	120 000 \$
AXE 1.1 Services de proximité	Maison des Jeunes de Mascouche	14- Lanaudière	110 296 \$
AXE 1.1 Services de proximité	Zone Ados	14- Lanaudière	120 000 \$
AXE 1.1 Services de proximité	L'Écluse des Laurentides	15- Laurentides	120 000 \$
AXE 1.2 Exploitation sexuelle	Le Phare des Affranchies	15- Laurentides	119 343 \$
AXE 1.1 Services de proximité	Le lien de rue de Mirabel	15- Laurentides	120 000 \$
AXE 2 Initiatives	Centre d'hébergement multiservice de Mirabel	15- Laurentides	90 000 \$
AXE 2 Initiatives	Régie intermunicipale de police Thérèse-De-Blainville	15- Laurentides	250 000 \$
AXE 1.1 Services de proximité	L'Inter Section MRC d'Acton	16- Montérégie	120 000 \$
AXE 1.1 Services de proximité	Macadam Sud	16- Montérégie	120 000 \$
AXE 1.2 Exploitation sexuelle	CALACS des Rivières Haute-Yamaska Brome-Missisquoi	16- Montérégie	120 000 \$
AXE 1.2 Exploitation sexuelle	Centre d'intervention en violence et agressions sexuelle de la Montérégie (CIVAS Montérégie)	16- Montérégie	120 000 \$
AXE 1.2 Exploitation sexuelle	Groupe Action Nouvelle Vie	16- Montérégie	120 000 \$
AXE 1.2 Exploitation sexuelle	Justice alternative de Suroît	16- Montérégie	120 000 \$
AXE 1.1 Services de proximité	Le Centre d'intervention-Jeunesse des Maskoutains(CIJM)	16- Montérégie	120 000 \$
AXE 1.1 Services de proximité	Le Pacte de rue inc.	16- Montérégie	120 000 \$
AXE 1.1 Services de proximité	L'estrade	16- Montérégie	120 000 \$
AXE 1.1 Services de proximité	Maison des jeunes de Saint-Rémi inc.	16- Montérégie	120 000 \$
AXE 1.1 Services de proximité	Maison des jeunes de Varennes inc.	16- Montérégie	119 999 \$
AXE 1.1 Services de proximité	Passe-moi la puck	16- Montérégie	120 000 \$
AXE 1.2 Exploitation sexuelle	Action jeunesse St-Pie X de Longueuil inc.	16- Montérégie	109 200 \$
AXE 1.2 Exploitation sexuelle	La Traversée (Rive-Sud)	16- Montérégie	117 260 \$
AXE 2 Initiatives	Macadam Sud	16- Montérégie	100 000 \$
AXE 1.1 Services de proximité	La Piaule Centre du Québec inc	17- Centre-du-Québec	120 000 \$
AXE 1.1 Services de proximité	LaRue Bécancour inc.	17- Centre-du-Québec	120 000 \$

Question **032** Suite

AXE 1.1 Services de proximité	Répit Jeunesse	17- Centre-du-Québec	120 000 \$
AXE 1.2 Exploitation sexuelle	La Piaule Centre du Québec inc.	17- Centre-du-Québec	120 000 \$
AXE 1.2 Exploitation sexuelle	Répit Jeunesse	17- Centre-du-Québec	120 000 \$
AXE 1.2 Exploitation sexuelle	LaRue Bécancour inc.	17- Centre-du-Québec	120 000 \$
AXE 2 Initiatives	Ville de Drummondville	17- Centre-du-Québec	97 270 \$
AXE 1.1 Services de proximité	Institution Kiuna	17- Centre-du-Québec	120 000 \$

f. **Le montant restant dans l'enveloppe de 139,4 M\$ en date du 31 mars 2026.**

118 900 000 \$ après les engagements 2025-2026 détaillés ci-haut.

Question **033**

Le 1er juin 2021, le gouvernement du Québec annonçait 1,375 M\$ aux municipalités, dans le cadre du programme de soutien aux municipalités en prévention de la criminalité. En lien avec cette annonce, veuillez nous fournir :

- a. La liste et le nombre de projets reçus en 2025-2026;
- b. La liste et le nombre de projets refusés en 2025-2026, indiquer le motif du refus;
- c. La liste des projets retenus en 2025-2026 et le montant accordé, par projet.

Le Programme de soutien aux municipalités en prévention de la criminalité (PSM) visait à soutenir les organisations municipales et les communautés autochtones dans la mise en œuvre de mesures adaptées à leurs propres réalités afin d'assurer des milieux de vie plus sécuritaires à leurs citoyens. Le PSM a pris fin au 31 mars 2024.

Question **034**

Pour chaque communauté autochtone, veuillez nous dire :
a) Les besoins budgétaires demandés en 2025-2026;
b) Le budget octroyé en 2025-2026;
c) Le budget demandé pour 2026-2027;
d) Les prévisions budgétaires pour 2026-2027.

COMMUNAUTÉS	DEMANDES BUDGÉTAIRES EN 2025-2026	MONTANT OCTROYÉ EN 2025-2026	PROJETS
Programme de prévention de la délinquance par les sports, les arts et la culture			
Communauté de Mashteuiatsh	129 587 \$	90 000 \$	Financement accordé à la Mobilisation Uauitshitutau.
Plusieurs Premières Nations	100 000 \$	90 000 \$	Financement accordé au Conseil en Éducation des Premières Nations.
Communauté de Uashat Mak Mani-Utenam	100 000 \$	95 000 \$	Financement accordé à Les productions Innu Nikamu.
Communautés Inuit du Nunavik	100 000 \$	100 000 \$	Financement accordé à Nurrait Jeunes Karibus.
Communauté de Manawan	96 285 \$	88 753 \$	Financement accordé au Centre Mihawoso – Centre de Pédiatrie Sociale de Manawan.
Communauté de Gesgapegiag	89 700 \$	89 700 \$	Financement accordé au Gesgapegiag Police Department.
Communauté de Lac-Simon	100 000 \$	82 053 \$	Financement accordé au Service de police Lac-Simon.
Sous-total	715 572 \$	635 506 \$	

Question **034**

Suite

COMMUNAUTÉS	DEMANDES BUDGÉTAIRES EN 2025-2026	MONTANT OCTROYÉ EN 2025-2026	PROJETS
Partage des produits issus de la confiscation civile			
Communauté d'Obedjiwan	Ne s'applique pas.	8 618 \$	Cette somme est versée à la communauté en raison des opérations policières menées par la Sécurité publique d'Opitciwan dans le cadre du Décret 328-2024.
Sous-total	Ne s'applique pas.	8 618 \$	
Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité			
Communauté de Lac-Simon	Ne s'applique pas.	1 453 \$	Cette somme est versée à la communauté en raison des opérations policières menées par le Service de police Lac-Simon dans le cadre du Décret 349-99.
Administration régionale Kativik (Nunavik)	Ne s'applique pas.	141 \$	Cette somme est versée en raison des opérations policières menées par le Nunavik Police Service dans le cadre du Décret 349-99.
Communauté de Kitigan Zibi Anishinabeg	Ne s'applique pas.	239 \$	Cette somme est versée à la communauté en raison des opérations policières menées par le Kitigan Zibi Police Service dans le cadre du Décret 349-99.
Communauté d'Obedjiwan	Ne s'applique pas.	844 \$	Cette somme est versée à la communauté en raison des opérations policières menées par la Sécurité publique d'Opitciwan dans le cadre du Décret 349-99.

Question **034**

Suite

COMMUNAUTÉS	DEMANDES BUDGÉTAIRES EN 2025-2026	MONTANT OCTROYÉ EN 2025-2026	PROJETS
Communauté de Pikogan	Ne s'applique pas.	1 434 \$	Cette somme est versée à la communauté en raison des opérations policières menées par le Service de police de Pikogan dans le cadre du Décret 349-99.
Communauté de Uashat Mak Mani-Utenam	Ne s'applique pas.	274 \$	Cette somme est versée à la communauté en raison des opérations policières menées par la Sécurité publique de Uashat Mak Mani-Utenam dans le cadre du Décret 349-99.
Sous-total	Ne s'applique pas.	4 385 \$	
Programme de soutien aux pratiques policières concertées en itinérance et en santé mentale			
Communauté d'Odanak	182 700 \$	189 000 \$	Financement accordé au Corps de police des Abénakis.
Communauté de Gesgapegiag	192 535 \$	193 500 \$	Financement accordé au Gesgapegiag Police Department.
Communauté de Pikogan	95 490 \$	113 620 \$	Financement accordé au Service de police de Pikogan.
Sous-total	470 725 \$	496 120 \$	

Question **034** Suite

COMMUNAUTÉS	DEMANDES BUDGÉTAIRES EN 2025-2026	MONTANT OCTROYÉ EN 2025-2026	PROJETS
Fonds pour bâtir des communautés plus sécuritaires			
Communauté de Kuujuaq	488 437,92 \$	488 437,92 \$	Financement accordé à l'organisme Saqjuq.
Sous-total	488 437,92 \$	488 437,92 \$	
Fonds d'action contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs 2023-2028			
Mesure Programme Premières Nations et Inuit – Volet 1 : Initiatives en prévention de la criminalité			
Hors communautés (Territoires d'intervention des Centres d'amitié autochtones affiliés au Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec ainsi que ses points de services.)	300 000 \$	300 000 \$	Financement accordé au Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec
Sous-total	300 000 \$	300 000 \$	

Question **034** Suite

COMMUNAUTÉS	DEMANDES BUDGÉTAIRES EN 2025-2026	MONTANT OCTROYÉ EN 2025-2026	PROJETS
Stratégie québécoise de lutte contre la violence armée			
Communauté d'Akwesasne	1 060 200 \$	1 060 200 \$	Financement accordé au Akwesasne Mohawk Police Service.
Sous-total	1 060 200 \$	1 060 200 \$	
GRAND TOTAL	3 034 934,92	2 993 266,92 \$	

Au 31 janvier 2026

Question **034**

Pour chaque communauté autochtone, veuillez nous dire :
a. Les besoins budgétaires demandés en 2025-2026;
b. Le budget octroyé en 2025-2026;
c. Le budget demandé pour 2026-2027;
d. Les prévisions budgétaires pour 2026-2027.

COMMUNAUTÉS	DEMANDES BUDGÉTAIRES EN 2025-2026	MONTANT OCTROYÉ EN 2025-2026	PROJETS
Innu	902 127 \$	847 999 \$	Hébergement dans la communauté de personnes contrevenantes autochtones en vue de leur réinsertion sociale
Administration régionale Kativik	284 394 \$	284 394 \$	Entente pour le financement de certaines infrastructures et équipements prévus au schéma de couverture de risques de l'Administration régionale Kativik (rénovation de cinq casernes et mise à niveau des véhicules d'intervention de deux municipalités) (Entente 1).

Question **035**

Pour l'année 2025-2026, les échanges du ministre, son cabinet et/ou le ministère avec le ministre des Affaires autochtones, son cabinet et/ou ministère concernant le registre des armes à feu pour les communautés autochtones.

Au cours de 2025-2026, le MSP n'a reçu aucune demande de la part des communautés autochtones et Inuit en lien avec l'immatriculation des armes à feu.

Au 31 janvier 2026

Question **036**

Nombre d'avertissements remis pour contravention à la Loi sur l'immatriculation des armes à feu ou au Règlement sur l'immatriculation des armes à feu en 2025-2026.

Le projet de loi no 25, Loi modifiant principalement la Loi sur l'immatriculation des armes à feu, a été sanctionné le 30 octobre 2019. Cette loi permet notamment aux agents de protection de la faune d'appliquer la Loi sur l'immatriculation des armes à feu. Ils peuvent également donner un avis enjoignant le propriétaire d'une arme à feu qui n'est pas immatriculée d'en demander l'immatriculation dans un délai de 14 jours et d'en fournir la preuve. Ces pouvoirs sont effectifs depuis le 1^{er} décembre 2019.

Pour la période du 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026, 15 avis demandant une immatriculation dans les 14 jours et trois constats d'infraction générale ont été émis.

Question **037**

Toute directive opérationnelle émise par le ministère, ses organismes ou ses agences, au sujet de l'application de la Loi sur l'immatriculation des armes à feu.

Le ministère de la Sécurité publique n'a émis aucune directive opérationnelle au sujet de l'application de la Loi sur l'immatriculation des armes à feu.

En ce qui a trait aux activités de la Sûreté du Québec, incluant les communications aux corps de police municipaux et autochtones, veuillez-vous référer au cahier de la Sûreté du Québec.

Question **038**

État de situation des activités du Centre de prévention à la radicalisation depuis sa création. Sommes totales versées en subvention en 2025-2026. Sommes totales prévues en subvention pour 2026-2027.

Le Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence (CPRMV) a pour mission de développer une expertise de pointe, d'identifier les facteurs de risque et de protection, ainsi que de soutenir et d'outiller les proches, les enseignants, les intervenants et la communauté. Il s'agit d'un organisme à but non lucratif qui ne fait pas partie du portefeuille « Sécurité publique ». À ce titre, il est exclu de l'exercice de l'étude des crédits du ministère de la Sécurité publique (MSP).

En 2025-2026, un montant de 600 k\$ a été alloué au CPRMV. L'entente de financement prend fin le 31 mars 2026.

Cette contribution financière vise à offrir un soutien à sa mission d'aide aux individus radicalisés ou en voie de se radicaliser, à l'entourage de ces individus et aux différents intervenants de leur communauté et à maintenir l'offre de services du CPRMV sur l'ensemble du territoire québécois. Il opère entre autres une ligne téléphonique sans frais accessible à l'ensemble des citoyens du Québec. Ce service permet à ceux qui observent ou estiment observer des signes de radicalisation dans leur milieu ou qui ont des préoccupations à l'égard du phénomène de s'adresser de façon confidentielle à des intervenants multidisciplinaires qui détiennent l'expertise requise.

Conformément à l'entente en vigueur, le CPRMV a fait parvenir au MSP les données statistiques relatives aux activités de l'organisme. Au cours de l'année 2025, voici les données disponibles* :

- Nombre de demandes reçues pour l'année 2025 : 686
- Nombre de demandes d'assistance pour des cas liés à la radicalisation et aux incidents haineux en 2025 : 129 (inclus dans le nombre total de 686 demandes)

* Ces chiffres ne comprennent pas les demandes de la ligne Renfort, dédiée à la violence armée. Également, il est impossible d'établir si une variation significative des données est présente par rapport à l'année 2024 puisque le CPRMV n'a pas fourni les données pour cette période.

À cela s'ajoute un financement supplémentaire au CPRMV pour la bonification de la ligne RENFORT. Depuis son implantation en juin 2023, la ligne RENFORT prend les appels de personnes et de familles ayant des préoccupations en matière de violence armée. Le financement complémentaire du gouvernement du Québec permet d'élargir la couverture du service au niveau national, depuis janvier 2024. Ce financement de 200 000 \$ par année sur 3 ans à compter de 2023-2024 est assumé à parts égales entre le MSP et le ministère de l'Éducation. Cette mesure s'inscrit au Plan de prévention de la violence et de l'intimidation dans les écoles 2023-2028. L'entente de financement de la mesure prend fin le 31 mars 2026.

Au 31 janvier 2026

Question **039**

Concernant le comité d'experts chargé de produire un avis concernant la présence de pornographie juvénile sur les sites des entreprises enregistrées au Québec, indiquer :

- a) les représentants sur ce comité;
- b) les dates des rencontres;
- c) la liste des participants;
- d) les ordres du jour;
- e) les procès-verbaux;
- f) Le budget alloué à ce comité.

Ce comité n'est plus actif. Il a terminé ses travaux en 2022-2023. Veuillez-vous référer aux cahiers des années antérieures de l'étude des crédits.

Question **040**

Concernant le comité interministériel formé de 16 ministères et organismes pour la mise en œuvre d'un plan d'action pour l'exploitation sexuelle des mineurs, indiquer :

- a) Les dates des rencontres;
- b) Les listes des participants;
- c) Les ordres du jour;
- d) Les procès-verbaux.

En 2025-2026, le ministère de la Sécurité publique a tenu trois rencontres du Comité interministériel de suivi de la mise en œuvre du Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs (PACSESM), soit les 6 juin 2025, 7 novembre 2025 et 16 janvier 2026.

La liste des participants :

- Ministère de la Sécurité publique;
- Directeur des poursuites criminelles et pénales;
- Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation;
- Ministère de l'Éducation;
- Ministère de l'Enseignement supérieur;
- Ministère de la Justice du Québec;
- Ministère de la Santé et des Services sociaux;
- Ministère du Tourisme;
- Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration;
- Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit;
- Secrétariat à la condition féminine;
- Secrétariat à la Jeunesse.

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2026-2027

Question **041**

En juin 2021, le gouvernement annonçait 100 M\$ sur 5 ans dans des mesures de répression pour la lutte contre l'exploitation sexuelle des mineurs. Pour chacune des mesures annoncées, veuillez nous indiquer :

- Les sommes prévues en 2025-2026;
- Les sommes investies en 2025-2026
- Les prévisions pour les 4 prochaines années;
- Le bilan et les résultats;
- Le suivi de chacune des mesures.

Le ministère de la Sécurité publique a mis en place deux mesures de répression pour lutter contre l'exploitation sexuelle des mineurs, soit : Renforcer la capacité d'action de l'équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme et Créer la première escouade virtuelle au Québec pour contrer la pornographie juvénile. Voici pour chacune des mesures l'information demandée.

L'Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme (EILP) (79,2 M\$ sur 5 ans)

Réponses aux questions a) et b) : Les sommes prévues et investies en 2025-2026

Organisations	Sommes investies en 2025-2026
Sûreté du Québec	8 814 700 \$
Service de police de la Ville de Montréal	1 829 900 \$
Service de police de la Ville de Québec	2 025 700 \$
Service de police de la Ville de Gatineau	999 600 \$
Service de police de Laval	559 600 \$
Service de police de l'agglomération de Longueuil	140 100 \$
Ministère de la Sécurité publique	95 400 \$
Total 2025-2026	14 465 000 \$

d) Bilan et résultats

Les résultats de l'EILP :

Pour la période du 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026, il y a eu :

- 39 perquisitions;
- 63 arrestations;
- 204 chefs d'accusation
- 12 opérations de détection locales et provinciales.

Question **041**

Suite

Équipe intégrée de lutte contre la pornographie juvénile (EILP-J) (12,6 M\$ sur 5 ans)

Réponses aux questions a) et b) : Les sommes prévues et investies pour l'année 2025-2026

Organisations	Sommes investies en 2025-2026
Sûreté du Québec	1 544 100 \$
Service de police de la Ville de Montréal	374 500 \$
Service de police de la Ville de Québec	428 000 \$
Service de police de la Ville de Gatineau	179 500 \$
Service de police de Laval	192 900 \$
Service de police de l'agglomération de Longueuil	199 200 \$
Total 2025-2026	2 918 200 \$

d) Bilan et résultats

Résultats de l'EILP-J :

Pour la période du 1er avril 2025 au 31 janvier 2026, il y a eu :

- 77 perquisitions;
- 63 arrestations;
- 25 dossiers avec accusations de distribution de pornographie juvénile;
- 14 dossiers avec accusations de production de pornographie juvénile;
- 50 dossiers avec autres accusations.

e) Suivi de chacune des mesures

L'EILP et l'EILP-J sont en place et opérationnelles. Le suivi de ces deux mesures est inclus dans le suivi général du Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs – Briser le cycle de l'exploitation sexuelle.

Au 31 janvier 2026

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2026-2027

Question **042**

En octobre 2021, le gouvernement du Québec annonçait 19 M\$ pour les mesures de prévention pour la lutte contre l'exploitation sexuelle des mineurs. Pour chacune des mesures annoncées, veuillez nous indiquer :

- Les sommes prévues en 2025-2026;
- Les sommes investies en 2025-2026;
- Les prévisions pour les 4 prochaines années;
- Le bilan et les résultats;
- Le suivi de chacune des mesures.

Le MSP a annoncé, en octobre 2021, un investissement de près de 19,3 M\$ sur cinq ans afin de poursuivre son engagement à mettre en œuvre les recommandations formulées par la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs. Les sommes versées sont consacrées à cinq mesures en prévention et en intervention auprès des victimes actuelles et potentielles.

En 2025-2026, une somme de 1 210 596 \$ a été investie pour la mesure 13 – Consolidation des tables de concertation.

Mesures	Bilan et résultats	Suivi de la mesure
10. Soutien à la mission des organismes communautaires (PMES)	Un bilan de programme a été produit à l'été 2025.	Terminée. Le PMES a pris fin au 31 mars 2025. Le soutien à la mission en exploitation sexuelle a été intégré au Programme québécois de lutte contre la criminalité 2025-2028 (PQLC).
11. Programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes (PPI)	Un bilan de programme a été produit à l'hiver 2024.	Terminé. Le PPI a pris fin au 31 mars 2025. Les activités de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes sont admissibles pour financement à l'axe 2 – Soutien aux initiatives du PQLC.
12. Documenter et expérimenter la pratique d'intervention dans le cyberspace	L'organisme bénéficiaire de la mesure (Projet Intervention Prostitution Québec (PIPQ)) produit un bilan après chaque année d'activités, conformément à l'entente de subvention. Le dernier bilan présente les résultats suivants: - Présence soutenue et continue sur le Web pour informer, accompagner et référer les jeunes selon les besoins exprimés (accompagnement soutenu de 13 jeunes et 230 interventions via texto ou réseaux sociaux auprès de 81 individus).	Terminée.

Question **042**

Suite

	<ul style="list-style-type: none"> - Exploration des stratégies et outils numériques utilisés auprès des jeunes pour les sensibiliser, prévenir et intervenir en matière d'exploitation sexuelle - Déploiement de la formation à l'intention des personnes œuvrant en intervention (3 formations offertes (Québec, Saguenay, Drummondville) avec entre 15 et 40 participants chacune). - Sensibilisation à l'exploitation sexuelle (Saison 2 du podcast <i>Les nuances</i>, Publication de contenu sur les plateformes numériques). 	
<p>13. Consolidation des tables de concertation</p>	<p>Un bilan de programme a été produit à l'hiver 2024.</p>	<p>Le processus de reconduction des financements en 2025-2026 est en cours (signature des ententes avec les bénéficiaires) pour les neuf tables régionales de concertation en exploitation sexuelle (Saguenay, Outaouais, Montréal, Québec, Laval, Longueuil, Lanaudière, Drummondville et Salaberry-de-Valleyfield) et la table nationale de concertation en exploitation sexuelle.</p>
<p>15. Formation spécialisée en exploitation sexuelle</p>	<p>L'organisme bénéficiaire de la mesure (Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale (CIUSSS-CN)) produit un bilan après chaque année d'activités, conformément à l'entente de subvention. Le dernier bilan présente les résultats suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise à jour de la formation des formateurs sur la prévention et l'intervention en exploitation sexuelle; - Offre de la formation des formateurs dans différentes régions (Drummondville, Québec, Montréal); - Animation de communautés de pratiques auprès des intervenants ayant reçu la formation des formateurs. 	<p>Terminée.</p>

Question **042**

Suite

<p>16. Formation non spécialisée en exploitation sexuelle</p>	<p>L'organisme bénéficiaire de la mesure (CIUSSS-CN) produit un bilan après chaque année d'activités, conformément à l'entente de subvention. Le dernier bilan présente les résultats suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Création d'une plateforme Web de formation accessible aux personnes susceptibles d'être en contact avec des victimes d'exploitation sexuelle et au public; - Lancement de la plateforme de formation lors d'un évènement de reconnaissance. 	<p>Terminée.</p>
---	---	------------------

Au 31 janvier 2026

Question **043**

Le 18 janvier 2023, le gouvernement du Québec annonçait un financement total de 2 038 900 \$ pour les 18 organismes communautaires luttant contre l'exploitation sexuelle des mineurs pour l'année 2025-2026, veuillez nous indiquer :

- a) Le nombre total de demandes reçues;
- b) Le nombre de demandes refusées, indiquer le motif du refus;
- c) La liste des projets retenus, la date de l'aide financière et le montant reçu.

Le Programme de soutien à la mission en exploitation sexuelle a pris fin au 31 mars 2025. Le ministère de la Sécurité publique a intégré le financement à la mission spécifique des organismes communautaires et le financement d'initiatives de prévention et d'intervention de l'exploitation sexuelle au sein du Programme québécois de lutte contre la criminalité (PQLC).

- L'axe 1.2 du PQLC est dédié au soutien de la mission spécifique des organismes d'action communautaire reconnus pour leurs services de prévention, de soutien et de protection offerts aux jeunes à risque ou victimes d'exploitation sexuelle, ainsi qu'aux jeunes susceptibles de devenir exploitateurs.

Question **044**

Pour chacune des recommandations du rapport de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs, veuillez nous indiquer l'état d'avancement de la recommandation.

RECOMMANDATION	ÉTAT D'AVANCEMENT AU 31 JANVIER 2026	MESURE(S) PACSESM / INFORMATIONS
<p>Recommandation n° 1</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec déclare formellement et solennellement que la lutte contre l'exploitation sexuelle des mineurs constitue une priorité nationale.</p> <p>Qu'à cette fin, le gouvernement du Québec élabore un plan d'action à partir des présentes recommandations de la Commission. Que ce plan d'action soit révisé périodiquement par un comité interministériel qui devra faire rapport à l'Assemblée nationale tous les deux ans sur la mise en œuvre des actions et que ce rapport soit étudié par la commission compétente.</p>	<p>Réalisé</p>	<p>3 décembre 2020 : L'Assemblée nationale adoptait à l'unanimité une motion déclarant formellement la lutte à l'exploitation sexuelle des mineurs une priorité nationale pour le Québec.</p> <p>3 décembre 2021 : Le ministère de la Sécurité publique lançait le <i>Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs (PACSESM)</i>.</p>
<p>Recommandation n° 2</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec déclare le 4 mars de chaque année comme étant la Journée de la lutte contre l'exploitation sexuelle des mineurs et qu'il souligne, en association avec l'ONU, la Journée mondiale de la lutte contre la traite d'êtres humains le 30 juillet de chaque année.</p>	<p>Réalisé</p>	<p>10 mars 2021 : L'Assemblée nationale adoptait à l'unanimité une motion visant à faire le 4 mars la Journée nationale de la lutte contre l'exploitation sexuelle des mineurs.</p>

Question **044**

Suite

RECOMMANDATION	ÉTAT D'AVANCEMENT AU 31 JANVIER 2026	MESURE(S) PACSESM / INFORMATIONS
<p>Recommandation n° 3</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec déclare la première semaine du mois de mars de chaque année la Semaine nationale de la lutte contre l'exploitation sexuelle des mineurs.</p>	<p>Réalisé</p>	<p>10 mars 2021 : L'Assemblée nationale adoptait à l'unanimité une motion visant à faire du 1^{er} au 7 mars la Semaine nationale de la lutte contre l'exploitation sexuelle des mineurs.</p>
<p>Recommandation n° 4</p> <p>La Commission recommande que soit créée, et soutenue financièrement, une chaire de recherche de stature internationale en partenariat avec l'UNESCO se penchant sur le phénomène de l'exploitation sexuelle des mineurs et les réponses à y apporter.</p>	<p>Réalisé</p>	<p>Mesure n° 1 : Soutenir la réalisation de projets de recherche portant sur l'exploitation sexuelle au Québec (MSP)</p>
<p>Recommandation n° 5</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec confie à des experts le mandat de produire un avis concernant la présence de pornographie juvénile sur des sites liés à des entreprises enregistrées au Québec et les mesures mises en place pour la prévenir et la réprimer.</p>	<p>Réalisé</p>	<p>Mesure n° 2 : Mettre sur pied un comité d'experts sur le renforcement de la responsabilité des entreprises dans la prévention de la pornographie juvénile en ligne (MSP)</p>

Question **044**

Suite

RECOMMANDATION	ÉTAT D'AVANCEMENT AU 31 JANVIER 2026	MESURE(S) PACSESM / INFORMATIONS
<p>Recommandation n° 6 La Commission recommande que le gouvernement du Québec élabore de vastes campagnes de sensibilisation multiplateformes et récurrentes visant à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Informer sur l'exploitation sexuelle des mineurs en s'adressant à l'ensemble de la population et que des volets spécifiques s'adressent aux familles et aux jeunes, aux organismes communautaires (par exemple les maisons des jeunes ou les maisons de la famille), aux intervenants sociaux, au milieu de la restauration et de l'hôtellerie et aux organisateurs de grands événements. • Rappeler le caractère criminel de l'achat de services sexuels. 	<p>Réalisé</p>	<p>Mesure n° 3 : Réaliser une campagne nationale de communication pour sensibiliser la population aux conséquences de l'exploitation sexuelle (MSP)</p> <p>Mesure A1 : Mener des activités de sensibilisation destinées spécialement aux membres des Premières Nations et aux Inuit.</p> <p>Mesure A2 : Mener des actions de communication ciblées sur le phénomène de l'exploitation sexuelle s'adressant aux employeurs et aux travailleurs en régions éloignées</p>
<p>Recommandation n° 7 La Commission recommande que le gouvernement du Québec mène, en partenariat avec les Premières Nations et les Inuit, une campagne de sensibilisation pour les visiteurs à l'entrée de leurs territoires.</p>	<p>Réalisé</p>	<p>Mesure A1 : Mener des activités de sensibilisation destinées spécialement aux membres des Premières Nations et aux Inuit (MSP)</p>

Question **044**

Suite

RECOMMANDATION	ÉTAT D'AVANCEMENT AU 31 JANVIER 2026	MESURE(S) PACSESM / INFORMATIONS
<p>Recommandation n° 8</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec mène, en partenariat avec les Premières Nations et les Inuit, une campagne de sensibilisation ciblant les jeunes Autochtones et leurs communautés sur l'exploitation sexuelle des mineurs.</p>	<p>Réalisé</p>	<p>Mesure A1 : Mener des activités de sensibilisation destinées spécialement aux membres des Premières Nations et aux Inuit (MSP)</p>
<p>Recommandation n° 9</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec, avec le soutien du gouvernement fédéral, mène une campagne de sensibilisation, spécifiquement aux portes d'entrées et de sorties des aéroports, des ports et des postes-frontière, s'adressant à tous les voyageurs, quel que soit leur statut, visant à rappeler le caractère criminel de l'achat de services sexuels et de la traite des personnes sur le territoire canadien.</p>	<p>En cours</p>	<p>Lors de l'élaboration du PACSESM, le Québec était aux prises avec la pandémie de COVID-19. Conséquemment, les efforts déployés par les gouvernements fédéraux et provinciaux aux portes d'entrées et de sorties se concentraient essentiellement sur cette problématique. Cette recommandation avait donc été jugée complexe à mettre en œuvre et le MSP avait donc choisi de prioriser la sensibilisation directe des acteurs de l'industrie du tourisme (mesures n^{os} 21 et 22) et des personnes immigrantes (mesure n° 6).</p> <p>Considérant l'évolution du contexte de mise en œuvre de cette recommandation, le ministre de la Sécurité publique travaille à la mise en œuvre de cette recommandation.</p>

Question **044** Suite

RECOMMANDATION	ÉTAT D'AVANCEMENT AU 31 JANVIER 2026	MESURE(S) PACSESM / INFORMATIONS
<p>Recommandation n° 10</p> <p>La Commission recommande que le ministère de l'Éducation intègre un contenu adapté, spécifique à la prévention et aux risques de l'exploitation sexuelle des personnes mineures au cours d'éducation à la sexualité au primaire et au secondaire.</p> <p>La Commission recommande que les thèmes suivants soient abordés au cours d'éducation à la sexualité, notamment le consentement, le respect, l'accomplissement personnel, l'estime de soi, les relations interpersonnelles saines, l'exploitation sexuelle, les méthodes de recrutement, un usage sécuritaire des médias sociaux et des technologies de l'information.</p>	En cours	<p>Mesure n° 8 : Intégrer la prévention de l'exploitation sexuelle aux contenus d'éducation à la sexualité présentés aux élèves du primaire et du secondaire et soutenir le personnel scolaire dans sa mise en œuvre (MEQ)</p>
<p>Recommandation n° 11</p> <p>La Commission recommande que les cours d'éducation à la sexualité soient donnés par du personnel enseignant formé à cet effet et appuyé par des sexologues ou autres professionnels qualifiés.</p>	En cours	<p>Mesure n° 8 : Intégrer la prévention de l'exploitation sexuelle aux contenus d'éducation à la sexualité présentés aux élèves du primaire et du secondaire et soutenir le personnel scolaire dans sa mise en œuvre (MEQ)</p>
<p>Recommandation n° 12</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec mène une vaste campagne de sensibilisation pour les enfants et leurs parents afin de faire connaître les conséquences liées à un usage risqué des technologies, des applications et des réseaux sociaux ainsi qu'à les outiller pour reconnaître les situations à risque d'exploitation sexuelle dans l'univers virtuel.</p>	Réalisé	<p>Mesure n° 3 : Réaliser une campagne nationale de communication pour sensibiliser la population aux conséquences de l'exploitation sexuelle (MSP)</p> <p>Mesure n° 6 : Sensibiliser les personnes immigrantes, notamment les personnes nouvellement arrivées, à l'exploitation sexuelle des mineurs (MIFI)</p>

Question **044**

Suite

RECOMMANDATION	ÉTAT D'AVANCEMENT AU 31 JANVIER 2026	MESURE(S) PACSESM / INFORMATIONS
<p>Recommandation n° 13</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec mette en place un système d'avis sur Internet qui cible directement les personnes recherchant des services sexuels de mineurs et des sites d'annonces de services sexuels.</p>	<p>En cours</p>	<p>Mesure n° 2 : Mettre sur pied un comité d'experts sur le renforcement de la responsabilité des entreprises dans la prévention de la pornographie juvénile en ligne (MSP)</p>
<p>Recommandation n° 14</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec soutienne des initiatives visant la prévention et le dépistage de l'exploitation sexuelle des mineurs dans l'ensemble des lieux fréquentés par les jeunes.</p>	<p>Réalisé</p>	<p>Mesure n° 11 : Reconduire et bonifier le Programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle (MSP)</p> <p>Mesure n° 12 : Documenter et expérimenter la pratique d'intervention en matière d'exploitation sexuelle dans le cyberspace (MSP)</p>
<p>Recommandation n° 15</p> <p>La Commission recommande, en s'inspirant d'initiatives développées localement, de créer et de généraliser des programmes d'éducation à la sexualité adaptés directement aux jeunes en centre jeunesse.</p>	<p>En cours</p>	<p>Mesure n° 9 : Rendre disponibles et offrir des programmes d'éducation à la sexualité adaptés aux besoins des jeunes hébergés en centre de réadaptation pour jeunes en difficulté d'adaptation (MSSS)</p>

Question **044**

Suite

RECOMMANDATION	ÉTAT D'AVANCEMENT AU 31 JANVIER 2026	MESURE(S) PACSESM / INFORMATIONS
<p>Recommandation n° 16</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec mène une campagne d'information multilingue pour les victimes afin de leur faire connaître leurs droits, particulièrement lorsqu'elles sont liées à un crime et qu'elles sont manipulées par ce fait.</p>	<p>Réalisé</p>	<p>Mesure n° 7 : Effectuer des activités de sensibilisation ciblées à l'intention des jeunes victimes d'exploitation sexuelle pour leur faire connaître leurs droits ainsi que les ressources d'aide à leur disposition (MJQ)</p>
<p>Recommandation n° 17</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec crée avec les organismes du milieu, au cours de la prochaine année, une plateforme unique et interactive dédiée à la lutte contre l'exploitation sexuelle des mineurs. Que cette plateforme offre de l'information et un registre interactif regroupant toutes les ressources d'aide en matière d'exploitation sexuelle des mineurs sur l'ensemble du territoire québécois.</p> <p>Qu'à cette fin, le gouvernement du Québec recense tous les outils éducatifs, les initiatives et les organismes de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des mineurs déployés au Québec.</p>	<p>Réalisé</p>	<p>Mesure n° 5 : Bonifier les contenus relatifs à l'exploitation sexuelle sur le site Québec.ca (MSP)</p> <p>Mesure n° 32 : Rendre disponible un nouveau service de clavardage 24 h/24, 7j/7 par l'entremise de la ligne-ressource Info-aide violence sexuelle (MJQ)</p>

Question **044**

Suite

RECOMMANDATION	ÉTAT D'AVANCEMENT AU 31 JANVIER 2026	MESURE(S) PACSESM / INFORMATIONS
<p>Recommandation n° 18</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec crée et offre aux parents, à même la plateforme unique et interactive, les outils nécessaires afin de les conscientiser, de les accompagner et de les instruire à la problématique de l'exploitation sexuelle des mineurs et à un usage sécuritaire des technologies, des applications et des réseaux sociaux ainsi qu'à les soutenir dans les interventions auprès de leurs enfants, et ce, dès le jeune âge.</p>	<p>Réalisé</p>	<p>Mesure n° 5 : Bonifier les contenus relatifs à l'exploitation sexuelle sur le site Québec.ca (MSP)</p> <p>Mesure n° 32 : Rendre disponible un nouveau service de clavardage 24 h/24, 7j/7 par l'entremise de la ligne-ressource Info-aide violence sexuelle (MJQ)</p>
<p>Recommandation n° 19</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec mette en place dans les plus brefs délais une formule de financement à la mission pour les organismes communautaires luttant contre l'exploitation sexuelle des mineurs plutôt que par projet. Que ce financement soit bonifié.</p>	<p>Réalisé</p>	<p>Mesure n° 10 : Mettre en place un programme de soutien à la mission globale pour les organismes communautaires dont l'expertise et le savoir-faire en matière d'exploitation sexuelle sont reconnus (MSP)</p>

Question **044**

Suite

RECOMMANDATION	ÉTAT D'AVANCEMENT AU 31 JANVIER 2026	MESURE(S) PACSESM / INFORMATIONS
<p>Recommandation n° 20</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec s'assure que sera désignée dans chaque région administrative une table de concertation composée des différents acteurs impliqués dans la lutte contre l'exploitation sexuelle des mineurs. Que le mandat, la mission et l'appellation de ces tables soient uniformisés. Que la réalité de chaque région soit prise en compte dans la composition des tables avec la participation des acteurs des milieux institutionnels et communautaires. Que le partage d'information entre ces tables de concertation soit établi.</p> <p>La Commission recommande de reconduire les mandats des projets du programme Prévention Jeunesse en assurant le financement récurrent ainsi que d'en élargir la portée partout au Québec.</p>	<p>Réalisé</p>	<p>Mesure n° 13 : Bonifier le programme Prévention jeunesse pour inclure un volet de soutien aux tables régionales de concertation en matière d'exploitation sexuelle (MSP)</p>
<p>Recommandation n° 21</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec uniformise un protocole approprié de partage des renseignements personnels et d'information entre les intervenants des services sociaux et des services policiers dans l'optique de prévenir et d'intervenir pour protéger les mineurs de situations d'exploitation sexuelle.</p>	<p>Réalisé</p>	<p>Mesure n° 14 : Clarifier les règles de partage et de communication de renseignements confidentiels entre les professionnels travaillant avec des jeunes bénéficiant de services de protection de la jeunesse pour mieux les protéger en situation de risque ou d'exploitation sexuelle (MSSS)</p>

Question **044**

Suite

Recommandation n° 22

La Commission recommande que le gouvernement du Québec bonifie la formation initiale et la formation continue des intervenantes et des intervenants susceptibles d'être impliqués dans les dossiers d'exploitation sexuelle des mineurs.

Que les différents corps d'emploi ciblés comprennent entre autres :

- Les intervenantes et les intervenants du réseau de la santé et des services sociaux (incluant les services préhospitaliers)
- Le personnel de première ligne dans les communautés autochtones
- Les pharmaciennes et les pharmaciens
- L'ensemble du personnel enseignant et les intervenants des niveaux primaires et secondaires
- La magistrature de la Chambre criminelle et pénale ainsi que de la Chambre de la jeunesse
- Les procureurs et les procureures aux poursuites criminelles et pénales ainsi qu'aux cours municipales
- Le personnel policier et civil au sein des organisations policières
- Les autres intervenantes et les intervenants auprès des jeunes (les organismes de loisirs, etc.)
- Les agentes et les agents des services correctionnels et de probation.

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux s'assure que l'ensemble des professionnels œuvrant auprès des jeunes connaissent l'obligation de dénoncer des situations à risque d'exploitation sexuelle en vertu de la Loi sur la protection de la jeunesse.

Que le contenu de la formation soit développé en partenariat entre les tables régionales et la Chaire de recherche.

En cours

Mesure n° 15 : Poursuivre, bonifier et adapter la formation de formateurs Prévention et intervention en exploitation sexuelle du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale (CIUSSS-CN) pour les intervenantes et les intervenants spécialisés (MSP)

Mesure n° 16 : Sensibiliser les intervenantes et les intervenants susceptibles d'être en contact avec des mineurs victimes d'exploitation sexuelle à l'importance de la détection, du référencement et du signalement en vertu de la Loi sur la protection de la jeunesse (MSP)

Mesure n° 17 : Offrir une formation initiale et une formation de perfectionnement sur l'intervention auprès des personnes victimes d'exploitation sexuelle à l'intention des policières et des policiers ainsi que des agentes et des agents des services correctionnels (MSP)

Mesure n° 19 : Rendre accessible une formation sur l'exploitation sexuelle des mineurs aux membres de la magistrature qui officient à la Chambre criminelle et pénale de la Cour du Québec (DPCP)

Mesure n° 20 : Développer et diffuser une formation visant les étudiantes et les étudiants de programmes d'enseignement supérieur menant à des corps d'emploi et à des professions liées à des dossiers d'exploitation sexuelle (MESQ)

Mesure n° 27 : Bonifier les ressources humaines et financières du Directeur des poursuites criminelles et pénales en matière de lutte contre l'exploitation sexuelle.

Question **044**

Suite

RECOMMANDATION	ÉTAT D'AVANCEMENT AU 31 JANVIER 2026	MESURE(S) PACSESM / INFORMATIONS
<p>Recommandation n° 23</p> <p>La Commission recommande que l'École nationale de police du Québec développe et diffuse une formation sur l'accompagnement des victimes d'exploitation sexuelle des mineurs dans le processus judiciaire.</p>	<p>Réalisé</p>	<p>Mesure n° 18 : Tenir une journée d'actualisation des connaissances sur l'accompagnement des personnes victimes d'exploitation sexuelle dans le processus judiciaire à l'intention des policières et des policiers de même que pour les procureurs et procureures.</p>
<p>Recommandation n° 24</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec crée un sceau « Non à l'exploitation sexuelle des mineurs » et en fasse la promotion notamment en partenariat avec l'industrie hôtelière, les festivals, les grands événements, l'industrie du transport de personnes, et ce, sur l'ensemble du territoire du Québec.</p> <p>Que le sceau soit disponible pour l'ensemble des commerces et que son obtention repose sur des conditions, dont la formation obligatoire du personnel concernant le dépistage de l'exploitation sexuelle des mineurs et l'affichage au sein du commerce d'une publicité sensibilisant à l'exploitation sexuelle des mineurs.</p>	<p>Réalisé</p>	<p>Mesure n° 21 : Mettre en place un programme de formation pour outiller l'industrie hôtelière et celle du transport de personnes dans leur rôle relativement à l'exploitation sexuelle (SCF)</p>

Question **044**

Suite

RECOMMANDATION	ÉTAT D'AVANCEMENT AU 31 JANVIER 2026	MESURE(S) PACSESM / INFORMATIONS
<p>Recommandation n° 25</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec impose aux plateformes locatives numériques, aux établissements hôteliers, aux propriétaires de lieux d'hébergement touristique, aux salons de massage érotique et aux saunas l'obligation d'un affichage bien en vue rappelant le caractère criminel de l'achat de services sexuels.</p>	<p>Partiellement réalisé</p>	<p>Mesure n° 3 : Réaliser une campagne nationale de communication pour sensibiliser la population aux conséquences de l'exploitation sexuelle (MSP)</p>
<p>Recommandation n° 26</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec exige que les plateformes locatives numériques, les établissements hôteliers, les propriétaires de lieux d'hébergement touristique, les salons de massage érotique et les saunas affichent de manière visible les coordonnées pour rapporter un crime d'exploitation sexuelle des mineurs.</p>	<p>Partiellement réalisé</p>	<p>Mesure n° 3 : Réaliser une campagne nationale de communication pour sensibiliser la population aux conséquences de l'exploitation sexuelle (MSP)</p>

Question **044**

Suite

RECOMMANDATION	ÉTAT D'AVANCEMENT AU 31 JANVIER 2026	MESURE(S) PACSESM / INFORMATIONS
<p>Recommandation n° 27</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec rende les subventions ou autres incitatifs fiscaux aux grands événements, représentés par le Regroupement des événements majeurs internationaux, conditionnels à la mise en œuvre de mesures de sensibilisation, de formation de leur personnel et de prévention de l'exploitation sexuelle des mineurs.</p> <p>Que la formation sur l'exploitation sexuelle des mineurs soit admissible en tant que dépense de formation pour les entreprises assujetties à la Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (loi du 1 %).</p> <p>Que cette démonstration d'actions concrètes (par exemple la sensibilisation du public) contre l'exploitation sexuelle des mineurs soit élaborée de concert avec la table de concertation régionale et qu'elle soit validée par la Chaire de recherche.</p> <p>Que les promoteurs déposent obligatoirement un rapport faisant état des mesures mises en place pour lutter contre l'exploitation sexuelle des mineurs.</p>	<p>Réalisé</p>	<p>Mesure n° 22 : Outiller les promoteurs de festivals et d'événements touristiques pour susciter leur engagement quant à la prévention de l'exploitation sexuelle (MTO)</p>

Question **044**

Suite

RECOMMANDATION	ÉTAT D'AVANCEMENT AU 31 JANVIER 2026	MESURE(S) PACSESM / INFORMATIONS
<p>Recommandation n° 28</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec demande formellement au gouvernement fédéral de prendre le décret permettant l'entrée en vigueur de la disposition autorisant l'imposition de peines consécutives pour les trafiquants de la traite de personnes âgées de moins de dix-huit ans.</p>	<p>Réalisé</p>	<p>Mesure n° 23 : Effectuer des représentations auprès du gouvernement fédéral en vue d'apporter des modifications au <i>Code criminel</i> pour faciliter les enquêtes et les poursuites en matière d'exploitation sexuelle (MSP)</p>
<p>Recommandation n° 29</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec demande au gouvernement fédéral de proposer une modification au Code criminel afin d'ajouter l'ensemble des crimes liés au proxénétisme aux activités visées par la confiscation des produits de la criminalité.</p>	<p>Réalisé</p>	<p>Mesure n° 23 : Effectuer des représentations auprès du gouvernement fédéral en vue d'apporter des modifications au <i>Code criminel</i> pour faciliter les enquêtes et les poursuites en matière d'exploitation sexuelle (MSP)</p>
<p>Recommandation n° 30</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec demande au gouvernement du Canada de proposer une modification au Code criminel afin de diminuer la pression sur les victimes en retirant l'étape de l'enquête préliminaire lors d'accusations d'exploitation sexuelle des mineurs et de traite de personnes.</p>	<p>Réalisé</p>	<p>Mesure n° 23 : Effectuer des représentations auprès du gouvernement fédéral en vue d'apporter des modifications au <i>Code criminel</i> pour faciliter les enquêtes et les poursuites en matière d'exploitation sexuelle (MSP)</p>

Question **044**

Suite

RECOMMANDATION	ÉTAT D'AVANCEMENT AU 31 JANVIER 2026	MESURE(S) PACSESM / INFORMATIONS
<p>Recommandation n° 31</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec s'assure que les clients abuseurs reconnus coupables sont inscrits au Registre national des délinquants sexuels.</p>	<p>Réalisé</p>	<p>L'inscription au Registre est effectuée sur ordonnance d'un juge. Cette ordonnance doit être rendue à l'égard de certaines infractions désignées. L'obtention de services sexuels moyennant rétribution d'une personne mineure, la traite d'une personne mineure et le proxénétisme impliquant une victime mineure figurent parmi les infractions sexuelles désignées.</p> <p>Le Centre québécois d'enregistrement des délinquants sexuels procède aux inscriptions dans le Registre national des délinquants sexuels à la réception des jugements.</p>
<p>Recommandation n° 32</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec rappelle aux établissements hôteliers, aux propriétaires de lieux d'hébergement touristique, aux salons de massage érotique et aux saunas leur obligation de signaler toute situation à risque d'exploitation sexuelle de mineurs.</p>	<p>Réalisé</p>	<p>Mesure n° 21 : Mettre en place un programme de formation pour outiller l'industrie hôtelière et celle du transport de personnes dans leur rôle relativement à l'exploitation sexuelle (SCF)</p>

Question **044**

Suite

RECOMMANDATION	ÉTAT D'AVANCEMENT AU 31 JANVIER 2026	MESURE(S) PACSESM / INFORMATIONS
<p>Recommandation n° 33</p> <p>La Commission recommande que le ministère de la Justice examine la possibilité de modifier le Code civil du Québec afin d'accorder aux victimes d'exploitation sexuelle un recours en dommages et intérêts imprescriptible contre un établissement hôtelier qui n'a pas agi ou alerté la police alors qu'il savait ou devait savoir qu'une personne mineure y était sexuellement exploitée.</p>	<p>Réalisé</p>	<p>Les dispositions actuelles du Code civil du Québec permettent déjà à une personne victime de poursuivre toute personne qui aurait commis une faute contributive aux préjudices résultant de l'exploitation sexuelle qu'elle aurait subie.</p> <p>La Loi modifiant le Code civil est entrée en vigueur en 2020. Elle vient notamment rendre imprescriptibles les actions civiles en matière d'agression à caractère sexuel, de violence subie pendant l'enfance et de violence conjugale.</p>
<p>Recommandation n° 34</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec exerce son leadership lors de rencontres fédérales-provinciales-territoriales et au sein du Conseil de la fédération afin d'assurer une plus grande collaboration entre les provinces dans la lutte contre l'exploitation sexuelle des mineurs, dans l'arrimage des différentes lois en matière de protection de la jeunesse et dans les interventions interprovinciales.</p>	<p>Réalisé</p>	<p>Mesure n° 23 : Effectuer des représentations auprès du gouvernement fédéral en vue d'apporter des modifications au <i>Code criminel</i> pour faciliter les enquêtes et les poursuites en matière d'exploitation sexuelle (MSP)</p>

Question **044**

Suite

RECOMMANDATION	ÉTAT D'AVANCEMENT AU 31 JANVIER 2026	MESURE(S) PACSESM / INFORMATIONS
<p>Recommandation n° 35</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec demande au gouvernement fédéral de proposer une modification afin de mettre à jour les définitions de « lieu », d'« endroit public » et d'« endroit quelconque » dans les définitions inscrites au Code criminel afin d'y inclure le cyberespace privé ou public.</p>	<p>Réalisé</p>	<p>Mesure n° 23 : Effectuer des représentations auprès du gouvernement fédéral en vue d'apporter des modifications au <i>Code criminel</i> pour faciliter les enquêtes et les poursuites en matière d'exploitation sexuelle (MSP)</p>
<p>Recommandation n° 36</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec développe avec le soutien de l'Union des municipalités du Québec et de la Fédération québécoise des municipalités une stratégie provinciale visant à recenser la réglementation municipale liée à l'industrie du sexe, notamment en ce qui a trait à l'octroi de permis, et à l'uniformiser afin de mieux sévir en matière de lutte contre l'exploitation sexuelle des mineurs, et ce, dans l'ensemble des municipalités et des arrondissements.</p>	<p>Réalisé</p>	<p>Mesure n° 24 : Documenter l'encadrement de l'industrie du sexe par le milieu municipal afin de proposer des pistes de solution pour contribuer à un meilleur contrôle des activités qui ont cours dans ces établissements (MAMH)</p>
<p>Recommandation n° 37</p> <p>La Commission recommande que le ministère de la Sécurité publique augmente les ressources humaines et financières de l'Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme et ajoute des équipes régionales (satellites) ayant comme mandat prioritaire d'effectuer des opérations ciblant les clients-abuseurs.</p>	<p>Réalisé</p>	<p>Mesure n° 25 : Bonifier les ressources humaines et financières de l'Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme (MSP)</p>

Question **044**

Suite

RECOMMANDATION	ÉTAT D'AVANCEMENT AU 31 JANVIER 2026	MESURE(S) PACSESM / INFORMATIONS
<p>Recommandation n° 38</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec crée un poste de procureur coordonnateur désigné à l'Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme afin de faciliter l'arrimage des poursuites liées aux dossiers de marchandisation de services sexuels de mineurs</p>	<p>Réalisé</p>	<p>Mesure n° 27 : Bonifier les ressources humaines et financières du Directeur des poursuites criminelles et pénales en matière de lutte contre l'exploitation sexuelle (DPCP)</p>
<p>Recommandation n° 39</p> <p>La Commission recommande que le Directeur des poursuites criminelles et pénales désigne des procureurs attitrés aux dossiers sur l'exploitation sexuelle, dans les régions, afin d'assurer une expertise et une uniformité dans le traitement des dossiers au sein du système judiciaire.</p>	<p>Réalisé</p>	<p>Mesure n° 27 : Bonifier les ressources humaines et financières du Directeur des poursuites criminelles et pénales en matière de lutte contre l'exploitation sexuelle (DPCP)</p>

Question **044**

Suite

RECOMMANDATION	ÉTAT D'AVANCEMENT AU 31 JANVIER 2026	MESURE(S) PACSESM / INFORMATIONS
<p>Recommandation n° 40</p> <p>Afin de mettre la victime mineure au centre des interventions, de faciliter la coordination et le partage d'expertise, la Commission recommande que soient greffés à l'Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une agente ou un agent de liaison interprovinciale • Un ou des membres des services de police autochtones • Une procureure ou un procureur coordonnateur désigné • Les centres d'aide aux victimes d'actes criminels • Le programme Les Survivantes du Service de police de la Ville de Montréal. <p>Et que l'Équipe agisse en partenariat avec les intervenants des tables de concertation régionales et qu'un lien soit établi avec la Chaire de recherche.</p>	<p>Réalisé</p>	<p>Mesure n° 25 : Bonifier les ressources humaines et financières de l'Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme (MSP)</p> <p>Mesure n° 27 : Bonifier les ressources humaines et financières du Directeur des poursuites criminelles et pénales en matière de lutte contre l'exploitation sexuelle (DPCP)</p> <p>Mesure n° 28 : Mettre en place une équipe spécialisée en accompagnement des personnes victimes d'exploitation sexuelle au sein du Réseau des Centres d'aide aux victimes d'actes criminels (MJQ)</p>
<p>Recommandation n° 41</p> <p>La Commission recommande que le ministère de la Sécurité publique, en partenariat avec les Premières Nations et les Inuit, évalue les moyens de mieux outiller les corps de police autochtones pour faire face aux enjeux liés à l'exploitation sexuelle des mineurs.</p>	<p>Réalisé</p>	<p>Mesure A4 : Évaluer les moyens pour mieux outiller les services de police autochtones pour faire face aux enjeux liés à l'exploitation sexuelle des mineurs (MSP)</p>

Question **044**

Suite

RECOMMANDATION	ÉTAT D'AVANCEMENT AU 31 JANVIER 2026	MESURE(S) PACSESM / INFORMATIONS
<p>Recommandation n° 42</p> <p>La Commission recommande de bonifier les ressources humaines et financières afin de renforcer les équipes spécialisées dans l'analyse des nouvelles technologies et des médias sociaux et que ces ressources appuient l'Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme dans ses enquêtes.</p>	<p>Réalisé</p>	<p>Mesure n° 25 : Bonifier les ressources humaines et financières de l'Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme (MSP)</p>
<p>Recommandation n° 43</p> <p>La Commission recommande que le ministre de la Justice développe des orientations et des mesures permettant de déjudiciariser les victimes d'exploitation sexuelle lorsqu'elles déposent une plainte contre un proxénète ou un client-abuseur et qu'elles reçoivent de l'information complète sur leurs droits.</p>	<p>Réalisé</p>	<p>Mesure n° 29 : Développer des critères pour l'orientation des victimes vers un programme de mesures de rechange en lien avec les infractions qu'elles auraient pu commettre en contexte d'exploitation sexuelle (MJQ)</p>
<p>Recommandation n° 44</p> <p>La Commission recommande que les services de police augmentent les patrouilles mixtes, associant policiers et intervenants psychosociaux, ou misent sur une approche de type « police communautaire » centrée sur les victimes afin de favoriser l'efficacité des opérations, d'assurer la sécurité des victimes et de renforcer la confiance des personnes marginalisées envers les autorités.</p>	<p>Réalisé</p>	<p>Cette recommandation est réalisée dans le cadre du <i>Plan d'action interministériel en santé mentale 2022-2026</i> :</p> <p>Mesure n° 2.4 : Mettre en œuvre et consolider des pratiques mixtes d'interventions psychosociales et policières de proximité</p>

Question **044**

Suite

RECOMMANDATION	ÉTAT D'AVANCEMENT AU 31 JANVIER 2026	MESURE(S) PACSESM / INFORMATIONS
<p>Recommandation n° 45</p> <p>La Commission recommande d'étendre à l'ensemble du Québec des mesures pour faciliter le témoignage des victimes au tribunal, leur assurer un soutien et un accompagnement, par exemple en les préparant à rendre témoignage.</p>	<p>Réalisé</p>	<p>Mesure n° 28 : Mettre en place une équipe spécialisée en accompagnement des personnes victimes d'exploitation sexuelle au sein du Réseau des Centres d'aide aux victimes d'actes criminels.</p> <p>Mesure n° 30 : Favoriser la participation des personnes victimes d'exploitation sexuelle dans le processus judiciaire, notamment celles d'âge mineur, par des mesures de facilitation du témoignage.</p>
<p>Recommandation n° 46</p> <p>La Commission recommande que le ministère de la Justice finance et développe, en collaboration avec le Directeur des poursuites criminelles et pénales et la Chaire de recherche, un programme unique au Québec de mesures de rechange axé sur l'intervention et la sensibilisation visant à diminuer la demande pour l'achat de services sexuels. Le programme doit exclure les clients de services sexuels de mineurs, les récidivistes et ceux qui en ont déjà bénéficié.</p> <p>Que ce programme comprenne les éléments suivants : une contribution volontaire des contrevenants, une formation et un suivi avec un organisme qui offre une aide psychosociale aux contrevenants.</p>	<p>Réalisé</p>	<p>Mesure n° 33 : Créer un programme unique au Québec de mesures de rechange axé sur l'intervention et la sensibilisation visant à diminuer la demande pour l'achat de services sexuels.</p>

Question **044** Suite

RECOMMANDATION	ÉTAT D'AVANCEMENT AU 31 JANVIER 2026	MESURE(S) PACSESM / INFORMATIONS
<p>Recommandation n° 47</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec propose une modification à la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles afin, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • D'accorder l'aide sociale aux victimes mineures d'exploitation sexuelle et aux personnes sans statut • De réduire le délai d'obtention d'un premier chèque • De revoir l'allocation afin qu'elle s'accorde davantage au coût de la vie • D'exclure l'indemnité accordée par le programme d'indemnisation des victimes d'actes criminels du calcul des revenus considéré pour établir le montant des prestations d'aide sociale • De modifier le processus d'enquête dans les cas de fraude en raison de revenus de prostitution non déclarés (en excluant le proxénète) • De reconnaître les séquelles de l'exploitation sexuelle comme une contrainte sévère à l'emploi • De tenir compte des réalités régionales dans l'attribution des ressources financières. 	<p>Partiellement réalisé</p>	<p>Le Règlement modifiant le Règlement sur l'aide aux personnes et aux familles (chapitre A-13.1.1, r. 1), qui introduisait notamment une exclusion relative aux indemnités accordées en matière d'aide aux personnes victimes d'infractions criminelles du calcul de l'aide financière de dernier recours, a été édicté le 6 octobre 2021. Les dispositions visant l'aide aux personnes victimes d'infractions criminelles sont entrées en vigueur le 1er janvier 2022.</p> <p>Mesure n° 31 : Mettre en place un comité interministériel visant à proposer des solutions concrètes pour réduire les obstacles à la sortie de la prostitution et soutenir la réinsertion sociale.</p>
<p>Recommandation n° 48</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec révise les dossiers d'aide sociale des personnes exploitées sexuellement qui ont fait l'objet d'enquêtes pour fraude commise par un proxénète ou en raison des gains provenant de la prostitution et, le cas échéant, d'effacer leurs dettes et le remboursement des intérêts.</p>	<p>Réalisé</p>	<p>L'article 104 de la <i>Loi sur l'aide aux personnes et aux familles</i> permet déjà à une personne de demander l'annulation de sa dette pour des circonstances telles que violence conjugale ou violence liée à l'exploitation sexuelle.</p>

Question **044**

Suite

RECOMMANDATION	ÉTAT D'AVANCEMENT AU 31 JANVIER 2026	MESURE(S) PACSESM / INFORMATIONS
<p>Recommandation n° 49</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec instaure un programme spécial de sortie de la prostitution ayant pour objet le versement de prestations d'aide financière à toutes les victimes en processus de reconstruction leur assurant notamment un revenu, un accès aux services de santé physique et psychologique et un logement, tout en tenant compte des spécificités régionales. Que ce programme soit simple en matière de critères d'admissibilité.</p>	<p>Réalisé</p>	<p>Mesure n° 31 : Mettre en place un comité interministériel visant à proposer des solutions concrètes pour réduire les obstacles à la sortie de la prostitution et soutenir la réinsertion sociale.</p>
<p>Recommandation n° 50</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec propose une modification à la Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels afin d'ajouter le proxénétisme et la traite des personnes à la liste des crimes indemnisés, de reconnaître les victimes d'exploitation sexuelle des mineurs, d'abolir le délai de prescription, et ce, même si le crime a été commis ailleurs au Canada.</p>	<p>Réalisé</p>	<p>13 octobre 2021 : Entrée en vigueur de la <i>Loi visant à aider les personnes victimes d'infractions criminelles et à favoriser leur rétablissement</i> (LAPVIC) ainsi que son règlement d'application. Notamment, cette loi élargit la notion de personne victime afin d'inclure les proches de la personne qui subit l'infraction criminelle. Elle permet l'admissibilité de toutes les infractions criminelles contre la personne, dont celles commises hors Québec. Pour les infractions criminelles commises en contexte de violence conjugale, de violence sexuelle et de violence subie pendant l'enfance, il n'y a plus de délai pour présenter une demande.</p>

Question **044** Suite

RECOMMANDATION	ÉTAT D'AVANCEMENT AU 31 JANVIER 2026	MESURE(S) PACSESM / INFORMATIONS
<p>Recommandation n° 51</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec rende accessibles aux victimes d'exploitation sexuelle des mineurs des soins et du soutien psychologique dès que requis, remboursés par la Régie de l'assurance maladie du Québec, et que l'accès à ces soins se poursuive après l'atteinte de la majorité.</p>	<p>Réalisé</p>	<p>Le MSSS entend réviser en profondeur l'offre de service en Centre de réadaptation pour jeunes en difficulté d'adaptation (CRJDA) afin de répondre aux besoins des jeunes, notamment ceux à risque ou victime d'exploitation sexuelle ainsi que les abuseurs mineurs.</p>
<p>Recommandation n° 52</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec interdise la mixité des clientèles dans les centres jeunesse afin d'optimiser le rétablissement des victimes d'exploitation sexuelle.</p>	<p>Réalisé</p>	<p>Cette Mesure est inscrite au Plan d'action : les fugues en centre de réadaptation pour jeunes en difficulté d'adaptation (2018) et la Commission spéciale sur le droit des enfants et la protection de la jeunesse a également émis des recommandations à cet égard.</p>
<p>Recommandation n° 53</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec crée sur l'ensemble de son territoire, des lieux d'hébergement spécifiques et hautement sécuritaires dotés de services psychosociaux et éducatifs afin de protéger, de soigner et de contribuer à la réinsertion sociale des victimes d'exploitation sexuelle.</p>	<p>Réalisé</p>	<p>Plusieurs actions ont été et seront posées dans les prochaines années. Par exemple, un investissement de 25 M\$ annoncé à l'automne 2020 afin d'accroître l'accessibilité aux services en santé mentale pour les jeunes, un financement de 40 M\$ visant le déploiement du programme Aire Ouverte (services adaptés pour les jeunes de 12 à 25 ans), un appel à projets novateurs en CRJDA, un mandat confié à l'Institut national d'excellence en santé et en services sociaux afin de connaître les bonnes pratiques, etc.</p>

Question **044**

Suite

RECOMMANDATION	ÉTAT D'AVANCEMENT AU 31 JANVIER 2026	MESURE(S) PACSESM / INFORMATIONS
<p>Recommandation n° 54</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec crée un fonds dédié destiné à soutenir les initiatives visant l'offre d'hébergement aux victimes d'exploitation sexuelle des mineurs. Que ce fonds soit alimenté, entre autres, par l'entièreté des sommes saisies dans les affaires d'exploitation sexuelle des mineurs et les contributions volontaires des personnes condamnées pour l'achat de services sexuels.</p>	<p>Non réalisé</p>	<p>Cette recommandation n'avait pas été retenue puisque les jeunes filles victimes d'exploitation sexuelle ayant besoin d'hébergement peuvent déjà être accueillies au sein des CRJDA. D'ailleurs, la Loi sur la protection de la jeunesse a été modifiée en 2017 pour assurer une meilleure protection des jeunes hébergés en CRJDA en empêchant notamment les sorties des jeunes qui présentent un risque élevé de fugue qui pourrait les mettre en danger, notamment dans les cas d'exploitation sexuelle.</p> <p>Par ailleurs, il importe de souligner que la thématique des besoins résidentiels des personnes victimes d'exploitation sexuelle a été ciblée parmi les chantiers prioritaires du Comité interministériel visant à proposer des solutions concrètes pour réduire les obstacles à la sortie de la prostitution et soutenir la réinsertion sociale, soit la mesure n° 31 du PACSESM.</p>

Question **044**

Suite

RECOMMANDATION	ÉTAT D'AVANCEMENT AU 31 JANVIER 2026	MESURE(S) PACSESM / INFORMATIONS
<p>Recommandation n° 55</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec propose les modifications législatives qui auraient pour effet de forcer les fournisseurs et toutes les plateformes du Web (existantes, passées et à venir) à effacer et déréférencer les renseignements sur les victimes d'exploitation sexuelle et à collaborer de façon étroite avec les services de police.</p>	<p>Réalisé</p>	<p>22 septembre 2021 : Sanction de la <i>Loi modernisant les dispositions législatives en matière de protection des renseignements personnels</i>. La loi octroie, à l'article 28.1, des droits à une personne concernée par un renseignement personnel, dont celui d'exiger que cesse la diffusion d'un tel renseignement ou que soit désindexé ou réindexé un hyperlien rattaché à son nom permettant d'accéder à ce renseignement par un moyen technologique. Cet article est entré en vigueur le 22 septembre 2023.</p> <p>Mesure n° 2 : Mettre sur pied un comité d'experts sur le renforcement de la responsabilité des entreprises dans la prévention de la pornographie juvénile en ligne (MSP)</p>
<p>Recommandation n° 56</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec mette sur pied des équipes spécialisées d'aide et d'accompagnement des parents dont un ou une enfant est victime d'exploitation sexuelle.</p>	<p>Réalisé</p>	<p>Mesure n° 32 : Rendre disponible un nouveau service de clavardage 24 h/24, 7j/7 par l'entremise de la ligne-ressource Info-aide violence sexuelle (MJQ)</p>
<p>Recommandation n° 57</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec rende disponibles des programmes de réhabilitation qui s'adressent spécifiquement aux clients-abuseurs et aux proxénètes afin d'éviter la récidive.</p>	<p>Réalisé</p>	<p>Mesure n° 33 : Créer un programme unique au Québec de mesures de rechange axé sur l'intervention et la sensibilisation visant à diminuer la demande pour l'achat de services sexuels.</p> <p>Par ailleurs, le MSP soutient le développement d'une activité clinique sur la traite des personnes et l'exploitation sexuelle visant à prévenir le proxénétisme chez les jeunes contrevenants hébergés en <i>Centres de réadaptation pour jeunes en difficulté d'adaptation</i>.</p>

Question **044**

Suite

RECOMMANDATION	ÉTAT D'AVANCEMENT AU 31 JANVIER 2026	MESURE(S) PACSESM / INFORMATIONS
<p>Recommandation n° 58</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec, tel qu'adopté dans une motion unanime de l'Assemblée nationale, dépose dans les plus brefs délais son nouveau plan d'action en santé et bien-être des femmes. Que ce plan mette de l'avant des mesures contribuant à une sortie durable des situations d'exploitation sexuelle.</p>	<p>Réalisé</p>	<p>Le Plan d'action en santé et bien-être des femmes 2020-2024 a été lancé le 18 décembre 2020.</p>

Question **045**

Concernant les crimes à caractère sexuel, fournir, pour chacune des dix dernières années :

- a) Le nombre de plaintes et/ou dénonciations enregistrées par les forces policières;
b) Le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des mises en accusation;
c) Le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des condamnations criminelles.

a) TABLEAU : NOMBRE D'INFRACTIONS SEXUELLES ENREGISTRÉES PAR LES CORPS POLICIERS

CATÉGORIES D'INFRACTIONS	2023 ^a	2024 ^p
TOTAL	12 752	13 481
Agressions sexuelles graves	25	29
Agressions sexuelles armées	139	153
Agressions sexuelles simples	8 105	8 394
Total des agressions sexuelles	8 269	8 576
Autres infractions d'ordre sexuel ¹	4 483	4 905

Données 2025 non disponibles. Le traitement des données 2025 débutera en mai 2026.

a : données actualisées

p : données provisoires (Extraction novembre 2025)

¹ Les autres infractions d'ordre sexuel regroupent les contacts sexuels, l'incitation à des contacts sexuels, l'exploitation sexuelle, l'entente ou l'arrangement d'infractions d'ordre sexuel à l'égard d'un enfant, l'inceste, les relations sexuelles anales non consentantes ou entre personnes de moins de 18 ans (infraction abrogée le 21 juin 2019), la bestialité, la corruption d'enfants, le leurre d'un enfant au moyen d'un ordinateur, le voyeurisme, la publication non consensuelle d'une image intime, le fait de rendre accessible à un enfant du matériel sexuellement explicite, le fait qu'un parent ou un tuteur serve d'entremetteur pour qu'un enfant commette des actes sexuels interdits et enfin, toute infraction sexuelle survenue avant le 4 janvier 1983.

Source : ministère de la Sécurité publique. Données du Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondé sur l'affaire (programme DUC 2.2).

Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'étude des crédits antérieurs.

Question **045**

Suite

b) TABLEAU : INFRACTIONS SEXUELLES ENREGISTRÉES PAR LES CORPS POLICIERS SELON LE TYPE DE CLASSEMENT (NOMBRE)

TYPE DE CLASSEMENT ¹	2023 ^a	2024 ^p
TOTAL	12 752	13 481
Classées par accusation recommandée	5 453	5 251
Classées sans accusation recommandée	1 275	1 164
Total des infractions classées	6 728	6 415
Infractions non classées	6 024	7 066

TABLEAU : INFRACTIONS SEXUELLES ENREGISTRÉES PAR LES CORPS POLICIERS SELON LE TYPE DE CLASSEMENT (POURCENTAGE)

TYPE DE CLASSEMENT ¹	2023 ^a	2024 ^p
TOTAL	100%	100%
Classées par accusation recommandée	42,8%	39,0%
Classées sans accusation recommandée	10,0%	8,6%
Total des infractions classées	52,8%	47,6%
Infractions non classées	47,2%	52,4%

¹Les statistiques concernent toutes les infractions enregistrées par la police durant l'année correspondante (2023 ou 2024) selon leur état de classement lors de l'extraction des données en novembre 2025.

Données 2025 non disponibles. Le traitement des données 2025 sera débuté en mai 2026.

a : données actualisées

p : données provisoires (extraction novembre 2025)

Source : ministère de la Sécurité publique. Données du Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondé sur l'affaire (programme DUC 2.2).

c) Les données du Programme DUC 2.2 ne permettent pas de fournir ces renseignements.

Au 31 janvier 2026

Question **046**

Concernant les crimes à caractère sexuel impliquant la drogue du viol, veuillez nous fournir, pour chacune des dix dernières années :

- a. Le nombre de plaintes et/ou dénonciations enregistrées par les forces policières ;
- b. Le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des mises en accusation ;
- c. Le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des condamnations criminelles.

Un nouveau code mesurant spécifiquement les intoxications involontaires à l'aide des données du Programme de déclaration uniforme de la criminalité est en application depuis le 1^{er} janvier 2024. Les données demandées sont disponibles depuis juillet 2025, à l'issue du processus de validation des données annuelles du Programme de déclaration de la criminalité mené par le ministère de la Sécurité publique. Le nombre d'infractions liées à l'intoxication à l'insu de la victime est de 289 en 2024¹.

Pour les données sur le nombre de plaintes et/ou dénonciations à caractère sexuel enregistrées par les forces policières, ainsi que le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des mises en accusation, voir la réponse à la question QP1-045.

Le ministère de la Sécurité publique ne possède pas de données sur le nombre et le pourcentage des plaintes et/ou de dénonciations qui ont abouti à des condamnations criminelles.

Au 31 janvier 2026

¹ Source : Ministère de la Sécurité publique, Programme de déclaration uniforme de la criminalité, données provisoires (extraction novembre 2025).

Question **047**

Les sommes investies en 2025-2026 pour la prévention des crimes à caractère sexuel impliquant une drogue du viol et les prévisions pour 2026-2027.

La mesure 3.1 (Mise en place d'une cellule de coordination et de dépistage toxicologique pour les cas d'intoxication d'une personne à son insu) des Mesures clés déployées pour prévenir et contrer l'intoxication d'une personne à son insu (GHB et autres substances) a bénéficié d'une enveloppe de 500 000 \$ en 2025-2026.

La mesure 3.2 (Élargissement du mandat du Comité ACCES Alcool¹ au regard des enquêtes ponctuelles et des enquêtes administratives) des Mesures clés déployées pour prévenir et contrer l'intoxication d'une personne à son insu (GHB et autres substances) a bénéficié d'une enveloppe de 250 000 \$ en 2025-2026.

Outre les sommes précitées, les mesures clés annoncées le 21 juin 2023 qui se sont poursuivies en 2025-2026 ont été réalisées à même les crédits du ministère de la Sécurité publique.

¹ Actions Concertées pour Contrer les Économies Souterraines (ACCES) : ACCES Alcool est un comité qui vise à lutter contre les économies souterraines qu'entraîne le commerce illégal des boissons alcooliques au Québec. Les corps de police (CP) impliqués réalisent des inspections systématiques dans les établissements détenteurs d'un permis d'alcool pour consommation sur place, conduisent des enquêtes de réseaux d'approvisionnement illégal d'alcool et mènent des enquêtes ponctuelles ciblant des opérations de contrebande. Le financement des CP provient du Fonds de lutte contre les dépendances sous la responsabilité du ministère des Finances.

Question **048**

A

Le 21 juin 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait 11 mesures pour prévenir et contrer les intoxications des personnes à leur insu au moyen de substances telles que l'alcool, le GHB ou toute autre substance. En lien avec chacune des mesures ci-dessous, veuillez répondre aux questions :

- a. Définir et faire connaître la trajectoire de détection et de signalement pour les victimes présumées d'intoxication à leur insu n'ayant pas subi une agression sexuelle;
 - i. Les sommes prévues en 2025-2026;
 - ii. Les sommes réellement investies en 2025-2026;
 - iii. Les sommes prévues pour les 4 prochaines années;
 - iv. Le bilan de la mesure.

La trajectoire de détection et de signalement pour les victimes présumées d'intoxication à leur insu n'ayant pas subi une agression sexuelle est une initiative qui a été réalisée de manière conjointe entre le ministère de la Santé et des Services sociaux et le ministère de la Sécurité publique (MSP). La participation du MSP à la réalisation de cette mesure a été effectuée à même ses crédits.

Depuis le 1^{er} décembre 2023, il est possible pour une personne présumément victime d'intoxication à son insu, sans agression sexuelle, de se présenter dans un service d'urgence, afin d'obtenir un test de détection de substances au moyen d'une trousse urinaire légale dans un délai de 48 heures et moins suivant l'intoxication. Pour la période du 1^{er} avril 2025 à 31 janvier 2026, le Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale a reçu 397 demandes d'expertises pour l'analyse de troussees urinaires légales.

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2026-2027

Question **048**

B

Le 21 juin 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait 11 mesures pour prévenir et contrer les intoxications des personnes à leur insu au moyen de substances telles que l'alcool, le GHB ou toute autre substance. En lien avec chacune des mesures ci-dessous, veuillez répondre aux questions :

- b. Réaliser des actions de sensibilisation pour rappeler le caractère criminel de l'intoxication d'une personne à son insu;
- Les sommes prévues en 2025-2026;
 - Les sommes réellement investies en 2025-2026;
 - Les sommes prévues pour les 4 prochaines années;
 - La liste des actions de sensibilisation réalisées et le nombre de personnes rejointes.

Le ministère de la Sécurité publique (MSP) a fait la publication de contenus de sensibilisation pour rappeler le caractère criminel de l'intoxication d'une personne à son insu et les ressources disponibles pour les personnes victimes sur ses réseaux sociaux :

3 juillet 2025 : Publication sur les pages Facebook (70 554 vues et 353 partages) et Instagram (1 863 vues) du MSP du message (incluant un visuel) :

« Intoxiquer une personne à son insu est un acte criminel et dangereux.

Depuis décembre 2023, **les urgences possèdent des troussees urinaires légales afin de déterminer les substances consommées.**

Si tu penses avoir été victime d'une intoxication, rends-toi directement à l'urgence.

Pour en savoir plus : <https://www.quebec.ca/.../intoxication-insu/aide-victimes> »

27 août 2025 : Publication sur les pages Facebook (29 053 vues et 115 partages) et Instagram (2 309 vues) du MSP du message (incluant un visuel) :

« Intoxiquer une personne à son insu est un acte **criminel, grave et très dangereux**. Si tu soupçonnes une personne de vouloir en intoxiquer une autre à son insu, agis!
Chaque minute compte.

*Les urgences possèdent des troussees urinaires légales qui permettent de détecter les substances consommées.

Pour en savoir plus : <https://www.quebec.ca/.../intoxication-insu/agir-temoin> »

24 octobre 2025 : Publication vidéo sur les pages Facebook (5 300 vues et 30 partages) et Instagram (1 437 vues) du MSP incluant le message :

« Intoxiquer quelqu'un à son insu, ce n'est pas un jeu, c'est un crime!

La personne accusée pourrait être condamnée à une peine d'emprisonnement à vie.

Pour tout savoir, visite : <https://www.quebec.ca/famille-et-soutien-aux-personnes/violences/intoxication-insu/consequences>

*Les urgences possèdent des troussees urinaires légales qui permettent de détecter les substances détectées. »

Question **048**
B

Suite

18 décembre 2025 : Publication sur les pages Facebook (8 215 impressions et 19 partages) et Instagram (1 844 vues) du MSP du message (incluant un visuel) :

« Si tu as l'impression que ton esprit s'embrouille anormalement, c'est peut-être que tu as été victime d'une intoxication à ton insu.

Les urgences sont équipées de trousse urinaires légales pour détecter les substances consommées.

Tu as un doute ? Dirige-toi rapidement vers l'urgence la plus proche.

Pour en savoir plus : <https://www.quebec.ca/.../intoxication-insu/aide-victimes> »

Ces publications ont été développées à même les crédits réguliers du MSP.

Question **048**
C

Le 21 juin 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait 11 mesures pour prévenir et contrer les intoxications des personnes à leur insu au moyen de substances telles que l'alcool, le GHB ou toute autre substance. En lien avec chacune des mesures ci-dessous, veuillez répondre aux questions :

- c. Sensibiliser les détenteurs de permis d'alcool (bars et restaurants) aux meilleures pratiques de prévention et d'intervention et les outiller, par l'entremise de la Régie des alcools, des courses et des jeux;
- i. Les sommes prévues en 2025-2026;
 - ii. Les sommes réellement investies en 2025-2026;
 - iii. Les sommes prévues pour les 4 prochaines années;
 - iv. Le nombre de détenteurs de permis d'alcool rejoints.

Cette mesure n'a pas fait l'objet d'investissement en 2025-2026.

Question **048**
D

Le 21 juin 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait 11 mesures pour prévenir et contrer les intoxications des personnes à leur insu au moyen de substances telles que l'alcool, le GHB ou toute autre substance. En lien avec chacune des mesures ci-dessous, veuillez répondre aux questions :

d. Sensibiliser les détenteurs de permis d'alcool et de permis d'agent de sécurité privé sur les meilleures pratiques de prévention et d'intervention et les outiller par l'entremise du Bureau de la sécurité privée;

i. Les sommes prévues en 2025-2026;

ii. Les sommes réellement investies en 2025-2026;

iii. Les sommes prévues pour les 4 prochaines années;

iv. Le nombre de détenteurs de permis d'Alcool et de permis d'Agent de sécurité privé joints.

Cette mesure n'a pas fait l'objet d'investissement en 2025-2026.

Question **048**

E

Le 21 juin 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait 11 mesures pour prévenir et contrer les intoxications des personnes à leur insu au moyen de substances telles que l'alcool, le GHB ou toute autre substance. En lien avec chacune des mesures ci-dessous, veuillez répondre aux questions :

- e. Effectuer des activités de sensibilisation du personnel des établissements licenciés ciblés par les corps de police sur l'intoxication d'une personne à son insu;
 - i. Les sommes prévues en 2025-2026;
 - ii. Les sommes réellement investies en 2025-2026;
 - iii. Les sommes prévues pour les 4 prochaines années;
 - iv. La liste des activités de sensibilisation offertes au personnel des établissements licenciés et le nombre de personnes formées.

Cette mesure n'a pas fait l'objet d'investissement en 2025-2026.

Question **048**
F

Le 21 juin 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait 11 mesures pour prévenir et contrer les intoxications des personnes à leur insu au moyen de substances telles que l'alcool, le GHB ou toute autre substance. En lien avec chacune des mesures ci-dessous, veuillez répondre aux questions :

- f. Promouvoir et faire connaître le protocole d'accréditation « Commande un Angelot » de l'organisme Collectif social pour accroître le nombre d'établissements y adhérant;
- i. Les sommes prévues en 2025-2026;
 - ii. Les sommes réellement investies en 2025-2026;
 - iii. Les sommes prévues pour les 4 prochaines années;
 - iv. Les activités de promotion mises en place pour faire connaître le protocole.

Cette mesure n'a pas fait l'objet d'investissement en 2025-2026.

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2026-2027

Question 048

G

Le 21 juin 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait 11 mesures pour prévenir et contrer les intoxications des personnes à leur insu au moyen de substances telles que l'alcool, le GHB ou toute autre substance. En lien avec chacune des mesures ci-dessous, veuillez répondre aux questions :

g. Mener des travaux avec les corps de police et les partenaires concernés pour améliorer le décompte des infractions criminelles relatives à l'intoxication d'une personne à son insu au Québec;

i. Un état de situation des travaux effectués;

ii. La liste des partenaires et des corps de police participant aux travaux;

iii. La liste des rencontres en indiquant les dates, les personnes présentes et l'ordre du jour.

État de la situation des travaux effectués :

Un groupe de travail regroupant des partenaires du ministère de la Sécurité publique (MSP) et des représentants de corps de police s'est formé à l'automne 2023. Le mandat du groupe de travail était d'identifier le moyen le plus adéquat pour mesurer spécifiquement le phénomène des intoxications involontaires à l'aide des données du Programme de déclaration uniforme de la criminalité. Ce moyen devait permettre d'isoler, dans les systèmes de gestion des données policières, toutes les allégations d'intoxications involontaires qui seront rapportées à un corps de police du Québec, incluant en contexte d'agression sexuelle.

À l'issue des travaux, il a été convenu qu'un code spécifique soit créé en lien avec les articles 245 (a), 245 (b) et 246 (b) du Code criminel, soit l'administration d'une substance délétère pour mettre la vie en danger (245. (a)), l'administration d'une substance délétère afin d'affliger, de tourmenter (245. (b)) et vaincre la résistance à la perpétration d'une infraction en administrant ou faisant administrer à une personne ou tenter d'administrer à une personne ou tenter de lui faire prendre une drogue, matière ou chose stupéfiante ou soporifique (246.(b)).

Le 21 décembre 2023, le MSP informait par mémo l'ensemble des directeurs des corps de police de la mise en opération de ce nouveau code à partir du 1^{er} janvier 2024. Des travaux de programmation des systèmes informatiques du MSP ont été menés pour recevoir ce nouveau code. Les données provisoires pour 2024 sont disponibles depuis juillet 2025.

Liste des partenaires et des corps de police ayant participé aux travaux :

Ministère de la Sécurité publique;

Sûreté du Québec;

Service de police de la Ville de Montréal;

Service de police de la Ville de Québec;

Service de police de la Ville de Gatineau;

Service de police de Laval;

Service de police de l'agglomération de Longueuil;

Association des directeurs de police du Québec;

Centre de renseignement policier du Québec.

Question **048**

H

Le 21 juin 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait 11 mesures pour prévenir et contrer les intoxications des personnes à leur insu au moyen de substances telles que l'alcool, le GHB ou toute autre substance. En lien avec chacune des mesures ci-dessous, veuillez répondre aux questions :

- h. Déployer le projet pilote d'Éduc'alcool (protège-verres) dans les bars de Montréal;
- i. Les sommes prévues en 2025-2026;
- ii. Les sommes réellement investies en 2025-2026;
- iii. Les sommes prévues pour les 4 prochaines années;
- iv. Le nombre de protège-verres achetés en indiquant les coûts;
- v. Le nombre de protège-verres distribués.

Cette mesure n'a pas fait l'objet d'investissement en 2025-2026.

Question **048**

I

Le 21 juin 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait 11 mesures pour prévenir et contrer les intoxications des personnes à leur insu au moyen de substances telles que l'alcool, le GHB ou toute autre substance. En lien avec chacune des mesures ci-dessous, veuillez répondre aux questions :

- i. Sensibiliser le gouvernement fédéral à l'importance de mettre en place un mécanisme d'homologation pour assurer l'efficacité des tests rapides autoadministrés de détection du GHB et d'autres substances;
- i. Une copie des échanges avec le gouvernement fédéral à ce sujet.

Veillez vous référer aux cahiers de l'étude des crédits antérieure.

Question **048**

J

Le 21 juin 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait 11 mesures pour prévenir et contrer les intoxications des personnes à leur insu au moyen de substances telles que l'alcool, le GHB ou toute autre substance. En lien avec chacune des mesures ci-dessous, veuillez répondre aux questions :

- j. Identifier les meilleures pratiques encadrant la gestion des cas d'intoxication d'une personne à son insu et les communiquer aux policiers;
- i. Veuillez nous fournir le bilan des meilleures pratiques effectuées.

Les meilleures pratiques encadrant la gestion des cas d'intoxication d'une personne à son insu ont été transmises aux policiers lors de l'exercice 2024-2025. Veuillez vous référer au cahier de l'étude des crédits 2025-2026.

Question **048**

K

Le 21 juin 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait 11 mesures pour prévenir et contrer les intoxications des personnes à leur insu au moyen de substances telles que l'alcool, le GHB ou toute autre substance. En lien avec chacune des mesures ci-dessous, veuillez répondre aux questions :

- k. Faire connaître la trajectoire de détection et de signalement pour les victimes présumées d'intoxication à leur insu n'ayant pas lieu de croire qu'elles ont subi une agression sexuelle.
- i. Veuillez nous fournir la trajectoire produite.

Les informations sur la trajectoire sont disponibles sur [Aide aux personnes victimes | Gouvernement du Québec \(quebec.ca\)](#)

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2026-2027

Question **049**

Le 1er décembre 2023, les ministres de la Santé et de la Sécurité publique annonçait la distribution dans les urgences des hôpitaux du Québec, des trousse afin de détecter les traces d'intoxication aux substances psychoactives, dont le GHB, dans l'urine. En lien avec cette annonce, veuillez nous dire :

- a. Le nombre de trousse distribuées dans les urgences depuis la mise en place de la mesure ventilé par région;
- b. L'investissement nécessaire pour l'acquisition des trousse;
- c. L'investissement nécessaire pour la distribution des trousse;
- d. Le coût unitaire d'une trousse;
- e. Le nombre de formations données dans le réseau de la santé concernant la trousse;
- f. Le nombre de trousse utilisées depuis l'implantation de la mesure;
- g. Le nombre de trousse remises au service de police de sa localité;
- h. Le nombre de trousse analysées par le Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale (LSJML);
- i. Le nombre de trousse analysées ayant un résultat positif;
- j. Le nombre d'enquêtes déclenchées suite aux résultats obtenus grâce à la trousse;
- k. Le nombre d'accusations portées par le DPCP suite aux résultats obtenus avec l'utilisation d'une trousse;
- l. Le nombre de condamnations.

h) Pour la période du 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026, 397 trousse ont été reçues, dont 194 ont été analysées (dont le rapport d'expertise a été émis pendant cette période) par le Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale (LSJML).

i) Parmi les 194 trousse analysées par le LSJML pour la période du 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026, 186 trousse avaient un résultat positif (dont au moins une substance a été mise en évidence, peu importe la substance, psychoactive ou non).

Les autres questions ne relèvent pas du ministère de la Sécurité publique.

Question **050**

Concernant l'annonce de 71 M\$ pour une meilleure prise en charge des victimes et une surveillance accrue des contrevenants, indiquer :

a) La ventilation du montant de 44 M\$ alloué au DPCP;

b) La ventilation du montant de 27 M\$ pour l'ajout d'effectifs spécialisés en matière de violence conjugale au sein des corps de police au Québec et des services correctionnels.

Afin d'assurer un meilleur accompagnement des victimes de violence conjugale et d'accroître la surveillance accrue des contrevenants, le ministère de la Sécurité publique (MSP) a accordé un montant total de 27 M\$ sur 5 ans pour l'ajout d'effectifs spécialisés en matière de violence conjugale, soit 24,225 M\$ pour les ressources au sein de corps de police au Québec et 2,775 M\$ pour les ressources œuvrant au sein des services correctionnels. Les investissements de 24,225 M\$ sur 5 ans pour les corps de police sont répartis ainsi :

Corps de police	Contribution réelle du MSP (\$)					Total
	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025	2025-2026	
SQ	696 000	1 160 000	1 160 000	1 160 000	1 160 000	5 336 000
Gatineau	174 000	247 860	252 450	257 220	261 990	1 193 520
Laval	174 000	290 000	290 000	290 000	290 000	1 334 000
Lévis	79 569	140 715	144 540	145 000	145 000	654 824
Longueuil	174 000	284 850	290 000	290 000	290 000	1 328 850
Québec	261 000	435 000	435 000	435 000	435 000	2 001 000
Roussillon	87 000	145 000	145 000	145 000	145 000	667 000
Sherbrooke	81 345	142 058	144 899	145 000	145 000	658 302
Trois-Rivières	86 580	143 280	144 090	145 000	145 000	663 950
Collines-de-l'Outaouais	55 080	94 590	94 590	94 590	94 590	433 440
Saint-Eustache	49 140	75 960	77 490	79 110	80 730	362 430
Thérèse-De Blainville	87 000	145 000	145 000	145 000	145 000	667 000
Mirabel	57 870	94 770	97 020	99 270	101 610	450 540
Saint-Jérôme	73 530	145 000	145 000	145 000	145 000	653 530
Montréal	696 000	1 160 000	1 160 000	1 160 000	1 160 000	5 336 000
Terrebonne	87 000	145 000	145 000	145 000	145 000	667 000
Granby	84 195	107 370	110 250	81 450	83 700	466 965
Richelieu Saint-Laurent	87 000	145 000	145 000	145 000	145 000	667 000
Saguenay	43 200	108 531	110 340	112 230	114 120	488 421
Total	3 133 509	5 209 984	5 235 669	5 218 870	5 231 740	24 029 772*

*La différence entre le montant annoncé de 24,225 M\$ et celui de la contribution réelle prévue de 24,030 M\$ (total du tableau) s'explique par le fait que certains corps de police ont proposé des projets à coûts moindres que le maximum accordé par le MSP. Pour la ventilation du montant de 44 M\$, veuillez-vous référer au DPCP.

Question **051**

Fournir le bilan détaillé des mesures mises en place et des dépenses engagées en 2025-2026 dans la mise en œuvre des actions 6, et A4 du feuillet Actions prioritaires pour contrer la violence conjugale et les féminicides 2021-2026.

Pour l'action 6 « Ajouter des effectifs en violence conjugale au sein des corps de police et des services correctionnels afin d'assurer une meilleure prise en charge de la victime et une surveillance accrue du contrevenant à toutes les étapes du continuum d'interventions », voir réponse à la QP1-050.

Pour l'action A4 « Ajouter du personnel en violence conjugale au sein de corps de police autochtones, afin d'assurer une meilleure prise en charge de la victime et une surveillance accrue du contrevenant à toutes les étapes du continuum d'interventions » :

- Le ministère de la Sécurité publique dispose d'une enveloppe de 9,8 M\$ pour mettre en œuvre la mesure. Une partie de cette enveloppe est utilisée pour verser une subvention à l'Association des directeurs de police des Premières Nations et Inuit du Québec (ADPPNIQ) pour la mise en place d'une structure de services partagés pour les corps de police autochtones (CPA). Cette subvention est de 675 000 \$ pour l'année 2025-2026.
 - L'ADPPNIQ compte à son effectif deux conseillers (coordonnateurs de projet) attirés aux relations avec les CPA, un conseiller aux communications et une adjointe administrative.
 - De la promotion a été effectuée auprès des CPA, notamment, rencontre avec l'ADPPNIQ, appel de projets aux Conseils de bande et aux CPA, rencontres personnalisées, visites dans les communautés et colloque des directeurs de police des Premières Nations et des Inuit.
- Le gouvernement du Canada (Canada) et le Québec se sont entendus afin que leur contribution respective (52 % Canada et 48 % Québec), versée dans le cadre des ententes tripartites sur la prestation des services policiers dans les communautés autochtones, couvre et pérennise le financement de ressources pour prévenir et contrer la violence conjugale et la violence sexuelle à partir de l'exercice financier 2025-2026.

Au 31 janvier 2026

Question **052**

Concernant les bracelets antirapportement (BAR) au Québec, veuillez nous indiquer :

- a) Par région, le nombre de BAR actuellement en circulation;
- b) Par région, le nombre de nouveaux BAR imposés en 2025-2026;
 - i. Par un juge
 - ii. Par la Commission québécoise des libérations conditionnelles
 - iii. Par le Directeur d'établissement de détention
- c) Concernant les nouveaux BAR imposés en 2025-2026, veuillez nous dire combien ont été imposés par mesures judiciaires suivantes :
 - a. Emprisonnement avec sursis;
 - b. Probation avec surveillance;
 - c. Remise en liberté provisoire;
 - d. Permission de sortir aux fins de réinsertion sociale;
 - e. Article 810.2 du Code criminel.
- d) Le nombre :
 - iv. d'interventions de la centrale de surveillance suite à une alerte;
 - v. d'interventions policières suite à une alerte;
 - vi. Le délai d'intervention moyen suite au déclenchement d'une alerte.
- e) Le nombre de personnes victimes protégées grâce à la mesure en 2025-2026;
- f) Le nombre de BAR ordonnés par le réseau correctionnel;
- g) En 2025-2026, veuillez nous dresser la liste des incidents survenus suite à un problème avec le BAR. Pour chacun des événements, veuillez nous indiquer la date, la région, le problème survenu et les correctifs apportés;
- h) En 2025-2026, le nombre de personnes contrevenantes incarcérées à la suite d'un rapprochement ou d'un franchissement d'une zone interdite;

- a) Au 31 janvier 2026, 545 bracelets antirapportement étaient en opération à l'échelle provinciale. Pour des raisons de confidentialité et de sécurité relatives aux personnes victimes, le nombre de bracelets antirapportement en circulation n'est pas ventilé par région.
- b) Veuillez vous référer au site internet Quebec.ca pour accéder aux données qui sont rendues publiques de façon trimestrielle. Pour des raisons de confidentialité et de sécurité, les données ne sont pas ventilées par région.
- c) Veuillez vous référer au site internet Quebec.ca pour accéder aux données qui sont rendues publiques de façon trimestrielle. Pour des raisons de confidentialité et de sécurité, les données ne sont pas ventilées par région.
- d) Veuillez vous référer au site internet Quebec.ca pour accéder aux données qui sont rendues publiques de façon trimestrielle.
- e) Au 31 janvier 2026, la mesure du bracelet antirapportement avait contribué à protéger 1 334 victimes de violence conjugale ou d'exploitation sexuelle. Le nombre de victimes protégées, qui est cumulatif depuis le début de la mesure, correspond au nombre de bracelets antirapportement qui ont été en opération et qui ont donc protégé une victime réellement. Cette donnée diffère donc du nombre de bracelets antirapportement imposé qui correspond au nombre de décisions rendues par la partie décisionnelle.
- f) Au 31 décembre 2025, 323 bracelets antirapportement avaient été ordonnés au sein du réseau correctionnel de Montréal, 639 au sein du réseau correctionnel de l'Ouest-du-Québec et 485 au sein du réseau correctionnel de l'Est-du-Québec. Ces données sont cumulatives depuis le début de l'implantation et extraites de façon trimestrielle.
- g) Depuis l'implantation de la mesure du bracelet antirapportement, le ministère de la Sécurité publique a rencontré quelques situations qui ont permis de mettre en lumière des besoins d'amélioration sur les plans technologique et/ou procédural. Chaque fois, des mesures correctives ou préventives ont rapidement été mises en place afin d'optimiser

Question **052**

Suite

l'efficacité et la fiabilité de la mesure au Québec qui figure parmi les plus rigoureuses au monde en matière de protocoles. La liste des incidents survenus ne peut être rendue disponible afin d'assurer la confidentialité des dossiers et pour des raisons de sécurité.

h) Veuillez vous référer au site internet [Québec.ca](https://quebec.ca) pour accéder aux données qui sont rendues publiques de façon trimestrielle.

*Période de référence du site [Québec.ca](https://quebec.ca), du début de l'implantation en mai 2022 au 31 décembre 2025. Mise à jour de façon trimestrielle.

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2026-2027

Question **053**

Le Plan stratégique du ministère déposé en 2023 proposait de mettre en place une Cellule Identification-Disparition au Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale (LSJML) afin de réanalyser le contenu de dossiers de disparition et à l'identification de restes humains inconnus. En lien avec cette intention identifiée dans le Plan stratégique, veuillez nous indiquer :

- a. Le nombre de ressources affectées à temps plein à cette Cellule;
- b. Le nombre de ressources affectées à temps partiel à cette Cellule;
- c. La date d'entrée en fonction de la Cellule;
- d. Le nombre de dossiers réanalysés pour l'année financière 2025-2026.

- a) Le nombre de ressources affectées à temps plein à cette Cellule : 1
- b) Le nombre de ressources affectées à temps partiel à cette Cellule : 0
- c) La date d'entrée en fonction de la Cellule : 2022
- d) Le Nombre de dossiers réanalysés pour l'année financière 2025-2026 : 135

Au 31 janvier 2026

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2026-2027

Question **054**

État de situation, au 31 mars 2026, du Centre des opérations gouvernementales. Fournir pour les cinq dernières années :

- a) Le budget pour chacune des années;
- b) Nombre d'employés;
- c) Nombre de postes vacants;
- d) Nombre de postes vacants en raison de la directive du Conseil du Trésor émise le 1er novembre 2024;
- e) Temps supplémentaire enregistré en 2025-2026;
- f) Temps supplémentaire obligatoire enregistré en 2025-2026;
- g) Liste des interventions pour chacune des années.

a) 1 067 790 \$ (2025-2026)

b)

Nombres d'employés	
Techniciens et assimilés	11
Professionnels	2
Personnel de bureau	2
Cadres	1
TOTAL	16

c) Nombre de postes vacants : 2

d) Postes vacants en raison de la directive du SCT : 0

e) Nombre d'heures supplémentaires : 265,9 heures

f) Ne s'applique pas.

Question **054** Suite

g)

Listes des interventions	
Points d'information produits	117
Rapports d'événement produits	123
Bulletins de l'opération déglçage produits	12
Bulletins du suivi de la crue printanière	19
Demandes d'autorisation d'intervention en sécurité incendie en territoire non organisé	2
Demandes reçues en recherche et sauvetage (opération, formation/exercices, Radio Amateur du Québec inc.)	63
Bilan des événements signalés à la sécurité civile	407
Nombre total d'appels traités par le COG (lignes partenaires et lignes sécurité civile)	33 984
Nombre de comptes rendus produits pour les lignes partenaires au COG	16 121

* Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'étude des crédits antérieurs.

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2026-2027

Question **055**

Au 31 mars 2026, veuillez nous fournir la liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Veuillez également préciser :

- a) Le nombre d'effectifs (policiers et civils) pour chaque corps de polices, par corps d'emploi;
- b) Les effectifs par relève affectés à la surveillance du territoire;
- c) Le nombre de postes vacants, par corps d'emploi;
- d) Le nombre de postes à combler (policiers et civils);
- e) Le nombre de départs à la retraite, par corps d'emploi;
- f) Le nombre de démissions, par corps d'emploi.

A - CORPS DE POLICE MUNICIPaux À DESSERTE UNIQUE

Corps de police	Population de l'année 2024 ^P (ISQ)	Niveau de service	Nombre de policiers permanents (surveillance) ¹
Blainville	61 566	2	63
Bromont	12 210	1	20
Gatineau	305 334	3	260
Granby	71 815	1	65
Laval	460 396	3	379
Lévis	159 436	2	108
Mascouche	56 173	2	52
Mercier	15 743	2	12
Saint-Eustache	47 344	2	49
Saint-Jean-sur-Richelieu	100 558	2	125
Saint-Jérôme	84 440	1	118
Sherbrooke	184 303	2	174
Trois-Rivières	149 208	2	135
Population totale :	1 708 526	-	-
Nombre de policiers permanents (surveillance) :	-	-	1 560
Nombre de CPM :	13	-	-

Il s'agit des données de 2024 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données de 2025 seront traitées à partir de juillet 2026.

¹ Nombre de policiers permanents assignés à la surveillance du territoire, mais pas par relève.

Question **055**

Suite

B - CORPS DE POLICE MUNICIPaux À DESSERTE MULTIPLE

Corps de police	Population de l'année 2024 ^P (ISQ)	Niveau de service	Nombre de policiers permanents (surveillance) ¹	Municipalités desservies	Population de l'année 2024 ^P (ISQ)
Châteauguay	74 014	2	97	Beauharnois	15 184
				Châteauguay	53 217
				Léry	2 691
				Saint-Isidore (paroisse)	2 922
L'Assomption	28 350	2	30	L'Assomption	24 904
				Saint-Sulpice	3 446
Longueuil	458 717	3	472	Boucherville	41 936
				Brossard	97 697
				Longueuil	268 684
				Saint-Bruno-de-Montarville	26 799
				Saint-Lambert (ville)	23 601
Memphrémagog (régie)	40 982	1	36	Austin	1 933
				Magog	30 496
				Orford	5 657
				Sainte-Catherine-de-Hatley	2 896
Mirabel	86 395	2	54	Mirabel	67 564
				Saint-Colomban	18 831
Montréal	2 200 807	5	2 732	Baie D'Urfé	3 707
				Beaconsfield	19 356
				Côte-Saint-Luc	38 303
				Dollard-des-Ormeaux	50 611

Question **055**

Suite

				Dorval	20 730
				Hampstead	7 565
				Kirkland	19 518
				L'Île-Dorval	9
				Montréal	1 945 359
				Montréal-Est	4 910
				Montréal-Ouest	5 363
				Mont-Royal	22 358
				Pointe-Claire	36 194
				Sainte-Anne-de-Bellevue	5 487
				Senneville	1 022
				Westmount	20 315
MRC Les Colline-de-l'Outaouais	58 101	2	57	Cantley	12 284
				Chelsea	8 952
				L'Ange-Gardien (82 005)	6 895
				La Pêche	9 242
				Pontiac	6 479
				Val-des-Monts	14 249
Québec	631 821	4	664	L'Ancienne-Lorette	17 851
				Notre-Dame-des-Anges	246
				Québec	592 884
				Saint-Augustin-Desmaures	20 840
Lac des Deux Montagnes (régie)	53 878	2	44	Deux-Montagnes	18 391
				Pointe-Calumet	6 410
				Sainte-Marthe-sur-le-Lac	21 716

Question **055**

Suite

				Saint-Joseph-du-Lac	7 361
Roussillon (régie)	120 968	2	137	Candiac	24 514
				Delson	8 567
				La Prairie	27 217
				Saint-Constant	31 940
				Sainte-Catherine	17 714
				Saint-Mathieu	2 559
				Saint-Philippe	8 457
Repentigny	96 719	2	82	Charlemagne	6 679
				Repentigny	90 040
Richelieu-Saint-Laurent (régie)	221 794	2	245	Beloil	25 083
				Calixa-Lavallée	531
				Carignan	12 497
				Chambly	31 854
				Contrecoeur	10 538
				McMasterville	6 136
				Mont-Saint-Hilaire	19 398
				Otterburn Park	9 249
				Richelieu	5 986
				Saint-Amable	14 037
				Saint-Basile-le-Grand	17 265
				Sainte-Julie	30 837
				Saint-Jean-Baptiste	3 371
Saint-Mathias-sur-Richelieu	4 622				
Saint-Mathieu-de-Beloil	3 014				

Question **055**

Suite

				Varenes	21 557
				Verchères	5 819
Saguenay	154 052	2	144	Larouche	1 711
				Saguenay	152 341
Terrebonne	151 894	2	163	Bois-des-Filion	10 702
				Sainte-Anne-des-Plaines	15 914
				Terrebonne	125 278
Thérèse-De Blainville (régie)	80 712	2	83	Boisbriand	29 517
				Lorraine	9 724
				Rosemère	14 191
				Sainte-Thérèse	27 280
Nombre de CPM :	15	-	5 040	Population totale :	4 459 204
				Nombre de municipalités desservies :	82

Il s'agit des données de 2024 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données de 2025 seront traitées à partir de juillet 2026.

¹ Nombre de policiers permanents assignés à la surveillance du territoire, mais pas par relève.

Au 31 janvier 2026

Question **056**

Pour les cinq dernières années, par année financière, le nombre de crimes rapportés et solutionnés, par catégorie de crime (contre la personne ou la propriété, drogue, autres) sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipale.

Nombre de crimes rapportés et solutionnés, par catégorie de crime (contre la personne ou la propriété, drogue, autres) sur les différents territoires (SQ, corps de police municipaux), 2024^p

Infractions au Code criminel																Infractions relatives aux drogues et aux stupéfiants				Infractions aux autres lois fédérales				Infractions aux lois provinciales							
Infractions - Contre la personne				Infractions - Contre la propriété				Autres infractions (sauf conduite de véhicules)				Infractions - Conduite de véhicules				Total															
Infractions classées ¹				Infractions classées ¹				Infractions classées ¹				Infractions classées ¹				Infractions classées ¹				Infractions classées ¹				Infractions classées ¹				Infractions classées ¹			
Nbre	Par accusation recommandée	Sans accusation recommandée	% classées	Nbre	Par accusation recommandée	Sans accusation recommandée	% classées	Nbre	Par accusation recommandée	Sans accusation recommandée	% classées	Nbre	Par accusation recommandée	Sans accusation recommandée	% classées	Nbre	Par accusation recommandée	Sans accusation recommandée	% classées	Nbre	Par accusation recommandée	Sans accusation recommandée	% classées	Nbre	Par accusation recommandée	Sans accusation recommandée	% classées	Nbre	Par accusation recommandée	Sans accusation recommandée	% classées
119 729	64 342	17 688	68,50	169 529	25 749	8 546	20,20	36 740	28 841	2 374	85,0	32 874	14 890	2010	51,4	358 872	133 822	30 618	54,8	10 547	7522	512	76,2	655	565	32	91,1	9738	7353	341	79,0

Source : ministère de la Sécurité publique. Données 2024 (année civile) du Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondée sur l'affaire (DUC 2) recueillies par les corps de police municipaux et la Sûreté du Québec.
p : données provisoires (Extraction novembre 2025)

¹ Ces statistiques portent sur les infractions classées en 2024, quelle que soit la date à laquelle le rapport d'infraction a été enregistré.

Notes :

Les données présentées dans ce tableau diffèrent des chiffres officiels publiés sur Québec.ca, puisqu'elles se limitent à la Sûreté du Québec (SQ) et aux corps de police municipaux (CPM), excluant les corps de police autochtones (CPA).

Les données 2025 ne sont pas disponibles. Elles seront disponibles à l'automne 2026.

Les statistiques de la criminalité sont diffusées annuellement sur le site Internet du ministère de la Sécurité publique.

Pour les années antérieures, veuillez consulter les cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

Question **057**

Pour l'année 2025-2026, fournir la liste des municipalités ou des villes de moins de 50 000 habitants qui ont choisi de conserver ou de créer un corps policier municipal, qui ont signé de nouvelles ententes intermunicipales relatives aux corps policiers, ou qui ont opté pour la Sûreté du Québec.

- Nouvelles ententes intermunicipales :
 - Le 31 décembre 2024, les ententes de desserte policière conclues par la Ville de Terrebonne avec les villes de Bois-des-Filion et de Sainte-Anne-des-Plaines ont pris fin. Le 12 décembre 2025, le ministre de la Sécurité publique approuvait l'entente de desserte policière conclue entre les villes de Terrebonne et de Sainte-Anne-des-Plaines.
 - Concernant l'entente entre les villes de Terrebonne et de Bois-des-Filion, les parties ont convenu une entente de principe afin d'assurer la continuité des services policiers rendus par le corps de police de la Ville de Terrebonne à Bois-des-Filion. Une entente finale devrait être soumise au ministre de la Sécurité publique pour approbation au cours de 2026.
- Opté pour la Sûreté du Québec :
 - Aucune

Au 31 janvier 2026

Question **058**

Indiquer les municipalités ayant entrepris des démarches pour être desservies par la Sûreté du Québec et l'état de la situation au MSP.

Aucune municipalité n'a entrepris officiellement des démarches pour être desservie par la Sûreté du Québec en 2025-2026.

Au 31 janvier 2026

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2026-2027

Question **059**

Fournir une copie du dernier rapport d'inspection des corps de police en vertu de l'article 269 de la Loi sur la police. Préciser également les dates auxquelles les inspections ont eu lieu, pour chaque corps de police.
Fournir une copie du dernier rapport d'inspection des corps de police autochtones en vertu de l'article 269 de la Loi sur la police. Préciser également les dates auxquelles les inspections ont eu lieu, pour chaque corps de police autochtone.

Les documents demandés ne peuvent être communiqués en application des articles 28, 29, 37 et 39 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1).

La liste des services de police inspectés avec l'année de la dernière inspection pour chacun d'eux est présentée ici-bas. À noter que certains ont été inspectés à plus d'une reprise au cours des cinq dernières années, sur différentes thématiques. Le tableau ne présente que la plus récente.

Dernières inspections des corps de police (en date du 31 janvier 2026).

Services de police	Année d'inspection la plus récente
Service de police de la Ville de Saint-Eustache	2026
Service de police de l'agglomération de Longueuil	2025
Service de police de Laval	2025
Service de police de la Ville de Lévis	2025
Corps de police de Pessamit	2025
Corps de police du village Naskapi	2025
Corps de police de Essipit	2025
Corps de police de Kitigan Zibi	2025
Corps de police des Abénakis	2025
Service de police de la Ville de Châteauguay	2025
Service de police de L'Assomption/Saint-Sulpice	2025
Service de police de Repentigny	2025
Régie intermunicipale de police Thérèse-de-Blainville	2025
Sécurité publique de Pakua Shipi	2025
Sûreté du Québec	2024

Question **059** Suite

Service de police de la Ville de Montréal	2024
Régie de police du Lac des Deux-Montagnes	2024
Service de police de la Ville de Blainville	2024
Service de police de Terrebonne	2024
Régie intermunicipale de police de Roussillon	2024
Service de police de la Ville de Saint-Jérôme	2024
Service de police de Pikogan	2024
Service de police de Sherbrooke	2024
Service de police de Wemotaci	2024
Corps de police d'Opitciwan	2024
Service de police de Saint-Jean-sur-Richelieu	2023
Service de police Kebaowek	2023
Service de police Timiskaming	2023
Service de police de Mirabel	2023
Sécurité publique Uashat Mak Mani-Utenam	2023
Service de police de la Ville de Mercier	2023
Service de la sécurité publique de la MRC Les Collines-de-l'Outaouais	2023
Kahnawake Peacekeepers	2023
Service de police de la Ville de Granby	2023
Service de police de la Ville de Gatineau	2023
Régie de police de Memphrémagog	2023
Service de la sécurité publique de Trois-Rivières	2023

Question **059** Suite

Sécurité publique Mashteuiatsh	2023
Gesgapegiag Police	2023
Listiguj Police Department	2023
Service de police de la Ville de Bromont	2023
Akwesasne Mohawk Police Service	2022
Service de police de Nunavik	2022
Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent	2022
Service de la sécurité publique - Ville de Mascouche	2022
Service de police de la Ville de Québec	2022
Service de police de Lac Simon	2022
Corps de police de Manawan	2021
Corps de police de Wendake	2021
Service de la sécurité publique de Saguenay	2021
Bureau des enquêtes indépendantes	2020

Question **060**

La liste des corps policiers autochtones en précisant la communauté et la population desservie, la nation, le statut, le nombre de policiers, le coût annuel ainsi que les districts couverts.

NATION	COMMUNAUTÉ	STATUT	NOMBRE DE POLICIERS ¹	POPULATION DESSERVIE ²	COÛT ANNUEL ³ 2025-2026	DISTRICTS COUVERTS ⁴
Abénaquis	Odanak - Wôlinak	Corps de police	18	809	1 831 734 \$	17
Algonquins	Eagle Village (Kebaowek)	Corps de police	12	400	1 173 425 \$	8
Algonquins	Kitigan Zibi	Corps de police	16	1 261	1 593 993 \$	7
Algonquins	Lac Simon	Corps de police	29	1 386	2 994 819 \$	8
Algonquins	Pikogan (Abitibiwinni)	Corps de police	15	558	1 424 830 \$	8
Algonquins	Timiskaming	Corps de police	15	533	1 594 378 \$	8
Atikamekw	Manawan	Corps de police	18	2 131	1 848 456 \$	14
Atikamekw	Opitciwan	Corps de police	27	2 141	2 889 733 \$	4
Atikamekw	Wemotaci	Corps de police	15	1 296	1 573 318 \$	4
Cris	Baie-James (9 communautés)	Corps de police	97	19 330	12 959 622 \$	10
Hurons	Wendake	Corps de police	17	2 234	1 804 150 \$	3
Innus	Essipit	Corps de police	13	300	1 279 099 \$	9
Innus	Mashteuiatsh	Corps de police	24	2 092	2 520 154 \$	2
Innus	Pakua Shipi	Corps de police	16	257	2 073 567 \$	9
Innus	Pessamit	Corps de police	19	2 502	1 894 775 \$	9
Innus	Uashat-Maliothenam	Corps de police	28	3 368	3 238 536 \$	9
Inuit	Kativik (14 villages nordiques)	Corps de police	208	14 549	46 742 215 \$	10

¹ Effectifs prévus aux ententes de prestation des services policiers pour 2025-2026 (postes équivalents temps complets).

² Source : Gazette officielle du Québec. Décret de population pour 2026 (1499-2025 adopté le 17 décembre 2025).

³ Ce montant représente la part du Québec qui est de 48 % du coût annuel de l'entente tripartite pour l'année financière 2025-2026. Ce montant inclut les montants supplémentaires accordés aux avenants.

⁴ Le district couvert correspond à la région administrative.

Question **060** Suite

Micmac	Gesgapegiag	Corps de police	15	695	1 525 747 \$	11
Micmac	Listuguj	Corps de police	20	1 644	2 325 124 \$	11
Mohawk	Akwesasne	Corps de police	35 ⁵	2 569 ⁶	2 761 308 \$	16
Mohawk	Kahnawake	Corps de police	45	11 154	4 344 701 \$	16
Naskapis	Kawawachikamach	Corps de police	16	626	2 024 213 \$	9

* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'étude des crédits antérieurs.

Au 31 janvier 2026

⁵ Ce nombre inclut les policiers supplémentaires de l'entente bilatérale dans le cadre du renforcement de la Stratégie québécoise de lutte contre la violence liée aux armes à feu.

⁶ Les données de population décrétées pour 2026 (estimation provisoire de la population au 1^{er} juillet 2025) sont la référence pour l'application des lois et des règlements ainsi que pour la gestion des programmes gouvernementaux. Elles couvrent uniquement la portion québécoise de la communauté d'Akwesasne.

Question **061**

Pour chaque corps policier autochtone, la somme investie par le gouvernement fédéral pour son financement.

Communautés	Montant fédéral (52 %)
Akwesasne	3 685 731 \$
Eagle Village-Kipawa (Kebaowek)	1 271 211 \$
Eeyou-Eenou (Cris)	14 039 591 \$
Essipit	1 385 691 \$
Gesgapegiag	1 652 892 \$
Kahnawake	4 706 760 \$
Kativik	50 637 400 \$
Kawawachikamach	2 192 898 \$
Kitigan Zibi	1 726 825 \$
Lac-Simon	3 244 387 \$
Listuguj	2 518 884 \$
Manawan	2 002 495 \$
Mashteuiatsh	2 730 167 \$
Odanak-Wôlinak	1 984 379 \$
Opitciwan	3 130 545 \$
Pakua Shipi	2 246 364 \$
Pessamit	2 052 673 \$
Pikogan (Abitibiwinni)	1 543 566 \$
Timiskaming	1 727 243 \$
Uashat-Maliotenam	3 508 414 \$
Wemotaci	1 704 428 \$
Wendake	1 954 496 \$

Note : Cette information provient des ententes tripartites sur la prestation des services policiers et couvre l'année financière 2025-2026 ainsi que les montants supplémentaires accordés aux avenants.

Au 31 janvier 2026

Question **062**

Tout analyse ou document réalisé concernant l'utilisation de banque de caractéristiques ou de mesures biométriques ou de solutions de reconnaissance faciale.

Le MSP ne détient aucune analyse ou document réalisé concernant l'utilisation de banque de caractéristiques ou de mesures biométriques ou de solution de reconnaissance faciale.

Au 31 janvier 2026

Question **063**

Le nombre et la nature des crimes reliés aux gangs de rue et leur répartition géographique en 2025-2026.

Territoire desservi par le corps de police	2022	2023a	2024p
Service de police de la Ville de Montréal ¹	n/d	n/d	86
Service de police de la Ville de Québec	9	34	68
Service de police de la Ville de Gatineau	40	51	53
Service de police de la Ville de Lévis	0	15	37
Service de police de la Ville de Sherbrooke	3	8	18
Service de la protection des citoyens de Laval	19	19	15
Sûreté du Québec, MRC de Sept-Rivières	1	1	9
Sûreté du Québec, MRC d'Acton	0	1	8
Service de sécurité publique de Saguenay	0	1	8
Service de police de la Ville de Longueuil	5	13	7
Sûreté du Québec, MRC de Lac-St-Jean-Est	0	3	7
Sûreté du Québec, MRC de Manicouagan	0	0	6
Service de police de la Ville de Terrebonne	3	6	5
Régie intermunicipale de police de Richelieu-Saint-Laurent	3	4	4
Sûreté du Québec, MRC de Lotbinière	0	4	4
Régie intermunicipale de police de Roussillon	3	6	3
Sûreté du Québec, MRC de Bellechasse	0	0	3
Sûreté du Québec, MRC de La Mitis	0	0	3
Sûreté du Québec, MRC de Kamouraska	0	0	3
Service de police de la Ville de Saint-Jérôme	3	3	2
Service de la sécurité publique de Trois-Rivières	1	1	2
Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville	1	2	2
Sûreté du Québec, MRC de Drummond	0	0	2
Sûreté du Québec, MRC de Papineau	0	2	2
Sûreté du Québec, MRC de Montcalm	0	0	2
Sûreté du Québec, MRC La Haute-Côte-Nord	0	0	2
Sûreté du Québec, MRC de L'Islet	0	0	2
Sûreté du Québec, MRC de l'Île-d'Orléans	1	10	1

Question **063**

Suite

Sûreté du Québec, MRC de Pierre-de Saurel	5	2	1
Sûreté du Québec, MRC de La Jacques-Cartier	0	0	1
Sûreté du Québec, MRC de Joliette	0	0	1
Sûreté du Québec, MRC de La Nouvelle-Beauce	0	2	1
Sûreté du Québec, MRC de Rouville	0	0	1
Sûreté du Québec, MRC des Pays-d'en-Haut	0	0	1
Sûreté du Québec, MRC de la Côte-de-Beaupré	0	0	1
Sûreté du Québec, MRC de Maria-Chapdelaine	0	0	1
Service de police de la Ville de Blainville	0	0	1
Sûreté du Québec, MRC d'Arthabaska	0	0	1
Sûreté du Québec, MRC de Rivière-du-Loup	0	0	1
Sûreté du Québec, Poste de la Ville de la Tuque	8	0	0
Service de police de Saint-Jean-sur-Richelieu	2	1	0
Service de police de la Ville de Granby	0	2	0
Service de police de Mirabel	1	1	0
Sûreté du Québec, MRC de Beauharnois-Salaberry	1	0	0
Sûreté du Québec, MRC de Matawinie	0	1	0
Sûreté du Québec, MRC de La Vallée-de-la-Gatineau	0	2	0
Sûreté du Québec, MRC des Laurentides	1	0	0
Sûreté du Québec, MRC de Charlevoix	1	1	0
Sûreté du Québec, MRC de la Vallée-de-l'Or	2	0	0
Régie de police du Lac des Deux Montagnes	1	0	0
Sûreté du Québec, MRC du Val-Saint-François	0	0	0
Sûreté du Québec, Poste de la Ville de Shawinigan	1	0	0
Sûreté du Québec, MRC de l'Érable	0	1	0
Sûreté du Québec, MRC de Beauce-Sartigan	0	1	0
Service de police de l'Assomption-Saint-Sulpice	0	1	0
Sûreté du Québec, MRC de Maskinongé	0	1	0

Question **063**

Suite

¹ En 2022 et 2023, le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) procédait différemment en ce qui concerne la transmission des données en lien avec le crime organisé. Certains enjeux résultant de cette façon de faire ne permettaient pas de fournir l'information pour ces années.

Les données sont présentées selon le corps de police attribué au territoire, mais un autre corps de police peut avoir traité le dossier. Tous les territoires desservis ne sont pas présentés : seuls les territoires sur lesquels il y a eu des infractions criminelles identifiées par un corps de police comme étant reliées aux « gangs de rue » en 2022, 2023 ou 2024 se trouvent dans le tableau.

a : données actualisées p : données provisoires (extraction novembre 2025)

Données 2025 non disponibles : elles seront disponibles à l'été 2026.

Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2026-2027

Question **065**

Concernant l'usage des pistolets Taser, fournir :

- a) Copie des études, scénarios ou analyse réalisés ou obtenus en 2025-2026;
- b) Le nombre de pistolets Taser par corps policier et par région pour les cinq dernières années, et ce, par année;
- c) Le nombre d'interventions policières incluant l'usage du pistolet Taser pour les cinq dernières années, par année financière, par corps policier et par région;
- d) Le nombre de pistolets Taser par corps policier autochtone, par année, pour les cinq dernières années;
- e) Le nombre d'interventions des policiers autochtones incluant l'usage du pistolet Taser, par année, pour les cinq dernières années.

A) Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

B) Depuis la collecte de données 2022, cette donnée n'est plus collectée sous cette forme auprès des corps de police.
Pour les années antérieures, veuillez-vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

C) **NOMBRE D'ÉVÈNEMENTS AU COURS DESQUELS UNE ARME À IMPULSIONS ÉLECTRIQUES (AIE) A ÉTÉ UTILISÉE SELON LE MODE D'UTILISATION¹**

CORPS DE POLICE	2024 ²				
	Démonstration ³	Projection ⁴	Projection-contact	Contact ⁵	Mode inconnu
Blainville	4	0	0	0	0
Bromont	3	0	0	0	0
Châteauguay	11	2	0	1	0
Gatineau	157	11	1	5	0
Granby	15	4	0	1	0
L'Assomption/Saint-Sulpice	5	0	0	0	0
Laval	192	41	4	17	0
Lévis	12	9	0	4	0
Longueuil	54	15	0	3	0
Mascouche	5	0	0	4	0
Memphrémagog (régie)	6	2	0	0	0
Mercier	0	0	0	0	0
Mirabel	13	2	0	8	0
Montréal	574	91	10	11	0

Question **065**

Suite

MRC Les Collines-de-l'Outaouais	11	0	2	0	0
Québec	153	21	0	0	0
Lac des Deux-Montagnes (régie)	20	1	0	2	0
Roussillon (régie)	24	2	0	1	0
Repentigny	21	5	0	3	0
Richelieu-Saint-Laurent (régie)	28	4	3	0	0
Saguenay	8	0	2	1	0
Saint-Eustache	31	10	0	4	0
Saint-Jean-sur-Richelieu	21	8	0	4	0
Saint-Jérôme	43	7	0	2	0
Sherbrooke	57	12	1	0	0
Terrebonne	24	8	0	0	0
Thérèse-De Blainville (régie)	7	9	0	5	1
Trois-Rivières	19	4	0	0	0
Sûreté du Québec (SQ)	588	173	12	30	0
TOTAL	2 106	441	35	106	1

* Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

¹ Ces données ne sont pas cumulables, car plus d'un mode peut avoir été utilisé au cours du même événement.

² Données issues du Questionnaire sur l'administration des activités policières rempli annuellement par chacun des corps de police du Québec. Données du Questionnaire sur l'administration des activités policières 2025 non disponibles. Elles seront traitées à partir de juillet 2026.

³ Utilisation qui consiste en l'une ou l'autre des actions suivantes : présenter l'arme en la sortant de l'étui, utiliser les lasers de visée sur le sujet et faire la démonstration des arcs électriques afin d'obtenir la coopération du sujet.

⁴ Utilisation d'une cartouche afin de projeter, sur le sujet, deux sondes reliées à l'AIE par un filin qui les alimente électriquement afin de créer une neutralisation neuromusculaire (NNM).

⁵ Application de l'arme directement sur une partie du corps du sujet afin de créer une douleur locale.

Question **065**

Suite

D) NOMBRE D'ARMES À IMPULSIONS ÉLECTRIQUES (AIE) ¹

COMMUNAUTÉS	2024 ²
Akwesasne	40
Eagle Village	14
Eeyou-Eenou Police Force/9 communautés cries	ND
Essipit	1
Gesgapegiag	17
Kahnawake	21
Nunavik/14 villages nordiques	80
Kawawachikamach	6
Kitigan Zibi	ND
Lac Simon	9
Listuguj	13
Manawan	6
Mashteuiatsh	5
Odanak/Wôlinak	5
Opitciwan	6
Pakua Shipi	4
Pessamit	10
Pikogan	2
Timiskaming	8
Uashat-Maliotenam	19
Wemotaci	3
Wendake	3

Question **065**

Suite

* Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

¹ Il s'agit du nombre total d'armes à impulsions électriques dans les organisations policières et non du nombre déployé, c'est-à-dire susceptible d'être utilisé.

² Données issues du Questionnaire sur l'administration des activités policières rempli annuellement par chacun des corps de police du Québec. Données du Questionnaire sur l'administration des activités policières 2025 non disponibles. Ces données seront traitées à partir de juillet 2026.

E) NOMBRE D'ÉVÈNEMENTS AU COURS DESQUELS UNE ARME À IMPULSIONS ÉLECTRIQUES (AIE) A ÉTÉ UTILISÉE SELON LE MODE D'UTILISATION ¹

COMMUNAUTÉS	2024 ²			
	Démonstration ³	Projection ⁴	Projection-contact	Contact ⁵
Akwesasne	9	1	1	1
Eagle Village	0	0	0	0
Essipit	0	0	0	0
Eeyou-Eenou Police Force	ND	ND	ND	ND
Gesgapegiag	0	0	0	0
Kahnawake	0	0	1	0
Nunavik	68	37	0	0
Lac Simon	17	4	1	5
Listuguj	ND	ND	3	3
Kawawachikamach	NC	NC	NC	NC
Kitigan Zibi	ND	ND	ND	ND
Manawan	NC	NC	NC	NC
Mashteuiatsh	3	0	0	0
Odanak/Wôlinak	0	0	0	0
Opitciwan	0	0	0	0
Pakua Shipi	8	0	0	0
Pessamit	0	1	1	0

Question **065**

Suite

Pikogan	0	0	0	0
Timiskaming	0	0	0	0
Uashat-Maliotenam	9	1	0	4
Wemotaci	0	0	0	0
Wendake	0	0	0	0
Total	114	44	7	13

* Pour les années antérieures, veuillez-vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

NC : donnée non compilée

ND : donnée non disponible

¹ Ces données ne sont pas cumulables, car plus d'un mode peut avoir été utilisé au cours du même événement.

² Données issues du Questionnaire sur l'administration des activités policières rempli annuellement par chacun des corps de police du Québec. Données du Questionnaire sur l'administration des activités policières 2025 non disponibles. Elles seront traitées à partir de juillet 2026.

³ Utilisation qui consiste en l'une ou l'autre des actions suivantes : présenter l'arme en la sortant de l'étui, utiliser les lasers de visée sur le sujet et faire la démonstration des arcs électriques afin d'obtenir la coopération du sujet.

⁴ Utilisation d'une cartouche afin de projeter, sur le sujet, deux sondes reliées à l'AIE par un filin qui les alimente électriquement afin de créer une neutralisation neuromusculaire (NNM).

⁵ Application de l'arme directement sur une partie du corps du sujet afin de créer une douleur locale.

Au 31 janvier 2026

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2026-2027

Question **066**

Le 14 février 2025, le ministre de la Sécurité publique annonçait une ligne directrice qui prévoit que tout policier doit se requalifier au moins une fois par année pour chaque arme pour laquelle il est qualifié. Cette ligne directrice s'adresse à tous les corps de police du Québec et à leurs membres. Elle prévoit également qu'un policier qui ne s'est pas requalifié dans l'année civile ne peut plus faire l'usage de l'arme tant qu'il n'a pas réussi la requalification. En lien avec cette nouvelle ligne directrice, veuillez nous dire, pour chacun des corps de police au Québec :

- a. Le nombre et le pourcentage de policiers qui respectent la ligne directrice;
- b. Le nombre et le pourcentage de policiers qui excèdent le délai d'un an prévu avec la ligne directrice;
- c. Le nombre et le pourcentage de policiers qui ont obtenu d'un directeur d'un corps de police, une prolongation d'une durée maximale de 45 jours;
- d. Le nombre et le pourcentage de policiers ayant échoué une requalification;
- e. Le nombre et le pourcentage de policiers ayant réussi la reprise de la requalification suite à un échec;
- f. Le nombre et le pourcentage de policiers ayant été réaffecté dans des fonctions ne nécessitant pas l'usage d'une arme jusqu'à ce que la requalification soit réussie.

La *Ligne directrice sur les requalifications des policiers en matière d'armes à feu et d'agents chimiques* est entrée en vigueur le 24 janvier 2025. Elle n'a pas d'effet rétroactif. En effet, les obligations découlant de la ligne directrice ne s'appliquent que depuis la fin janvier 2025. Elle prévoit que tout policier doit se requalifier une fois par année civile pour chacune des armes pour laquelle il est qualifié, à moins que son directeur lui accorde, pour un motif valable, une prolongation d'une durée maximale de 45 jours.

Le 16 février 2026, le MSP a transmis à tous les directeurs de corps de police un questionnaire afin de connaître le taux de requalification de leurs policiers en matière d'armes à feu et d'agents chimiques au 31 décembre 2025, et au 14 février 2026, pour ceux ayant obtenu une prolongation pour se requalifier.

a) Le nombre et le pourcentage de policiers qui respectent la ligne directrice

Nombre

Le nombre de policiers qui se sont requalifiés au 31 décembre 2025, ainsi que pendant la prolongation.

Pourcentage

Le nombre de policiers qui respectent la ligne directrice divisé par le nombre de policiers qui étaient visés par la ligne directrice au 31 décembre 2025.

Arme de service		Arme à impulsion électrique (AIE)		Arme intermédiaire d'impact à projectiles (AIIP)		Arme longue		Arme de précision		Agents chimiques	
Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
16 375	94,96	3 309	86,51	449	98,46	1696	88,75	74	97,37	158	95,18

Question **066**

Suite

b) Le nombre et le pourcentage de policiers qui excèdent le délai d'un an prévu avec la ligne directrice

Nombre

Le nombre a été obtenu en soustrayant le nombre de policiers qui étaient visés par la ligne directrice au 31 décembre 2025 de ceux qui se sont requalifiés à cette même date. Les policiers qui ont obtenu une prolongation ainsi que ceux qui ne se sont pas requalifiés ont été exclus du calcul.

Pourcentage

Le nombre de policiers qui excèdent le délai d'un an prévu avec la ligne directrice divisé par le nombre de policiers qui étaient visés par la ligne directrice au 31 décembre 2025.

Arme de service		Arme à impulsion électrique (AIE)		Arme intermédiaire d'impact à projectiles (AIIP)		Arme longue		Arme de précision		Agents chimiques	
Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
1 155	6,70	634	16,58	7	1,54	282	14,76	3	3,95	8	4,82

c) Le nombre et le pourcentage de policiers qui ont obtenu d'un directeur d'un corps de police, une prolongation d'une durée maximale de 45 jours

Nombre

Le nombre de policiers qui se sont requalifiés entre le 1^{er} janvier et le 14 février 2026.

Pourcentage

Le nombre de policiers qui ont obtenu d'un directeur d'un corps de police une prolongation d'une durée maximale de 45 jours divisé par le nombre de policiers qui étaient visés par la ligne directrice au 31 décembre 2025.

Arme de service		Arme à impulsion électrique (AIE)		Arme intermédiaire d'impact à projectiles (AIIP)		Arme longue		Arme de précision		Agents chimiques	
Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
286	1,66	118	3,08	0	0	67	3,51	1	1,32	0	0

Question **066**

Suite

d) Le nombre et le pourcentage de policiers ayant échoué une requalification

Le questionnaire ne permet pas de répondre à cette question.

e) Le nombre et le pourcentage de policiers ayant réussi la reprise de la requalification suite à un échec

Le questionnaire ne permet pas de répondre à cette question.

f) Le nombre et le pourcentage de policiers ayant été réaffecté dans des fonctions ne nécessitant pas l'usage d'une arme jusqu'à ce que la requalification soit réussie

Le questionnaire ne permet pas de répondre à cette question.

Question **069**

Le nombre et la valeur des saisies de tabac de contrebande, et ce, pour les cinq dernières années.

SAISIES	2025-2026 ¹	
	NOMBRE	VALEUR (\$)
Cartouches	45 277	4 751 821 \$
Sac de type Ziploc (200 cigarettes)	22 083	2 155 301 \$
Cigarettes (autres formats, à l'unité)	99 064	62 506 \$
Tabac en vrac (sac 200 grammes)	80	8 816 \$
Tabac en vrac (kilos)	12 750	4 925 708 \$
Chicha (kilos)	4 960	2 158 644 \$
Cigares et cigarillos ²	231 183	120 484 \$
Autres produits du tabac (kilos)	461	297 318 \$

¹ Les quantités et les valeurs pour l'exercice 2025-2026 sont calculées pour la période du 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026. Pour les quatre années précédentes, se référer aux études des crédits antérieures.

² Les différents emballages de cigarillos saisis ont été convertis en cigarillos à l'unité.

Au 31 janvier 2026

Question **070**

La valeur réellement récupérée des amendes données en lien avec les saisies du tabac de contrebande pour 2025-2026.

Le ministère de la Sécurité publique dispose des données sur le montant des amendes imposées à la suite d'un jugement en matière de contrebande de tabac. Ces données lui sont transmises par Revenu Québec dans le cadre des activités du Comité ACCES Tabac.

Année financière	2025-2026 ¹
Amendes imposées	9,27 M\$

¹ Le montant des amendes pour l'exercice 2025-2026 est calculé pour la période du 1^{er} avril au 31 décembre 2025.
Le ministère de la Sécurité publique ne dispose cependant pas des données sur le montant des amendes encaissées.

Question **071**

Le nombre et la valeur des saisies de cannabis de contrebande, et ce, pour les cinq dernières années

Le ministère de la Sécurité publique (MSP) compile ces renseignements depuis la mise en place, en octobre 2018, du comité Actions concertées contre les économies souterraines (ACCES) Cannabis. Pour la période du 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026, les policiers ont saisi l'équivalent de 5 975,5 kilogrammes de cannabis séché. Le MSP n'est pas en mesure de convertir cette donnée, puisqu'aucune source officielle ne détermine la valeur du cannabis de contrebande à l'heure actuelle.

Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers des études des crédits précédents.

Question **073**

Actions mises en œuvre afin de sensibiliser aux enjeux du profilage racial et social.

Voici le détail des actions posées par le ministère de la Sécurité publique (MSP) en 2025-2026 :

Déploiement d'une formation destinée aux policiers et policières du Québec

Des travaux ont eu lieu, de concert avec l'École nationale de police du Québec (ENPQ), la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse et le Commissaire à la déontologie policière afin d'offrir des capsules de sensibilisation sur le profilage racial et social aux policiers. Le gouvernement a annoncé un budget de 930 000 \$ sur 4 ans, pour la réalisation de ce projet. Les travaux ont débuté au cours de l'année financière 2021-2022. Les quatre capsules de sensibilisation ont été déployées. Les objectifs visés par cette offre de formation sont : d'améliorer la compréhension des enjeux complexes auxquels font face les policiers et les policières dans une société diversifiée, de situer le cadre législatif et jurisprudentiel de la pratique policière au regard des droits de la personne, d'outiller l'agent de la paix pour lui permettre de détecter les situations à risque de constituer une atteinte aux droits de la personne, de stimuler l'introspection, de donner des orientations claires quant aux attentes envers les corps de police. La dernière capsule a été déployée au printemps 2025 et met ainsi fin à ce projet. Les travaux sont en cours afin que les contenus de formation développés soient intégrés par l'ENPQ au parcours de formation des policiers.

Ligne directrice concernant les interpellations policières, y compris les interceptions routières effectuées en vertu de l'article 636 du Code de la sécurité routière (C.s.r.)

Conformément aux dispositions de la *Loi modifiant diverses dispositions relatives à la sécurité publique et édictant la Loi visant à aider à retrouver des personnes disparues*, le ministre de la Sécurité publique a établi, à l'égard des corps de police et de leurs membres, une ligne directrice concernant les interpellations policières, y compris les interceptions routières effectuées en vertu de l'article 636 du Code de la sécurité routière (C.s.r.). En vigueur depuis le 5 décembre 2023, cette ligne directrice a pour objectif de prévenir toute forme de profilage racial et social lors des interpellations policières, y compris les interceptions routières effectuées en vertu de l'article 636 du C.s.r., afin de maintenir un haut niveau de confiance de la population envers les policiers. Elle a fait l'objet de deux mises à jour, soit les 29 juillet et 1^{er} décembre 2025. Également, elle prévoit que les corps de police doivent obligatoirement collecter, depuis le 1^{er} avril 2024, les données sur l'interpellation policière et, depuis le 1^{er} janvier 2025, les données sur l'interception routière effectuée en vertu de l'article 636 du C.s.r.

Ainsi, le ministre de la Sécurité publique recevra les rapports annuels de données pour l'année courante sur l'interpellation policière et sur l'interception routière effectuée en vertu de l'article 636 C.s.r. à compter du 31 mars 2026.

Équipes mixtes d'intervention composées de policiers et d'intervenants communautaires (ÉMIPIC)

Afin de mettre en œuvre les recommandations du rapport de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (ENFFADA), de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Commission Viens) et parallèlement du Groupe d'action contre le racisme, le MSP a annoncé en 2021-2022, la somme de 11,6 M\$ sur 4 ans pour la mise en place d'ÉMIPIC dans quatre municipalités desservies par la Sûreté du Québec (SQ) : Roberval, Chibougamau, Joliette et Maniwaki. Ces équipes sont formées pour agir auprès de personnes autochtones et allochtones aux prises avec différentes problématiques (p. ex. : la consommation d'alcool et

Question **073**

Suite

de drogues, la rupture sociale, la judiciarisation fréquente et l'itinérance). Ces services sont offerts par des policiers de la SQ, ainsi que par des intervenants communautaires du ministère de la Santé et des Services sociaux. Cette collaboration a permis d'offrir des services adaptés à la clientèle vulnérable, notamment des interventions concertées qui limitent la judiciarisation de certains individus. Certaines équipes sont soutenues par un agent de liaison civil autochtone ou des services de liaison autochtone civile, en partenariat avec des organisations autochtones de ces milieux. Les membres de ces équipes reçoivent de la formation spécialisée abordant, entre autres, les thèmes de l'itinérance, de la violence conjugale et des interventions culturellement sécurisantes. Afin de maintenir les activités des EMIPIC, le gouvernement du Québec a annoncé, dans son budget 2025-2026, la reconduction de ce financement à la hauteur de 14,5 M\$ sur 5 ans.

Au 31 janvier 2026

Question **074**

État de situation des travaux du Comité provincial en matière de profilage racial et social.

Au cours de la dernière année, voici les actions mises en œuvre par le Comité sectoriel issu du milieu policier sur le profilage racial et social (Comité).

La formation des policières et des policiers est identifiée comme un moyen essentiel et prioritaire permettant de lutter contre le racisme et le profilage racial et social. C'est pourquoi le ministère de la Sécurité publique a travaillé activement au développement d'un programme de capsules de sensibilisation pour lutter contre le racisme et le profilage racial et social, et ce, en étroite collaboration avec l'École nationale de police du Québec, la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse ainsi que le Commissaire à la déontologie policière. Pour ce faire, le gouvernement a accordé un budget de 930 000 \$ sur quatre ans, pour la réalisation de ce projet. Conséquemment, les travaux du Comité ont porté principalement, au cours de l'exercice financier 2025-2026, à fournir une expertise-conseil quant à l'élaboration de l'offre de formation destinée aux organisations policières. Le déploiement de la dernière capsule de sensibilisation a eu lieu en juin 2025.

Le Comité s'est réuni deux fois au cours de la période allant du 1^{er} avril 2025 au 31 mars 2026.

Question **075**

Budget dédié aux travaux sur le profilage racial et social et budget réellement investi en 2025-2026.

Un total de 930 000 \$ sur 4 ans ont été alloués pour la réalisation de la formation sur le profilage racial et social aux policiers, en collaboration avec l'École nationale de police du Québec, la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse et le Commissaire à la déontologie policière. Ce projet ayant pris fin en 2024-2025, aucune somme n'a été dépensée en 2025-2026. La formation a été rendue disponible à l'ensemble des corps de police en juin 2025.

En 2021-2022, un total de 11,6 M\$ sur 4 ans avaient été alloués pour la mise en place d'équipes mixtes d'intervention composées de policiers et d'intervenants communautaires (ÉMIPIC). Ce financement ayant pris fin en 2024-2025, une reconduction pour un total de 14,5 M\$ sur 5 ans a été annoncée en 2025-2026 afin de maintenir les activités des ÉMIPIC. De cette somme, 2,8 M\$ sont rendus disponibles pour l'année 2025-2026.

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2026-2027

Question **078**

Veillez nous fournir l'ensemble des données transmises au ministre par les directeurs des corps de police, par corps de police, via l'article 265 de la Loi sur la police (article 88 du projet de loi 14) concernant :

- Les données concernant les mandats de perquisition demandés;
- Les données faisant état des interpellations policières effectuées, y compris les interceptions routières effectuées en vertu de l'article 636 du Code de la sécurité routière (chapitre C-24.2)

A. Les données concernant les mandats de perquisition demandés par les corps de police :

Corps de police	Nombre de mandats de perquisition demandés - 2024 ¹
Ensemble des corps de police du Québec	6 734

¹ Il s'agit du nombre de mandats de perquisition demandés au cours de l'année 2024 en vertu des articles 487, 487.01, 487.05 et 487.091 du Code criminel, des autres lois fédérales et des lois provinciales. Ces données proviennent du formulaire *Mandats de perquisition – 2024* qui est complété annuellement par les corps de police en vertu de l'article 265 de la *Loi sur la police*. Les données de 2025 seront disponibles à partir de juillet 2026.

Le 5 décembre 2023, entrant en vigueur la Ligne directrice sur les interpellations policières, y compris les interceptions routières effectuées en vertu de l'article 636 du *Code de la sécurité routière (C.s.r.)* par un policier. En outre, les modifications apportées à l'article 265 de la Loi sur la police créent une nouvelle obligation au directeur de tout corps de police de transmettre au ministre, avant le 1^{er} avril de chaque année, un rapport faisant état des interpellations policières, y compris les interceptions routières effectuées en vertu de l'article 636 du C.s.r., selon la forme et le contenu déterminé par le ministre.

B. Les corps de police devront transmettre le 31 mars 2026, les données sur l'interpellation policière et celles sur l'interception routière effectuée en vertu de l'article 636 du C.s.r. recueillies du 1^{er} janvier au 31 décembre 2025.

B.1 Interpellation policière

Corps de police	Nombre d'interpellations policières effectuées du 1 ^{er} avril au 31 décembre 2024
Sûreté du Québec et corps de police municipaux	15 184
Corps de police autochtones	210
Ensemble des corps de police du Québec	15 394 ¹

¹ Il est à noter qu'il y a une différence de 11 interpellations policières entre le rapport de compilation diffusé sur Québec.ca et les données présentées dans cette section considérant que le rapport de la Sécurité publique de Pessamit a été reçu par la suite.

Question **078**

Suite

B.2 Interception routière effectuée en vertu de l'article 636 C.s.r.

Les données demandées ne sont pas disponibles. La date d'entrée en vigueur pour le début de la collecte de données en vertu de l'article 636 du C.s.r. a été fixée au 1^{er} janvier 2025. La première reddition de compte par les corps de police sera le 31 mars 2026.

Au 31 janvier 2026

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2026-2027

Question 079

Le 18 août 2023, le ministre annonçait le déploiement d'une formation issue d'un partenariat entre le ministère de la Sécurité publique, la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ), l'École nationale de police du Québec (ENPQ) et le Commissaire à la déontologie policière. La formation sur le profilage racial est composée notamment de quatre capsules vidéo. En lien avec cette formation, veuillez nous indiquer, pour chacune des 4 capsules vidéo :

- a. Le sujet de la capsule;
- b. La date de mise en ligne de la capsule;
- c. La durée de la formation;
- d. Le nombre et le pourcentage de policiers ayant suivi la formation, ventilé par capsule;
- e. Le coût de production de la capsule;
- f. La compagnie en charge de la production de la capsule.

La diffusion de la formation sur le profilage racial et social s'articule autour d'un réseau de plus de 250 répondants provenant de tous les corps de police du Québec dont le mandat est d'animer auprès de leurs pairs des activités dans lesquelles s'intègrent les capsules. Au sujet des capsules, plus précisément :

- a. Capsule 1 : La société en changement
Capsule 2 : Les biais inconscients
Capsule 3 : Les situations à risques de profilage racial et social
Capsule 4 : Intervention policière dans un contexte de droits.
- b. Les 4 premières capsules ont été déposées sur l'environnement d'apprentissage numérique de l'École nationale de police du Québec (ENPQ). Il n'y a pas d'échéance pour la diffusion des capsules au sein des corps de police. Ces derniers sont responsables de déterminer un calendrier et des modalités de diffusion selon leurs besoins et leur réalité.
- c. La durée de l'activité de diffusion d'une capsule est d'un minimum de 40 minutes, mais la méthode de diffusion choisie permet aux organisations policières d'avoir la flexibilité nécessaire pour aller plus loin. La capsule 1 est d'une durée de 14,48 minutes, la capsule 2 est d'une durée de 10,12 minutes, la capsule 3 est d'une durée de 11,52 minutes et la capsule 4 est d'une durée de 24,37 minutes, en n'incluant pas les discussions et animations prévues dans l'activité.
- d. La responsabilité d'assurer le suivi du déploiement des capsules de sensibilisation relève des organisations policières. L'ENPQ a tout de même mis à la disposition de celles-ci un rapport de diffusion à compléter, de façon facultative. Ainsi, selon un rapport partiel, il y a eu 2 163 visionnements pour la capsule 1, 1 798 visionnements pour la capsule 2, 1 008 visionnements pour la capsule 3 et 151 visionnements pour la capsule 4.
- e. Un total de 930 000 \$ sur 4 ans (de 2021-2022 à 2024-2025) ont été alloués pour la réalisation de la formation sur le profilage racial et social aux policiers (en collaboration avec l'ENPQ, la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse et le Commissaire à la déontologie policière).
- f. L'ENPQ a pris en charge la conception des capsules.

Au 31 janvier 2026

